

Relations égypto-soudanaises - Al-Zaim Azhari

Lire de l'intérieur : changements dans l'équation stratégique entre l'Égypte et le Soudan

Dr.. Abdel Nasser Mamoun, chercheur associé

Au cours de cette période, les relations égypto-soudanaises traversent l'une de leurs époques les plus prospères, par rapport aux périodes précédentes, au cours desquelles il y avait des flux et reflux entre les deux pays, en raison de nombreux facteurs, qu'il n'y a pas assez de place pour mentionner en détail. , mais dans cette analyse, nous n'aborderons que certains des aspects psychologiques qui se sont accumulés. Au cours des dernières années, il a été continuellement alimenté par différents partis qui ne veulent pas que l'Égypte et le Soudan soient main dans la main ou ne forment qu'un seul bloc. Le Soudan, avec l'Égypte, représente une puissance régionale qui peut changer l'équilibre des pouvoirs dans la région en tant que puissance régionale. un ensemble.

Les analystes s'accordent sur le fait que le président Abdel Fattah El-Sisi, qui a fait preuve d'une grande capacité à fournir une lecture précise de la scène stratégique de la région de 2001 à aujourd'hui, et à faire face aux diverses opportunités et défis créés par l'environnement stratégique entourant l'Égypte, a pu changer la carte des relations égypto-soudanaises en moins de deux ans, au cours desquels il a réussi à franchir bon nombre des murs de doute et d'idées fausses que le système de sauvetage avait construits et promus au cours des trente dernières années. Sur la base de ce qui précède, la question suivante peut être posée : quelle est la réalité des relations égypto-soudanaises et les caractéristiques les plus importantes de la stratégie suivie entre les deux pays à l'heure actuelle ?

Le système de sauvetage et la formation de la conscience soudanaise envers l'Égypte :

L'énorme impact sur C'était sous le règne du Front du Salut au Soudan, qui a duré près de trente ans. Remodeler et façonner la conscience populaire de la jeunesse soudanaise à l'égard de l'État égyptien, car il a éclipsé les relations bilatérales - malgré leur force et malgré les similitudes historiques et géostratégiques.

Au cours de cette longue période, malgré la volonté de l'Égypte de maintenir des relations amicales entre les peuples égyptien et soudanais, ce qui ressemblait à un nuage de divergences idéologiques, de la part du régime islamique, alors que ce front et sa culture médiatique cherchaient à le démontrer.

L'approche du Front du Salut était l'une

Diaboliser le Caire et le décrire avec toutes ses imperfections, et élever les générations qui sont nées et ont grandi au cours des trois dernières décennies en leur faisant croire que le Caire ne voit au Soudan que du gâchis, le dévorant, lui arrachant et s'en emparant de ce qu'il veut, à commencer par les eaux du Nil, et en terminant par la décision soudanaise, et les terres de la patrie, au point que ce front dirigeant a délibérément exclu Le Caire de tout rôle dans le processus de fin du conflit entre le nord et le sud du Soudan, qui a pris fin avec sécession en 2011.

Il a également adopté l'acceptation et la promotion du barrage éthiopien de la Renaissance malgré les risques sérieux qui peuvent survenir en raison de l'absence d'accord sur la gestion du barrage et des mécanismes de résolution des différends pouvant surgir de cette gestion, avec un accord contraignant. Tout cela en dépit du Caire, qui a connu à cette époque une révolution populaire soutenue par les forces armées pour chasser les Frères musulmans du pouvoir en 2013, après que leur échec dans tous les secteurs de l'État égyptien ait été prouvé, en plus de leur tentative de changer l'identité égyptienne en faveur d'un programme d'autonomisation et en faveur d'un projet plus vaste parrainé par les pays de la région et les puissances internationales. Cela a perturbé le régime du Front du Salut de l'époque, qui espérait achever et peut-être annoncer le projet islamique au monde.

L'Égypte et le changement de l'équation des relations stratégiques avec le Soudan :

C'est difficile à surmonter dans le système de sécurité nationale arabe en général

Et le Soudan est un numéro

Et Al-Masry en particulier, et son importance pour le Caire de par sa situation de porte d'entrée vers les profondeurs africaines, et de partenaire important dans le dossier de l'eau, en plus d'un partenariat sur les frontières et le processus de sécurisation de la mer Rouge. Le Caire a dû affronter cette vision erronée que ce front essayait d'enraciner dans la psyché populaire soudanaise, et malgré la difficulté de faire face à cet enracinement qui a duré plus de trente ans, le Caire a réussi à transformer cette vision en une vision positive au cours des dernières années.

La période passée – les caractéristiques les plus importantes de la stratégie de coopération entre les deux pays peuvent être identifiées comme suit :

(*) La position égyptienne sur l'empiétement éthiopien sur les terres soudanaises : à la suite du Front du Salut au pouvoir au Soudan, fermant les yeux sur l'occupation par l'Éthiopie du vaste triangle soudanais de Fashqa, allant même jusqu'à tuer les Soudanais, pillant leurs récoltes et violant et tuant leurs femmes dans cette région, en

Les gangs éthiopiens Shifta, soutenus par l'armée éthiopienne, ont étendu leur pillage des terres soudanaises jusqu'à se retrouver à la périphérie de la ville soudanaise de Gedaref, après la mort d'un groupe de soldats soudanais dans une embuscade tendue par ces milices éthiopiennes alors qu'ils ces soldats des Forces de défense du peuple soudanais tentaient de pourchasser un groupe de tueurs. L'opinion populaire éthiopienne soudanaise a été agitée à la suite de cet incident, qui a fait remonter à la surface la question des frontières pillées dans les relations éthiopiennes-soudanaises, que le Le front évincé et ses porte-parole ont essayé de prendre comme une alternative honorable. Les comités électroniques des Frères musulmans ont promu des « Au Caire, tel est ce qu'il paraît ». slogans tels que

l'Éthiopie du dossier Cérépétien, le geste du patriote éthiopien et la sœur de mon pays » auprès de la jeunesse soudanaise, et son insistance à voler les terres soudanaises dont le statut soudanais a été établi par le traité de 1902 et la reconnaissance des anciens dirigeants éthiopiens Ali Abiy Ahmed, ont fait que le Les rues soudanaises découvrent la vérité sur cette relation qui était en faveur de l'Éthiopie et quels étaient les slogans de fraternité et d'unité de couleur. Le destin n'est qu'une distraction pour les Soudanais de ce que l'Éthiopie a volé et vole en termes de terres et de récoltes. qui génèrent des millions de dollars chaque année pour le trésor éthiopien aux dépens de mon pays frère.

En soutenant et en soutenant la position soudanaise pour plusieurs facteurs, peut-être La position du Caire était claire et nette

Le plus important est de souligner la validité du Traité de 1902, qui soutient clairement la position soudano-égyptienne concernant le

dossier de l'eau du Nil, ainsi que le bien-fondé de la position soudanaise et le facteur de destin populaire. de la politique et

de ses fluctuations. Common, qui met en évidence la balise

(*) Développement de la coopération militaire : le Soudan considère avec admiration l'expérience égyptienne dans le domaine de l'industrialisation militaire, car le Caire a commencé à produire de nombreux mécanismes militaires importants, notamment dans la guerre terrestre, adaptés à la géographie de la région et à la nature des théâtres d'opérations dans lesquels les forces armées soudanaises sont engagées. Ces mécanismes comprennent, par exemple Exemple :

(&) Le véhicule blindé Fahd est équipé d'obus de mortier de 120 m et d'un double lanceur emportant des missiles antiblindés d'une portée de 5000 m et peut être équipé d'une tourelle d'artillerie de 30 m et sa vitesse est de 100 km/h. Il est également équipé d'un système de protection contre la guerre biologique et chimique et de dispositifs de vision nocturne, nécessaires à des pays comme le Soudan dans ses guerres contre les milices armées.

(&) Le véhicule blindé Crocodile transporte environ 6 soldats et est résistant aux mines. Il possède une tourelle, une mitrailleuse de 7,5 m et un lance-grenades de 40 m. L'Egypte produit plusieurs exemplaires du Crocodile, du Crocodile 2 et du Crocodile 3.

(&) Le véhicule blindé Sinai 200, surnommé Monster 100 ST égyptien, est un chasseur de chars. Il est utilisé en intervention rapide et embarque des armes puissantes telles que des missiles anti-aériens, des missiles antichar, un lance-missiles, un porte-mortier. , et des missiles sol-sol, et sa vitesse atteint 120 km/h.

(&) Le char 1A1M a la capacité de détruire toute cible en mouvement à une distance de 5 000 mètres.

(&) Le drone Patrick et Holobossal a été produit par le Caire en coopération avec la Biélorussie il y a environ un an et vole pendant une période de vol allant jusqu'à 6 à 12 heures continues. Il surveille, photographie, engage et transporte des explosifs et des missiles ainsi que les drones Haram et Qaid, 100 % égyptiens, qui opèrent désormais à la frontière libyenne ainsi qu'au plus profond du Sinaï et du Kan. Ils y ont un impact significatif dans la lutte contre le terrorisme.

Sur la base de ce qui précède, le Caire peut apporter une contribution importante à la diversification et à la modernisation des capacités de l'armée soudanaise et en améliorant ses capacités à mener les opérations militaires qui pourraient lui être confiées. Surtout à la lumière des circonstances qui l'entourent actuellement.

Le 1er novembre 2020, pour garantir que les relations militaires entre les deux pays soient enracinées aux menaces conformément à cette vision, et cela a également confirmé la volonté des deux armées de faire face émergentes contre les intérêts des deux pays. la signature d'un accord militaire entre le Caire et Khartoum en mars 2021 à Khartoum, qui stipulait que le Caire fournirait tous les types de soutien militaire dont Khartoum pourrait avoir besoin lorsqu'il en aurait besoin, en plus du soutien logistique qui se poursuit depuis le déclenchement de la crise de décembre Révolution au Soudan. L'accord prévoyait également que le Caire garantirait la réalisation de la sécurité nationale des deux pays et constituerait des forces armées possédant l'expérience, l'expertise et la capacité de faire face à toute attaque, de combattre le terrorisme, de créer des industries militaires et d'assurer la réalisation de l'équilibre militaire dans la région, car cet accord permettra de rééquilibrer l'équilibre des pouvoirs dans la région de la Corne de l'Afrique, en particulier après les récents changements dans les relations entre l'Éthiopie, l'Érythrée et la Somalie.

(*)Le soutien du Caire au gouvernement soudanais pour réussir la période de transition : afin de gagner la confiance du peuple soudanais, en mettant en avant ses capacités à protéger le territoire national, à se rallier autour de lui et à renforcer la cohésion.

Popularité parmi l'ensemble de la population, renforcement de la position de l'État à l'intérieur et à l'extérieur, et capacité à affronter
Mouvements séparatistes armés, mettant l'accent sur les dispositions de sécurité qui ont été prises, comme l'accord de paix de Juba,
ainsi que pour combler le vide créé par le retrait de l'Union africaine et de la mission d'opérations de paix des Nations Unies «
MINUAD » dans la région du Darfour.

(*) Intégration économique : Après avoir retiré le Soudan de la liste terroriste américaine, Khartoum s'efforce de s'intégrer dans
l'économie mondiale, dans le but de résoudre ses graves problèmes économiques et de gagner la confiance et le soutien des institutions
internationales donatrices. L'activation des accords de coopération économique et d'intégration avec le Caire sera forte, comme
l'accord sur les libertés. Les quatre accords qui renforceront les liens humanitaires entre les deux peuples, diversifieront les domaines
du commerce intra-communautaire et mèneront des échanges commerciaux en tant que mesure intégrée, ainsi que l'accord de
fourniture d'électricité pour faire face au déficit électrique au Soudan, qui s'élève à environ 600 mégawatts, ce qui le détourne d'un excédent
égyptien qui facilite le processus d'intégration dans ce domaine.

Nous affirmons que l'Égypte et le Soudan avancent progressivement vers l'établissement de relations stratégiques En conclusion
Fort dans la période à venir, selon une ligne tracée par les défis du destin commun entre les peuples de la vallée du Nil, les défis du
barrage de la Renaissance, les défis de l'attaque contre la souveraineté du Soudan et les défis du terrorisme et des groupes
armés. , attiré par de nombreuses opportunités, notamment l'avenir du développement et de la coopération économique entre les deux pays,
l'avenir de la coopération militaire et l'avenir de l'intégration entre les deux pays. Malgré tout cela, la route comportera encore certains
obstacles posés par le défunt régime du Salut, qui exigent que les dirigeants des deux pays aient une forte volonté de les surmonter et
de s'en débarrasser, en vue de construire une nouvelle phase de confiance et de coopération. Mais dans tous les cas,
l'administration égyptienne doit garder sous ses yeux le processus d'actualisation, d'orientation et de construction d'une stratégie
médiatique, en utilisant des méthodes scientifiques systématiques, avec des chercheurs spécialisés travaillant sur ses plateformes
pour s'adresser à l'opinion publique, en particulier au Soudan, pour construire et renforcer des liens fraternels forts entre les deux
peuples et pour surmonter tous les obstacles psychologiques. des problèmes que certains exploitent pour perturber le train des
relations stratégiques entre l'Égypte et le Soudan.

Le Soudan et le tournant historique de son histoire politique (1-3)

Le Soudan traverse aujourd'hui une étape décisive de son histoire, caractérisée par la disponibilité d'un ensemble d'éléments de réussite, dans un environnement sûr et stable, résultant de l'harmonie entre la plupart de ses forces d'influence, ce qui lui donne l'opportunité d'échapper au marécage des crises, de l'instabilité et de la rareté des moyens de subsistance, et avancer résolument de développement et de stabilité à l'avenir de la vie. Cette étape représente une arme à double tranchant pour les perspectives. Son salut le conduit à la sécurité, ou une calamité le conduit à la mort. Pour le Soudan, ce sera soit un collier. C'est une opportunité précieuse qui constitue un début prometteur pour le Soudan si elle est exploitée avec sincérité, impartialité et responsabilité. C'est une mauvaise opportunité si elle est négligée par la procrastination, le manque de sérieux, la prise en compte de sa propre fortune et de sa pénurie, et en donnant la priorité au privé sur le public et au partisan sur le national, le pays entrera alors, bon gré mal gré, dans une étape de non-retour à la vie, tout comme l'entrée d'un malade. ne revient plus à la vie. Des opportunités internes et externes se présentent, ces dernières positives aux niveaux interne et externe, qui annoncent la possibilité d'une sortie rapide et sûre du Soudan de la boîte du désespoir et de la frustration pour vivre une vie bonne, sûre et stable, et contribuer dans une certaine mesure de son potentiel aux niveaux régional et international. Dans cet article, nous essaierons d'aborder ces données aux niveaux interne et externe, et de lire les indicateurs afin que le travail puisse être pris en compte s'il vise le succès, ou rejeté et évité s'il vise le trébuchement et l'échec. . Nous commençons, de manière inhabituelle, par des données et des changements au niveau externe qui ont des répercussions à l'intérieur, même si l'intérieur est la raison de la création de ces opportunités et données au niveau externe : Premièrement : il ne fait aucun doute que la décision lever les sanctions

Le rapport de l'American Economist sur le Soudan a eu de nombreuses répercussions que les conférenciers et les écrivains ont étudiées.

Ils ont longuement parlé de son impact qui affectera tous les aspects de la vie et en particulier la vie quotidienne du citoyen soudanais. Tout ce qu'ils ont dit est vrai, mais pour ma part, je vois que l'impact le plus important de la décision de lever les sanctions contre le Soudan est l'état de soulagement psychologique qui a prévalu dans tout le pays. En effet, je ne pense pas que ce soulagement était à son tour positivement, que cet état de soulagement psychologique éclipsait même l'humeur générale des gens et la modifiait à 180 degrés, alors ce changement se refléterait positivement dans les relations entre eux. Au lieu d'un état de nervosité et de réaction immédiate de la provocation, aussi petite que soit la raison de la provocation, avant que la décision ne soit rendue, la situation a maintenant changé, pour être remplacée par un état de calme et de maîtrise de soi, d'acceptation de l'autre opinion et d'absence de réponse immédiate. à des stimuli provocateurs. Malgré le grand soulagement qui a accompagné la décision de lever les sanctions, surtout depuis qu'elle a été prise au cours de la dernière semaine de la présidence d'Obama, une grande anxiété domine tout le monde.

La source de cette préoccupation est que le Soudan est sous surveillance pendant une période de six mois, après quoi elle pourrait être réimposée.

Des sanctions à nouveau, et cette appréhension a été accrue par les décisions du président Trump d'inclure le Soudan parmi

Les sept pays dont les citoyens n'ont pas le droit de voyager aux États-Unis. Mais grâce au suivi

Le suivi et l'analyse montrent que le dossier évolue dans le sens d'une levée définitive des sanctions, pour plusieurs raisons, parmi lesquelles les suivantes : v Il existe un grand nombre de ministres du gouvernement Trump qui sont des gens fortunés, des hommes d'affaires et des chefs d'entreprises -des sociétés frontalières, dont la plus importante est le secrétaire d'État Rex Tillerson, président du conseil d'administration du géant pétrolier... (ExxonMobil), considéré comme le cinquième La plus grande entreprise américaine en valeur marchande, qui a clairement exprimé son objection à la politique de sanctions contre les pays sous prétexte qu'elle est inutile. Avec l'empressement de ces entreprises à investir dans les ressources du Soudan, qui en ont été longtemps privées, la balance penche en faveur de la levée des sanctions. v Eric Reeves, le candidat le plus en vue pour les affaires africaines au Département d'État américain, est contre les sanctions contre le Soudan et estime que les États-Unis ont cruellement besoin du Soudan pour réaliser certains de leurs intérêts.

En Afrique et dans le monde arabe. v L'un des principaux objectifs de la politique étrangère du président Trump est de former une alliance comprenant l'Égypte et l'Arabie saoudite pour lutter contre le terrorisme, et pour y parvenir, les Émirats arabes unis, le Soudan, Israël, l'Amérique et la Turquie. Chacun de ces pays a une mission et des devoirs spécifiques. Il semble qu'il ait choisi le Soudan pour fournir les combattants, et cela donne certainement une forte indication v Pour le Soudan, et retirer son nom de la liste des États soutenant le terrorisme. Sanctions économiques permanentes.

Cette ouverture et ce rapprochement américano-soudanais ont commencé avec l'échange de détachements militaires entre les États-Unis et le gouvernement soudanais à Khartoum et à Washington, bien que le Soudan soit répertorié.

Sur la liste américaine des États soutenant le terrorisme, qui interdit toute interaction militaire avec lui, sauf

L'ouverture des attachés militaires et l'affectation d'attachés militaires indiquent très clairement l'intention des deux pays et leur orientation vers la coopération dans le domaine militaire, ce qui signifie nécessairement ouvrir la voie au retrait L'embargo militaire qui lui était imposé a été levé. du nom du Soudan de la liste des États soutenant le terrorisme, et alors

v La publication d'une décision commune de la Troïka (Grande-Bretagne-Norvège-Amérique) soutenant la démarche de dialogue du gouvernement avec l'opposition et les mouvements armés, et appelant les mouvements armés, notamment le mouvement Abdel Wahid, le Secteur Nord et Minawi , d'engager le dialogue dans un langage qui n'est pas dénué de pression et peut-être pas d'une menace cachée. v Exprimer le président ougandais Museveni pour son rôle de médiateur dans l'affaire de libération. rebelle et amnistie pour ceux qui sont reconnus coupables de désobéissance au gouvernement! Prisonniers des mouvements

Le président ougandais n'aurait pas fait cela s'il n'avait pas reçu le feu vert des États-Unis. L'Ouganda et Museveni ont commencé à s'améliorer dans le sillage des États-Unis. Bien que la visite qu'il a effectuée au Soudan ait été organisée par la vertueuse soudanaise Najwa, l'établissement et la poursuite de cette relation indiquent clairement les directives américaines à cet égard, ce qui signifie que cela est dans l'intérêt du Soudan. v Il ne fait aucun doute que l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont joué un rôle majeur et influent dans la levée des sanctions contre le Soudan. Ce qui est frappant ici, c'est que l'Arabie Saoudite

Il a pu jouer ce rôle majeur malgré les relations tendues entre lui et les États-Unis à l'époque du président Obama, qui a « vendu » l'Arabie saoudite à l'Iran après l'accord sur le réacteur nucléaire iranien. la direction opposée à la politique d'Obama, comme

Cela a commencé par des tensions avec l'Iran, et s'est poursuivi par des actions en interdisant aux Iraniens de se rendre à Washington. Confirmé par le succès des entretiens menés par le Prince Américain En revanche, on assiste à un rapprochement saoudien Mohammed ben Salmane, vice-prince héritier, avec le président Trump. L'aide de l'Arabie saoudite au Soudan est plus efficace et plus influente après Il est en tension avec Washington, ce qui indique qu'il sera certainement

Le retour des relations intimes entre elle et Washington. v Les États-Unis estiment qu'ils sont politiquement et moralement responsables Vers l'État du Sud, et face à l'incapacité qui exigeait tous les pays et organisations, Soucieux d'apporter des solutions acceptables aux parties au conflit au Soudan du Sud, de mettre un terme au conflit et de rétablir la stabilité dans cet État naissant, les États-Unis sont pleinement convaincus que le Soudan est le pays le plus qualifié pour contribuer efficacement à la résolution du conflit. Crise au Soudan du Sud, et la pensée américaine peut aller plus loin, en créant... Une relation entre le Soudan et l'État du Soudan du Sud, ce qui indique que les États-Unis entrent dans une relation étroite avec le Soudan. Il va sans dire

Dire que le rapprochement avec les États-Unis et la levée des sanctions de leur part signifient la fin complète des efforts de l'Union européenne visant à ouvrir une page aux sanctions de la part d'autres pays du monde, y compris une nouvelle avec le Soudan. La nécessité pour l'Union européenne que le Soudan aide à lutter contre l'immigration illégale vers l'Europe, en particulier après la rupture du contrat de sécurité en Libye, conclu par les États-Unis.

Activité des mouvements classés comme terroristes Pour les gangs de trafiquants d'êtres humains, C'est devenu un marché avec le Mali, le Niger et le Nigeria, le Soudan est devenu le pays qui peut contribuer efficacement à conjurer ce danger venant d'Europe. L'indication en a été l'arrivée d'environ dix-neuf fonctionnaires de...

L'Union européenne s'est rendue à Khartoum à la mi-mars et Khartoum a également reçu l'envoyé de l'Union européenne pour la promotion de la liberté de religion. En mars dernier, Khartoum a accueilli la mission du Fonds monétaire international au Soudan, dirigée par Eric Muto, qui a approuvé le plan économique soudanais, qui indique clairement le sérieux du travail visant à intégrer l'économie soudanaise dans le système économique mondial, en préparation de Pour une prochaine période de coopération entre le Soudan et les institutions

Pays internationaux soumis aux directives américaines. Nous ne pouvons pas nous tourner vers les opportunités et les données qui existent au niveau interne sans examiner les opportunités et les données disponibles pour le Soudan au niveau régional, comme suit : v Au niveau africain, nous constatons que les relations du Soudan avec tous les pays africains. Il existe un lien étroit et une compréhension presque complète entre l'Afrique du Sud, dans le meilleur des cas, avec l'Afrique, pays pivot de l'Afrique, et avec le Soudan dans tous les domaines, et il nous suffit ici de simplement souligner :

Parce que l'Afrique du Sud a refusé d'arrêter Al-Bashir lors de sa visite, malgré les pressions internes et externes exercées sur elle, et qu'après cette visite, l'Afrique du Sud a annoncé son retrait du tribunal.

criminel international. Quant à l'Ouganda, qui était en profonde hostilité avec le Soudan, et qui a fourni puis est devenu un havre de soutien et un refuge pour le mouvement Garang même après la sécession du sud, pour les mouvements rebelles, il est désormais devenu le médiateur entre le gouvernement du Soudan et les mouvements rebelles en train d'échanger des prisonniers, des condamnés et des condamnés par le gouvernement soudanais. Quant à l'Éthiopie, peut-être

La période actuelle est la période la plus prospère pour les relations entre l'Éthiopie et le Soudan tout au long de l'histoire de leurs relations.

Les deux pays, de même que le Tchad et, dans une certaine mesure, l'Érythrée. Quant à la relation au niveau

Il était avec l'Arabie Saoudite Al Arabiya : Khartoum est devenue le pivot des relations avec les États du Golfe

Ou encore les Émirats ou le Qatar, dans la mesure où cela s'est répercuté sur les peuples de ces pays en les préférant aux autres peuples de la région. En effet, le président Al-Bashir a été célébré. Tout, Ou Pour le peuple soudanais

avec que ce soit de la part des citoyens du Golfe ou de leurs gouvernements, est le trait distinctif de la relation Sawa.

Citoyens et dirigeants de ces pays. Il ne fait aucun doute qu'il existe de nombreuses raisons à cela, qu'il serait trop limité de mentionner ici. Rester

Avec le Soudan, il y a l'Égypte, et bien que la seule région touchée par l'ambiguïté de la relation soit considérée comme une affaire passagère,

l'Égypte est désormais hors du cercle d'action et d'influence, et jusqu'à...

L'Égypte résout les crises qui l'ont épuisée et la situation change : les relations entre le Caire et Khartoum reviendront sans aucun doute à la normale. Il ne fait aucun doute que ces opportunités et données au niveau international, qui marquent le plus de points en faveur du gouvernement, sont, en retour, un adversaire pour l'opposition.

Le rapprochement égypto-soudanais face à des défis majeurs Asmaa Adel

Asmaa Adel

Publié le 11/03/2021

Temps de lecture : 8 minutes

partage

Les relations égypto-soudanaises connaissent une évolution positive, comme en témoignent les mouvements Soudanais égyptien intensif à plusieurs niveaux. La visite de Maryam Al-Sadiq Al-Mahdi, ministre soudanaise des Affaires étrangères, en Égypte a eu lieu le 2 mars 2021, lors de sa rencontre avec le président égyptien Abdel Fattah Al-Sisi et de sa rencontre avec Sameh Shukry, ministre égyptien des Affaires étrangères. Mettre l'accent sur le renforcement des relations entre les deux pays dans un certain nombre de dossiers et de questions, ainsi que gratuit Des consultations et une coordination se poursuivent pour unifier les visions et les positions politiques entre les deux pays. Comme T je suis dans Le même jour, des discussions ont eu lieu entre les armées soudanaise et égyptienne dans la capitale soudanaise, Khartoum, qui ont abouti à la signature d'un accord de coopération militaire entre les deux pays, portant notamment sur la formation, la sécurité nationale et la coopération militaire dans divers domaines.

Contenu

Contextes régissant le rapprochement égypto-soudanais

Dimensions du partenariat égypto-soudanais

Ces interactions ont culminé avec la visite du président égyptien Abdel Fattah El-Sisi à Khartoum le 6 quoi A partir de mars 2021, sa première visite au Soudan après le renversement du régime d'« Omar al-Bashir » en 2019, visite qui a été témoin d'importantes rencontres qui l'ont réuni avec le président du Conseil de souveraineté de transition, le lieutenant-général Abdel Fattah al- Burhan, son adjoint, le lieutenant-général Muhammad Hamdan Dagalo, et le Premier ministre soudanais « Abdullah Hamdok » pour refléter la profondeur des relations égypto-soudanaises et travailler ensemble à les renforcer afin d'assurer la sécurité et la stabilité des deux pays. Des efforts conjoints pour relever les défis Les capacités

Accompagnant le rapprochement égypto-soudanais, Ce rapport tente d'examiner le contexte général

Outre les dimensions de la coopération entre les deux pays.

Contextes régissant le rapprochement égypto-soudanais

soudanais est lié à un contexte régional et à un nombre croissant de problématiques dans les relations égyptiennes. Le rapprochement

abonné. À cet égard, nous pouvons souligner ce qui suit. La dualité des intérêts

Le dossier du barrage de la Renaissance : Ce dossier a vu une convergence des positions égyptiennes et soudanaises sur fond de :

Procéder à la mise en œuvre du remplissage pour la deuxième année. Ou La voie des négociations et l'annonce de l'Éthiopie nuisent aux

13,5 milliards de mètres cubes d'eau en juillet prochain sans notification préalable et sans signature d'accord avec l'Égypte et le

Soudan. Les actions unilatérales éthiopiennes ont incité les deux pays en aval (Égypte et Soudan) à coordonner leurs positions sur ce

dossier, les deux pays soulignant l'importance de parvenir à un accord juridique contraignant concernant le remplissage et l'exploitation

du barrage de la Renaissance d'une manière qui réponde aux intérêts de l'Éthiopie. les trois pays et préserve les droits sur l'eau.

Pour l'Égypte et le Soudan. Il a également appelé l'Éthiopie à faire preuve de bonne foi et à s'engager dans un processus de négociation efficace.

Il est parrainé par l'Union africaine à travers la formation d'un quatuor international dirigé et facilité par la République du Congo.

La démocratie en tant que président actuel de l'Union africaine, et comprend à la fois les Nations Unies,

L'Union européenne et les États-Unis joueront le rôle de médiateurs dans les négociations pour parvenir à un accord contraignant.

Tensions frontalières entre le Soudan et l'Éthiopie : Les interactions liées aux tensions frontalières entre le Soudan et l'Éthiopie ont

été caractérisées par une escalade. La frontière soudano-éthiopienne a été le théâtre de tensions et des affrontements ont éclaté

entre les forces éthiopiennes et soudanaises à la fin de l'année dernière. Le 31 décembre 2020, Khartoum a annoncé le contrôle de

l'armée sur l'ensemble de son territoire dans la région frontalière d'Al-Fashqa avec l'Éthiopie, et le Soudan confirme son adhésion

à ses terres frontalières où il s'est redéployé après que le ministère éthiopien des Affaires étrangères ait accusé l'armée de

Elle a été colonisée par l'Éthiopie pendant plus d'un quart de siècle. Les

Soudanais ont également violé ses frontières. Malgré l'accord des deux pays pour résoudre la crise frontalière par le biais de comités

techniques, nous constatons que le Soudan accuse l'Éthiopie de tergiverser dans la mise en œuvre des recommandations du Haut

Comité des frontières et de mobiliser davantage de soldats à la frontière.

La scène actuelle au Soudan : Le nouveau gouvernement soudanais formé en février 2021, dans le contexte de l'accord de paix signé

entre le gouvernement soudanais et le Front révolutionnaire à Juba en octobre 2020, est confronté à un certain nombre de défis d'ordre

sécuritaire et économique. . Le Soudan souffre d'une détérioration des conditions économiques, ce qui nécessite le soutien de l'État

Cela a été confirmé par le président égyptien Abdel Fattah El-Sisi lors de sa réception au Caire par le Dr Maryam Al-Sadiq Al-Mahdi, ministre soudanaise des Affaires étrangères.

Dimensions du partenariat égypto-soudanais

Coopération militaire : Il existe une coopération entre l'Égypte et le Soudan dans le domaine militaire, comme en témoigne la conduite d'exercices militaires conjoints. Les exercices aériens conjoints « Nile Eagles-1 » ont été menés entre les deux pays en novembre 2020. Cela s'inscrit dans le cadre de renforcer les relations de coopération militaire conjointe entre les forces armées des deux pays, la coopération entre les deux pays s'intensifie également dans les domaines de la réhabilitation, de la formation, de l'échange d'expériences, de la sécurisation des frontières, de la lutte contre le terrorisme, de l'assurance technique et des industries militaires. Le 2 mars 2020, l'Égypte et le Soudan ont conclu un accord militaire à Khartoum, en présence des commandants des deux armées municipales, qui reflète l'engagement égyptien.

Soudanais pour faire face aux défis et aux risques. partagé

Maximiser les projets de développement : Le rapprochement égypto-soudanais a abouti à une coopération renforcée dans les transactions commerciales et d'investissement entre les deux pays, ainsi que dans tous les domaines de coopération stratégique entre les deux pays. Nous constatons qu'il existe une coopération dans le domaine des transports, en particulier à travers le projet Connectivité ferroviaire entre les deux pays, projet d'interconnexion électrique entre les deux pays, ainsi que coopération dans les domaines du transport aérien, terrestre, fluvial et maritime.

Aide humanitaire : L'aide humanitaire constitue une affirmation de la profondeur des liens et des relations. L'Égypte a envoyé une cargaison d'aide bien établie dans l'histoire qui unit l'Égypte et le Soudan. Elle a envoyé une aide médicale au Soudan en mai 2019.

l'aide fournie consistait en 25 tonnes de médicaments.

Et des fournitures médicales pour contribuer à alléger le fardeau du peuple soudanais. Des expéditions d'aide ont été préparées et transportées par avion militaire jusqu'à l'aéroport de Khartoum au Soudan. Les forces armées égyptiennes ont également équipé et envoyé un certain nombre de lignes de production de pain semi-automatiques sur le terrain en octobre 2020, alors que trois avions militaires égyptiens décollaient en direction de l'aéroport international de Khartoum avec à leur bord des lignes de production de pain et des techniciens chargés de l'installation et du fonctionnement des lignes.

Faire face à la menace de propagation du virus « Corona » : Une cargaison urgente de fournitures médicales et de médicaments a été envoyée au Soudan en mai 2020. Le commandement général des forces armées a préparé et équipé quatre avions militaires chargés d'une grande quantité de matériel médical urgent. fournitures et médicaments.

Faire face aux inondations : Dans le cadre de la solidarité de l'Égypte avec le peuple soudanais touché par les inondations qui l'ont balayé en septembre 2020, d'importantes quantités d'aide d'urgence ont été préparées et équipées pour les frères touchés par les inondations dans l'État du Soudan.

: Coopération dans le domaine de la santé

Il a été convenu de coopérer dans le domaine de la lutte contre les maladies, de revoir le cadre d'envoi de convois médicaux égyptiens spécialisés, de soutenir le renforcement des capacités au Soudan et de faire bénéficier le Soudan de l'initiative du président Abdel Fattah El-Sisi visant à traiter un million d'Africains atteints de l'hépatite C.

Octroi de 10 bourses par an à des médecins soudanais dans le cadre du programme de bourses égyptien.

Mettre les protocoles de traitement de l'hépatite C à la disposition de la partie soudanaise pour qu'elle en bénéficie.

Activation des systèmes de surveillance et de contrôle des épidémies entre les deux pays.

L'essentiel est que le rapprochement entre l'Égypte et le Soudan sert les intérêts des deux pays, et il existe un certain terrain d'entente, notamment sur le dossier Coordination et positions communes sur un certain nombre de sujets de préoccupation

Barrage d'AINahda. Les rencontres entre responsables égyptiens et soudanais sont considérées comme un message direct adressé à l'Éthiopie. Le rapprochement égypto-soudanais empêchera l'Éthiopie d'avancer unilatéralement vers le deuxième remplissage du barrage sans parvenir à un accord avec les deux parties.

L'avenir des relations égypto-soudanaises

Le numéro 44 de l'Egyptian File Journal traite de « L'avenir des relations égypto-soudanaises », dans lequel le Dr Amani Al-

Taweel, experte en études africaines au Centre Al-Ahram d'études politiques et stratégiques, discute du cours d'études égyptiennes et stratégiques. Les relations soudanaises, car elle estime que parler de l'avenir des relations égypto-soudanaises est semé d'embûches, car ces relations sont restées tendues tout au long de leur histoire. La détérioration de ces relations est due à l'intersection d'intérêts et d'orientations différents dans de nombreux dossiers politiques et économiques, notamment le dossier de l'eau lié au barrage de la Renaissance, la lutte d'influence, la rivalité régionale et internationale sur le continent africain et la perception culturelle, historique et idéologique négative de chaque parti envers l'autre. Malgré ces complexités, des mécanismes peuvent être développés pour surmonter les croisements d'intérêts, notamment de la part de l'Égypte, afin d'assurer la poursuite des interactions même en cas de crise.

Pendant ce temps, l'imam Al-Sadiq Al-Mahdi, chef du parti Umma et ancien Premier ministre soudanais, évoque l'avenir des relations entre le Caire et Khartoum. Il estime que les relations égypto-soudanaises découlent de cinq points de départ : des facteurs géographiques, des facteurs historiques, des facteurs culturels, des facteurs économiques et des facteurs de mixité. Pour parler de l'avenir des relations entre les deux pays, il faut d'abord avoir une vision commune, notamment en ce qui concerne le bassin du Nil. Les relations égypto-soudanaises ne doivent pas se limiter à un cadre bilatéral, mais doivent plutôt avoir des dimensions régionales et internationales. Il y en a avec les pays voisins, notamment la Libye et le Tchad, en raison de l'importance que représentent ces pays. Deuxièmement, il y a un besoin urgent d'entretenir des relations entre les deux pays. Troisièmement, il est urgent de revoir le soutien aux régimes des Frères musulmans au Soudan, car ces régimes ont empoisonné les relations entre l'Égypte et le Soudan.

Le Dr Ayman Abdel Wahab, expert au Centre d'études politiques et stratégiques d'Al-Ahram, discute également de la dimension de l'eau comme contribution à la formulation d'une stratégie inévitable, car il estime que le dossier de l'eau reflète la nature des relations entre l'Égypte et le Soudan dans en termes de nature de la coopération et du consensus, d'une part, et de contraste et de conflit, d'autre part. Cela est dû à de nombreuses raisons, dont les plus importantes sont les accumulations liées à l'héritage historique, les sensibilités entre les deux pays et la primauté des déterminants politiques sur les intérêts stratégiques. Bien qu'il existe un cadre juridique qui régit les relations liées à l'eau entre l'Égypte et le Soudan, en particulier les accords de 1929 et 1959, il existe un certain nombre de différences, car la nature politique prévaut sur la nature technique, technique et juridique. D'autre part,

La position du Soudan sur le barrage de la Renaissance est l'élément le plus important des relations hydrauliques entre les deux pays, car elle est passée par un certain nombre d'étapes, en commençant par l'équilibre, puis par un soutien absolu et complet à l'Éthiopie. Les relations soudanaises nécessitent une nouvelle formulation pour construire une perspective globale sur les relations au niveau stratégique qui tienne compte de la situation régionale et des récents mouvements égyptiens vers le continent africain.

Parallèlement, le professeur Asmaa Al-Husseini, rédactrice en chef adjointe du journal Al-Ahram, surveille le rôle des médias dans les relations égypto-soudanaises, en confirmant que depuis plus de 50 ans, les médias ont joué un rôle négatif envers l'Égypte. -Relations soudanaises. Le rôle joué par les médias se divise en trois étapes. La première, depuis l'indépendance du Soudan jusqu'aux années 1980, la seconde s'étend de 1995 à janvier 2011, et la troisième s'étend de janvier 2011 à aujourd'hui. Outre les médias traditionnels, ce sont les réseaux sociaux qui ont joué le pire rôle dans les relations entre les deux pays. Dans ce contexte, de nombreux poisons, mensonges et calomnies ont été semés, empoisonnant l'atmosphère des relations entre les deux pays, en plus d'empêcher les professionnels des médias de chaque pays d'entrer dans les deux pays sous diverses formes. En considérant et en évaluant tout ce qui précède, il devient clair qu'il est nécessaire de reconsidérer la performance, le rôle et les objectifs des médias.

Dans les relations égypto-soudanaises.

Le professeur Saleh Khalil, chercheur au Centre d'études historiques et sociales d'Al-Ahram, discute de l'Accord des Quatre Libertés et des relations égypto-soudanaises, attribuant la fluctuation des relations égypto-soudanaises à un certain nombre de problèmes qui surviennent dans le contexte politique. arène. Au premier plan se trouve la question du barrage de la Renaissance et du triangle Haleb et Chaltin. Bien que l'Égypte et le Soudan soient liés par des liens politiques et idéologiques, outre le fait qu'ils représentent tous deux une partie intégrante de leur sécurité nationale, le Soudan s'est ouvert à des blocs qui ne défendent pas les intérêts égyptiens. L'Accord des quatre libertés, signé en 2004, stipulait la liberté de circulation, la liberté de résidence, la liberté de travail et la liberté de propriété entre les deux pays. Bien que plus de quatorze ans se soient écoulés depuis la signature de l'accord, il est toujours

Sa mise en œuvre est sujette à questions, en raison des tensions que connaissent les deux pays au cours de la période qui a suivi la signature de l'accord. Par conséquent, le Caire et Khartoum ont cruellement besoin de nouveaux cadres qui transcendent les différences passées, avec une vision future qui place leurs relations dans le cadre d'une action régionale liée à la rivalité internationale et régionale dans la région.

Alors que le professeur Ramadan Qarni Muhammad analyse le récent sommet égypto-soudanais, il estime que le sommet a établi une étape de développement dans les relations entre les deux pays, en fonction des enjeux et des contextes du sommet.

Tensions régionales et qui ont entaché les relations égypto-soudanaises. Le sommet reposait sur un certain nombre de

règles, parmi lesquelles l'apaisement médiatique entre les deux pays, le renforcement du consensus politique sur certains

dossiers, et la construction et l'instauration d'une phase stratégique pour les relations entre les deux pays

fondée sur un certain nombre de déterminants, notamment l'accent mis sur la centralité du concept de volonté politique

partagée pour résoudre les éventuels différends, et indiquer de manière pratique aux dirigeants les aspects des relations

et des projets communs liés à la connectivité électrique, terrestre et maritime, et à la connectivité ferroviaire, et développer

les cadres de relations en réviser les mécanismes qui ont été établis dans divers domaines, maximiser la

coopération économique et réaliser des intérêts communs dans les domaines de l'agriculture, de la production

animale, des transports et des infrastructures, et mettre l'accent sur les relations fraternelles et éternelles et les liens

communs qui unissent les peuples du Nil Va

"
2004 après JC – 2016 après JC » Étude de cas sur les relations égypto-soudanaises : la période entre

Photo du Centre démocratique arabe Centre démocratique arabe 26 octobre 2016 014 081 1 heures

L'Égypte et le Soudan

Préparé par le chercheur : Omnia Muhammad Sayed Abdullah - Centre démocratique arabe

Supervision : Dr Mohamed Kamal

: l'introduction

L'Égypte et le Soudan sont deux pays situés sur le continent africain, mais quand on connaît l'histoire de l'Égypte et du Soudan, on constate que le Soudan est considéré comme une extension naturelle de l'Égypte. Les relations égypto-soudanaises sont des relations d'une nature particulière, comme certains les décrivent comme éternelles et d'autres comme historiques, car nous constatons que de telles relations n'existent pas entre deux pays, mais elles existent dans les relations entre l'Égypte et le Soudan, c'est pourquoi certains appellent les relations égypto-soudanaises une relation spéciale. qu'il y a plus d'une chose qui a fait là un héritage historique dans les relations entre eux. Il y a des liens naturels incarnés par le Nil, des liens intellectuels soutenus par l'unité de la langue et de la religion, et il y a des liens culturels, historiques et sociaux <1 > Malgré les différences qui existent au niveau des gouvernements égyptien et soudanais à différentes époques et décennies, les liens entre l'Égypte et le Soudan sont spéciaux, liés et caractérisés par la continuité. >2<

Les relations égypto-soudanaises ont commencé au XIXe siècle et, au fil du temps et des différences entre les gouvernements, ces relations ont connu des flux et reflux, c'est-à-dire qu'il y avait parfois une coopération et une harmonie et qu'il y avait des désaccords à d'autres moments. Par conséquent, on l'appelle la relation de flux et de reflux, et il existe une intégration entre l'Égypte et le Soudan en raison de l'histoire, de la géographie et des constantes. La sécurité nationale et les intérêts communs de chacun. <3

La relation entre l'Égypte et le Soudan est déterminée en fonction de certains des déterminants qui contrôlent cette relation, qu'ils soient internes ou externes. Par conséquent, nous constatons qu'il existe des liens politiques et économiques entre eux, tout comme il existe des relations régionales dans certaines questions et questions qui concernent la région africaine. Nous constatons que les relations égypto-soudanaises au cours de l'ère Moubarak différaient. De temps en temps, elles étaient caractérisées par un caractère coopératif et il y avait des interactions entre l'Égypte et le Soudan dans tous les domaines politiques et économiques, mais en raison à quelques problématiques et divergences de points de vue, cela a conduit à la fin de l'étape :

1 - Osama Al-Ghazali Harb, « Editeur », « Relations égyptiennes-soudanaises : Passé-Présent-Future », Centre de recherche et d'études politiques, Le Caire, première édition, 1990 après JC.

2 - Ghada Khader Hussein Zayed, « Le règlement politique du conflit égypto-soudanais sur le triangle Halib », mémoire de maîtrise, Université du Caire, Faculté d'économie et de sciences politiques, 2000 après JC.

3 - Muhammad Ibrahim Youssef, « L'intégration égypto-soudanaise à la lumière de la sécession du Soudan du Sud : une étude des possibilités et des défis », mémoire de maîtrise, Université du Caire, Faculté d'économie et de sciences politiques, 2014 AD.

La relation est devenue de nature coopérative et certaines crises et problèmes régionaux ont conduit à des tensions dans les relations entre les deux parties, comme la crise de l'invasion du Koweït par l'Irak, le soutien du Soudan à la position irakienne et à sa position contre l'Égypte, et la crise du conflit frontalier « Triangle d'Halib ».

« Shalateen », pour lequel le conflit dure toujours, et il y a aussi la question de la vallée du Nil et le partage de la part de l'eau entre elles. <1

Avec l'avènement de 2004 après JC, les relations égypto-soudanaises ont commencé à prendre une nouvelle voie par rapport aux années précédentes de l'ère Moubarak, puisqu'elles ont commencé par renforcer la coopération entre eux en signant des accords, au nombre de 19, pour renforcer la coopération entre l'Égypte et le Soudan. Les relations ont également été marquées par la signature de l'Accord des

Quatre Libertés, puis des tensions sont apparues dans Les relations sont le résultat du sentiment de manque d'indépendance du Soudan à travers la coopération avec l'Égypte <2>, et les relations sont restées turbulentes et fragiles entre eux jusqu'à la révolution.

du 25 janvier 2011 après JC, qui a représenté un changement stratégique dans les relations entre l'Égypte et le Soudan, alors que la

Révolution de janvier et la chute du régime de Moubarak ont représenté une percée dans les relations égypto-soudanaises qui ont été témoins... De nombreuses périodes de troubles et de troubles se sont produites, et un changement qualitatif s'est produit dans la

relation, caractérisée par la franchise, la transparence et la résolution des obstacles qui ont tourmenté ces relations au cours de la période précédente. Le président soudanais Omar al-Bashir a été le premier président arabe à se rendre en Égypte après la

révolution de janvier pour exprimer sa joie face au succès de la révolution.

Les relations égypto-soudanaises après la Révolution de Janvier et pendant la période de transition ont été caractérisées

par des indicateurs positifs, à savoir : le sentiment d'incapacité ou de négligence du régime Moubarak à l'égard

du Soudan, ce qui a causé un certain nombre de problèmes. Le ministre égyptien "Issam Sharaf" au président Al-Bashir

certain nombre d'accords. Dans les domaines agricole, industriel et et cette visite a abouti à la signature d'un

autres, une délégation de jeunes a eu lieu pour renforcer les relations entre les deux pays. les deux peuples, et il y a eu

une communication entre les partis pour discuter de la manière de stabiliser le Soudan, et de nombreux projets d'investissement

au Soudan et comment consolider les relations entre l'Égypte et le Soudan ont été à nouveau discutés. >3<

1 - Omar Siddiq Al-Bashir, « L'importance de la coopération économique entre le Soudan et l'Égypte après la

révolution du 25 janvier », document non publié présenté à la Conférence du bassin oriental du Nil, Institut de recherche

et d'études africaines, Université du Caire, date de publication : 21 juillet. , 2012, disponible sur :

http://www.sudanile.com/index.php?option=com_content&view=ar

ticle&id=42744:@-CbC2_&catid=257&Itemid=74

2 - Nanis Abdel Razzaq Fahmy, « La politique étrangère de l'Égypte après la révolution du 25 janvier et son impact sur son environnement africain »,

Horizons d'Afrique, Service d'information de l'État, Volume Dix, Numéro 35, 2012 AD. -3 Référence mentionnée précédemment.

Lorsqu'une crise s'est produite au Soudan et que la stabilité de la sécession du Soudan du Sud a donné à ce pays le droit à l'autodétermination et la reconnaissance de l'État du Soudan du Sud par l'Égypte, l'Égypte a envoyé une délégation dirigée par le ministre des Affaires étrangères aux célébrations de la état naissant en juillet 2011, et nous constatons que l'apparence apparente est que cette séparation pacifique n'affecte pas les relations entre les deux pays avec l'Égypte. À moins que les relations entre l'Égypte et l'État du sud ne s'intensifient aux dépens du Soudan, des relations hostiles naîtront. Par conséquent, l'Égypte doit créer un organisme tripartite comprenant « l'Égypte, le Soudan et le Soudan du Sud » et établir une stratégie entre les pays de la vallée du Nil basée sur l'économie, la sécurité et le développement. >1<

Les relations égypto-soudanaises à l'époque de « Mohamed Morsi » ont été marquées par des relations ambiguës et le ministère soudanais des Affaires étrangères l'a décrit comme ne voulant pas que les choses avancent entre les deux pays. Ainsi, les relations bilatérales ont connu beaucoup de tensions, contrairement à ce que l'on pourrait croire. certains s'y attendaient. L'intégration et la coopération dans les relations bilatérales en raison du rapprochement intellectuel entre les deux régimes, et l'Égypte a négligé ses relations avec le Soudan, et il n'y a eu aucune visite officielle jusqu'à la fin de l'ère Morsi, et c'était très bref, car cela indique qu'il n'y a pas d'intention de planifier des relations de coopération ou de consolider les relations plus qu'avant, et qu'il y a eu une tentative de « Mohamed Morsi » de désavouer la relation avec le Soudan et qu'il s'éloigne des Frères musulmans, donc , les relations bilatérales au cours de cette période n'étaient pas dans les meilleures conditions, car on s'attendait à ce qu'elles connaissent des relations bilatérales solides sous la direction du premier gouvernement élu après le succès de la Révolution de Janvier. >2<

Après de nombreuses tensions au sein du régime égyptien, telles que la chute du premier gouvernement élu et le déclenchement de la Révolution du 30 juin, qui a été suivie par l'arrivée au pouvoir du président Abdel Fattah al-Sisi, les relations bilatérales entre l'Égypte et le Soudan ne se sont pas améliorées. clair, car ils ont été décrits comme tièdes et ambigus, et le Soudan a été placé dans la case du soutien aux Frères musulmans en raison de la similitude du système politique. Avec eux, mais le Soudan a pris ses distances et a considéré qu'il s'agissait d'une situation interne à l'Égypte. , et le Soudan a envoyé un représentant à la cérémonie d'investiture du président.

avec Al-Sisi, il y avait de nombreuses questions que le président suivrait dans ses relations avec le Soudan : soit elles seraient traitées pour favoriser les intérêts égyptiens dans les eaux du Nil et accepteraient des relations avec eux, soit les relations avec eux seraient rejetées en raison de l'idéologie. du système politique au Soudan. Nous constatons qu'il n'y a aucune perturbation, même

1 - Mahmoud Abu Al-Enein, « éditeur, « L'intégration égypto-soudanaise à la lumière des conditions et des défis actuels », Le Caire, Centre de recherche africain, 2007, p. 15.

2 - Muhammad Zain Al-Abidin Othman, « L'avenir des relations soudano-égyptiennes après la révolution du 25 janvier », Date de publication : 27 juin 2012, consulté le 10 février 2016, disponible sur : <http://www.alrakoba.net>

Maintenant, dans les relations, en ce qui concerne le triangle Haleeb, l'Égypte s'occupe de la méthode d'apaisement et ne veut pas entrer dans des conflits particuliers avec l'instabilité politique et économique que traverse l'Égypte, ainsi qu'avec la question des eaux du Nil et du Récent, lors de la crise du barrage de la Renaissance, l'Égypte traite le Soudan avec la conviction que tout préjudice causé à l'Égypte en résultera. Cela est préjudiciable étant donné que ce problème est commun à eux et au Soudan également. Par conséquent, il existe une coopération pour résoudre cette crise, et il y a Il y a quelques questions qui pourraient constituer des tensions dans la relation, comme l'intervention égyptienne dans la crise du Darfour. Par conséquent, les régimes égyptien et soudanais doivent avoir un haut degré de contrôle et d'interdiction dans les relations bilatérales. Tous les événements qui pourraient affecter les relations entre l'Égypte et le Soudan <1>, et nous constatons que peu importe les époques ou les différences dans les régimes de gouvernement que l'Égypte et le Soudan ont traversés, l'Égypte et le Soudan resteront une relation unique entre deux pays, dont chacun représente une source de La sécurité de l'autre, et il y a des liens de sécurité alimentaire pour cela, quoi qu'il arrive. Historique et géographique, il y a une dimension de sécurité nationale et stratégique, et l'Égypte et le Soudan resteront un bouclier de sécurité pour l'autre.

:

Problème de recherche

Cette étude vise à examiner les relations bilatérales entre l'Égypte et le Soudan. L'étude examine les variables internes, régionales et internationales et leur impact sur les relations égypto-soudanaises entre 2004 et 2016 après JC, car nous constatons que cette période a été témoin de nombreuses transformations internes. .

Et régional, ce qui a affecté les relations bilatérales entre les deux pays. L'étude tente également de trouver des voies et moyens qui permettraient de renforcer les relations politiques et économiques entre les deux pays et d'atteindre un stade de perspectives d'avenir et de coopération en étudiant les étapes ce que l'histoire des relations bilatérales entre l'Égypte et le Soudan a traversée, et comment ouvrir la voie à un travail conjoint qui garantit la sécurité nationale de l'Égypte et du Soudan et renforce le travail commun entre eux grâce à la disponibilité de liens stratégiques, sécuritaires et intellectuels entre eux, et que l'Égypte a de l'importance au Soudan, car le Soudan est considéré comme une extension stratégique de l'Égypte, et que les relations entre l'Égypte et le Soudan sur certaines questions doivent être coordonnées afin que des tensions ne surviennent pas. Dans les relations entre eux, et à travers l'étude, la réaction à la différence entre les systèmes de gouvernement de l'Égypte et du Soudan est révélée et comment cela affecte les relations économiques et politiques entre eux et la position de chacun d'eux en raison de certaines questions régionales qui rassemblent :

1 - Mahmoud Abu Al-Enein, « Editeur », L'intégration égypto-soudanaise à la lumière des conditions et des défis, référence mentionnée précédemment, p. 35. "actuel",

entre eux et ses répercussions sur les modes de coopération entre eux et comment chacun d'eux se comporte dans ces Soudan, avec tout le questions. C'est pourquoi nous trouvons important d'étudier les relations bilatérales entre l'Égypte et le grand héritage historique qui les rassemble, sur les différents variables internes et régionales de chacun d'eux, et nous étudions le problème à travers la question principale de recherche. et il :

Quel est l'impact des variables internes, régionales et internationales sur les relations bilatérales entre l'Égypte et le Soudan ?

L'étude est résumée en quelques sous-questions :

1 – Les déterminants internes et régionaux jouent-ils un rôle dans l'influence des relations égypto-soudanaises ?

2-La différence de régimes a-t-elle un impact sur les relations égypto-soudanaises ?

3-Quel type de relations bilatérales unissait l'Égypte et le Soudan ? 4- La sécession du

Soudan du Sud a-t-elle affecté les relations égypto-soudanaises ? 5- Les divergences de positions

de l'Égypte et du Soudan sur certaines des questions régionales qui les ont rapprochés ont-elles affecté les relations égypto-

soudanaises ? 6 - Quels sont les scénarios futurs pour assurer

la réalisation de l'intégration égypto-soudanaise à la lumière de l'importance de chacun pour l'autre ?

:

l'importance d'étudier

:

Premièrement : l'importance scientifique

L'importance théorique de cette étude est due à la connaissance et à la compréhension de la relation entre l'Égypte et le Soudan, qui se caractérise par une extrême spécificité en raison de leur connexion naturelle et géographique, et par une profondeur stratégique et intellectuelle et l'existence de liens entre les populations, comme ils sont considérés comme un seul peuple, et l'importance de la dimension régionale entre l'Égypte et le Soudan, et souligne le rôle que joue l'Égypte par rapport à la région africaine, dans les relations. Compte tenu du constat du manque d'études arabes qui s'intéressent à la dimension stratégique dans les relations égypto-soudanaises et l'importance particulière de ces relations, cette étude se présente donc comme une tentative de combler certaines des lacunes qui existent dans les études arabes et leur manque d'intérêt pour un sujet important qui représente une dimension particulière dans les relations entre l'Égypte et le Soudan. deux pays.

Importance pratique :

La spécificité des relations égypto-soudanaises doit être soulignée, car l'unité de la vallée du Nil n'est pas un slogan, mais plutôt une réalité et une vision partagées de l'histoire des relations bilatérales entre les deux pays, et l'existence d'une réalité historique pleine de de connexions entre eux, et même la chose la plus simple, la connexion d'eau et la présence du Nil entre eux, qui pendant les tensions et les crises, la coopération en matière d'eau entre eux ne s'est pas arrêtée. Nous constatons qu'il y a une importance stratégique pour les deux L'Égypte et le Soudan, que chacun d'eux essaie de préserver en préservant leur sécurité nationale, et ils voient ainsi que le soutien des relations entre eux garantit cela, et que ces relations revêtent une grande importance pour la région africaine, en particulier les pays du bassin du Nil, comme lorsqu'ils voient l'existence de relations bilatérales fortes. Celles-ci joueront un rôle entre l'Égypte et le Soudan en tant qu'unité d'intégration et de coopération.

Il est important d'assurer la protection des droits de l'Égypte et du Soudan dans certaines questions de la région, comme la question du barrage de la Renaissance ou de la distribution de l'eau du Nil. Nous trouvons également de l'importance dans l'étude des relations égyptiennes et soudanaises, comme l'a fait l'Égypte. à travers deux révolutions en moins de trois ans et des développements internes se sont produits au Soudan, conduisant à la sécession d'une partie du Soudan. La création d'un État indépendant appelé Soudan du Sud et la manière dont l'Égypte contrôle sa politique à l'égard du Soudan et du Soudan du Sud et traite avec les deux pays. et continue avec les Avec une interdiction d'entretenir des relations deux pays sans accroître l'atmosphère hostile entre eux ni perdre l'Égypte au profit de l'une des deux parties représente une grande importance pour cette étude, et également l'étude des relations de flux et de reflux qui ont formé les relations bilatérales entre l'Égypte et le Soudan facilitera le dépassement les obstacles qui ont conduit à l'apparition de ces tensions et renforcer les idées communes entre eux pour construire un avenir qui les rassemble et renforcer les relations politiques, économiques et hydrauliques entre eux et faire face aux influences internes et régionales qui pourraient survenir et affecter ces relations bilatérales entre Égypte et Soudan.

:

Cadre conceptuel

1 - Intérêt national : La notion d'intérêt national ou national est l'un des concepts centraux de la pensée de l'école réaliste et constitue l'un des piliers fondamentaux sur lesquels reposent la politique étrangère et ses orientations. l'intérêt national, les orientations de la politique étrangère changent. L'intérêt national est l'ensemble des besoins qu'un pays réalise dans ses relations avec les autres pays qui l'entourent. Les types d'intérêts nationaux sont : les intérêts politiques, les intérêts économiques, les intérêts militaires stratégiques, les intérêts idéologiques, les intérêts culturels et sociaux, et enfin l'intérêt de l'État. système international <.1>

L'école réaliste considère les relations internationales et la communauté internationale comme une lutte continue visant à accroître le pouvoir de l'État et à l'exploiter de la manière dictée par ses intérêts et sa stratégie, c'est-à-dire d'une manière qui, en fin de compte, réalise les intérêts et les objectifs de l'État. Ce concept fait l'objet de critiques, notamment selon lesquelles la politique étrangère ne peut être étudiée indépendamment de la notion d'intérêt national, car il s'agit d'une variable majeure. Cependant, il est difficile de donner une signification pratique à cette notion, étant donné que tout dirigeant politique lui donne un sens différent, ce qui confirme que la différence des expériences nationales contribue à mon désaccord avec la notion d'intérêt national. Confirmant le même sens, de nombreux critiques estiment que l'intérêt national varie en fonction des critères utilisés dans cette

définition, ce qui confirme ceci :

1 - L'intérêt national est déterminé dans le cadre d'objectifs qui font l'objet d'un large accord au sein du système existant dans l'État, et ici l'intérêt national a un contenu spécifique.

2 - L'intérêt national peut être déterminé dans le cadre de certaines préférences exprimées par certains secteurs de l'opinion publique au sein de l'État, tels que les groupes d'intérêt, et il a alors un contenu complètement différent du contenu précédent.

3- Aussi, l'intérêt national peut être déterminé dans le cadre des lectures faites par les organismes officiels chargés de déterminer certaines valeurs qui lient la société dans son ensemble.

1 - Mona Dardir Muhammad Ahmed Abu Aliwa, « La politique étrangère russe envers l'Iran pendant la période {2000 AD - 2011 AD} », Mémoire de maîtrise, Université du Caire, Faculté d'économie et de sciences politiques, 2013 AD, p. 22.

Dans ce contexte, Hoffman dit que le concept d'intérêt national a de l'importance dans une période de stabilité, lorsque des parties luttent pour des objectifs et des moyens spécifiques, mais que lorsque l'existence de l'État lui-même devient en danger, tous les objectifs deviennent subordonnés. à cet objectif, ce qui fait qu'il est difficile à estimer.

Une signification précise à un moment précis pour la notion d'intérêt national <1>

2 - Intégration politique : Le concept d'intégration est utilisé pour désigner un modèle d'interactions qui surgissent entre un groupe d'éléments qui ont des raisons de convergence qui en font le noyau d'un bâtiment unique ou d'une entité commune. caractère facultatif, qui découle de la conscience des parties concernées que leur réunion assurera un meilleur rendement. Dans les interactions internes comme dans les relations entre pays, l'intégration ne signifie pas la dissolution du noyau d'unités ni l'annulation nécessairement de toutes leurs particularités, mais simplement la priorité à la similitude sur tout le reste. dépasse les limites jusqu'où va l'influence, mais elle reste en deçà de celles ombragées par l'assimilation. <2>

Pour définir les modèles et les niveaux d'intégration, les analystes se sont tournés vers différentes écoles de pensée. Par exemple, « Lendecker » a mentionné que l'intégration comporte quatre aspects : culturel, c'est-à-dire la compatibilité avec les normes culturelles dominantes, moral, c'est-à-dire la compatibilité entre les principes déclarés et le comportement suivi, communication, c'est-à-dire le réseau de communication encerclant le système existant et l'imprégnant de son vocabulaire, et fonctionnel, c'est-à-dire la dépendance mutuelle entre des unités appartenant à un système spécifique de division du travail. En parlant d'intégration, le national signifie l'émergence de l'État en tant qu'entité qui attire la loyauté des individus et les attire des groupes qu'il a transcendés, et le régional signifie la pénétration de l'autorité de l'État, dont une partie est limitée aux frontières du pays. entre l'État et certains de ses différentes parties, et entre l'élite et les masses dans le sens où les deux premiers partis se réconcilient sur un ensemble d'objectifs souhaités ainsi que sur les moyens de les atteindre. Il existe d'autres tentatives de normalisation et de classification de l'intégration, certaines Certains d'entre eux réduisent les dimensions de l'intégration susmentionnées à deux seulement : nationale et valeurs, tandis que d'autres les complètent et approfondissent la distinction entre national, régional, valeurs et comportement

1- Mai Hussein Abdel Monsef, « La théorie réaliste classique dans les relations internationales », Al-Hiwar Al-Mutamaddin, 20 avril 2013, disponible. Date d'accès : 13/02/2016 : <http://www.ahewar.org/debat/show>. sur

Muqallad, « Encyclopédie des sciences politiques », Université du Caire, Faculté d'économie - 2 Ismail Sabry et sciences politiques, Dar Al-Wataniya Press, 1993, p. 477.

Intégration économique : Le terme intégration dans le contexte général signifie qu'un groupe de pays indépendants cherchent à établir des relations fortes entre eux, ce qui les amène à agir comme un ou plusieurs pays face à l'activité humaine. L'intégration se produit généralement entre une région géographique spécifique. et est donc appelé intégration régionale.

L'intégration économique entre un groupe de pays est le processus permettant d'atteindre une dépendance mutuelle entre leurs économies à des degrés allant de simples formes de coopération économique aux degrés maximaux d'intégration économique. >1<

:

Cadre théorique

Le cadre théorique de cette étude est basé sur les affirmations de la théorie réaliste traditionnelle <2>, qui est considérée comme la théorie la plus liée à la réalité internationale et qui exprime ses conditions. L'école réaliste est apparue après la Seconde Guerre mondiale et a dominé dans les années de la guerre froide parce qu'elle a fourni des explications simples et fortes sur la guerre, les alliances impériales et les obstacles qui entravent la coopération internationale. D'autres phénomènes internationaux, et cette école est apparue comme une réaction à la tendance idéaliste, qui repose sur la connaissance de la manière dont les politiques doivent agir, non pas sur la base de la manière dont ils agissent réellement, et sur le fait que la nature humaine est fondamentalement bonne et capable de coopérer, et qu'il existe une harmonie entre les intérêts nationaux. C'est pourquoi l'école réaliste en est venue à analyser ce qui existe réellement dans les relations internationales, en particulier la politique du pouvoir, de la guerre et des conflits, et il n'avait pas pour objectif, comme le faisait l'idéalisme, de présenter des propositions et des idées sur ce que devraient être les relations internationales. Parmi les penseurs les plus éminents de cette école du réalisme figurent Machiavellian et Thomas Hobbes, tandis que les penseurs les plus éminents du réalisme du XXe siècle sont Hans Morgan Thaw et sont considérés comme cette école considère que l'État-nation est le principal et unique acteur dans les relations de Niebuhr. Quant aux acteurs situés en dessous des États, cela leur a conféré une importance secondaire car le monde est constitué d'un groupe d'États et ces États interagissent en conséquence.

1 -Mohamed Ashour, « L'intégration régionale en Afrique : visions et perspectives », Actes de la Conférence internationale des jeunes chercheurs en affaires africaines, Institut de recherche et d'études africaines, Université du Caire, Faculté d'économie et de sciences politiques, 2005, p. 447. .

Muqallad, « Relations politiques internationales : une étude des principes et des théories », 2 - Ismail Sabri, Université du Koweït, Faculté de commerce, d'économie et de sciences politiques, 1984 AD, p. 18.

Les États sont le principal et le seul acteur des relations internationales jusqu'à ce que le monde se transforme en sociétés interactives et non en gouvernements interactifs. Ces pays sont des acteurs rationnels et rationnels capables de prendre des décisions qui servent leurs intérêts, et il n'y a pas d'autorité supérieure à l'autorité de l'État. .

Cette école considère également le système international comme un système chaotique dans lequel les États-nations dépendent de leurs capacités. Le monde est un monde de conflits et de guerres, qui constituent la base des relations internationales. Aucune autorité ne protège la sécurité internationale, et il n'existe aucune autorité qui protège la sécurité internationale. Il n'y a pas d'État global qui gouverne le monde entier. En raison de l'absence d'institutions et de procédures pour résoudre les conflits dans les relations internationales, chaque État dépend d'eux-mêmes et de leur force.

Afin de maintenir leur sécurité, les pays peuvent également recourir à des alliances pour soutenir leurs capacités. <1>

Les réalistes partent du concept de puissance et des efforts des États pour conquérir le pouvoir et l'autorité, et n'accordent pas un rôle majeur à la moralité, au droit international et à la diplomatie. Ils mettent fermement l'accent sur la puissance militaire et la puissance selon Pour l'école réaliste, elle inclut toutes les formes d'influence et de contrôle, et désigne

l'étendue de la capacité des États à influencer les autres et ce pouvoir. Ce que l'on entend par analyses réalistes n'est pas la puissance militaire traditionnelle, mais plutôt la puissance nationale dans son sens global de sa puissance.

éléments et composants matériels et immatériels. C'est le produit final d'un grand nombre de variables et d'interactions qui ont lieu entre ces éléments, et c'est ce qui détermine en fin de compte la force de l'État, y compris, par exemple, la nature, les ressources, emplacement stratégique et diplomatie. C'est pourquoi le pouvoir est une valeur relative. Les États

sont évalués pour leur propre statut de puissance par rapport à la situation dans d'autres pays. C'est pourquoi la politique internationale n'est rien d'autre qu'une lutte pour le pouvoir. Quels que soient les objectifs matériels de tout En politique étrangère, elle implique toujours de contrôler les autres en influençant leurs esprits. >3<

L'école réaliste s'est également concentrée sur le concept d'intérêt, sur le fait que chaque pays cherche à réaliser ses propres intérêts et sur le fait qu'il existe un conflit d'intérêts au point qu'il conduit à la guerre. le leadership politique ou le changement du modèle idéologique dominant et des valeurs dominantes peut s'expliquer par la présence d'un ensemble d'intérêts fondamentaux pour chaque pays. Il représente les intérêts les plus élevés de l'État, et ces intérêts sont fixes, et les moyens peut changer pour les servir :

1- Anwar Muhammad Faraj, « La théorie du réalisme dans les relations internationales : une étude comparative critique à la lumière des théories contemporaines », Centre d'études stratégiques du Kurdistan, 2007, première édition, p. 226.

Muqallad, « Théories de la politique internationale : une étude analytique comparée », 2 - Université Ismail Sabry, Le Caire, Faculté d'économie et de sciences politiques, 1982, p. 49.

L'objectif peut être pacifique ou militaire, mais l'objectif lui-même ne change pas, et l'intérêt le plus élevé de tout État est de préserver la survie nationale et la sécurité nationale. Les questions militaires et de sécurité sont d'une grande importance pour l'école réaliste, ainsi que d'une importance économique et stratégique. est également important pour l'école réaliste.

Il est donc clair que la théorie réaliste traditionnelle est considérée comme la base de cette étude. D'une part, cette théorie se concentre sur le concept d'intérêt national, qui est effectivement présent dans la relation entre l'Égypte et le Soudan, car nous constatons qu'il y a des intérêts nationaux entre Nasr et le Soudan, qu'ils soient économiques ou politiques, et nous le retrouvons dans cette étude à travers le chapitre Le second est « Les relations bilatérales égypto-soudanaises » à travers le premier thème qui est « Les relations politiques égypto-soudanaises », et le Le deuxième sujet est également issu du deuxième chapitre, qui est « Les relations économiques entre l'Égypte et le Soudan. » Par conséquent, nous constatons que l'école réaliste s'applique à cette étude, et l'école réaliste s'intéresse également aux liens stratégiques entre eux, comme l'eau. Le Nil, qui constitue désormais une question importante, et l'Égypte et le Soudan ont tous deux une opinion et évoluent sur ce sujet. Il y a une tentative de coopération et de réconciliation des positions égyptiennes et soudanaises, et nous voyons que cela se retrouve dans l'étude du troisième chapitre, qui est « Les positions de l'Égypte et du Soudan sur certaines questions »,

et la première section, qui est « La question de l'eau et du barrage de la Renaissance. » En outre, la question Haleeb et Shalateen, qui représente un différend frontalier entre l'Égypte et le Soudan. Soudan, qui met l'accent sur la profondeur stratégique et l'extension du Soudan à l'Égypte. Nous le retrouvons à travers la deuxième section du troisième chapitre, qui est « Le cas du triangle Haleeb et Shalateen ». Cette théorie s'applique donc à cette étude qui réunit l'Égypte et le

Soudan. , et d'une part enfin, nous voyons que l'école réaliste inclut le concept de pouvoir, qui est un concept global qui ne signifie pas la puissance militaire, mais inclut plutôt le pouvoir matériel et moral à travers la population, le volume de production et la situation géographique, et qu'il existe une différence dans la forme des relations en raison du changement du modèle idéologique et des valeurs dominantes qui affectent le système et les relations de l'État, et nous voyons l'effet de cela. Les facteurs sur les relations sont qu'il y a des influences, qu'elles soient internes ou externes, qui affectent les relations égyptiennes et soudanaises et la forme des relations bilatérales entre l'Égypte et le Soudan, qui sont considérées comme le principal contrôle dans la forme de cette relation. chapitre, qui est "Déterminants des relations égyptiennes et soudanaises. "Déterminants internes des relations entre l'Égypte et le Soudan. Qui comprend deux sections, la première section parle des "déterminants régionaux et internationaux des relations égypto-soudanaises", et la deuxième section parle de " Relations égypto-soudanaises. » Par conséquent, à travers ce qui précède, nous voyons que la

théorie de l'école réaliste est considérée comme la théorie la plus appropriée qui puisse être appliquée à l'étude des relations entre l'Égypte

: les études précédentes

Les études antérieures peuvent être divisées en trois axes principaux, qui sont les suivants :

Le premier axe : Etudes liées aux déterminants des relations égyptiennes et soudanaises :

1 - Hani Raslan, « Les relations égypto-soudanaises à l'époque de Moubarak » <1> : Cette étude a ciblé les relations égypto-soudanaises à l'époque de Moubarak et a traité des transformations dont ont été témoins les relations égypto-soudanaises à l'époque de Moubarak, car à certains moments, ils ont été témoins de tensions et de crises. Ces relations, et à d'autres moments, il y a eu des relations de coopération et la signature d'accords entre l'Égypte et le Soudan pour cimenter les relations bilatérales entre eux, et comment l'Égypte a géré les crises internes en Soudan et les problèmes du sud, et qu'à chaque période, la forme des relations a changé en raison de la politique de Moubarak et de la façon dont ses décisions ont affecté les relations égyptiennes et soudanaises, et cela montre également que l'étude couvre des mesures stratégiques pour regarder vers un avenir qui inclut des relations entre l'Égypte et le Soudan et une tentative de contrôler les influences internes et externes qui affectent la forme des relations bilatérales entre eux.

2 - Ahmed Youssef Atallah, « Les relations égyptiennes-soudanaises entre flux et reflux » <2> : Cette étude présente une étude complète des relations égyptiennes et soudanaises à la lumière de certaines des situations qui surviennent et qui donnent l'impression qu'elles sont dans un état de flux et de reflux et que les relations sont soit en état de crise, soit en état de soulagement. Et la coopération, et nous voyons dans l'étude certains événements qui se produisent et affectent les relations, ce qui a conduit à des tensions dans les relations égyptiennes et soudanaises. Nous voyons la situation de la crise du Darfour et l'intervention égyptienne entre l'Égypte et le Soudan, ainsi que les problèmes qui surviennent au Soudan du Sud et qui affectent cette crise ainsi que les relations égypto-soudanaises en raison de la sensibilité de la position égyptienne dans le traitement : nous voyons la position égyptienne à travers le arrestation du président Al-Bashir par la Cour pénale internationale. Nous voyons comment les relations égyptiennes et soudanaises se déroulent dans de tels événements qui sont considérés comme influençant ces relations bilatérales.

1 - Hani Raslan, « Les relations égyptiennes-soudanaises pendant l'ère Moubarak », Centre d'études d'Al Jazeera, date de publication : 13 octobre 2011, date d'adhésion : 12
<http://studies.aljazeera.net/files/2011/08/20118881144456400.htm> 2 - Ahmed Youssef Atallah, « Relations, février 2016, disponible sur : Egypto-Soudanais entre flux et reflux », Service d'information générale : Relations politiques, date de publication : 5 août 2010 Consulté : 9 février 2016 Disponible sur <http://www.sis.gov.eg/Ar/Templates/Articles/tmpArticles.aspx?CatId=5165#> :

D=5165#.VryAFfkrKUI

3 - Abbas Abdel Rahman Khalifa, « Les relations soudanaises-égyptiennes après la révolution » <1> : Cette étude propose une étude complète sur l'importance des relations égyptiennes et soudanaises et comment elles sont étroitement liées en raison des liens stratégiques qui les unissent. traite des déterminants qui rapprochent l'Égypte et le Soudan, qui sont considérés comme des facteurs d'influence, de la relation entre eux, et commence par parler des relations en les divisant entre relations de tension et pourquoi ? Entre relations de coopération et d'intégration et pourquoi ? Il met en évidence les résultats de chacune de ces étapes, discute de certaines questions qui concernent les relations égyptiennes et soudanaises et considère la sécurité nationale pour chacun d'eux, ainsi que les moyens de coopération pour maintenir cette sécurité.

Le deuxième axe : l'axe d'études des relations bilatérales entre l'Égypte et le Soudan :

1 - Omar Siddiq Al-Bashir, « L'importance de la coopération économique entre le Soudan et l'Égypte après la révolution de janvier 2011 » <2> : Cette étude présente les relations économiques bilatérales entre l'Égypte et le Soudan après la révolution de janvier, en discutant de l'importance de ces relations. relations et comment établir des opérations d'échange commercial. L'importance de la signature d'accords commerciaux Il augmente le volume des investissements entre l'Égypte et le Soudan, facilite l'intégration économique entre l'Égypte et le Soudan et garantit des gains, et aborde également la coopération agricole entre les deux pays.

2 - Muhammad Abu Al-Enein, « L'avenir de l'intégration égypto-soudanaise à la lumière des conditions actuelles » <3> : Cette étude traite des conditions que traversent l'Égypte et le Soudan à travers des activités internes ou régionales afin d'assurer des relations politiques et L'intégration économique doit avoir lieu, car cette étude traite des composantes de l'intégration politique et économique entre les deux pays, et des moyens de renforcer cette coopération par des accords et des décisions, et aborde également les voies économiques et commerciales suivies entre l'Égypte et le Soudan. , nous considérons que l'intégration égyptienne et soudanaise est nécessaire car elle les affectera à l'avenir.

1 - Abbas Abdel Rahman Khalifa, « L'avenir des relations soudano-égyptiennes après la révolution », Fondation Al-Ahram, numéro 286, daté du 30 avril 2011, disponible sur eg.org.ahram : <http://eg.org.ahram>.

2 - Omar Siddiq Al-Bashir, « L'importance de la coopération économique entre le Soudan et l'Égypte après la révolution de janvier », document de recherche 2011, Conférence sur le bassin oriental du Nil : Défis de développement et avenir de la coopération égyptienne, Université du Caire : Institut de recherche et d'études africaines. Études. "Référence précédente"

3 - Muhammad Abu Al-Enein, « L'avenir de l'intégration égypto-soudanaise à la lumière des conditions actuelles », Institut de recherche et d'études africaines, Université du Caire, première édition, 2007 après JC.

3 - Gamal Fadlallah, « L'Accord des Quatre Libertés entre l'Égypte et le Soudan » <1> : Cette étude porte sur la signature de l'Accord des Quatre Libertés entre l'Égypte et le Soudan, en 2004 après JC. Il stipule la liberté de mouvement et de propriété entre l'Égypte. et le Soudan, qui soutient les échanges commerciaux et l'intégration économique, mais il met en évidence la lenteur des autorités égyptiennes à mettre en œuvre cet accord et ses atermoiements, jugés inutiles même s'ils contribuent à l'intégration économique entre l'Égypte et le Soudan.

Le troisième axe : Les positions de l'Égypte et du Soudan sur certaines questions importantes :

« L'impact de la crise du Soudan du Sud sur la sécurité nationale égyptienne » <2> : 1- Othman Mirghani, car cette étude traite de la question du Soudan du Sud et des problèmes qui existent entre la région du Soudan du Sud et l'État du Soudan et de la tentative de s'en séparer et du point de vue de la partie égyptienne sur cette question et son intervention, mais avec de nombreuses interdictions afin de ne pas se désintéresser de leurs relations, car les deux parties sont importantes pour l'Égypte dans ses relations.

« Le règlement politique du différend égypto-soudanais concernant le Triangle 2 - Ghada Khidr Hussein Zayed, Halebi » <3> : Cette étude traite des relations égyptiennes et soudanaises en abordant la question du Triangle Halebi, qui représente l'une des causes de relations conflictuelles entre l'Égypte et le Soudan, car ce différend frontalier entre eux n'a pas affecté. Sur les relations, car il existe des procédures juridiques en cours entre eux pour contrôler ce triangle, et chacun d'eux essaie d'affirmer son droit sur celui-ci, ce qui conduit à des tensions. dans les relations entre les deux pays.

3 - Muhammad Ibrahim Youssef, « L'intégration égypto-soudanaise à la lumière de la sécession du Soudan du Sud » <4> : Cette étude présente les relations égyptiennes et soudanaises à la lumière de la sécession du Soudan du Sud et de sa considération en tant qu'État indépendant et de la mise en place de rapports

1 - Gamal Fadlallah, « L'Accord des Quatre Libertés entre l'Égypte et le Soudan », mémoire de maîtrise, Soudan, Université Islamique d'Omdurman, 2006 AD.

2 - Othman Mirghani, « L'impact de la crise du Soudan du Sud sur la sécurité nationale égyptienne », Khartoum, Maison d'édition Azza, première édition, 2004 après JC.

3- Référence de conduite.

« L'intégration égypto-soudanaise à la lumière de la sécession du Soudan du Sud - 4 Muhammad Ibrahim Youssef, une étude des possibilités et des défis », mémoire de maîtrise, Université du Caire, Faculté d'économie et de sciences politiques, 2014 AD.

Entre l'Égypte et l'État du Soudan et les autres relations entre l'Égypte et l'État du Soudan du Sud, et l'interdiction que l'Égypte applique d'étudier toutes ses relations avec les deux pays afin de ne pas être une raison pour accroître les hostilités entre eux et de préserver ses intérêts nationaux avec les deux parties.

Division d'études

Chapitre premier : Déterminants des relations bilatérales égypto-soudanaises.

La première section : Les déterminants internes des relations égypto-soudanaises.

La deuxième section : Les déterminants régionaux et internationaux des relations égypto-soudanaises.

Chapitre deux : Relations bilatérales égypto-soudanaises.

La première section : les relations politiques égypto-soudanaises.

Le deuxième sujet : les relations économiques égypto-soudanaises.

Chapitre trois : Les positions de l'Égypte et du Soudan sur certaines questions.

Le premier sujet : la question de la sécession du Soudan du Sud.

Deuxième sujet : la question de l'eau et la crise du barrage Renaissance.

Le troisième sujet : La question du triangle Halib et Shaltin.

Chapitre premier : Déterminants des relations bilatérales égypto-soudanaises

Ce chapitre examine les principaux déterminants les plus importants des relations entre l'Égypte et le Soudan qui affectent les déterminants externes des interactions entre les deux pays. Ces déterminants sont divisés en déterminants internes. Les déterminants internes comprennent le déterminant géographique, le déterminant politique, le militaire et la sécurité. Le déterminant économique, le déterminant culturel et idéologique, tandis que le déterminant externe comprend le déterminant régional. La première section comprend les déterminants internes entre les deux pays, tandis que la deuxième section comprend les déterminants externes entre l'Égypte et le Soudan.

La première section : Les déterminants internes des relations égypto-soudanaises

Le deuxième thème : Les déterminants régionaux et internationaux des relations égyptiennes -

soudanais

La première partie :

Tout pays dans le monde dispose d'un certain nombre d'outils qui lui permettent de mettre en œuvre sa politique et de suivre ses relations avec les autres pays. Ces outils ne se limitent pas uniquement aux outils politiques, mais il existe un groupe d'autres outils qui déterminent les relations entre les pays, et il peut y avoir des déterminants non politiques et d'autres déterminants politiques. Cela affecte les relations entre les pays, de manière positive ou négative. Certains considèrent les déterminants internes comme des variables liées à la formation subjective et structurelle de l'unité internationale. Ils comprennent un groupe d'influences qui émanent de l'environnement interne du décideur <1>. Par conséquent, les déterminants internes sont considérés comme très importants dans les relations, en particulier entre deux pays comme l'Égypte. Le Soudan est le résultat de plusieurs facteurs que nous discuterons ci-dessous :

1- Localisation géographique :

A-Egypte :

Complexe des continents Eurasie et Afrique, et à la jonction de deux mers, l'Égypte se distingue par sa situation géographique, car elle est située à l'intérieur de deux terres, dont l'une s'étend jusqu'à l'océan Indien et ses régions chaudes, et l'autre s'étend jusqu'à l'océan Atlantique. Par conséquent, l'Égypte est considérée comme le coin nord-est du continent africain. Par conséquent, c'est une pierre et ses régions froides, le coin entre l'est, l'ouest et les terres égyptiennes. Qui est relié à la mer Méditerranée et la présence de liaisons maritimes entre les ports égyptiens témoignent de l'importance de la situation géographique de l'Égypte <3>. L'Égypte s'étend sur environ un million de kilomètres carrés et représente 4% de sa superficie propice à l'agriculture. l'activité est estimée à 35 000 kilomètres carrés et 96 % sont désertiques. Égypte : Le Nil, considéré comme le plus long fleuve du monde, et également le canal de Suez, qui est le canal le plus important au monde. Le canal de Suez relie le Méditerranée et mer Rouge, et des centaines de navires transportant des marchandises et des marchandises la traversent <.3>

1 - Hazem Saddam Muhammad Al-Sudani, « Étude de cas sur les relations égyptiennes-turques : 2002 AD - 2011 AD », Mémoire de maîtrise, Université du Caire, Faculté d'économie et de sciences politiques, 2012 AD, p.

.30

3 - Portail d'information égyptien, Conseil des ministres « Centre d'information et d'aide à la
: décision », disponible sur <http://www.eip.gov.eg/aboutegypt/GeoInfo>, lien suivant

L'Égypte est située astronomiquement entre les latitudes 22 et 32 au nord de l'équateur et entre les longitudes 24 et 37 à l'est du méridien de Greenwich <1>. L'Égypte est bordée au nord-est par la Palestine et Israël sur une longueur de 265 km. Elle est bordée au à l'ouest par la Libye le long d'une ligne d'une longueur de 1 115 km. Elle est également bordée au sud par le Soudan. D'une longueur de 1 280 km, l'Égypte se caractérise par sa capacité vitale composée de deux éléments : le territoire et la population. Nous constatons que la région caractérisée par la densité de l'Égypte ne représente que 4 à 6 %. Au lieu de cela, les zones à faible densité constituent une grande partie de sa construction économique et stratégique. Nous constatons également que le facteur population est considéré comme un facteur important dans la géographie de l'Égypte, car les capacités humaines représentaient un facteur majeur dans la poursuite de ce rôle. L'Égypte a été la première société civile de l'histoire de l'humanité, et une nation s'y est formée, et une sorte de compréhension et d'harmonie est née entre ses membres. <2> et la taille de la population a relié tous les cadres et a donné à l'Égypte la supériorité sur le reste des pays, leur permettant d'approvisionner leurs forces armées, la population égyptienne à l'intérieur et à l'extérieur du pays s'élevant à 94 millions de personnes. Le pays a atteint 86 millions de personnes et à l'étranger environ 8 millions de personnes. Le pourcentage d'hommes est de 51,1 %, tandis que le pourcentage de femmes est de 48,9 %. C'était en 2015 après JC, alors qu'en 2004 après JC, la population était de 68,6 millions de personnes <3> Nous constatons donc une nette différence dans cette augmentation, qui touche les régions humaines et démographiques de l'Égypte.

Le climat de l'Égypte est affecté par plusieurs facteurs, dont les plus importants sont l'emplacement, les caractéristiques de la surface, le système général de pression, les dépressions atmosphériques et les plans d'eau, qui ont tous contribué à diviser l'Égypte en plusieurs régions climatiques distinctes, l'Égypte étant située en la région tropicale sèche, à l'exception de la périphérie nord, qui entre dans la zone tempérée-serre <4> L'Égypte se caractérise donc par un climat distinct qui correspond à sa situation géographique distinguée.

1 - Ministère du Pétrole et des Ressources minérales, Situation géographique égyptienne,
: date de publication : 15 février 2010 AD, consulté : 27
février 2016 AD, disponible sur [http://www.petroleum.gov.eg/ar/AboutEgypt/Pages/Emplacement et CLI
compagnon.aspx](http://www.petroleum.gov.eg/ar/AboutEgypt/Pages/Emplacement%20et%20CLI%20compagnon.aspx)

2 - Référence précédente.

3 - Service d'Information Générale, Population, date de publication 21 mars 2016, consulté le 24 mars

: 2016, disponible au lien suivant : [http://](http://www.sis.gov.eg/Ar/Templates/Articles/tmpArticles.aspx?Catl)

www.sis.gov.eg/Ar/Templates/Articles/tmpArticles.aspx?Catl

D=19#.Vxkw5dQrJdg

4 - Service d'Information Générale, Climat, date : 18 janvier 2016 AD, consulté le 25 février 2016 AD,

disponible au lien suivant :

<http://www.sis.gov.eg/Ar/Templates/Articles/tmpArticles.aspx?Catl>

D=13#.Vxk0ZdQrJ

:

B- Soudan

Le pays du Soudan est le nom donné par les historiens géographiques arabes à la région habitée par les noirs en Afrique. Le Soudan était connu dans l'Antiquité sous plusieurs noms, comme Tasiti, qui signifie le pays des arcs. Après cela, la plupart des chercheurs ont convenu que le Le nom Nubie était différent du pays du Soudan <1>, et le Soudan est situé au cœur du continent africain. Il est situé dans la partie nord-est du continent africain, entre les latitudes 8,45° N et 22,8° nord de l'équateur. et les longitudes 21,49° à 38,34° est. Elle est bordée par neuf pays : l'Égypte au nord, la Libye au nord-ouest, le Tchad à l'ouest et L'Ouganda au sud et l'Éthiopie à l'est">2>. Nous constatons que la superficie du Soudan est d'environ 2 millions de kilomètres. Cette zone a Et "Il était considéré comme le plus grand pays arabe et africain avant la sécession." Carré conduit à une diversification de l'agriculture en raison de la distinction et de la diversité du climat. Le Soudan est divisé en deux régions géographiques distinctes : l'une au nord, où l'agriculture dépend des eaux du Nil et s'étend du sud de la ville de Khartoum jusqu'à la frontière égypto-soudanaise, et l'autre au sud, où marécages et savanes l'herbe couvre la plupart des terres <3>. La situation géographique et stratégique du Soudan est considérée comme importante et lui a conféré un rôle de premier plan aux niveaux international et régional. Par conséquent, la situation géographique de l'État du Soudan est très importante et nous voyons Il existe des relations conflictuelles au Soudan qui sont dans un état de conflit et de guerre depuis de nombreuses années jusqu'à ce qu'une solution soit

Il a atteint la division du Soudan, et le Soudan a été divisé en l'État du nord, également appelé Soudan, et l'État du sud, appelé Sud-Soudan. Dans cette étude, nous nous concentrerons sur le nord du Soudan, qui a été l'État de Soudan depuis 2011 après JC <4>, et nous constatons que la République du Soudan est située au nord du continent africain et surplombe. Sa frontière orientale est sur la mer Rouge, et elle est située entre la longitude 38 est et la longitude 22 ouest et entre deux latitudes.

1 - Madani Muhammad Ahmed, Hamid Othman Ahmed, "éd.", "Sudan's Foreign Relations", Khartoum, Institut d'études africaines et asiatiques, Université de Khartoum, 1991, p. 141.

2- Issa Abdul Hamid Abdullah Saleh, « La politique étrangère soudanaise envers l'Égypte pendant la période 1989 AD à 2005 AD », mémoire de maîtrise, Université du Caire, Faculté d'économie et de sciences politiques, 2010, p. 17.

3- Madani Muhammad Ahmed, «Sudan's Foreign Relations», référence mentionnée précédemment, p. 145

"
-Andrew s. Natsios et Michael Abramowitz, Peut être séparé du sud 4
La crise de sécession du Soudan du Nord sans guerre », Affaires étrangères ,
1-2-2011.

22 latitude nord et 10 latitude sud <1> Elle est bordée au nord par l'Égypte, à l'est par l'Éthiopie et l'Érythrée, au sud par l'État du Soudan du Sud, et à l'ouest par l'État de Libye et l'État du Tchad. La superficie de la République du Soudan est estimée à environ 1 863 890 millions de kilomètres carrés et elle est traversée par un certain nombre de grands fleuves, tels que le Nil et le Nil. Le Nil Blanc et le Nil Bleu <2> et la République Le Soudan est situé dans la région tropicale, donc ses régions climatiques varient du climat désertique au climat tropical, ainsi que le passage du « tropique du Cancer » avec un climat continental modéré au sud de l'Égypte, ce qui affecte la nature climatique du nord. République du Soudan, on voit donc que la situation privilégiée du Soudan et la présence du fleuve Nil traversant son territoire et son extension sur 1 700 km du sud au nord ont contribué à renforcer le lien entre les pays du bassin, notamment le Soudan et l'Égypte, en raison à son passage à travers leurs terres. >3<

La République du Soudan se distingue par le fait qu'elle est l'un des vastes pays riches en ressources naturelles, qu'il s'agisse de richesses minérales ou de pétrole, et également riche en élevage et en poisson, en forêts et en terres agricoles.

:

2-Le déterminant politique

A- Egypte :

L'Égypte est considérée comme l'un des pays les plus importants du monde arabe ou africain, et nous constatons que l'Égypte a traversé de nombreuses étapes, notamment dans la vie politique, où nous constatons qu'elle est passée par une monarchie qui a duré de nombreuses années. La révolution de 1952, et avec elle est arrivée le système républicain, et les présidents l'ont pris en charge avec diverses politiques qui ont été mises en œuvre. Jusqu'à l'arrivée du règne de Moubarak, et la vie politique en Égypte était basée sur le président de la République comme le principal moteur du pouvoir exécutif, avec la présence d'un mouvement partisan, mais avec des restrictions, mais il y a eu un échec dans le processus de transformation.

1 - Muhammad Ibrahim Youssef, « L'intégration égypto-soudanaise à la lumière de la sécession du Soudan du Sud et une étude des possibilités et des défis », référence mentionnée précédemment, p. 65.

2-Une référence mentionnée précédemment.

3 - Hussein Khalaf Musa, « Egypt and Sudan », document de recherche, Centre démocratique arabe d'études stratégiques, économiques et politiques, date de publication : 25 avril 2016, date d'accès : 5 mars, <https://democraticac.de/?p=814> 2014

Disponible sur:

Démocratie et déséquilibre entre les pouvoirs. Le pouvoir est devenu uniquement entre les mains du Président de la République et le principe du transfert pacifique du pouvoir était absent. Une stagnation s'est produite pour l'élite dirigeante et elle est devenue

Il y a une faiblesse dans la participation politique <1>, et la vie des partis en Égypte avant la Révolution de Janvier consistait

en la présence d'un grand parti dominant, le Parti National, affilié au gouvernement et au président, et sa présence était comme un supplément. rôle dans la république, alors que les autres partis étaient fragiles dans le jeu politique. On constate également qu'il y a une faiblesse organisationnelle. Pour les partis politiques, et aussi certains partis n'ont pas pu avoir de cadres organisationnels pour pouvoir rivaliser pour le pouvoir <2> En outre, il y a eu de nombreuses restrictions aux libertés, que ce soit sur les individus ou sur la presse, ce qui a contribué à l'échec de la vie politique en Égypte et aux niveaux élevés de colère et de mécontentement parmi les membres de la société. Par conséquent, pour plusieurs raisons que l'on peut résumer Dans la corruption, qu'elle soit administrative, sécuritaire ou politique, a eu lieu la révolution du 25 janvier 2011, considérée comme un tournant dans la vie politique en Égypte et le début d'une nouvelle page de libertés et de vie politique, car elle a fait tomber un régime. qui a duré 30 ans et qui, disait-on, n'est jamais tombé.

Tout le monde voit que ce qui est tombé, c'est la chute du régime de juillet 1952 et de la Constitution de 1956, sur lesquels s'ajoutaient les caractéristiques du monopole des militaires sur la position de Président de la République et l'accumulation de caractéristiques et d'indicateurs d'une crise structurelle dans le système politique. C'est pourquoi ce fut le début de l'aspiration à construire une nouvelle vie politique basée sur certains fondements et règles, et l'ère d'un parti dominant a pris fin. Au cours de sa vie, plusieurs partis ont commencé à exister, notamment des partis islamiques, libéraux, de gauche, politiques et centristes, et ce serait le début d'une nouvelle vie dans le système politique égyptien, où il y avait plusieurs partis, le début d'une nouvelle vie. la vie parlementaire et la présence de plus de libertés, mais en raison de la prédominance des conflits, de la confusion dans les démarches adoptées et de la montée des mouvements salafistes et religieux, les étapes de la scène ont été retardées. <3> La période de transition a eu lieu, des élections législatives et présidentielles ont eu lieu et la Troisième République a été élue sous la direction de Mohamed Morsi, mais son règne n'a sa tendance à servir les objectifs des Frères musulmans plus que ceux de l'Égypte. et pas duré longtemps en raison de

est entré en conflit parce qu'il voulait semer la confusion

-1Hussain Tawfiq Ibrahim, « La crise du système politique égyptien : l'équilibre entre les pouvoirs et le dilemme législatif », Centre d'études d'Al Jazeera, date de publication : 15 février.

NET.STUDIESALJAZEERA://HTTP 2011, consulté le 15 avril 2016, disponible sur :

2 - Doaa Hussein Alam, « Les partis d'opposition et remplir leur rôle à l'heure des droits », Democracy Magazine, Le Caire, numéro 21, sixième année, janvier 2006, p. 142.

3 - Ali Al-Din Hilal - May Mujib - Mazen Hassan, « La lutte pour un nouveau système politique : l'Égypte après la révolution », Le Caire, Maison libanaise égyptienne, 2013, p. 511.

Ingérence dans les autorités des forces armées. C'est pourquoi des foules de milliers d'Égyptiens sont descendus à nouveau dans la rue et ont exigé le renversement du régime des Frères musulmans. Les forces armées sont donc allées se conformer à la volonté du peuple.

La carte a été élaborée avec la participation des forces politiques et religieuses et le président Adly Mansour a été nommé président par intérim du pays. Cela a été considéré une fois de plus comme le meilleur buteur de la Révolution du 25 janvier <1>, mais les défis étaient plus grands que les défis après la Révolution de Janvier, où les Frères musulmans n'ont pas accepté la décision et ont commencé des opérations militaires et des affrontements avec les forces armées et la police égyptienne et ont lancé une campagne d'assassinats et d'attentats à la bombe dans toute l'Égypte, mais la feuille de route a été maintenue. en raison du pouvoir de dissuasion des forces armées et de leur pouvoir de contrôler et d'affronter ces défis et d'essayer de contrôler les rênes <2>. Des mesures ont commencé pour mettre en œuvre la feuille de route et une constitution a été élaborée pour l'Égypte en 2014 et a été approuvée. Présidentielle des élections ont eu lieu et le président Abdel Fattah El-Sisi a remporté la présidence égyptienne en juin.

Puis

En 2014 après JC, après sa victoire écrasante, l'Égypte a commencé à se stabiliser politiquement et à reconstruire à nouveau les

institutions de l'État. <3>

B- Soudan :

Le Soudan représente le point de contact le plus important entre la région arabe et les pays d'Afrique subsaharienne, car il relie les pays arabes du nord-est de l'Afrique aux pays d'Afrique centrale. Nous voyons que le système politique du Soudan est un système fédéral basé sur le service et gouverner les États, chacun selon ses priorités et ses exigences <4>. Cependant, on constate que le Soudan a mené deux guerres civiles entre le pouvoir central et le sud (de 1955 à 1972 et de 1983 à 2005), qui ont fait plusieurs millions de morts. , personnes déplacées et réfugiés. Le processus de paix a débuté en 2001 sous les auspices de l'Autorité intergouvernementale pour le développement et avec le soutien de certaines forces internationales, notamment les États-Unis d'Amérique, la Norvège et le Royaume-Uni. Les négociations ont débuté en septembre 2003. au Kenya entre le vice-président Ali Osman Taha et John Garang a conduit à la signature de l'« Accord de paix global » à Nairobi le 9 janvier 2005, qui précisait

1 - Muhammad Musaad Al-Arabi, « Dimensions of Political Changes in Egypt after June 30 », Fondation politique Al-Ahram, date de publication 15 avril 2014, date d'accès : 1 : Ali Mamawah, avril 2016, <http://www.siyassa.org.eg/NewsQ/3169.aspx>

2 - Iman Rajab, « Le retour de l'État : le développement du système politique en Égypte après le 30 juin », Bibliothèque de la démocratie, numéro : 59, date de publication : 12 juillet 2015, date : <http://democracy.ahram.org.eg/News/1686/Subscriptions.aspx> Consulté le 3 avril 2016, disponible sur :

3 - Référence précédente.

4 - Trethart Gerard Mc Hague, Tariq Hilal et Albert, « Gouvernance au Soudan : Options pour un accord politique en République du Soudan », Conflict-CDI/documents/org.cdint://http
Février, International Dynamic Governance_in_the_Sudan_full_report_Arabic.pdf 2014 AD, disponible sur

Conditions de partage du pouvoir et des richesses entre le Nord et le Sud pendant une période de transition s'étendant jusqu'en juillet 2011 après JC <1>. L'Accord de paix global stipulait la formation d'un gouvernement d'union nationale et le Sud obtiendrait l'autonomie et le droit à l'autonomie. détermination en 2011 après J.-C. La vie politique au Soudan s'est poursuivie sur cette question avec la présence d'une mission La communauté internationale a vérifié la mise en œuvre de l'accord de paix jusqu'en 2010 après J.-C. et des élections présidentielles ont eu lieu. réélu pour la République du Soudan, tandis que « Salvana Kiir » a été réélu à la tête de l'autonomie du Soudan du Sud, et le 10 janvier, le processus d'autodétermination a commencé et les travaux. Le référendum est considéré comme l'étape la plus importante du processus global. L'accord de paix et les résultats officiels ont confirmé la présence d'un soutien massif au processus d'indépendance. L'indépendance a été déclarée le 9 juillet 2011 et Juba est devenue la nouvelle capitale de l'État du Soudan du Sud <2>. On constate que la situation s'est détériorée entre les le nord et le sud, car la République du Soudan comprend de nombreuses contradictions car elle est constituée de tribus ethniques organisées alors qu'il existe un système politique faible et manque de structures politiques efficaces et l'absence de pratiques démocratiques saines au Soudan, ce qui a rendu le système politique après la sécession difficile. pire sous le avec régime de Bashir, car il a été constaté que de nouveaux mouvements sécessionnistes se formaient dans le nord et étaient sur le point de

Le sud afin de diviser la région du nord. Le plus grand exemple est la crise de la région du Darfour. Par conséquent, les problèmes sont revenus à nouveau entre le nord et le sud. Nous voyons également que le président Al-Bashir, afin de resserrer son emprise sur le pays et ne permet aucune nouvelle sécession de la région nord du Soudan, impose certaines politiques telles que la restriction des libertés de la presse et des médias, et il y a des violations. Dans le contexte des droits de l'homme, nous constatons qu'un certain nombre d'opposants politiques qui appelaient à un boycott des élections a été fouetté <3>, et certains analystes politiques au Soudan ont vu l'échec du système fédéral, car tous les États ont été pris en charge, et que le président Al-Bashir est un homme faible, et sa politique est qu'il règne et ne gouverne pas, malgré son passé militaire et a ainsi conduit à l'échec de l'islam politique au Soudan, ce qui conduit à l'instabilité de la situation au Soudan, Sécurité et conduit à une augmentation Et ce qui a un impact économique négatif.

1 - Soudan : Présentation de la République du Soudan, Diplomatie française, Date de publication : 11 avril 2014 AD, Date d'accès : 10 avril 2016 AD, disponible sur :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/ar/afrique-du-nord-et-moyen-orient/soudan/presentation-de-la-republique-du>

2 - Référence précédente.

3 - Abdel Hafeez Al-Abdali, «Il n'y a pas d'avenir pour le régime Bashir avec la poursuite de la poigne de fer», date de publication: 2 août 2015, consulté le: 29 mars, disponible, <http://www.swissinfo.ch/ara/8A%D8%A9-/41566420> 2016

sur moi:

Tensions au nord et instabilité face à ces conflits, qu'ils soient internes ou externes.

>1<

3-Le déterminant économique :

Egypte : A-

L'Égypte joue un rôle régional distingué en raison de son histoire civilisationnelle et de ses positions géostratégiques. L'Égypte possède de nombreuses ressources économiques, son potentiel militaire et ses ressources économiques, dont certaines sont exploitées et d'autres ne sont pas exploitées ou ont été exploitées de manière inappropriée. <2>, et si nous examinons le rôle économique de l'Égypte en tant que puissance régionale, nous constaterons que son rôle est faible et que cela est dû à plusieurs raisons, car l'Égypte dépend fortement de l'aide, notamment en présence de conditions pour l'obtenir. l'aide, qui a conduit à orienter ou à faciliter certaines politiques économiques et la participation politique à celle-ci en Égypte. L'économie égyptienne est basée sur des sources de revenus rentières provenant des secteurs de l'agriculture, de l'industrie, du tourisme et des services dans des proportions presque égales. Elles sont similaires, mais l'économie égyptienne repose principalement sur les revenus du canal de Suez, l'agriculture, le tourisme et les impôts. Par conséquent, l'économie égyptienne est considérée comme l'une des économies les plus diversifiées parmi les pays de la région du Moyen-Orient <3>, et nous constatons que l'une des ressources de l'économie égyptienne réside dans les transferts d'argent des travailleurs à l'étranger, et le secteur pétrolier réalise également certains progrès. Production de gaz certaines années, comme en 2008, l'Égypte s'est classée au premier rang dans sa région en termes d'afflux d'investissements étrangers directs <4>. Elle a reçu des investissements étrangers directs nationaux, mais elle a diminué par la suite, précédée par la Turquie, l'Arabie Saoudite et Israël. La politique économique égyptienne n'a pas réussi à mobiliser l'épargne ni à attirer les investissements étrangers directs, en particulier après la mise en place de la révolution du 25 janvier 2011. J.-C., lorsque l'Égypte a connu de très mauvaises conditions économiques, ce qui a entraîné

Le retrait de nombreux investisseurs étrangers et les pertes subies d'énormes pertes en

1 - Abdul Hafeez Al-Abdali, « Il n'y a pas d'avenir pour le régime d'Al-Bashir avec le maintien de la main de fer », référence mentionnée

précédemment.

2 - Service d'Information Générale <Économie>, date de publication : 19 mai 2012 AD, consulté : 11 avril 2016 AD,

disponible sur :

<http://www.sis.gov.eg/Ar/story.aspx?sid=124z>

-3 Référence précédente.

4 - Soudan : Présentation de la République du Soudan, diplomatie française, référence précédemment citée.

La Bourse égyptienne a également entraîné une augmentation des prix alimentaires et donc une augmentation du soutien, car la roue de la production s'est arrêtée dans de nombreux secteurs, ce qui a contribué à une augmentation du nombre de chômeurs et à une baisse du revenu national, en plus de la forte baisse du revenu national. l'augmentation des cas de sit-in, des revendications sectorielles et la succession de manifestations et de protestations résultant de l'instabilité des politiques et de leurs réalisations souhaitées.<1> Et aussi la faille majeure dans le traitement par le gouvernement de Morsi du taux de change de la livre sterling, ce qui a entraîné une perte d'environ 18 % de sa valeur par rapport aux devises étrangères, ce qui a eu un impact négatif sur la valeur du déficit du budget général de l'État, ainsi que sur le déficit d'achat de devises pour payer les importations de matières premières de l'Égypte et a créé un déficit parallèle. marché du taux de change. Le taux de change officiel et ces facteurs ont directement contribué à la détérioration de la cote de crédit de l'Égypte et à la hausse ultérieure des taux d'intérêt sur les prêts conclus par l'Égypte, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur, <2> qui ont conduit au budget général Le déficit a doublé, ce qui a conduit à emprunter auprès du Fonds monétaire international, ce qui témoigne de la confiance internationale dans la capacité de l'économie à se redresser et à se redresser. Cependant, cette solution a considérablement décliné et a été remplacée par un autre sauvetage, représenté par de l'aide et des prêts. des pays arabes frères comme l'Arabie saoudite, le Qatar et le Koweït, qui ont soutenu l'économie au lendemain de la révolution du 30 juin 2013

L'Égypte traverse des conditions de sécurité difficiles et lorsque le président Adly Mansour est arrivé à la présidence, la situation était instable. Le plus important était donc de renforcer le pays en rétablissant à nouveau la stabilité. Comme indicateur de cette amélioration et du début de la reprise. de l'économie égyptienne, un rapport du ministère du Plan a montré que des investissements totaux ont été réalisés au cours de l'exercice 2013-2014. Un taux de croissance de 12,9% contre 3,7% au cours de l'année précédente, avec une valeur totale de 280,6 milliards de livres, atteignant un taux de croissance de 2,2%, attribué à l'amélioration du climat d'investissement <3>, ajoutant que la croissance était liée à l'évolution de la situation politique et sécuritaire du pays, passant de 1,4% au cours de la période Le deuxième à 2,5% au troisième trimestre du même exercice financier - 2013 2014. Il a souligné l'amélioration continue au cours du quatrième trimestre pour atteindre 7,3%, ce qui montre le début de la rotation de la roue de l'activité économique, après avoir obtenu des résultats politiques. la stabilité et avancer vers la sécurité et la stabilité dans le pays, et quand il prend une nouvelle voie de la part du président Al-Sisi, la situation en Égypte a commencé

1- Service d'information de l'État, Économie égyptienne, « L'économie égyptienne après les révolutions du 25 janvier et du 30 juin », date de publication 2 novembre 2014, date

<http://www.sis.gov.eg/Ar/Templates/Articles/tmpArticles.aspx?CatId=c97VyDBLv1660#.>=D, consulté le 1er avril 2016, disponible sur :

2 - Référence précédente.

3 - Sultan Abu Ali, « L'économie égyptienne après la révolution du 25 janvier : un point de vue », Centre d'information et d'aide à la décision, série de documents de recherche, numéro 2, date de publication : juin 2011, date d'accès : 25 mars 2016.

L'économie, où Al-Sisi a intensifié ses visites étrangères dans les pays pour renforcer les relations de coopération, que ce soit dans le domaine politique ou économique, et a appelé les financiers et les investisseurs à retourner à nouveau les activités d'investissement en Égypte afin de constater les changements radicaux que l'Égypte a réalisés afin de pour restaurer à nouveau les capacités productives. Al-Sisi cherche à élever la structure de croissance en Égypte afin d'attirer davantage d'investissements, et la reprise économique que connaît l'Égypte est due au retour de la confiance suite au retour du pays à droite. retracer <1>, ainsi que la présence de certains projets nationaux qui ont contribué à relancer l'économie égyptienne, dont le plus important est la participation populaire au financement du nouveau projet du canal de Suez avec plus de 64 milliards de livres pendant seulement 8 jours ouvrables, dont 27 des milliards de livres sterling d'argent frais ont été injectés dans l'économie égyptienne, ce qui a donné une grande confiance internationale dans le début de l'amélioration de l'économie égyptienne <2>, ainsi que dans la poursuite par l'État des réformes législatives représentées dans des lois telles que la loi sur l'exploitation des mines et des carrières, la loi sur les petites et moyennes entreprises et la loi sur les sociétés unifiées et les nouveaux investissements, en plus de fournir des terrains aux investisseurs et d'explorer les moyens de résoudre les problèmes des investisseurs sérieux et de renforcer les conférences économiques. L'Égypte s'oriente vers le maintien de la solidarité sociale. Par conséquent, nous voyez que malgré le fait que le renforcement de l'économie libre avec l'Égypte ait connu deux révolutions en moins de 4 ans, il ne s'est pas effondré, mais au contraire est revenu, pour se reconstruire et rel

B- Soudan :

La situation géographique du Soudan en a fait un pont stratégique pour le système économique mondial et régional, car il est considéré comme un corridor de mouvement économique à travers le bassin de la mer Rouge vers les pays intérieurs situés au milieu.

Le continent africain et les pays du bassin du Nil. Le Soudan est considéré comme l'un des vastes pays riches en ressources naturelles, représentées par des terres agricoles fertiles, du bétail et des richesses minérales, des forêts, des ressources halieutiques et une eau abondante. Le Soudan s'appuie principalement sur l'agriculture, qui représente 80 Le % de l'activité de la population, outre l'industrie, notamment les industries qui dépendent de l'agriculture, est le suivant

1 - Service d'information de l'État, Économie égyptienne, « L'économie égyptienne après les révolutions du 25 janvier et du 30 juin », référence citée précédemment.

2 - Référence mentionnée précédemment.

3 - Magdy Sobhi, « Economic Challenges in Egypt after June 30: Perceptions and Scenarios », Arab Institute for Studies, date de publication : 20 octobre :

14 Date d'accès : <http://studies.alarabiya.net/future-scenariosS2014>

Avril 2016, disponible sur :

Nous constatons que le volume total des recettes d'exportation soudanaises en 2010 s'élevait à environ 10,29 milliards de dollars, et que le produit intérieur brut, selon les estimations de 2011, mesuré au taux de change en dollars, s'élevait à environ 63,3 millions de dollars <1>, mais malgré tout Si le Soudan est considéré comme l'un des onze pays les plus pauvres du monde, malgré sa richesse en ressources naturelles et en élevage, cela est dû à une mauvaise gestion de l'économie, à une mauvaise planification et à un déséquilibre dans la structure des exportations. Les guerres civiles et les conflits entre le Nord et le Sud, ainsi que la sécession du Soudan du Sud de la République du Soudan, constituent une menace pour le Nord, car elles ont conduit les investisseurs étrangers à craindre pour leur argent. la sécession de la région de Juba en 2013, qui a conduit le Soudan à perdre environ 75 % de sa production pétrolière, et le taux d'inflation a atteint 15,8 % et le taux de chômage a également atteint 18,7 % de la population active, qui comptait 9,3 millions de travailleurs. comprend également environ 46% de la population totale. Leur nombre est estimé à 37,2 millions de personnes <2>, et la dette publique extérieure représente environ 41,4 milliards de dollars, ce qui équivaut à 70,4% du produit intérieur brut total. mais le déficit de la balance et qui doit être traité de manière réaliste conformément aux échanges commerciaux confirme ce résultat, puisqu'il atteint environ 4,9 milliards de dollars.

En raison de la direction d'urgence vers laquelle se dirige le nord, qui perdra 90% des revenus qui soutiennent l'économie globale de l'État, cela nécessite des mesures représentées par la réduction des dépenses et la suppression des subventions sur de nombreux biens, en plus de réduire les exonérations fiscales, en limitant les dépenses. sur les fonctionnaires constitutionnels et en investissant les revenus pour répondre aux besoins réels, et malgré Nous constatons que les ressources économiques de l'État du Soudan sont diverses, y compris les ressources agricoles, animales et halieutiques, qu'il peut exploiter avec les pays voisins tels que l'Égypte et le Soudan du Sud afin pour parvenir à l'intégration économique entre eux et à la possibilité d'établir différentes industries alimentaires entre eux. Nous voyons que la vaste superficie du Soudan et la main-d'œuvre humaine bon marché disponible sont deux facteurs principaux qui jouent avec cela. Le Soudan va injecter d'énormes investissements en espèces y attirer des entreprises et des organismes économiques internationaux et établir d'immenses usines de haute technologie ou à forte intensité de main d'œuvre <3>. Par conséquent, nous constatons que l'économie soudanaise est oscillante et instable en raison des circonstances que traverse le Soudan et également en raison de la situation politique que connaît le Soudan, car l'économie et la politique sont les deux faces de la médaille. Pour qu'une branche soit reconstruite, il faut s'occuper de l'autre branche en même temps. <

1 « The Economy of Sudan after Secession », Al Jazeera Center for Studies, date de publication : 24 avril 2011, consulté le : 11 avril 2016, disponible sur : <http://www.aljazeera.net/news/ebusiness>

2 - Abdel Hafez Al-Sawy, « La crise économique du Soudan et l'absence d'aide », Centre d'études d'Al Jazeera, Date de publication : 9 octobre 2013, Date d'accès : 12 Ali Mamwath, mars 2016 : <http://www.aljazeera.net/news/ebusines>

3 - Référence précédente.

4 - L'économie du Soudan après la sécession, référence citée précédemment.

4-Désignation militaire :

A- Egypte :

Depuis l'élimination du colonialisme, l'Égypte est considérée comme l'armée la plus grande et la plus puissante du monde.

Le monde considère que l'Égypte est arabe, car l'État égyptien indépendant s'est appuyé tout au long de son histoire sur l'armée pour protéger les intérêts régionaux au cours de ses décennies de vie. conflit avec Israël et encore dans les différends avec la Libye et le Soudan sur ses frontières ouest et sud <1> Malgré la disparition de ces menaces

ces dernières années, le phénomène du terrorisme est apparu et il a fallu développer l'armée au plus haut niveau.

que l'armée égyptienne est armée des armes et équipements militaires les plus récents et qu'elle a atteint la 13ème place parmi les armées les plus puissantes du monde et la première place dans le monde arabe et en Afrique, où elle se classe au sixième rang mondial. nombre de chars, elle compte 4 767 chars et elle est la troisième au monde en termes de possession de blindés, puisqu'elle compte environ 19 000 véhicules blindés. Quant aux forces terrestres,

l'armée égyptienne compte environ 470 000 soldats en plus de plus de 800 000 L'Égypte dispose également d'une force d'artillerie et de tir, importante puisqu'elle est la troisième en termes de possession de lanceurs, avec 1 469 lanceurs, en plus de plus de trois mille pièces d'artillerie de différents types. L'armée de l'air égyptienne est considérée comme la huitième. dans le monde avec 1 100 avions, dont 358 avions d'attaque, 343 avions d'interception, 390 avions d'entraînement et 249 avions de transport, le reste comprenant plusieurs types d'hélicoptères. Parmi les hélicoptères, l'Égypte possède également la septième plus grande force navale avec 237 pièces, dont des sous-marins. cuirassés et navires de défense <2>. Le budget des dépenses militaires de l'Égypte est estimé à environ 4,4 milliards de

dollars, ce qui fait que l'Égypte se classe au 45ème rang mondial.

Nous constatons que l'Égypte pendant l'ère Moubarak était dépendante des États-Unis d'Amérique pour ses ventes d'armes, et que les États-Unis ont fourni une aide d'environ 70 milliards de dollars pour soutenir les forces militaires égyptiennes, y compris une aide annuelle s'élevant à 1,3 milliard de dollars depuis le début de la guerre. signature de

l'Accord de Camp pour maintenir la supériorité qualitative d'Israël <3>. Par conséquent, David était avec Israël en 1973

après JC, les États-Unis y trouvant un moyen de faire pression sur l'Égypte dans certaines directions politiques, mais lorsque la Révolution du 25 janvier a eu lieu, les États-Unis ont commencé à réduire cette aide jusqu'à ce qu'un moyen soit trouvé.

1 - « American Intelligence : L'armée égyptienne est la force militaire la plus grande et la plus puissante du monde

arabe », journal Al-Diyar, date de publication, 1er mai 2015, consulté le 5 mai 2016, disponible sur :

[http:// www.addiyar.com/article/1016317](http://www.addiyar.com/article/1016317)

« En chiffres... l'armée égyptienne est la 13e au monde et la première dans le monde arabe et en Afrique », date de ²

publication : 16 février 2015, consulté le : 24 avril 2016 : disponible.

. Référence précédente-3 : Ali <https://arabic.rt.com/news/774231>

Pour faire pression pour réaliser ses intérêts, et lorsque le règne des Frères musulmans est arrivé, l'Amérique a accueilli favorablement la coopération avec eux et que c'était une nouvelle étape au Moyen-Orient et face à un groupe avec islamique qui dirige l'Égypte, mais lorsque la révolution du 30 juin Les États-Unis ont refusé parce que leurs intérêts étaient ceux des Frères musulmans et ont utilisé les ventes d'armes comme moyen de pression sur l'Égypte. Afin d'annuler le renversement de Morsi et d'empêcher les livraisons d'armes d'atteindre l'Égypte, l'Égypte s'est tournée vers la Russie et la Chine pour obtenir des armes. car ils séparent la politique des armes et s'engagent à respecter tous les contrats et accords, quelles que soient les circonstances. Par conséquent, l'Égypte essaie de trouver ses intérêts avec n'importe quelle partie afin de construire une armée forte dont elle dispose. qui lui permettent de maintenir son rang mondial et arabe. >1<

B- Soudan :

Plutôt, à sa conviction L'armée soudanaise est considérée comme une armée forte, et sa force n'est peut-être pas due à une supériorité technologique. Avec son combat unique et son expérience rare, l'armée est restée en mode combat depuis la Seconde Guerre mondiale jusqu'à récemment, et bien que la guerre soit une chose désagréable, sa continuation crée une expérience cumulée très élevée, et celle-ci n'est pas disponible pour d'autres armées qui sont meilleures. armé que le Soudan, et l'armée Les Soudanais ont combattu pendant plus de 50 ans dans la guerre civile au Soudan du Sud, d'août 1955 à 2005 après JC, qui s'est terminée par la signature de l'accord de paix de Naivasha <2>. L'infrastructure de l'armée soudanaise se compose d'une énorme force militaire représentée par des usines de véhicules blindés, de machines lourdes et d'armes et de munitions. Le Soudan est considéré comme une force autosuffisante dans l'industrie de l'armement et dispose du personnel le mieux formé. En témoigne la répartition des officiers de l'armée soudanaise dans diverses armées arabes en Le président Al-Bashir, chef suprême des forces armées, considère que l'armée soudanaise dispose d'une force de dissuasion importante et avancée, qui lui permet de protéger le pays des dangers internes et externes. Nous constatons que l'armée soudanaise dans le classement africain est le numéro 11 en Afrique. L'armée soudanaise est composée de 109 500 soldats et le nombre de soldats de réserve est de 102 500 soldats. Nous constatons que les forces armées sont constituées de plusieurs branches, qui représentent le nombre de forces.

1- « Renseignements américains : l'armée égyptienne est la force militaire la plus grande et la plus puissante du monde arabe », référence mentionnée précédemment.

2 « L'équilibre des forces militaires entre l'Égypte et le Soudan en cas de guerre contre Halib », Arab Liberal Network, date de publication : 10 avril 2013, date d'accès :

Disponible le 15 avril 2016, <https://liberals.org/vb/showthread.php?t=36712>

Il existe 85 000 soldats terrestres et environ 20 000 hommes en conscription obligatoire. L'armée soudanaise comprend 360 chars de différents types, 400 véhicules blindés de combat, 20 canons mobiles, 780 armes lourdes remorquées et 20 systèmes de lancement de missiles. L'armée de l'air est composée d'hélicoptères et d'avions. La force multimoteur soudanaise est composée de 3 000 hommes, d'avions d'attaque, d'avions d'entraînement et de transport de troupes. Elle se compose de 168 avions, dont environ 38 avions de combat offensifs et défensifs, 57 avions multimoteurs, 48 avions de transport de troupes, 6 avions d'entraînement. avions, 68 hélicoptères et 36 hélicoptères d'attaque. La force se compose de La marine se compose de 18 forces et comprend un port maritime et 74 aéroports opérationnels. L'armée soudanaise contient 1 500 chasseurs lourds multiples et contient 241 transporteurs d'infanterie sur chenilles et 353 véhicules à roues. L'armée dispose d'environ 635 lanceurs de missiles et 44 anti-missiles, et il existe une base Un grand système de missiles composé de 54 missiles provenant du convertisseur sur les épaules. Les forces navales sont stationnées à Khartoum, Flamingo Bay, sur le Nil Bleu et le Mer Rouge <1>. Nous constatons que les forces soudanaises possèdent beaucoup d'équipements et d'armes, et l'un des facteurs les plus importants qui prouvent leur force est leur fermeté face aux conflits et aux guerres civiles. La situation que connaissait le Soudan jusqu'à l'Accord de paix global a été conclu et mis en œuvre en 2011 après JC <2>, et l'importance militaire du nord du Soudan a été représentée dans le maintien de la protection de la région et en ne permettant pas la division d'une autre partie de celle-ci et en empêchant les conflits de s'enflammer à nouveau, et nous constatons que l'étendue et la profondeur géographique de la République du Soudan lui permettent d'établir des bases militaires, de déployer des forces et de les entraîner à des opérations de combat sur tous types de terres, le long des côtes et dans les forêts. réseau de lignes de transport terrestre, o

Le transport maritime et le transport aérien, qui permettent de manœuvrer librement les forces d'une direction stratégique à une autre direction stratégique sur les théâtres d'opérations africains jusqu'au golfe Persique et à l'océan Indien <3>. Par conséquent, nous constatons que le Soudan tente d'atteindre un large force militaire afin de maintenir ses conditions internes et ses conflits.

1 - Ghanem Suleiman Ghanem, « Les armées les plus puissantes du monde : classement des armées mondiales et africaines et comparaison entre la force de l'armée soudanaise et celle du Soudan du Sud », site Soudanis.

board/com.sudaneseonline://http, date de publication : 25 janvier 2015 AD, consulté le 21 avril 2016 AD, disponible sur :

-2 Référence précédente.

« L'équilibre des forces militaires entre l'Égypte et le Soudan en cas de guerre autour d'Halib », une référence déjà évoquée. ³

Avec le Soudan du Sud et en même temps en maintenant également sa présence devant l'Égypte afin qu'elle puisse parvenir à une solution au problème Halib et Shaltin.

5-Déterminant social et culturel

A- Egypte :

En raison de la distinction de l'Égypte dans tous les domaines, l'Égypte a une longue histoire démographique qui se distingue des autres par sa géographie particulière, qui a confiné la présence de la population depuis l'époque des Pharaons à cette étroite bande de la vallée du Nil et du delta jusqu'à nos jours. La zone habitée représente environ 5,3% de la superficie totale de l'Égypte <1> Tous les rapports publiés au XXe siècle indiquent que la population de l'Égypte est en constante augmentation et que l'Égypte est considérée comme le deuxième plus grand pays du monde.

L'Afrique est le pays le plus peuplé du Moyen-Orient. En 2004, la population de l'Égypte a atteint 70,548 millions d'habitants, dont environ 68,648 millions de personnes en Égypte et 1,9 millions en dehors de l'Égypte. Ce pourcentage est divisé entre un million d'hommes, à raison de 51,1% et environ 33,542 millions d'hommes. Les femmes représentent 48,9% de la population totale. >2<

En 2015, la population égyptienne a atteint 94 millions de personnes, soit une augmentation d'un million de personnes, le nombre d'Égyptiens dans le pays atteignant 86 millions, tandis que le nombre d'expatriés à l'étranger, selon les statistiques du ministère égyptien des Affaires étrangères, a atteint huit millions, avec un ratio de 51,1% d'hommes et 48,9% de femmes <3>.

La population de l'Égypte est divisée en plusieurs parties, réparties entre la vallée, le delta et les déserts. Environ 99,3 % de la population est concentrée dans la vallée et le delta. Malgré ce pourcentage élevé, elle ne constitue que l'Égypte, ce qui conduit à une forte densité de population dans cette région, 7,8% de la superficie, et entraîne également une pression sur les services et les équipements publics et affecte

1 - Service d'Information Générale, Population, référence précédemment citée.

-2 Référence précédente.

3 - Hazem Saddam Muhammad Al-Sudani, « Les relations égyptiennes-turques, une étude de cas : 2002 AD - 2011 AD », référence mentionnée précédemment, p. 35.

Cela dépend du mouvement de développement et de croissance de la société car cela draine l'économie nationale égyptienne <1>, alors que les déserts égyptiens, qui constituent la majeure partie du territoire égyptien à un taux approchant 95% de la superficie totale, n'en contiennent que 0,7% de la population totale, et la répartition de la population est prise en compte. En Égypte, elle est variable et ne suit pas un modèle unique dans tous les gouvernorats. Nous constatons que certains gouvernorats sont densément peuplés en raison de la concentration de citoyens dans le Grand Caire, comme les gouvernorats du Caire, d'Alexandrie et de Qalyubiya. Il existe d'autres gouvernorats qui présentent de faibles taux de densité de population, comme le sud du Sinaï et le gouvernorat de la mer Rouge.

La Nouvelle Vallée et la différence de répartition de la population sont dues aux facteurs d'attraction et de migration qui

encouragent les citoyens à s'installer dans un gouvernorat et à rester à l'écart des autres <.2>

Dans notre histoire moderne, malgré certains événements sectaires survenus sur fond d'inconscience et d'intolérance, les dirigeants de l'État égyptien et d'Al-Azhar Al-Sharif ont toujours mis l'accent sur l'égalité.

Et l'unité des rangs et la cohésion au sein du tissu d'une seule nation. Nous constatons que la population de l'Égypte est composée de 80,5 millions de musulmans, représentant 95% de la population totale, et que le nombre de chrétiens est d'environ 6 millions de chrétiens, représentant 5% de la population totale. population totale <3>, mais malgré tout cela il y a la liberté d'exprimer son opinion, les deux traitent comme un seul tissu national.

Il existe plusieurs ethnies limitées en Égypte, telles que : les Nubiens dans le sud de l'Égypte, une minorité de Berbères dans l'oasis de Siwa, les tribus arabes bédouines du Sinaï et du désert oriental, et les tribus Beja et Doum dans le désert oriental. >4<

L'arabe familier, l'anglais et le français ont récemment commencé à se répandre et sont répandus en Égypte,

notamment dans l'éducation. La langue nubienne se trouve dans le sud de l'Égypte, notamment à Assouan.

1 - Référence précédemment citée.

2 - Nahla Kamal, « The Population Situation in Egypt », Dar Al-Mandumah, Volume : A, Numéro : 79, Date de publication :

janvier 2010, Date d'accès : 22 avril 2016, disponible sur :

<http://search.mandumah.com/Record/155410>

3 - Service d'information générale, Société, Corps religieux-chrétiens en Égypte, Date de publication : 27 mai 2013 AD,

Consulté : 10 mai 2016 AD, disponible sur :

<http://www.sis.gov.eg/Ar/Templates/Articles/tmpArticles.aspx?ArtID>

=69992#.VzIORNlrJdh

4 - Référence précédente.

B- Soudan :

La population de la République du Soudan est d'environ 34 926 546 millions d'habitants. La répartition de la population varie, mais elle est concentrée à Khartoum et sur les principaux bras du Nil et de ses affluents, tandis qu'elle diminue dans d'autres régions, notamment dans les terres désertiques et montagneuses. zones <1>, et 69% de la population travaille dans l'agriculture en mars. Le reste est constitué de diverses autres activités, et la République du Soudan se caractérise par une population ethnique diversifiée, puisqu'il existe environ 200 groupes ethniques qui parlent plus de 900 langues. et des dialectes, mais certains groupes linguistiques se sont dissous par adaptation ou conflit et sous l'influence de la culture arabe, et comprennent désormais un groupe de Noirs et un groupe d'Arabes, de sorte que les tribus Ibi sont divisées en certains groupes, tels que les Chat, Rang, Les tribus Madi et Nuba du sud sont divisées en groupes ethniques selon la langue, comme le groupe Kawalib, le groupe Namanig et le groupe Taqali, et la tendance tribale prévaut dans les relations de la population avec les pays géographiquement voisins du Soudan du Sud. >2<

La relation entre l'islam et le christianisme dans l'histoire de l'État moderne au Soudan et avant cela est presque invisible sous la nature du fanatisme religieux. La carte des religions au Soudan a continué à vivre dans un état de paix religieuse, et les musulmans dans l'État de Le Soudan représente 33 millions de musulmans, soit un taux de 97%, mais après la séparation, le nombre de musulmans en République du Soudan a augmenté. Le pourcentage est de 73%, tandis que les chrétiens représentent 8% de la population, et le reste des autres religions et les croyances représentent environ 19% <.3>

Quant aux langues, l'arabe est la langue officielle, et il existe des langues locales dominantes comme le nubien et d'autres, en plus de la langue anglaise dans certaines écoles affiliées à l'église, mais en général chacun essaie de préserver la langue arabe afin préserver l'identité arabe. >4<

1 -Hussein Khalaf Musa, « Egypte et Soudan », référence citée précédemment.

2 - Samir Muhammad Ali, « Chevauchement culturel dans les zones de contact entre le nord et le sud du Soudan et les possibilités d'intégration géographique entre elles : une étude de cas du sud de l'État du Nil Blanc », Journal of Political Studies, Khartoum, numéro : 17 octobre 2011. , page 188.

3 - Issam Siraj El-Din, « Soudan : musulmans et chrétiens », Centre d'études et de recherche de Croyants sans frontières, date de publication : 26 juin 2013, date d'accès :

Ali Mamwath, avril 2016, <http://www.mominoun.com/articles/327-4> Ibid.

Nous constatons qu'avec la séparation du Soudan du Sud du Nord, on s'attendait à ce que de bonnes relations règnent entre la population suite à la réalisation de ce que voulaient ces mouvements, mais parce que le Nord a perdu un cinquième de sa superficie et un tiers de sa population. , ces conflits et tensions entre les deux peuples se sont accrus et le Nord les a traités comme une élite politique en guise de transition vers une intégration totale dans l'identité arabe.

Nous constatons qu'après avoir étudié les déterminants internes des relations entre l'Égypte et le Soudan, qu'ils soient géographiques, politiques, économiques, militaires, culturels ou sociaux, nous constatons que la chose la plus importante qui distingue la relation entre l'Égypte et le Soudan et confirme l'importance de la la profondeur stratégique entre eux est la proximité géographique, car cela a facilité l'existence de relations et de liens communs entre eux, et a également contribué à conclure des accords et des traités et à stimuler les échanges commerciaux entre les deux pays en raison de leur proximité et de l'absence de difficulté de déplacement. entre eux, et cela a conduit chacun d'eux à être influencé par l'autre, car protéger la sécurité nationale soudanaise revient en même temps à protéger la sécurité nationale égyptienne depuis le sud, qui est considéré comme une porte d'entrée vers l'Égypte, et le Nil est considéré comme l'un des Les liens les plus importants entre les deux pays sont qu'ils passent par les terres du Soudan pour atteindre l'Égypte, qui est considérée comme sa bouée de sauvetage. Il existe donc des liens et des relations économiques en raison de la disponibilité des ressources naturelles et économiques et de la disponibilité de terre fertile pour l'agriculture et les ingrédients nécessaires. Nous constatons qu'à travers la succession des gouvernements en Égypte et au Soudan, il y avait des relations de coopération. Il y avait parfois des différences significatives entre les deux pays, mais en même temps, en raison de le changement de gouvernement, certaines relations conflictuelles et le manque de coopération ont prévalu, selon la nature o

l'importance de la relation avec le Soudan, et c'est à lui de Un homme politique et ses convictions personnelles sur déterminer le niveau et la taille de la relation entre les deux pays, que ce soit sur le plan politique ou économique, et nous constatons que peu importe comment les relations sont différentes et qu'elles aient connu des hauts ou des bas, la relation entre les deux peuples reste des relations éternelles, car il existe entre eux de nombreuses coutumes et traditions communes, et il y a aussi la langue arabe, ce qui renforce cette relation et facilite les interactions. entre eux, et que malgré certains cas de relations de non-coopération ou d'incompatibilité que les deux pays ont traversés, notamment la question du différend frontalier qui existe à propos de Haleeb et Shalatin, les relations entre les deux peuples n'ont pas été affectées et les relations entre eux sont restés et ils ne se préoccupent pas de la question politique et n'entrent pas dans des conflits et abandonnent la question. Politiquement mis à part, nous constatons que tous les déterminants confirment la force des liens et des relations entre les deux pays. Nous verrons plus loin les aspects politiques et économiques les relations entre l'Égypte et le Soudan en détail et la mesure dans laquelle chacun d'entre eux a été affecté par la situation politique à chaque

Le deuxième sujet :

Après avoir étudié les déterminants internes et l'étendue de leur impact sur les relations entre les deux pays, nous aborderons l'étude des déterminants externes et l'étude des interventions extérieures qui permettraient d'atteindre leurs intérêts et leurs objectifs à travers une ingérence dans les relations entre l'Égypte et le Soudan. , et les déterminants externes, qu'ils soient régionaux ou internationaux, que nous considérons comme affectant les relations entre l'Égypte et l'Égypte. Et le Soudan, nous constatons que cela a un impact significatif à travers les éléments suivants :

A- Les déterminants régionaux :

1-Israël :

Nous constatons qu'Israël a travaillé dur pour consolider son ancrage sur le continent africain afin d'avoir L'Égypte est le véritable ennemi de l'Égypte, et cela est dû à une question majeure et à une puissance régionale qui peut rivaliser avec la principale pour éliminer le rêve d'Israël de contrôler le monde arabe à travers la guerre de 1973. Par conséquent, Israël a adopté le soutien des pays en développement et des pays émergents. en Afrique afin d'atteindre ses objectifs à travers eux, et le Soudan du Sud est considéré comme le pays le plus important, qu'Israël a commencé à exploiter comme une arme contre l'Égypte et le Soudan <1>, où Israël avait auparavant soutenu la sécession de tous.

Il les a soutenus pour qu'ils jouent un rôle dans la détermination de son sort et de son droit aux mouvements rebelles dans le sud, et a vu l'indépendance du Soudan du Sud comme une opportunité en or de faire progresser ses intérêts et de devenir un État indépendant en matière de sécurité et d'économie dans la région. , lorsque le sud s'est séparé, Israël a été le premier à le soutenir et l'a reconnu le lendemain. En hissant le drapeau sudiste <2>, nous constatons que la raison principale du soutien d'Israël aux mouvements de rébellion et à la sécession du sud est que Le Soudan est considéré comme l'un des plus grands pays arabes géographiquement et possède de nombreuses ressources naturelles et économiques importantes qui, si elles étaient exploitées, deviendraient une puissance régionale majeure semblable à l'Égypte et à l'Arabie Saoudite, c'est pourquoi il a soutenu Israël.

1 - Hamdi Abdel Rahman, « Le rôle des interventions étrangères dans la crise du Soudan du Sud », International Politics Journal, Centre Al-Ahram, numéro : 183, janvier 2011 AD, Le Caire, p. 165.

2 - Mervat Auf, « Le rêve sioniste s'approche du Nil : la réalité de l'influence israélienne au Soudan du Sud », site Internet du Sasa Post, date de publication : 7 juin 2015,

Date d'accès : 10 mai 2016, <http://www.sasapost.com/juba-and-israel>, disponible sur :

Une nouvelle puissance régionale qui l'affecte ainsi que ses intérêts <1>, et malgré la réalisation des objectifs d'Israël et de l'indépendance du Soudan du Sud, elle cherche même à alimenter les conflits et les tensions dans l'État du Soudan, que ce soit dans les régions du Nil Bleu. et la région du Darfour, afin de démanteler le Soudan et d'en faire l'image de la Somalie, parachevant sa stratégie bien connue. Au nom de resserrer les membres puis de les amputer <2>, Israël a commencé à faire d'énormes investissements dans le Sud Soudan et a commencé à construire des projets d'infrastructure et une aide militaire, alors qu'il cherche à construire une force militaire israélienne au Soudan du Sud <3>, et l'État d'Israël cherche à atteindre les objectifs stratégiques de la théorie de la sécurité nationale en travaillant pour encercler les pays arabes, les priver de leur influence sur le continent et les maintenir en position dominante en Afrique.

Israël a exploité la question de l'eau et l'a considérée comme une arme pour combattre l'Égypte, car les eaux du Nil sont d'une grande importance à la fois pour l'Égypte et le Soudan, où plus de 30 millions de personnes vivent sur ses rives.

Soudanais et environ 90 millions d'Égyptiens. Le Nil fournit à l'Égypte 95 % de l'eau potable, de l'irrigation et de l'énergie, et fournit également au Soudan 80 % de ses besoins en eau <4>. Par conséquent, Israël tente d'imposer des pressions et tente de être l'acteur principal dans la question de l'eau et la contrôler pour faire pression. Cela a provoqué l'Égypte et le Soudan, ils ont donc signé un accord de coopération pour les infrastructures d'eau et le développement technologique avec Israël et ont construit un village agricole avec la technologie israélienne dans le sud du Soudan < 5> Nous constatons que l'Égypte a refusé dans le passé de céder une partie de l'eau du Nil, même si c'était simple, à Israël, donc Israël travaille maintenant pour l'obtenir. La part de l'eau de l'Égypte et la part de l'eau du Soudan, et plusieurs parts du Nil. des eaux ont été fournies, affectant ainsi la part de projets tels que le Projet du Canal de la Paix afin d'obtenir environ 800 millions de mètres cubes de l'Égypte, considérant que l'Égypte ne bénéficie pas de l'eau du Nil, et cela signifie bénéficier d'environ 10% de la part d'eau.

citée 1 - Hamdi Abdel Rahman, « Le rôle des interventions étrangères dans la crise au Soudan du Sud », référence précédemment, p. 168.

2 - Ibrahim Al-Minshawy, « Une alliance stratégique permanente : les implications des relations israéliennes avec le Soudan du Sud sur la sécurité nationale égyptienne », Centre arabe de recherche et d'études/<http://2625org.acrseg.www/2625org.acrseg.www>. Date de publication : 15 mars 2016. Date d'accès : 10 mai 2016. Disponible sur moi :

3 - Abdul Hamid Al-Musawi, « La relation stratégique entre Israël et l'État du Soudan du Sud et son impact sur l'Égypte et le Soudan », Journal Al-Mustansiriya d'études arabes et internationales, Volume : A, Numéro : 44, Irak, 2013 , page 6.

-4 Référence précédente.

5 - Ibrahim Al-Minshawy, « Une alliance stratégique permanente : les implications des relations israéliennes avec le Soudan du Sud sur la sécurité nationale égyptienne », référence mentionnée précédemment.

Et qu'il y aura un excédent de besoins d'irrigation, et il sera important pour elle si elle peut bénéficier de cette eau dont l'Égypte ne bénéficie pas <1>, et elle a également soutenu le Mouvement populaire de libération du Soudan, car il se réserve l'Égyptien partage l'eau du fleuve et cherche à vendre l'eau à Israël, essayant ainsi de jouer le rôle

Semblable à ce que fait Türkiye, et cette tendance est également confirmée par celui-ci

Elle est l'acteur principal et actif dans la question de l'eau car elle estime que cette pression va semer la confusion en Égypte, mais aussi avec d'autres pays du bassin du Nil comme l'Éthiopie. Elle visite et tente d'établir des relations officielles avec l'Afrique et convient de projets d'investissement économique afin de Le régime actuel doit donc accroître la pression sur l'Égypte et le Soudan. Par conséquent, le régime actuel doit rétablir le rôle égyptien en Afrique et augmenter le niveau de représentation diplomatique et d'intérêt pour le département africain, alors que l'Égypte retrouve son rôle de leader en Afrique, coopérer avec le Soudan, établit des relations complémentaires avec l'État du Soudan du Sud et tente de le reconquérir après son alliance avec Israël, que son alliance avec Israël en fera un État fort, en raison de son manque apparent d'expérience politique. Il est convaincu l'Égypte et le Soudan doivent donc agir pour qu'Israël ne représente pas un grand danger pour eux.

2-Éthiopie :

L'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie sont considérés comme des pays du voisinage régional africain et en même temps des pays du bassin du Nil. Nous constatons que l'Égypte, à travers les âges, a joué un rôle de leader dans le rôle régional africain et en a exercé le contrôle, et qu'aucun pays ne pouvait prendre de mesures. Cela nuirait à l'Égypte en raison de la force politique de l'Égypte. L'ère Économiquement et militairement, mais en raison du déclin de son rôle régional dans... Et Moubarak, puis la révolution de janvier et l'instabilité politique et sécuritaire que l'Égypte a traversée. Le rôle de l'Afrique a de nouveau décliné, et également en raison de la préoccupation du Soudan pour les conflits et les guerres civiles avec le Sud. Soudan, puis les mesures par lesquelles le Sud deviendrait indépendant et céderait le pouvoir. L'Éthiopie a profité de cette situation et a annoncé la construction du barrage de la Renaissance >2 <, et a vu que ses intérêts étaient plus importants que ceux de l'Égypte.

1 - Amani Al-Taweel, « Les objectifs d'Israël issus de l'accord de transfert des eaux du Nil avec le Soudan du Sud », Autorité

publique pour le développement des ressources halieutiques, Date de publication : 6 août 2012.

/439375posts/org.gafrd.www://http Consulté le : 9 mai 2016 AD, disponible sur :

2 - Sawsan Hamdan, « L'impact du barrage de la Renaissance sur l'avenir des ressources en eau en Égypte et au Soudan », Journal d'études arabes et internationales d'Al-Mustansiriya, volume : A, numéro : 51, Irak, 2015, p. 280.

L'intérêt du Soudan dans le barrage était de produire de l'énergie électrique pour lui-même et il considérait que c'était un droit légitime pour lui et sa population de profiter du développement qui découlerait du barrage. L'Égypte et le Soudan ont vu que ce barrage était considéré comme un fléau qui pourrait les détruire, car le barrage aurait des effets négatifs, que ce soit en cas de construction ou d'effondrement, et menacerait de catastrophes qui pourraient leur nuire. La sécurité nationale de l'Égypte et du Soudan <1>, et les deux pays estiment que même si l'Éthiopie contrôle 86% des revenus totaux du Nil, cela ne lui donne pas le droit d'annoncer la construction du barrage sans négocier avec l'Égypte et le Soudan, et si des guerres armées sont engagées, cela nuira à la sécurité nationale. Par conséquent, après l'annonce de la construction du barrage, un comité tripartite a été formé comprenant des experts d'Égypte, du Soudan, d'Éthiopie et des experts internationaux pour discuter des effets du barrage s'il était construit. a été faite, qui a clairement montré qu'il y avait des effets néfastes sur les niveaux sociaux et économiques et que cela affecterait la part des deux... L'Égypte et le Soudan et les effets néfastes que le barrage ne peut pas supporter s'il est construit à la suite de les erreurs d'ingénierie qui existent, mais l'Éthiopie ne s'est pas souciée de ce rapport et manque d'expérience politique en matière de gouvernance a continué à le faire <2>, et la question est devenue plus compliquée en raison du Morsi et la radio du dialogue des partis avec le président Morsi concernant la discussion en direct sur la crise avec l'Éthiopie, ce qui a représenté un désastre pour la crise de l'eau du Nil et pour la position de l'Égypte, et a conduit à des tensions dans les relations. face à une menace qui pesait sur lui, et grâce à cela, il a gagné le soutien de certains pays et a soutenu sa position, y compris le Soudan du Sud. <3>

L'Égypte et le Soudan ont compris qu'ils seraient entraînés dans des tensions politiques avec l'Éthiopie, ce qui conduirait l'Égypte, après la révolution du 30 juin, à entrer dans des conflits armés. Pour éviter cela, elle a choisi l'option négociée dans la gestion du barrage. La sécurité nationale égyptienne. La visite du président Sissi en Guinée équatoriale pour assister au sommet africain de Malabo a constitué une nouvelle étape qui a ouvert à nouveau les négociations sur la crise. Lors du Sommet africain, Sissi a rencontré le Premier ministre éthiopien Hailemariam et leurs discussions ont porté sur la crise, les deux parties ayant souligné le rôle central du fleuve. Le Nil est une ressource essentielle pour la vie du peuple égyptien, et ils ont décidé de revenir à nouveau au reprendre les travaux de la commission tripartite et tenter d'y parvenir

1 - Sawsan Hamdan, « L'impact du barrage de la Renaissance sur l'avenir des ressources en eau en Égypte et au Soudan »,

référence mentionnée précédemment, p. 180.

2 - Ibrahim Al-Minshawy, « L'option de négociation : la question du barrage de la Renaissance et de la sécurité de l'eau

égyptienne », Centre arabe de recherche et d'études, date de publication : 12 octobre

2014 / <http://13288org.acrseg.www>, consulté : 9 mai 2016, disponible sur :

-3 Référence précédente.

Une solution de compromis qui satisfait toutes les parties, et la partie éthiopienne s'est engagée à éviter tout préjudice qui pourrait résulter de la construction du barrage <1> pour l'Égypte et le Soudan. Ainsi, le quatrième cycle de négociations a eu lieu à Khartoum en août 2014 après huit mois d'interruption, au cours desquels un mécanisme a été convenu pour mettre en œuvre les recommandations du comité d'experts. La Conférence internationale sur le barrage de la Renaissance et les deux parties ont signé la déclaration finale sous le parrainage soudanais <2>. Par conséquent, l'Égypte doit agir dans tous les domaines domaines pour résoudre cette crise dans le cadre de la restauration du rôle égyptien en Afrique, de l'élévation du niveau de la représentation diplomatique, de l'attention accordée au département africain et de l'intensification de la coopération avec le Soudan, car être à ses côtés donne une force économique. L'Égypte a le droit de le faire et lance également des projets d'investissement sur le Nil pour redonner le rôle de l'Égypte à l'Afrique.

B- Les déterminants internationaux :

1-États-Unis d'Amérique :

Les États-Unis d'Amérique, en tant qu'acteur international, contrôlent l'équilibre des pouvoirs dans le monde et jouent un rôle important et efficace dans l'influence des relations entre l'Égypte et le Soudan. Nous constatons que les États-Unis d'Amérique exerçaient une grande pression pendant l'ère Moubarak. sur lui afin d'obtenir ce qu'elle voulait au Soudan, alors que l'Amérique suivait une politique de la carotte et du bâton. Elle utilisait le bâton à l'époque du bâton et ce qui caractérisait Bush, et quand Obama est arrivé au pouvoir, la carotte a pris l'espace, en équilibre avec lui

Sa politique de recours au dialogue <3> et l'Amérique sont intervenues pour empêcher l'Égypte ou l'opinion publique arabe en général de prendre une décision lors de la signature de l'Accord de paix global de Naivasha entre le Nord et le Sud. Par conséquent, l'administration américaine a travaillé pour exercer toutes les pressions dont il disposait pour pousser le gouvernement soudanais à accepter sa politique, et après qu'Obama soit arrivé au pouvoir et soit venu au Caire et ait prononcé un discours à l'Université du Caire. La situation est apparue équilibrée et il y a eu une politique de poussée et d'attraction. dans le traitement du dossier soudanais. "Scott Gerbash" a été nommé envoyé américain au Soudan. Il se caractérise par sa modération et est considéré comme la main de l'Amérique dans la mise en œuvre de ce qu'elle veut au Soudan, donc cela s'est produit. De

nombreuses consultations avec toutes les parties et C

1 - Sawsan Hamdan, « L'impact du barrage de la Renaissance sur l'avenir des ressources en eau en Égypte et au Soudan », référence

mentionnée précédemment.

2 - Muhammad Abdel Hadi Alam, « L'Accord de Khartoum et le couronnement de la compréhension et de la coopération

dans le bassin oriental du Nil », Centre arabe de recherche et d'études, date de publication : 24

<http://36786org.acrseg.www/> mars 2015, consulté le 10 mai 2016, disponible sur :

3 - Rakha Ahmed Hassan, « Le Soudan et les défis internes et externes », Dar Al-Mandumah, numéro : 142, Le

Caire, 2010 AD, p. 116.

Il doit unir les mouvements rebelles au Darfour pour faciliter le processus de négociation et tenter de prévenir toute tension entre le nord et le sud et poursuivre les négociations jusqu'à ce que l'accord soit mis en œuvre et non annulé, car il considère que l'objectif recherché par les États-Unis est de démanteler le Soudan et le diviser en petits États qui lui seront soumis dans la région, ce qui implique que ces situations sont des pays menaçant l'Égypte, l'assiégeant stratégiquement et suggérant que l'Égypte n'est pas Les pays arabes voisins du Soudan, en particulier, sont loin d'un tel sort s'ils tentent de faire face directement aux pressions américaines ou s'ils ne parviennent pas à se conformer directement aux objectifs américains dans la région, ce qui affecterait leur sécurité.

Les États-Unis d'Amérique ont manifesté un grand intérêt et apporté leur aide dans la préparation des récentes élections soudanaises, qui ont eu lieu pour choisir le gouvernement du Soudan du Sud. Nous constatons que tout ce que l'Amérique fait est parce qu'elle ne veut pas que le Soudan soit un refuge pour les terroristes et extrémistes, et qu'il vaut mieux que le Soudan ne retourne pas aux conflits et aux guerres civiles et qu'ils continuent toujours. De même, comme la Somalie, car il influencera les pays voisins comme la Libye et le Tchad afin de protéger leurs intérêts contre de l'huile dedans. <2<

Nous constatons que la politique des États-Unis d'Amérique concernant la question soudanaise se résume à se débarrasser du système de gouvernement islamique au Soudan et à contrecarrer un concept soudano-arabe-islamique unifié qui s'oppose également à la préservation des intérêts pétroliers qui existent entre les deux pays. Les valeurs américaines et occidentales, au nord et au sud, mais la plus grande partie se trouve au sud et s'efforcent d'empêcher la présence d'une grande force régionale en Afrique en général et au Soudan en particulier, et tentent donc d'imposer leur contrôle. Les États-Unis visent également à séparer le Soudan du Sud pour en faire une base pour les intérêts américains et européens en Afrique centrale, et à travailler à réduire le rôle arabe et égyptien, en particulier au Soudan, après avoir fait pression sur l'Égypte pour qu'elle réduise son rôle africain. rôle qu'ils ont joué dans le passé en tant que force et poids majeurs en Afrique. Cet éloignement du continent, notamment son abandon des pays qui imposent la politique occidentale et américaine dans le voisinage, donne aux États-Unis l'opportunité d'intervenir dans tous leurs objectifs depuis le continent. <3<

À mettre en œuvre à travers lequel il peut imposer ses conditions

1 - Ihab Abu Aish, « Renewed Fears: The Secession of South Sudan and Egypt National Security », Centre arabe de recherche et d'études, date de publication : 30 septembre 2014 /

11279org.acrseg.wwwhttp://AD, date d'accès : mai 10, 2016, disponible sur : Soudanais-Américains : 1989 - 2011, Centre

-2 Khaled Hussein, « Relations

soudanais de recherche et d'études stratégiques, Khartoum, 2011, p. 120.

-3 Référence précédente.

2-La Cour Pénale Internationale :

Les interventions internationales ne s'arrêtent pas au niveau des pays, mais parfois certaines organisations internationales interviennent dans les affaires d'un pays. On voit que sous la pression occidentale et américaine, la Cour pénale internationale est intervenue dans la crise du Darfour, ce qui est les crises annuelles ou périodiques de congestion liées à la saison sèche et à l'entrée de tribus d'origine arabe, qui ont conduit à des conflits avec des tribus d'origine africaine, et plusieurs mouvements politiques ont émergé exigeant le partage du pouvoir et des richesses avec le gouvernement, ce qui a conduit à une augmentation de l'intervention régionale et internationale dans la crise. Avec la position internationale et la rigueur de l'Amérique envers le gouvernement, ils ont une grande marge de manœuvre dans la question, en particulier le Soudan, et la montée des opinions exigeant la division du Soudan <1>, et la La crise s'est aggravée et s'est compliquée en raison de l'augmentation du nombre de personnes déplacées vers le Darfour malgré les conditions de vie difficiles et le déplacement de certaines tribus vers le Tchad, ce qui a conduit à une complexité accrue de la question. aux opérations de rébellion contre les régimes du Tchad et du Soudan, et tous deux les accusent de l'autre, il soutient les rebelles avec de l'argent, du matériel et des armes contre l'autre. Le Tchad a déposé une plainte contre l'Union africaine et la Conférence soudanaise. L'Organisation du Conseil de sécurité, l'Égypte, la Libye et la Banque islamique sont intervenues pour parvenir à une avancée dans la tension entre les deux pays. Après que les choses se soient aggravées entre les deux pays, le conflit a repris avec une attaque de l'État du Tchad, qui Cela a conduit l'Égypte, la Libye et la Ligue des États arabes à rejeter cette position <2>, et la communauté internationale a également condamné cette affaire, mais parce que la communauté internationale s'efforce de tout exagérer pour en tirer profit dans son intérêt, l'ONU Le Conseil de sécurité a adopté 26 résolutions sur le Darfour et a transformé la situation en une crise internationale. En juillet 2008, la Cour pénale a annoncé un acte d'accusation contre le président Al-Bashir, l'accusant de plusieurs crimes qu'il avait commis au Darfour, notamment des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et le génocide. contre certaines tribus <3>. Un ordre a été émis pour arrêter le président Al-Bashir et l'arrêter s'il ne répondait pas à la demande de comparution devant le tribunal. Nous constatons que le transfert de l'affaire du Conseil de sécurité à la Cour pénale internationale est subjective et incompatible avec des considérations politiques, car la crise du Darfour n'affecte pas les pays.

1 - Abdel Salem Ibrahim, « Soudan contemporain : politique étrangère et relations internationales », Dar Al-Manhaj pour Publishing, Amman, 2005, p. 115.

2 - Référence précédente.

3 - Labib Rizk, « Le Darfour et la responsabilité historique de l'Égypte », journal égyptien Al-Ahram, numéro : 15 août 2004 après JC.

Cependant, de nombreuses questions se posent sur la décision de la Cour pénale internationale et sur la manière dont les grandes puissances peuvent s'immiscer dans le cœur de son travail judiciaire et l'influencer pour saper la légitimité du régime soudanais, mais les pays arabes n'ont pas été tentés, la première étant c'était l'Égypte et l'Afrique, et ils ont rejeté cette décision et se sont opposés à sa mise en œuvre <1>, et Après que le sud ait obtenu son indépendance, les puissances internationales et régionales, en particulier l'Amérique et Israël, aident la région du Darfour à obtenir son indépendance et à avoir le droit de Ils s'efforcent donc de renforcer les conflits dans le particulier l'Égypte et les autres pays voisins, doivent s'unir et se tenir aux nord du Soudan. Par conséquent, les pays voisins, en avec côtés du Soudan afin de sortir de cette crise. Cette crise s'est terminée sans qu'aucune autre division ne se produise.

Nous constatons qu'après avoir étudié les déterminants régionaux et internationaux, nous constatons que les grandes puissances travaillent dans leur intérêt, indépendamment de ce qu'elles feront, de la manière dont elles affecteront l'État et son peuple, et de ce qu'elles peuvent faire pour atteindre leurs objectifs. Ainsi, Israël, qui travaille par des méthodes légitimes et illégitimes, a commencé à être un acteur majeur sur le continent et à influencer les intérêts de l'Égypte et du Soudan à travers ses relations avec le Soudan du Sud, puis en soutenant l'Éthiopie et en construisant le barrage de la Renaissance et en essayant de soutenir avec de l'argent, en injectant des investissements dans le continent africain et en établissant d'énormes projets économiques et technologiques en échange de la réalisation de ses intérêts. Ensuite, nous avons parlé de l'Éthiopie et de la façon dont elle a trompé l'Égypte et le Soudan et de son manque de respect envers les pays voisins en construisant le barrage sans leurs connaissances et connaissant l'étendue des erreurs, puis continuer à l'établir et à faire pression sur l'Égypte et le Soudan pour qu'ils atteignent leurs objectifs, et compte tenu des puissances internationales qui considèrent que pour atteindre leurs intérêts, elles peuvent éliminer des pays et saper leurs autorités, et comment les organisations internationales fonctionnent pour travailler en leur faveur, comme le Conseil de sécurité et la Cour pénale internationale, et donc nous voyons qu'après avoir étudié les déterminants internes et les déterminants, nous avons trouvé un impact significatif sur les relations entre l'Égypte et le Soudan et le existence d'une coopération entre eux dans certaines situations et d'une unité ensemble pour a

1 - Mahmoud Abu Al-Enein, Hassan Makki <éditeur>, « Le rôle américain dans la crise du Darfour : les origines, la dotation et les scénarios de solution et de pénétration », Institut de recherche et d'études africaines, Le Caire, 2005, p. 455.

L'Égypte et le Soudan, de par leur voisinage régional, qu'il soit arabe ou africain, sont des pays frères, et si l'on regarde l'histoire des deux pays, on verra qu'il existe de nombreuses relations bilatérales, qu'elles soient politiques ou économiques, qui les ont rapprochés. À divers moments, et ces relations bilatérales étaient soit des relations de coopération, soit des relations bilatérales. Le conflit est le résultat des circonstances des deux pays, qu'il s'agisse de circonstances internes ou externes qui ont affecté ces relations bilatérales. Dans ce chapitre, nous aborderons les relations politiques et économiques bilatérales. relations entre l'Égypte et le Soudan à travers divers systèmes et tous les domaines.

La première section : les relations politiques égypto-soudanaises

Le deuxième sujet : les relations économiques égypto-soudanaises

La première section : les relations politiques égypto-soudanaises

Nous constatons que depuis l'indépendance du Soudan en 1956 après JC, les relations égypto-soudanaises ont traversé des états de flux et de reflux ou des cycles de hauts et de bas, et cela était le résultat de la différence entre les régimes de gouvernement et les régimes militaires. À la suite du rapprochement, l'Égypte a préféré traiter avec l'Égypte et le Soudan là où les points de vue étaient <1>, donc cela s'est détérioré. Les relations égypto-soudanaises se sont considérablement détériorées dans les années 1990, ce qui a formé une génération de Soudanais qui considéraient l'Égypte comme un ennemi extérieur. , et chaque pays a commencé à rejeter la faute sur l'autre. L'Égypte a accusé le Soudan d'avoir des camps qui parrainent le terrorisme et l'extrémisme religieux, mais ils parrainent le terrorisme et l'ont justifié. Le Soudan a déclaré que ces camps étaient destinés aux Forces de défense du peuple soudanais <2>. Ensuite Vint le problème majeur qui a fait empirer les choses, à savoir la tentative d'assassinat du président Moubarak à Addis-Abeba en 1995 après JC, dans laquelle des éléments soudanais ont été accusés, ce qui a conduit à une détérioration des relations entre les deux pays et à leur quasi-arrêt. Cependant, les relations égypto-soudanaises ont commencé à s'améliorer depuis la décennie du nouveau millénaire, à la suite de la scission survenue dans les rangs du régime d'Ingaz et du départ du pouvoir de Hassan al-Tourabi, considéré comme l'aile extrémiste du parti. le gouvernement. Par conséquent, le président al-Bashir s'est retourné contre lui parce qu'il avait une double direction, ce qui a conduit à une amélioration des relations entre les deux pays. <3>, la position de l'Égypte aux côtés du Soudan, refusant d'imposer des sanctions économiques au Soudan lors de l'incident de l'assassinat du président, qui démontre à quel point les décideurs égyptiens sont conscients de l'importance des relations entre l'importance de garder les intérêts supérieurs entre eux à l'écart de tout différend ou tension régionale entre les deux pays et

et de Sur le plan international, des visites diplomatiques ont commencé du côté soudanais afin de surmonter les obstacles confirmer la volonté du côté soudanais de faire fondre la glace qui s'est formée entre les deux pays et d'améliorer les relations entre l'Égypte et le Soudan, considérant qu'elles sont d'importance stratégique. relations <4>, et le Caire est considéré comme la première capitale que le président Al-Bashir visitera. Lors de ses visites à l'étranger, Lidl

1 - Ihab Ibrahim Al-Sayed, « Les implications de la sécession du Soudan du Sud sur la sécurité nationale égyptienne », mémoire de maîtrise, Université du Caire, Faculté d'économie et de sciences politiques, Le Caire, 2014, p. 80.

2-Ibid., p. 82

3 - Issa Abdul Hamid Abdullah, « La politique étrangère soudanaise envers l'Égypte pendant la période de 1989 après J.-C. à 2005 après J.-C. », Mémoire de maîtrise, Université du Caire, Faculté d'économie et de sciences politiques, Le Caire, 2011 après J.-C., p. 91.

4 - Ihab Ibrahim Al-Sayyid, référence mentionnée précédemment, p. 85

Sur l'importance des relations entre les deux pays et sur la manière de les restaurer à ce qu'elles étaient avant de perturber la paix entre les deux pays <1>, les deux présidents ont entamé des consultations sur la manière de rétablir les relations. Le président Mubarak s'est rendu au Soudan en mai 2003. après une période d'interruption qui a duré 13 ans. Cette visite représente le point culminant du lent chemin d'amélioration des relations entre les deux pays et indique que les deux pays ont décidé de donner la priorité à leurs intérêts stratégiques et d'ouvrir une nouvelle page dans les relations < 2> et des consultations ont commencé sur la manière de parvenir à l'intégration entre les deux pays, en particulier après que le Soudan a signé l'accord de Machakos, qui était l'accord signé au Kenya. Comme point culminant des négociations entre le gouvernement de la République du Soudan, le Le Mouvement populaire de libération du Soudan et l'Armée populaire de libération du Soudan, sous les auspices internationaux, ont convenu de diviser le pouvoir et la richesse entre le Nord et le Sud et de faire de 2011 après JC l'année du droit à l'autodétermination du peuple. du Sud à travers un référendum populaire pour déterminer leurs désirs et ceux du Sud, et un cessez-le-feu Et entre le Nord et la guerre qui a duré 20 ans <3>, et cet accord a et une effusion de sang. Pour éliminer la guerre civile été annoncé à l'insu de l'Égypte et en au milieu d'une grande surprise, car le droit à l'autodétermination signifie la possibilité de désintégration du Soudan en petits États, ce qui affecte la sécurité nationale égyptienne, il y avait donc une réserve du côté égyptien.

Compte tenu de la protection régionale et internationale de cet accord et de l'accélération de sa mise en œuvre, l'Égypte a dû changer et se tenir aux côtés du Soudan afin de ne pas le laisser seul, faible et divisé plus qu'il ne l'était. C'est pourquoi les consultations de 2004 ont été très importantes, que ce soit en termes de décisions économiques ou politiques, mais nous aborderons ici la stratégie d'intégration politique.

Il a été convenu entre l'Égypte et le Soudan d'élaborer une stratégie commune sur dix ans afin que les objectifs des deux pays soient atteints grâce au nouveau concept d'intégration, et des experts et des universitaires ont été chargés de préparer cette stratégie. La partie soudanaise a également présenté un projet du projet et l'a présenté aux plus hautes instances décisionnelles, et une proposition a été soumise à la discussion <4>, et l'une des étapes les plus importantes de l'intégration est qu'il

1 - Sayed Muhammad Ahmed, « The Egypt-Sudanese Complement », Suez Information Website, date de publication : septembre 2010, consulté le : 5 mai 2016, disponible sur :

<http://www.swissinfo.ch/ara/%D8>

référence 2 - Politique étrangère soudanaise envers l'Égypte pendant la période de 1989 après J.-C. à 2005 après J.-C., mentionné précédemment, p. 95.

référence précédemment citée, Les répercussions de la sécession du Soudan du Sud sur la sécurité nationale égyptienne », p.84

référence mentionnée précédemment, 4 Sayyid Muhammad Ahmad,

Activer les dispositifs d'intégration institutionnelle de manière à permettre le passage de l'échange bilatéral au partenariat. Accord en la matière sur certaines bases, notamment la périodicité des conférences au sommet entre les producteurs et les présidents égyptien et soudanais, et, d'autre part, la création d'un comité suprême dirigé par par le Premier ministre égyptien et le vice-président soudanais, dont la fonction est d'être autorisé par le sommet et responsable devant lui. Un comité ministériel est formé et composé des ministres supervisant les secteurs dans lesquels les projets sont réalisés.

Il existe un fonds commun d'intégration qui entreprend des études de faisabilité pour les projets, collecte des fonds pour leur mise en œuvre et fait la propagande nécessaire pour ceux-ci. <1> Une commission parlementaire mixte égyptienne et soudanaise est formée, composée de 7 membres de chaque parlement, dirigée par le Président du Parlement. Elle s'est effectivement tenue pour la première fois au Caire en janvier 2004, puis après. Une nouvelle réunion a eu lieu à Khartoum <2>, et également en mai 2003, la dimension populaire a été activée dans les relations entre les deux pays. , et des intérêts communs ont été créés loin des niveaux officiels, comme des accords d'échange d'expériences entre organisations d'action populaire, comme la formation du Forum civil égypto-soudanais, avec la participation d'environ 56 associations. des États arabes et quatre accords ont été signés entre des associations égyptiennes et soudanaises dans les domaines de la science et de la technologie <3>, mais nous constatons que certains événements ont conduit à ce que la stratégie d'intégration ne soit pas mise en œuvre comme convenu à la suite des événements cela a conduit aux menaces internes que traverse le Soudan. De l'aggravation de la crise du Darfour, qui a été exacerbée par l'intervention internationale, et il y avait une situation sécuritaire, tragique et humanitaire, telle que l'Égypte a été intervenu demandé dès le premier jour que la question du Darfour doit être dans cette crise, et la position de l'Égypte était des solutions politiques, économiques, de développement, sociales et humanitaires pour faire face à la situation <4>, et il doit y en avoir. La crise ne doit pas être classée comme une guerre entre tribus arabes et tribus africaines parce que dans Finalement, toutes les tribus sont soudanaises et la politique égyptienne face à la crise du Darfour a emprunté plusieurs voies dans le but de contribuer à trouver des solutions internes et d'empêcher l'escalade de l'action militaire et l'internationalisation de la question.

1 - Muhammad Hussein, « Les relations égypto-soudanaises... entre l'Égypte et l'Égypte », site Suez, Histoire

Publication : 5 août 2010 AD, Consulté : 2 mai 2016 AD,

Référence mentionnée précédemment, disponible sur <http://www.swissinfo.ch/ara/%D8%A>.

2 - Référence précédente.

3 - Amani Al-Taweel, « Les relations égypto-soudanaises vers un nouveau rapprochement », Revue politique internationale, Le Caire, numéro 153, juillet 2003, p. 273.

4 - Service d'information générale, Relations politiques entre l'Égypte et le Soudan, date de publication : 15 mai 2009, consulté le : 4 mai 2016, disponible sur :

<http://www.sis.gov.eg/Ar/Templates/Articles>

Efforts de l'Égypte Interventions extérieures et maintien de la crise dans son cadre régional <1>. La Ligue arabe et l'Union africaine ont soutenu la solution du problème d'une part et ont coopéré avec le gouvernement soudanais pour le résoudre d'autre part afin de parvenir à une solution. qui pourrait mettre fin à la crise <2>. La position égyptienne ne se limitait pas à l'action politique et diplomatique, mais s'étendait plutôt au domaine de l'aide humanitaire et médicale, car les convois médicaux et humanitaires officiels et populaires ne s'arrêtaient pas, et il y avait une délégation médicale résidente pour l'aide médicale et les forces armées égyptiennes ont participé aux forces de maintien de la paix dans la région en partenariat avec les Nations Unies et l'Union africaine. Par conséquent, nous voyons que l'Égypte a un rôle majeur à jouer dans la recherche d'une solution à la crise en la région du Darfour, qui a affecté la stratégie d'intégration entre les deux pays <3>, qui, en raison de l'intervention internationale au Soudan et des sanctions auxquelles il aurait été exposé en raison de la situation tragique dans la région du Darfour, Cela a porté atteinte aux intérêts politiques et économiques du Soudan et a également affecté l'intégration entre l'Égypte et le Soudan.

L'Égypte et le Soudan ont tenté de continuer à soutenir les relations bilatérales et à renforcer la voie de l'intégration pour construire un partenariat stratégique, mais la stratégie d'intégration n'a pas abouti en raison des obstacles politiques, qui sont considérés comme les obstacles les plus importants et les plus dangereux dans le domaine de la coopération.

l'intégration, car ils sont le facteur dominant plus que tout autre facteur économique ou social <4>, et nous constatons que les obstacles politiques sont représentés par : la préférence pour les objectifs politiques et sécuritaires, ce qui a été une raison forte pour geler le projet d'intégration afin de préserver la sécurité nationale de chaque pays, car lorsque la crise du Darfour a éclaté, elle a conduit l'Égypte à s'éloigner, craignant également la guerre civile entre le Nord et le Soudan du Sud sur sa sécurité nationale face à ces menaces, et elle a conduit à de nombreuses tensions dans les relations et l'incomplétude de la stratégie d'intégration, le gouvernement Moubarak et le gouvernement Bashir se sont limités au caractère officiel et non à la participation populaire qui avait été convenue auparavant. Les affaires stratégiques, la défense commune et l'activité sont également restées. volonté politique d'intégration diplomatique en dehors du cadre du savoir populaire, et

1 - Muhammad Al-Tabai, « Les relations entre l'Égypte et le Soudan en général », Journal égyptien de droit

international, volume : Volume, numéro : 42, Le Caire, 2000 après J.-C., p. 150.

2 - Ahmed Atef Abdel Rahman, « La relation perdue entre l'Égypte et le Soudan », Money and Trade Magazine, Volume :

A, Numéro : 458, Le Caire, 2007, p. 2.

3 - Référence précédente, p. 3

4 - Fatima Ibrahim Muhammad, « L'avenir de l'intégration soudano-égyptienne après la révolution du 25 janvier 2011 », Dar Al-

Manzumah, numéro : 40 janvier 2014, Le Caire, p. 12.

C'était une raison importante pour faire obstacle au projet d'intégration, car la volonté politique de Moubarak était de parvenir à une stratégie d'intégration avec les pays occidentaux, dirigée par les États-Unis d'Amérique. Le plus important pour lui était de faire en sorte que l'Égypte sorte du cercle des pays en développement et le rôle que jouait l'Amérique pour éloigner l'Égypte de son rôle africain et de son intervention. Dans la sécession du Soudan du Sud et en l'encourageant à être dans son intérêt, elle a fait pression sur l'Égypte pour qu'elle reste à l'écart de la question et ne s'immisce pas dans Affaires soudanaises, et en raison du manque de pluralisme politique au sein du gouvernement, les relations égypto-soudanaises se sont détériorées au plus haut point sans que le président Moubarak ne prête attention aux intérêts stratégiques de l'Égypte au Soudan, dans le bassin du Nil et dans les eaux qui traversent son territoire <1>. Le Soudan a également commencé de temps en temps à utiliser les armes de Haleeb et Shaltin afin de faire pression sur l'Égypte en raison de la rupture des relations entre eux et de son manque de confinement régional. C'était une raison directe de la faiblesse du rôle de l'Égypte. au niveau régional et son éloignement de l'Afrique.

La Révolution du 25 janvier a eu lieu en Égypte, et avec elle a commencé une tentative de restaurer le rôle régional et pionnier de l'Égypte en Afrique, ainsi qu'une tentative de sortir de la subordination américaine, la politique menée par Moubarak, qui a conduit à un refroidissement des relations entre l'Égypte et l'Égypte. et l'Afrique en général et entre l'Égypte et le Soudan en particulier <2>, et une tentative de restaurer à nouveau la souveraineté égyptienne. Après le succès de la révolution de janvier 2011, une stratégie a été élaborée pour restaurer les relations égypto-soudanaises sur la voie de la coopération et de l'intégration. en raison des enjeux communs de la question de l'eau, qui représente la sécurité nationale des deux pays, et de la coopération dans les domaines de l'économie, de l'agriculture et de l'éducation, le Soudan étant l'un des grands marchés de l'Égypte <3>, et l'on retrouve également une réponse Les actions de la partie soudanaise ont joué un rôle majeur dans le rétablissement des relations, car le renversement du régime de Moubarak a été très bien accueilli et le président Al-Bashir a été le premier à féliciter le renversement du régime et le succès de la révolution. <4>, alors que l'espoir se renouvelait pour le Soudan que l'Égypte renoue avec son intégration avec le

Soudan et tente de le sauver notamment de sa faiblesse. Après la sécession du Sud et les pertes économiques qui en o

Référence mentionnée précédemment, p.14 1-Fatima Ibrahim Muhammad,

2 - Khaled Hussein Muhammad, « Determinants of Egypt-Sudanese relations after the January 25 Revolution », Centre soudanais

des services de presse, date de publication : 10 mars 2016, date d'accès : 4 mai

2013 <http://www.sudaress.com /smc/332>

:

Disponible sur

3 - Référence précédente.

4 - Khaled Hussein Muhammad, « Déterminants des relations égypto-soudanaises après la révolution du 25 janvier », référence

précédemment citée.

En outre, la nouvelle situation au Soudan après la sécession du Soudan du Sud et la nouvelle situation politique après la sécession. Par conséquent, les deux pays doivent développer une nouvelle stratégie en ligne avec la nouvelle situation stratégique à l'intégration entre les deux de chacun d'eux. En principe, les relations avec le Soudan du Nord doit être consolidé afin de parvenir pays et œuvrer pour proposer l'unité de la vallée du Nil. En tant que choix stratégique, un équilibre doit être établi entre l'Égypte et les deux pays du Soudan afin de préserver la profondeur stratégique de l'Égypte. et la sécurité nationale de l'Égypte <1>. Nous constatons que la partie soudanaise a eu des discussions avec le chef des forces armées égyptiennes, et que les positions régionales et internationales ont été coordonnées et que la question de l'eau et la question de la sécurité alimentaire ont été discutées. De nombreuses discussions ont eu lieu et le Premier ministre égyptien, Essam Sharaf, s'est rendu au Soudan après avoir été nommé premier pays après son entrée en fonction. La visite s'est déroulée avec le soutien des deux parties pour discuter des projets communs entre les deux pays et de la manière de bénéficier de l'intégration. Des accords ont été signés dans tous les domaines et cette visite a été une affirmation de la restauration par l'Égypte de son orientation naturelle vers une coopération nouvelle les pays du bassin du Nil et le Soudan en particulier. et expression forte de la volonté d'ouvrir une avec le continent africain, nouvelle page de coopération entre les deux pays. >2<

Morsi avait une stratégie particulière. Puis les élections présidentielles ont eu lieu et l'ancien président Mohamed a gagné grâce au Projet Renaissance, mais le Soudan n'avait pas une grande partie de la stratégie de Morsi. Peut-être

Aux inquiétudes et aux problèmes qu'a traversés l'Égypte, à l'héritage hérité de la corruption et de l'instabilité, et à la préoccupation du système politique de concilier ses conditions internes tout en formulant des politiques étrangères d'une manière qui serve Son intérêt Et sa stratégie <3>, ainsi que le régime égyptien, dépendent de l'établissement d'équilibres entre un pays et l'un des deux pays, et nous constatons que le président du Sud, essayant ainsi d'éviter une perturbation des relations, Al-Bashir a pris le initiative de visiter l'Égypte après l'arrivée de Morsi au pouvoir, et ce comportement est considéré comme une appréciation de la part des dirigeants soudanais pour le nouveau leadership en Égypte. En prélude à l'établissement de relations stratégiques entre les deux pays <4>, le président Morsi s'est également rendu au Soudan, mais la visite n'est pas venue

citée. 1 - Khaled Hussein Muhammad, « Déterminants des relations égypto-soudanaises après la révolution du 25 janvier », référence précédemment

2 Fatima Muhammad, référence mentionnée précédemment.

3 - Mustafa Al-Feki, « Les relations soudanaises-égyptiennes d'un point de vue neutre », Centre Al-Hayat, date de publication : 17 novembre 2015

AD, consulté le : 3 mai Référence - 4 : Ali Mamwath, AD <http://www.alhayat.com/Opinion/>Écrivains

2016

la précédente.

Contrairement à ce qu'avait évoqué Mourad, la question du conflit frontalier a été soulevée et l'un des collaborateurs du président avait promis de donner au Soudan deux sacs de lait et deux châles, ce qui a incité Al-Bashir à déclarer que Morsi avait excité l'opinion publique égyptienne, et la présidence égyptienne l'a nié, mais c'était la mèche de la flamme de la révolution de juin, qui est venue de loin. De la peur et de l'anxiété pour l'Égypte et l'annonce le 30 juin du limogeage du président Morsi et de la formation d'un gouvernement de transition. jusqu'à une autre élection présidentielle <1>, et nous constatons que pendant la période du président Adly Mansour il n'y a pas eu d'innovations dans la question des relations entre l'Égypte et le Soudan, mais quand le président Sissi est arrivé, il y avait des craintes quand... Les Soudanais, où L'origine du président Sissi remonte à l'armée, et au Soudan, il y a une origine islamique, et on craignait une rupture des relations entre l'Égypte et le Soudan en raison de l'islam politique et un retour des relations à ce qu'elles étaient sous l'ère Moubarak, étant donné qu'il avait également une formation militaire <2>, mais que la politique étrangère Le plan adopté par le président Sissi appelle et soutient la négociation avec les deux États du Soudan, et qu'il veut établir des relations stratégiques pour l'intégration entre les trois pays car chacun des eux représentent la sécurité nationale et la profondeur stratégique de l'autre, et cela

Cette intégration devient une grande force régionale dont d'autres pays peuvent bénéficier et se joindre à eux.

L'Egypte, pour son rôle pionnier dans la politique étrangère égyptienne, devait œuvrer à la restauration de la région, que ce soit dans son environnement africain, méditerranéen ou arabe, et à lui redonner sa place à tous les niveaux, en

confirmant son appartenance arabe, ses racines africaines et son identité islamique <3>, Et ça compte

Il existe des relations stratégiques avec le Soudan qui affectent la sécurité nationale égyptienne à la lumière des liens ^{Des relations}

L'histoire qui unit les deux peuples et les intérêts communs dans tous les domaines, qui s'est reflétée dans les interactions

suivantes supervisées par le ministère égyptien des Affaires étrangères, notamment à la suite de la visite du Président

de la République, Abdel Fattah El-Sisi, à Khartoum lors de sa première tournée à l'étranger, ainsi que la visite du

président soudanais Omar Al-Bashir en Égypte le 18 octobre 2014, qui a contribué à renforcer les relations bilatérales, au

cours de laquelle il a été convenu d'élever le niveau du Comité suprême entre le deux pays pour être au niveau des

présidents des deux pays <4>, et a organisé la visite réussie de Thabo Mbeki, ancien président de la République d'Afrique

du Sud et chef du mécanisme de haut niveau de l'Union africaine.

1 - Mustafa Al-Feki, « Les relations soudanaises-égyptiennes d'un point de vue neutre », référence mentionnée précédemment.

2 - Egypt News, « Priorités ambitieuses pour la diplomatie égyptienne au niveau régional et international », Date de

publication : 12 avril 2015, Date d'accès : 2 mai 2016, disponible sur :

<http://www.egynews.net>

3 - Référence précédente.

4 - Nada Kiwan, « Restoring the African Role: The Future of Egypt's Relations with the Nile Basin Countries », Institut de

recherche et d'études africaines, Le Caire, date de publication : 31 mai.

:

2011 AD, consulté le : 5 mai 2016 AD, disponible sur <http://>

www.siyass.org.eg/News

concernant le Soudan en Egypte le 1er novembre 2014 et sa rencontre avec le Président de la République Abdel Fattah El-Sisi et

le ministre égyptien des Affaires étrangères. Le ministère des Affaires étrangères cherche également au cours de la période à venir à

Continuer à développer la coopération et les relations bilatérales avec le Soudan en mettant l'accent sur les axes suivants : En mettant l'accent sur le rôle égyptien en particulier et le rôle arabe en contribuant également à la médiation entre le Nord et le Sud Soudan en général sur les questions soudanaises, et en se coordonnant avec le Haut Comité des l'Union africaine, la Ligue des États arabes et les parties régionales et internationales, ainsi que des visites à tous les niveaux et des réunions de coordination et de consultation politique, le soutien de l'Égypte au Soudan dans les dossiers du Darfour et de l'est du Soudan, et la communication avec l'université pour l'aide humanitaire.

>1<

Ligue arabe dans ses efforts pour soutenir le Soudan et fournir m

Nous constatons que les relations politiques entre l'Égypte et le Soudan ont connu des hauts et des bas, entre coopération et conflit, et n'ont pas progressé au même rythme, en raison de la différence de présidents, ainsi que de la différence de vision de chacun d'eux. de l'autre et leurs convictions sur l'importance de chaque pays pour l'autre. Nous verrons dans la section suivante si les relations économiques entre les deux pays se déroulaient comme elles l'ont fait. Un style ou pas ?

1 - Egypt News, « Priorités ambitieuses pour la diplomatie égyptienne aux niveaux régional et international », référence mentionnée

précédemment.

Le deuxième sujet : les relations économiques égypto-soudanaises

Nous constatons que le voisinage géographique, les bonnes relations et liens, ainsi que l'abondance des ressources naturelles, humaines et économiques sont considérés comme une raison d'une intégration économique réussie. Nous constatons que l'Égypte et le Soudan ont eu une intégration économique comme expliqué dans la section précédente, mais ils se sont mis d'accord sur une stratégie d'intégration politique et l'intégration économique ont été affectées par l'intégration politique. À l'époque, il y a eu des périodes de reprise dans les relations entre les deux pays et l'intégration entre eux s'est accrue. Cependant, en période de déclin ou de tension et de crise, ils ont été considérés comme des obstacles à la conduite du processus d'intégration, tout comme son sujet. Nous constatons que les discussions qui ont eu lieu entre l'Égypte et le

Soudan pour renforcer l'intégration entre les deux pays ont été convenues sur l'intégration comme un partenariat durable ou stratégique.

Une initiative productive visant à développer capacités humaines et naturelles, réaliser des intérêts communs et supprimer les restrictions et les barrières pour renforcer les liens entre les deux pays <1>. L'accord des quatre libertés a été signé, à savoir <circulation - travail -

résidence - propriété> et l'approche des réunions annuelles entre les deux pays et les hommes d'affaires et d'investissement ont été adoptés

<2> Nous estimons que cet accord représente un saut qualitatif dans l'expérience d'intégration égyptienne et soudanaise, car il constitue la

pièce angulaire du processus d'intégration existant entre les deux pays. Ces libertés comprennent des libertés très importantes choix

pour les résidents des deux pays, qui s'ils sont mis en œuvre de manière sérieuse

Il posera de véritables bases qui bénéficieront à tous les citoyens des deux pays <3>. Nous constatons que cet accord contenait en lui un accord politique, de sorte que ces libertés qui accompagnaient l'accord ne sont accordées qu'aux

Et citoyens d'un seul État, et c'est ce qui distingue cet accord des accords et pactes précédents. Nous constatons que le président Moubarak et le président Al-Bashir ont pris plusieurs décisions lors du sommet tenu à Khartoum en 2005 après JC, et ces décisions représentent un tournant dans les relations entre les deux pays, comme ainsi que le renforcement du fonds d'intégration entre les deux pays au niveau économique et des projets de sécurité alimentaire, et le Comité mixte suprême assumant les fonctions du Conseil suprême de l'intégration et établissant des comités pour étudier les projets d'investissement et renforcer le rôle du secteur privé entre les deux pays. les deux pays et plusieurs

autres décisions pour soutenir la stratégie d'intégration entre les deux p

- Haskinn David, "Le Soudan et ses voisins", l'Africain 1
programme securityAnalyses, vol:10, mars 2003, no:10.

2 - Helmy Shaarawi, « Notes sur les expériences d'intégration entre l'Égypte et le Soudan », International
Politics Journal, numéro 154 : Le Caire, octobre 2004, p. 104.

3 - Référence précédente, p.106

4 - Issa Abdel Hamid, « La politique étrangère soudanaise envers l'Egypte », référence précédemment citée, p.
.84

La durée de l'Accord des Quatre Libertés était de cinq ans, et était automatiquement renouvelée pour la même période à moins que les deux autres parties ne notifient à l'autre leur volonté d'y mettre fin trois mois avant son entrée en vigueur <1>. On constate que le succès de l'expérience, sous sa forme objective, éliminera la contradiction entre les relations officielles et les relations populaires et réalisera un saut qualitatif dans la négociation en faveur de l'intérêt public. Et nous constatons que pour en bénéficier davantage, il faut développer le droit au travail, le le transfert de capitaux doit être développé, les individus doivent bénéficier des avantages de l'investissement, il doit y avoir une liberté de commerce et de commercialisation des produits à grande échelle, et les lois doivent être unifiées <2>, et nous constatons que l'intégration économique égypto-soudanaise pendant son parcours dans certains cas Alors que certains sont actifs et efficaces, tandis que d'autres sont suspendus ou presque gelés, nous constatons qu'en 2000, l'Organisation de libre-échange du COMESA a été annoncée, à travers laquelle le commerce intra-communautaire serait libéralisé.

Toutes les restrictions douanières et non douanières et la formation ultérieure d'une union douanière puis d'une union monétaire entre les États membres. La mise en œuvre de cet accord a abouti à la conclusion d'un autre accord réglementant les exemptions douanières de sorte que 43 marchandises égyptiennes soient exclues des douanes. exemption au Soudan et 10 autres marchandises bénéficient d'une réduction douanière de 30%. Alors que 5 marchandises soudanaises sont soumises à des droits de douane lorsqu'elles sont importées en Egypte <3>, un accord d'encouragement aux investissements a également été signé entre les deux pays pour soutenir les relations de coopération et d'amitié. et la volonté de chacun d'eux de créer des conditions propices à l'investissement afin de renforcer l'économie des deux pays.

Si l'on regarde l'Accord des Quatre Libertés, il inclut la circulation des citoyens entre les deux pays et la résidence pour une période permanente ou temporaire en toute liberté, comme s'ils avaient la nationalité des deux pays, et cela se fait par voie aérienne officielle, les ports terrestres et maritimes, ainsi que le droit de propriété et d'usage des biens immobiliers et des terrains, ainsi que la pratique d'obtenir tout ce qui constitue un droit. Aux citoyens des deux pays, les professions et les métiers, sans préjudice des droits internationaux et Accords arabes conclus entre les deux pays <4>, et le droit d'investir et de réaliser tous projets avec toutes les facilités pour les deux parties et tout cela à travers une loi et un accord

1 - Muhammad Mahmoud Al-Imam, « Intégration économique régionale entre théorie et pratique », Institut de recherche et d'études arabes, Le Caire, 2003, p. 65.

mentionnée 2 - Helmy Shaarawi, « Notes sur les expériences d'intégration entre l'Égypte et le Soudan », référence précédemment, p. 110.

3 - Référence précédente.

et son développement », Institut de 4 - Muhammad Mahmoud, « L'action économique arabe commune, ses dimensions recherche et d'études arabes, Le Caire, 2005, p. 455.

conclu entre les deux parties. L'accord prévoyait également la remise des prisonniers des deux parties à l'État auquel le prisonnier appartient afin qu'il puisse purger sa peine dans son pays. Les obstacles qui empêchent la pleine mise en œuvre de l'accord doivent être retiré par les parties égyptienne et soudanaise. <1>

Nous constatons qu'en 2004, 5 mémorandums d'accord et un programme exécutif ont été signés dans les domaines de l'électricité, des infrastructures, de la coopération industrielle et des échanges commerciaux entre les deux pays, ce qui approfondit les relations économiques et contribue à réaliser la stratégie d'intégration entre eux <2> , et en 2003, un accord a été signé pour gérer le commerce des chameaux entre les deux parties au profit de l'Égypte. de viande importée du Soudan, et nous constatons que tous ces accords n'étaient pas à la hauteur requis en raison de la volonté politique et des relations tendues entre l'Égypte et le Soudan en raison de la politique hostile du président Moubarak à l'égard du Soudan depuis la tentative d'assassinat, et même s'il y avait certaines positions de solidarité ou des points de vue similaires, la tension et la crise dans les relations, qui ont conduit à l'échec de l'expérience d'intégration et son échec à être mise en œuvre de manière correcte et sérieuse, car certaines décisions de l'accord n'ont pas été mises en œuvre, comme la liberté de circulation et de propriété avec une liberté totale en Égypte jusqu'à présent. <3>Et

Jusqu'à la révolution du 25 janvier et le changement de direction politique, il y a eu également un changement de stratégie, la sécession du Soudan du Sud, et l'Égypte est devenue vers le Soudan et l'ensemble du continent africain, deux pays, et non un seul pays. Il y a eu quelques visites officielles entre les deux pays, nous trouvons donc d'abord la visite du

Premier ministre égyptien au Soudan. Pour renforcer les relations de coopération entre les deux pays et améliorer les programmes exécutifs de coopération entre relations économiques, comme neuf accords, mémorandums d'accord et les deux pays ont été signés dans les domaines de la sécurité alimentaire, des investissements, de la protection de l'environnement et des biocarburants <4>, mais il n'y a eu aucun progrès tangible dans l'Accord des Quatre Libertés ni de

nouvelles discussions pour le mettre en œuvre sérieusement, le président Al-Ba

1 - Référence citée précédemment, « Politique étrangère soudanaise envers l'Égypte », p. 100

2-Fatima Ibrahim, référence précédemment citée.

3 - Muhammad Ibrahim Youssef, « L'intégration égypto-soudanaise à la lumière de la sécession du Soudan du Sud »,

référence mentionnée précédemment, p. 68.

4 - Ibid., p.70

Il s'est rendu en Égypte en 2012, après les premières élections présidentielles, et il a été convenu d'activer rapidement de grands projets, notamment la ferme égyptienne dans les États du nord du Soudan et la ferme de production animale, en plus d'augmenter les importations de viande <1> Il a été convenu d'élaborer un programme de partenariat stratégique à mettre en œuvre sur trois ans et de renforcer l'industrie. En ouvrant des centres de formation pour que la jeunesse soudanaise puisse bénéficier de l'expérience égyptienne et soutenir et accroître les échanges commerciaux <2>, le Premier ministre et une délégation de ministres s'est de nouveau rendue au Soudan en septembre 2012 et il a été convenu d'ouvrir une succursale de la Banque nationale d'Égypte à Khartoum le 20 septembre 2012, avec un capital de 50 millions de dollars. Des dollars et un accord pour accélérer le projet de connexion électrique <3>, et créer une ville industrielle pour le tannage du cuir à Khartoum, suivie d'un institut technologique pour la formation des travailleurs, et fournir un environnement approprié pour l'investissement et signer un protocole d'accord pour encourager les investissements. Le protocole exécutif pour le transport terrestre un projet pour les passagers et les marchandises a été signé en février 2013 <4> Puis est venue la visite de l'ancien président Morsi au Soudan en avril 2013, et il a été convenu de mettre en place des projets communs, notamment dans le domaine agricole, pour répondre aux besoins de l'Égypte en céréales et en blé, ainsi que dans le domaine de l'élevage pour répondre à ses besoins en viande et assurer la sécurité alimentaire des deux pays. Il a été convenu d'accélérer les démarches exécutives visant à établir une zone industrielle commune à Khartoum et de convenir de l'ouverture rapide des terres. la route à l'est du Nil, la route occidentale et la route côtière pour stimuler le commerce <5>. Puis vint la visite du président soudanais en Égypte en juin 2014 après J.-C. après que le président Abdel Fattah El-Sissi a pris la présidence et est venu confirmer l'engagement à coopérer avec l'Égypte dans tous les domaines et les moyens d'activer l'Accord des quatre libertés entre les deux pays ont été discutés, et la représentation du comité mixte entre les deux pays a été élevée au niveau présidentiel pour se réunir une fois au Caire et une fois

1 - Muhammad Ibrahim Youssef, « L'intégration égypto-soudanaise à la lumière de la sécession du Soudan du Sud »,

référence mentionnée précédemment, p. 75.

2- Amani Al-Taweel, « Évaluation de l'intégration dans le cadre de la plateforme d'action politique et économique »,

Centre de recherche africain, Le Caire, 2007, p. 95.

3 - Référence précédente, page 99

4 - Service d'information de l'État, Relations économiques entre l'Égypte et le Soudan, date de publication : 2 juin 2015,

consulté le : 2 mai 2016, disponible sur

<http://www.sis.gov.eg/Ar/Templates>

5 - Référence précédente.

6 - Omar Siddiq Al-Bashir, « L'importance de la coopération économique entre l'Égypte et le Soudan », référence mentionnée

précédemment.

Le projet commun le plus récent lancé entre les deux pays est le projet de port terrestre de Qastal-Ashkit, considéré comme la porte d'entrée égyptienne la plus importante sur l'Afrique, car il contribuera à créer un transfert et des investissements entre l'Égypte, d'une part, et le Soudan, d'autre part. le continent africain, qui joue un rôle important dans le mouvement commercial en développant le mouvement des exportations et des importations de marchandises, et de richesse, d'autre part, en matière de bétail et en stimulant le trafic de passagers. Par conséquent, les visites officielles entre les deux parties ont apporté de nombreux résultats positifs. et des avantages qui servent l'économie des deux pays <.1>

Si l'on regarde le volume des échanges commerciaux entre les deux pays, on constate qu'en 2001 il était d'environ 97,5 millions de dollars et qu'il a augmenté progressivement jusqu'à atteindre 254,8 millions de dollars en 2006, puis il a de nouveau diminué en 2007 de 15,3% pour atteindre 215,8 millions de dollars, puis il y a eu une augmentation notable. En 2008, il a atteint 579,6 millions de dollars <2>, et il a également continué à augmenter. En 2009, il a atteint 604,1 millions de dollars, dans le cadre de la réduction douanière dans le cadre de l'accord du COMESA. , mais il a légèrement diminué en 2010.

Il a atteint 600,7 millions de dollars <3>, et on constate qu'en 2011 après JC, à la suite de la Révolution de Janvier et de la sécession du sud, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays a diminué, atteignant 563,7 millions de dollars en 2011 après JC, et il a diminué en 2012 et a atteint 475,3 millions de dollars, mais cela est dû aux visites officielles qui ont fait l'objet d'un effort entre les deux pays pour augmenter le volume des échanges commerciaux, et il a également augmenté. Son volume a augmenté en 2013 et a atteint 607,7 millions. dollars, puis restitués en 2014, notamment après l'ouverture du port de Qastal-Ashkit. On s'attend à ce que le volume des échanges commerciaux augmente jusqu'à 80 ou 90 %. >4<

Nous constatons que les éléments d'intégration économique entre l'Égypte et le Soudan sont disponibles depuis le début de la période d'étude en 2004 après JC, c'est-à-dire sous le règne de Moubarak, car la population des deux pays constitue une grande capacité humaine, ce qui crée un marché de taille en

Référence mentionnée précédemment. 1-Le Service Général d'Information,

2 - Ahmed Muhammad Hussein, « Le rôle du secteur agricole dans le soutien des échanges commerciaux entre l'Égypte et le Soudan à la lumière de la sécession du sud », mémoire de maîtrise, Université du Caire, Faculté d'économie et de sciences politiques, Le Caire, 2014, p. 119.

3 - Référence précédente, p.135

4 - Muhammad Al-Hassan, « L'avenir des relations soudano-égyptiennes après la révolution du 25 janvier », Al-Rasid Journal for Research and Science, numéro : 36, Soudan, 2013, p. 60.

L'accueil des biens et services fournis, qui encouragent les échanges commerciaux entre les deux pays, ainsi que les relations sociales historiques et la proximité géographique entre les deux pays ont constitué la structure de base du développement de cette intégration. à développer pour faciliter la circulation des échanges commerciaux et la participation de l'Égypte et du Soudan au COMESA et à l'Organisation de libre-échange. La grande région arabe a ouvert la voie au projet d'intégration et à l'évolution de chaque pays vers une ouverture économique à l'économie mondiale. et l'adoption de programmes de réforme économique qui facilitent la participation du secteur privé

Ce qui dépend de l'activation des projets d'intégration, et il doit y avoir une coordination entre les deux pays pour déterminer les contrôles du secteur privé et des investissements <1>. La disponibilité de 200 millions d'acres propices à l'agriculture au Soudan, et le double en Egypte, qui ne dépasse pas 8 millions d'acres, a créé une sorte d'intégration, car l'Égypte se distingue par son expérience et ses mains agricoles. Des personnes qualifiées et une expertise scientifique avancée, la disponibilité de la production de viande au Soudan et les besoins de l'Égypte en matière de viande et de produits alimentaires contribuent à augmenter les investissements <2>, et il y a eu une acceptation populaire de la part des deux pays de l'idée d'intégration, en particulier à la lumière d'un sentiment d'unité et de voisinage à la lumière des interventions extérieures tentant de contrôler, ce qui conduit à un encouragement à l'intégration économique.

Cependant, le projet d'intégration économique entre l'Égypte et le Soudan a rencontré certains obstacles. Nous constatons que l'adhésion de l'Égypte à l'Organisation mondiale du commerce et la classification du Soudan parmi les pays les moins avancés limitent le projet d'intégration économique à l'Organisation de libre-échange car il est difficile d'atteindre l'union douanière <3>, et le climat économique est également caractérisé par... L'Égypte et le Soudan sont tous deux touchés par le faible niveau de revenu par habitant, en plus de la propagation du chômage, qui a fragilisé la situation économique. poids de l'Égypte et du Soudan, et la présence d'obstacles qui limitent la capacité de développement des deux pays. Il existe une grave déficience dans les infrastructures, et leur développement nécessite un budget et des équipements très élevés en raison du faible niveau de développement du pays. deux pays, et la raison la plus importante de l'échec de l'intégration. L'approche économique est le traitement routinier des problèmes par le financement et le fait de ne pas oser prendre des décisions appropriées pour des projets non traditionnels <4>, et en jetant un regard sur l'intégration économique projet entre :

1 - Muhammad Ibrahim Yusuf, référence mentionnée précédemment, p. 120

2-Ahmed Muhammad Hussein, référence mentionnée précédemment, 137

3-Fatima Ibrahim, référence précédemment citée.

4 - Amani Al-Taweel, référence mentionnée précédemment.

Egypte et Soudan : Nous constatons que l'échec de cette expérience est dû au fait que le côté politique donne la priorité à l'aspect économique et tente de limiter le projet d'intégration à la seule agriculture et ne prête pas attention à d'autres domaines tels que le commerce, l'industrie, l'union douanière. , etc.

Cette idée a ensuite changé après la Révolution de Janvier. Au contraire, la partie égyptienne a commencé à proposer d'établir des projets économiques avec le Soudan et de travailler à augmenter le volume des échanges commerciaux et à essayer d'activer l'Accord des Quatre Libertés et d'augmenter les investissements entre les deux pays. Nous constatons ici que c'est la volonté politique du Soudan qui a contribué à cela. Il est clair qu'après la Révolution de Janvier, il a été établi des relations de coopération, contrairement à la période du régime de l'ancien président Moubarak, et aussi la volonté des deux parties de surmonter les obstacles et les différences du passé. Par conséquent, la coopération économique entre l'Égypte et le Soudan à l'avenir possède tous les facteurs qui la rendent fondamentale et nécessaire pour développer les relations entre les deux pays sur la voie de l'intégration. nécessité d'établir une zone de libre-échange à la frontière entre l'Égypte et le Soudan, d'établir des accords de libre-échange entre les deux pays et de soutenir la coopération populaire et culturelle.

Nous constatons à la fin du chapitre que les relations politiques et économiques entre l'Egypte et le Soudan, si parfois elles ne sont pas bonnes et à d'autres moments bonnes et fructueuses, cela est dû aux politiques des dirigeants politiques des deux pays, et aussi en raison de la domination du facteur politique sur l'autre. Des accords peuvent être conclus si les relations sont bien exploitées et avec des règles économiques et économiques dans tous les domaines et avec sérieux, l'Egypte et le Soudan deviendront une puissance régionale majeure sur le continent africain. .

Chapitre trois : Les positions de l'Égypte et du Soudan sur certaines questions

Compte tenu du rôle régional important de l'Égypte, de sa proximité géographique avec l'État du Soudan et de sa présence dans le voisinage sur le continent africain, qui a donné à chacun d'eux une position sur certaines des questions communes importantes auxquelles ils sont confrontés, comme la question de la la sécession du Soudan du Sud, la question du barrage de la Renaissance et la question de Haleeb et Shalateen, nous constatons que l'Égypte et le Soudan ont l'un l'autre. À partir d'eux, je prends position sur chacune de ces questions, et c'est ce que nous allons aborder dans ce chapitre comme suit :

Le premier sujet : la question de la sécession du Soudan du Sud

Le deuxième sujet : la question de l'eau et la crise du barrage Renaissance

Le troisième sujet : La question du triangle Halib et Shaltin

Le premier sujet : la question de la sécession du Soudan du Sud

Le référendum organisé le 9 janvier 2011 a abouti à la sécession du Soudan du Sud sous le nom d'État « Soudan du Sud », devenant ainsi le

54ème État d'Afrique et le 193ème dans le monde <1>. Nous constatons que ce résultat n'a pas été atteint entre midi et le soir, mais cela a duré de nombreuses années. Des années se sont écoulées entre conflits et guerres civiles pour arriver à ce résultat, et nous constatons qu'après le passage et les tensions entre le Nord et le Sud et de violents mouvements de rébellion contre eux sont survenus pendant de nombreuses années, il y a eu un resserrement du gouvernement du Nord et le Gouvernement de Salut a tenté de permettre à certains pays de présenter des initiatives pour parvenir à un règlement des conflits avec le Mouvement populaire, comme l'initiative du président libyen, l'initiative égyptienne et l'initiative du Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, mais il a été accepté avec un rejet total <2> et les puissances internationales sont intervenues pour ouvrir la porte à des négociations entre le Gouvernement de salut et le Mouvement populaire. Ces négociations se sont poursuivies pendant près de deux ans et demi. six mois jusqu'à ce qu'ils atteignent l'année 2005 après JC et que l'accord de paix global soit conclu. « Naivasha » parce qu'il a eu lieu à Machakos et Naivasha dans la République du Kenya, qui a commencé en 2002 après JC. La signature de l'accord a eu lieu en présence de certains présidents. , dont le Kenya et l'Ouganda, le commissaire général de l'Union africaine, le secrétaire général de la Ligue des États arabes et le secrétaire d'État américain Colin Powell, en plus des représentants de nombreux pays tels que l'Égypte, l'Italie et les Pays-Bas. <3>, et cet accord tourne autour des droits et devoirs des parties nord et sud et comprend un certain nombre de protocoles et d'accords, dont premièrement un accord définissant une période de transition de six ans et demi et accordant aux résidents du Soudan du Sud le droit à l'autodétermination à la fin de la période de transition et il stipulait également le partage du pouvoir et des richesses entre le Nord et le Sud, un accord sur les mécanismes de mise en œuvre de la paix et un protocole de résolution des conflits dans les États du « Kordofan Sud et du Sud ». Nil Bleu." Tout cela est soumis aux dispositions du droit international. L'accord traitait également du statut de la capitale nationale et des droits des non-musulmans, et la Constitution nationale intérimaire pour le Sud et le Nord a également été publiée. nouvelle monnaie soudanaise, et le gouvernement d'unité nationale a été formé par 52% du Congrès national, 28% du Mouvement populaire, 14% de l'opposition du Nord et 6%. Malgré les aspects positifs

1 - Noura Osama, « Les comptes des États naissants : les relations étrangères du Soudan du Sud », Journal of

International Politics, Volume : 46, Numéro : 185, Le Caire, juillet 2011.

2 - Muhammad Ahmed Al-Sheikh, « The Security Situation after the South Soudan Referendum », document de recherche,

Association soudanaise pour la science politique, Khartoum, novembre 2010, p. 6.

3 - Comité de rédaction, « La sécession du Soudan du Sud : est-ce le titre d'une nouvelle phase ? », Lectures

africaines, Volume : A, Numéro : 8, Arabie Saoudite, juin 2011, p. 31.

De nombreuses choses ont été incluses dans l'accord de paix, mais donner au peuple du Soudan du Sud le droit à l'autodétermination est l'aspect le plus négatif de l'accord, car l'unité du Soudan reste menacée par la division dans cette affaire jusqu'au moment de l'accord. L'autodétermination arrive. Ainsi, l'armée du SPLM a refusé de rejoindre l'armée soudanaise unifiée et a insisté sur le fait qu'il doit rester une armée indépendante pour le Soudan du Sud afin qu'elle n'affecte pas l'opinion des habitants du Sud lorsqu'ils décident de leur sort en raison de la présence d'une armée unifiée <1>, et qu'en cas de sécession du Sud, la division se fera selon les frontières du 1/1/1956 après JC, mais dans ce cas il y a quelques problèmes administratifs autour de la zone Ibi et certaines zones frontalières importantes. Par conséquent, la Cour permanente d'arbitrage de La Haye a été invoquée en 2008 après JC pour résoudre le différend entre eux, et ainsi de nouvelles frontières ont été établies pour les zones contestées <2>. Nous constatons qu'il y a eu des violences l'opposition à l'accord de paix du côté nord, car certains pensent que dans ce nord il est nécessaire que mon peuple participe ouvre la porte à des divisions à la suite de désaccords et de conflits, et ils voient que le Soudan est le Nord dans le référendum comme eh bien, et c'est leur droit de participer à cette étape importante, étant donné que le Nord perdra un cinquième de sa superficie en cas de sécession, mais d'autres sont d'accord avec cet accord et y voient une bonne opportunité pour protéger le Nord. la protection contre les guerres et la protection du reste des richesses qui n'ont pas été détruites à cause des conflits et des conflits <3>, c'est pourquoi la tenue d'un référendum pacifique acceptable pour les deux parties acquiert une grande importance non seulement comme garantie de ce qui a été décidé dans la paix globale Accord, mais aussi parce qu'il ouvre la voie à un transfert pacifique du pouvoir et à une stabilité régionale à long terme > <4>, Nous constatons que dans la période précédant le référendum, il existait un sentiment de méfiance et d'anxiété généralisée entre les deux parties, et Il y a eu une forte adhésion des sudistes à la date du référendum et ils ne l'ont pas modifiée de peur de perdre l'occasion de décider de leur sort. En outre, de nombreux préparatifs ont eu lieu à cet effet. Le référendum a été précédé d'un groupe de discussions et de négociations sur ... L'avenir de la relation après la séparation, avec la participation d'une délégation africaine de haut niveau, ainsi qu'une délégation internationale, et la visite de John I

1 - Sally Hani, « L'accord de paix final au Soudan », Horizons d'Afrique, Volume : Quatre, Numéro : 16, 2005, p. 7.

2 - Zain Al-Abidin-Osama Ali, « Le différend frontalier entre le Soudan du Nord et le Sud en cas de sécession », Al-Rasid Magazine, Centre d'études Al-Rasid, Volume : S, 5, Numéro : 9, Soudan, Décembre 2010, p.7.

3 - Hani Raslan, « Soudan : La poussée séparatiste peut aussi venir du nord », Democracy Magazine, Agence Al-Ahram, Volume : Volume 3, Numéro : 10, Le Caire, 2003 AD, p. 217.

4 - Musab Abdel Qader, « Négocier l'avenir du Soudan du Nord et du Sud », Centre d'études Al-Rasid, numéro : 10, sixième année, Soudan, juin 2011, p. 85.

D'Amérique pour confirmer la volonté des États-Unis d'Amérique d'assurer le progrès des négociations entre le Nord et le Sud après le référendum, de faciliter le processus de séparation pacifique, d'assurer l'avenir de la coopération entre les deux parties et de protéger les droits des Soudanais au Nord et au Sud. De nombreuses questions importantes doivent être négociées après le référendum, telles que la question de la sécurité, la question du pétrole, On constate que le la question de la monnaie et quelques autres questions importantes en cas de sécession. référendum historique s'est tenu sous parrainage international et que le sort du Soudan du Sud a été décidé, qui a choisi de faire sécession du Soudan à une écrasante majorité de 98% <1>. Le Nord a pleuré cette séparation. En tout cas, ils étaient un pays avec une population Mais c'était le désir du Sud, qui était très heureux de réaliser un rêve. C'est pourquoi un nouvel État a émergé avec un caractère majoritairement africain, sans caractère arabe, et très probablement ne faisant pas partie de la Ligue des États arabes < 2> Après la sécession du Soudan du Sud, sa superficie est devenue environ 600 000 kilomètres carrés et sa population est estimée à environ sept millions de citoyens, dont la plupart appartiennent aux religions traditionnelles africaines et animistes. Les religions traditionnelles constituent environ 60 % , les chrétiens constituent 23 % et les musulmans 17 % de la population. Le Soudan du Sud est constitué des tribus africaines nilotiques et hamitiques, et on pense que le groupe ethnique le plus important est les Dinka avec une proportion de 40 %, suivis par les Nuer et puis le Shilluk. <3>, l'anglais est considéré comme la langue officielle de l'éducation, du gouvernement et des affaires, et il existe une langue connue sous le nom d'arabe de Juba, qui est la langue comm

Nous constatons la fragilité de la structure politique de l'État du Sud, l'absence d'institutions de la société civile et la faiblesse du travail des partis.

En raison de son manque d'expérience politique, l'État du Sud commencera à imposer un contrôle et un régime dictatorial fort. et le président Salva Kiir ont commencé à violer la constitution et sont devenus une menace pour l'unité nationale et une position dominante sur le mouvement populaire. Par conséquent, des conflits internes ont éclaté en raison de cette domination et de la présence de conflits et de tirs entre les deux partis. Par conséquent, les relations internationales et Les efforts régionaux sont intervenus pour négocier. Salva Kiir en avait arrêté beaucoup, donc

Machar a insisté pour les libérer avant de signer l'accord pour arrêter la violence et de discuter des négociations et de l'arrêt de la violence entre les deux parties, ainsi que des efforts internationaux pour établir les bases constitutionnelles. l'État et l'organisation du parti au pouvoir, nous constatons que le Soudan du Sud est en jeu si ces conflits et ces guerres ne prennent pas fin, et qu'il n'est pas uni intérieurement, mais c'est sa haine pour le gouvernement de Khartoum qui l'a séparé, et non la force de ses dirigeants. unité.

1 - Abdel-Ghani Salama, « Le Soudan du Sud... le nouveau-né », Dar Al-Mandumah, Volume : A, Numéro : 146, Le Caire, 2011 AD, p. 202.

2 - Hani Raslan, « Soudan : la poussée sécessionniste peut aussi venir du nord », référence évoquée précédemment.

3 - Référence mentionnée précédemment. page 208

Il est important d'influencer les pays voisins, et nous constatons qu'après la création de l'État du Soudan du Sud, il aura un rôle direct et indirect, et il sera également affecté par son environnement régional et international. Nous commençons par le voisin africain direct. pays et les répercussions de la création de l'État du Soudan du Sud sur l'Égypte et le Soudan :

Premièrement : République du Soudan :

Elle représente la frontière nord de l'État du Soudan du Sud, car elle s'étend sur une distance d'environ 2 010 kilomètres, ce qui constitue la plus longue frontière du continent africain. Nous constatons que l'avenir des relations entre le Soudan et le Soudan du Sud dépend des résultats de négociations entre eux sur un ensemble de questions fondamentales communes. Nous constatons, en premier lieu, qu'au niveau politique : provoquer la séparation et la création d'un nouvel État a été préjudiciable au nord du Soudan, car il est devenu possible pour n'importe laquelle des autres régions de suivre l'exemple de l'autodétermination conformément à

L'approche du Soudan du Sud, comme celle de la région du Darfour, dont le problème persiste malgré la signature de certains accords entre le gouvernement et un certain nombre de mouvements armés au Darfour, ainsi que l'encouragement et le soutien de certains mouvements armés du Mouvement populaire dans le sud, ce qui conduit à une augmentation des divergences entre eux <1>, et à l'intervention du Sud dans le dossier du Kordofan et du Nil Bleu. Cela attise les tensions entre le Nord et le Sud, la République du Soudan se trouve donc devant un test concernant l'imposition d'un contrôle sur les séparatistes. tendances qui ont osé émerger, et c'était un motif d'encouragement de la part du Mouvement Populaire du Sud, qui a obtenu ce qu'il voulait de la sécession du Sud et de l'obtention du droit à l'autodétermination avec le soutien international et régional >2 <Et sur le niveau économique : L'aspect économique est l'un des défis les plus importants auxquels est confrontée la République du Soudan en raison de la perte de sa part des revenus pétroliers au profit du Sud, où elle a perdu 80 % de tous les revenus pétroliers et du déclin significatif qui en a résulté. réserves monétaires de la République du Soudan, le pétrole étant considéré comme l'élément principal. La principale source de financement des réserves de change de l'État, outre le fait qu'elle constituait environ 36% du budget général, plaçait Khartoum dans une situation économique difficile. situation <4>, et le comité tripartite « Troïka » a exhorté le Soudan et le Soudan du Sud

1 - Référence précédemment citée.

2 - Muhammad Gharib, « Le Soudan post-séparation... une lecture des défis internes et externes », Horizons Africains, Volume : Dix, Numéro : 36, Khartoum, 2012, p. 134.

3 - Sami Sabry Abdel-Qawi, « La crise du Nord : défis après la sécession du Sud au Soudan », International Politics Journal, Fondation Al-Ahram, Le Caire, décembre 2012, p. 35-4. Ibid., p. 38.

Négocier ensemble afin de parvenir à un accord grâce auquel les différends dans le secteur pétrolier et les questions financières importantes en suspens entre eux seraient réglés, et la Troïka a déclaré qu'une solution rapide à ces problèmes et la prospérité pour les citoyens des deux pays, et après Après la séparation, le gouvernement de la relation améliorera la sécurité du nord face aux défis économiques qui nécessitent la recherche d'alternatives, une autre manière d'éviter les risques de crises économiques et le niveau élevé de pauvreté dû à la perte du pétrole du sud. Nous voyons que les alternatives les plus importantes disponibles sont de déplacer le secteur industriel, qui bénéficie des revenus de l'agriculture et de la production animale, et peut les remettre au premier plan <1>, et aussi de prêter attention à la production agricole en raison de

En raison de la disponibilité de tous les ingrédients qui contribuent à assurer la production alimentaire et agricole qui peuvent être investis dans l'industrie et l'exportation, et la disponibilité de certains minéraux est considérée comme l'une des alternatives les plus importantes disponibles au nord du Soudan, comme l'or, il faut recherché et prospecté dans le nord et le processus d'extraction devrait commencer. C'est le papier que le nord du Soudan utilise dans tous les médias qu'ils gagneront encore une fois beaucoup d'argent et récupéreront les devises fortes qui ont été perdues à cause de la perte de pétrole dans le sud à cause de l'or. >2<

Nous constatons que la chose la plus importante que le Soudan a perdu après la sécession était l'avantage de l'entité unique qui était censée faire du Soudan le plus fort et le plus riche de la région, et sa perte était un plus grand avec poids régional et international. L'État du Soudan de sa profondeur africaine, ce qui a conduit à la rupture des liens avec les pays du bassin du Nil car le Soudan du Sud entretenait désormais des relations directes avec eux <3>, et la République du Soudan craint que l'État du Soudan du Sud renonce au droit accords liés au bassin du Nil, en particulier à la lumière de la pression directe américaine et israélienne sur celui-ci, car de fortes relations les unissent <4> et l'État du Soudan du Sud est devenu la porte d'entrée vers une profondeur stratégique. L'Union africaine et Israël et son ingérence dans les problèmes du bassin du Nil. C'est pourquoi la République du Soudan vit dans une grande anxiété jusqu'à ce qu'elle sorte de son cou.

1 - Hani Raslan, « Evolutions de la situation au Soudan du Sud », Middle East Papers Magazine, Centre national des études sur le Moyen-Orient, numéro 58, janvier 2013, p. 172.

2 - Référence précédente.

3 - Muhammad Gharib, « Le Soudan post-séparation... une lecture des défis internes et externes », référence citée précédemment, p. 138.

4 - Ayman Shabana, « Le Soudan du Sud est un avenir risqué », Horizons politiques, Centre arabe de recherche et d'études, deuxième numéro, février 2014, p. 102.

La bouteille, où la détérioration des conditions sur les plans politique et économique, et la montée et l'intensité des tensions populaires en raison des politiques d'austérité et du recours à des moyens violents dans le traitement des opposants, et avec l'encouragement des mouvements d'opposition populaire dans le sud et déplacé vers le nord, le Soudan vit dans une situation de crise qu'il faut gérer pour en sortir sans pertes qui lui coûteront beaucoup >.1<

Deuxièmement : l'Égypte :

La sécession du Sud a créé un nouvel État avec de nombreux problèmes et défis sur lesquels il convient de se concentrer, en particulier à la lumière de l'importance de l'État du Sud pour l'Égypte. Nous constatons que l'Égypte a réservé son droit à l'autodétermination à résoudre la crise soudanaise. Il s'agissait de préserver l'unité du Soudan, et l'Égypte a refusé de participer aux négociations qui ont conduit à une réserve de choc à cet égard, la signature officielle par le Soudan de l'Égypte et la dernière ressemblance avec le protocole de Machakos de 2002. L'objection de l'Égypte était que le rapport ne prévoyait que deux options : l'unité ou la sécession, et que cela n'avait aucune base juridique conformément au droit international, qui précise d'accorder aux minorités le droit de décider de leur sort dans certains cas et qu'il existe plusieurs d'autres méthodes, comme la situation confédérale ou fédérale, sans recourir directement à la sécession <2>, mais après cela, l'Égypte est restée calme et a constaté qu'il n'y avait aucun avantage à Égypte rester à l'écart de la situation et à laisser le Soudan seul dans cette situation, alors elle a annoncé qu'elle soutiendrait les efforts soudanais pour parvenir à l'unité et rapprocher les points de vue, et lors du référendum et de la sécession du Soudan du Sud, l'Égypte a développé plusieurs craintes quant à l'impact de l'existence de cet État naissant sur la sécurité nationale égyptienne. Nous constatons que cela affectera politiquement la sécurité nationale, car les conflits internes dont souffre le Soudan auront un impact sur la sécurité nationale. Le pourcentage d'eau que l'Égypte reçoit est de 28%, et elle est maintenant entre les mains du Soudan du Sud. nombre de projets entre l'Égypte et le Soudan ont été arrêtés <3>, et la question de l'eau est considérée comme préoccupant la pensée stratégique égyptienne de peur que

1 - Akram Hossam, « Développements de la situation dans les États du Soudan et du Soudan du Sud », Middle East Papers Magazine, Centre national d'études sur le Moyen-Orient, numéro : 60, 2013, p. 223.

3 - Diaa al-Din al-Qusi, « D'où viennent les eaux du Nil ? », International Politics Journal, Fondation Al-Ahram,

Volume : 45, Numéro : 181, Le Caire, juillet 2010, p. 42.

L'Égypte est vulnérable au chantage occidental qui la pousse à obtenir une partie de ces eaux pour Israël. Nous constatons qu'après la séparation, cela a conduit à une escalade des contre-mouvements en République du Soudan, qui affecte l'Égypte, car elle a conduit à une augmentation de l'immigration vers l'Égypte à travers la frontière et les effets négatifs qui en résultent sur l'économie. En outre, les Égyptiens résidant au Soudan sont exposés à un certain harcèlement et cela affecte leur sécurité <1>, et nous constatons qu'après la Révolution de Janvier, il y a certains problèmes auxquels sont confrontés L'Égypte est présente sur toutes ses frontières, mais le plus grand danger passe par la frontière sud, qui est devenue une source de préoccupation pour l'Égypte à cause de ce que traverse mon pays. Le Soudan est en proie à des conflits, des guerres civiles et des migrations. la sécession du Soudan du Sud nuit aux intérêts stratégiques de l'Égypte au Soudan et en Afrique, car en cas d'affrontement entre le Nord et le Sud, les pays arabes interviendront pour soutenir le Nord et les pays africains interviendront pour soutenir le Sud, ce qui entraînera une détérioration des relations arabo-africaines et tend également les relations entre l'Égypte et les pays du bassin du Nil <2>, et également la séparation a conduit à un impact négatif sur la sécurité nationale égyptienne, car il existe des menaces provenant de la proximité stratégique entre Israël et le Soudan du Sud et Le terrorisme attaque toute la région et on craint que le Soudan du Sud ne se transforme en une base avancée pour la présence étrangère dans la région et que cela représente une menace directe pour la sécurité nationale égyptienne dans la direction stratégique du sud <3>. Le problème majeur est la situation de l'Égypte à l'extrême nord du continent, de sorte que le Soudan du Sud est devenu la porte d'entrée et le couloir naturel des relations égyptiennes et africaines. Par conséquent, l'instabilité des relations bilatérales entre l'Égypte et le Soudan du Sud conduira à l'isolement de l'Égypte de l'Afrique. L'Égypte est considérée comme le plus grand perdant du processus de sécession en raison du danger qu'il représente pour la sécurité nationale égyptienne et arabe, et la fragmentation du Soudan en petits États donnera l'occasion d'une intervention étrangère et menacera la sécurité et la stabilité de l'Égypte <4>, et si nous examinons la question de l'eau, qui est considérée comme la plus grande impasse dans les relations entre l'Égypte et la sécession du Soudan du Sud, car elle représente les menaces qui pèsent sur l'Égypte dans l'annonce de certains pays de ne pas respecter les accords conclus sur le Nil et les existence d'ambitions de certains pays

1 - Akram Hossam, « Développements de la situation dans les États du Soudan et du Soudan du Sud », référence citée

précédemment, p. 230.

2 - Ayman Shabana, « Le Soudan du Sud est un avenir risqué », référence mentionnée précédemment, p. 115.

3 - Mona Hussein Obaid, « Les répercussions de la sécession du Sud sur les pays arabo-africains voisins », Revue arabe de science politique, n° 33, Le Caire, 2012, p. 81.

-4 Référence précédente, page 85

Bénéficiant des eaux d'autres pays, comme Israël, de la volonté des pays en amont de fixer un prix pour les eaux du Nil et de la présence israélienne influente au Soudan du Sud, devenu le contrôleur des décisions du Soudan du Sud et son partenaire stratégique, ce qui entraîne des pressions sur L'Égypte <1>, et l'on retrouve le soutien des États-Unis d'Amérique à la sécession du sud afin de faire pression sur la sécurité. L'Autorité égyptienne de l'eau et une tentative de réduire la part de l'eau de l'Égypte, en raison de la limitation ressources en eau en Égypte en raison de la rareté des pluies et du manque d'autres sources d'eau du Nil. Dans le même temps, le Soudan du Sud est devenu la part de l'Égypte en raison de ses caractéristiques topographiques plates <2>, contrôlant ainsi la part de l'Égypte. une stratégie complète dans les relations avec l'État du Soudan du Sud afin d'éviter les effets négatifs auxquels il est exposé à cause de cette séparation, mais il faut souligner que le avec renforcement des relations avec le nord du Soudan, mais la collaboration avec le Soudan du Sud ne doivent pas se faire au détriment de relations dans le cadre d'une coopération bilatérale et tripartite basée sur la réalisation de l'intérêt de toutes les parties et nous y parvenons à travers :

Établir des relations solides avec les organismes officiels et populaires du nord du Soudan. Par conséquent, l'Égypte et le sud du Soudan doivent construire une intégration entre les trois pays dans les domaines de la politique, de l'économie, de l'eau, de l'agriculture, de l'élevage, de la santé, de l'éducation et également dans le domaine militaire. " Par conséquent, des relations multilatérales doivent être développées entre l'Égypte, le Soudan et le reste des pays du bassin du Nil. Dans le but de L'Egypte avec créer des domaines de coopération qui renforcent les liens et les intérêts communs, les relations entre le Sud et

Les deux États, et en remplaçant la culture de la concurrence par l'approche que l'ancien Premier ministre égyptien Essam Sharaf a apportée à Juba en 2011 après JC, et l'ouverture d'un certain nombre de projets égyptiens de santé et d'éducation dans certaines villes du sud et de la capitale, est une nouvelle approche dans la politique égyptienne basée sur un plan clair <3>, et un ministre d'État chargé des Affaires africaines doit être nommé pour suivre. Le Premier ministre, et non le ministère des Affaires étrangères, dirige le Conseil suprême

Pour African Affairs, qui est composée d'experts universitaires et professionnels intéressés par les affaires africaines dans divers domaines, sa mission est d'activer

1 - Ayman Shabana, « Le Soudan du Sud est un avenir risqué », référence mentionnée précédemment, p. 99.

2 - Aziza Muhammad Badr, « Relations de coopération dans les pays du bassin du Nil dans le domaine social », Centre d'études stratégiques, Le Caire, 2010, p. 94.

3 - Référence précédente, page 105

Les relations égyptiennes avec les pays du continent en général et les pays d'importance stratégique comme le Soudan du Sud en particulier, et la nécessité d'approfondir et d'équilibrer les liens politiques et les relations avec les grands pays actifs (Chine - États-Unis - Union européenne) et institutions internationales donatrices afin qu'il n'y ait pas de conflit ou d'incompréhension des intérêts de l'Égypte avec ceux de l'Égypte. Ces forces devraient plutôt être investies dans les intérêts de l'Égypte <1>, et la présence égyptienne doit être activée dans le cadre des organisations régionales africaines en augmentant le niveau de représentation égyptienne au niveau présidentiel chaque fois que possible. La coopération ne doit pas se limiter au seul niveau officiel, mais plutôt s'étendre également à la coopération populaire et maximiser le rôle du secteur privé dans le renforcement des relations <2>. Dans le domaine économique et social, l'Égypte doit accélérer le développement des infrastructures au Soudan du Sud à travers les lignes ferroviaires et les lignes de navigation fluviale afin de renforcer les relations entre l'Égypte et les deux États du Soudan, et l'appel sérieux en faveur d'un marché commun global entre

Soudan du Nord et du Sud <3>, et que l'Égypte accorde les privilèges que les nordistes obtiennent en matière L'Égypte et d'éducation, et qu'elle accorde également aux sudistes de manière égale, et qu'elle accorde également le droit aux quatre libertés au sud comme au nord, et que l'Égypte présente des projets d'exploitation des eaux perdues du Haut Nil dans les Égypte régions maritimes et montagneuses et du Bahr el-Ghazal au Soudan du Sud <4>, préservant ainsi ses droits historiques et acquis sur le Nil et la possibilité d'établir des projets avancés. , l'Égypte doit développer sa politique de coopération et construire des relations stratégiques avec l'État du Soudan du Sud en raison de la profondeur stratégique qu'il représente pour elle en ce qui concerne la question de l'eau et de la sécurité alimentaire. Et l'économie et ne pas céder aux effets négatifs et aux pressions sur il s'agit de la création des dixièmes pays du bassin du Nil, mais en transformant

cela en une grande importance pour eux et en réalisant une intégration tripartite qui permet le développement p

1 - Ihab Ibrahim Al-Sayyed, « Les implications de la sécession du Soudan du Sud sur la sécurité nationale égyptienne »,

référence mentionnée précédemment, p. 135.

2 - Ahmed Al-Sayyid Al-Najjar, « Soudan entre unité et division : options égyptiennes en matière de politique de l'eau », Centre Al-Ahram d'études politiques et stratégiques, Le Caire, numéro : 142, août 2004, p. 30.

-3 Référence précédente, page 35

4 - Nihal Sarhan et autres, « L'Égypte et les pays du bassin du Nil... Relations étendues », Série de rapports d'information, numéro 25, Centre d'information et d'aide à la décision, Le Caire, janvier 2009,

p.14

Nous constatons également que les puissances internationales et régionales ont une importance stratégique dans l'État du Soudan du Sud, dans la mesure où chacune d'entre elles est désireuse de réaliser ses intérêts à travers un État naissant qui peut représenter une profondeur stratégique pour le continent africain. L'État du Sud a plusieurs objectifs, car il l'utilise pour se rebeller contre le Nord. Le peuple soudanais qui suit l'Islam politique et la volonté des États-Unis d'Amérique de lui construire une base militaire face à la pénétration chinoise avec Grâce à l'aide à l'Afrique et à l'acceptation par le Soudan du Sud de l'existence de relations financières amicales qui les unissent chaque année et qui sont estimées à un milliard de dollars <1>, l'État du Soudan du Sud s'est montré attaché à l'Union européenne, qui est connu pour son soutien à de nouveaux pays, a alloué environ 200 millions d'euros à l'établissement de relations avec l'État du Soudan du Sud pour développer l'État du Soudan du Sud dans le but de l'aider à se développer et à améliorer son économie <2>. Quant aux plus grands partisans de Dans l'État du Soudan du Sud, nous trouvons Israël, qui l'a soutenu depuis Avant la séparation, puis après la séparation, ils avaient une amitié, et Israël est devenu le contrôleur des décisions de l'État du Soudan du Sud en raison de son manque de soutien. Israël a commencé à exploiter le Soudan du Sud comme une carte de pression sur l'Égypte à travers la question de l'eau jusqu'à ce qu'il obtienne ce qu'il voulait, comme une partie de l'eau du Nil pour réaliser son plan ou construire... Une base militaire à le sud pour qu'en cas de menace, Israël n'ait pas besoin de transférer des équipements, il préoccupe donc le Soudan du Sud avec des investissements et des projets qui développent son économie, tout en empêchant tout pays d'intervenir pour négocier avec le Soudan du Sud afin de pour préserver ses intérêts avec les pays africains, et Israël profite de la faiblesse dans

L'Afrique et tente les pays qui souffrent de faiblesse et de pauvreté à intervenir et à devenir un acteur important dans les pays du bassin du Nil.

Quant à l'Éthiopie, elle a encouragé l'État du Sud, car l'Éthiopie le considérait comme un partenaire pour affronter l'Égypte et le Soudan sur la question de l'eau, surtout à la lumière des liens entre l'Éthiopie et le Soudan du Sud, car la SPLA a passé trois décennies à s'entraîner en Éthiopie et au Soudan du Sud. présence des dirigeants du SPLM à Addis-Abeba, qu'ils ont pris comme point de départ de leur rébellion contre le gouvernement du nord, c'est pourquoi il y a un fort accueil de la part de l'Éthiopie envers la création de l'État du Soudan du Sud. >3<

1 - Ajal Raafat, « L'impact de la création de l'État du Soudan du Sud sur la situation au Soudan et sur les pays voisins », Centre arabe de recherche et d'études politiques, Histoire

Publication : <http://www.dohainstitute.org/release/9e5689a7-dde3-> –

10 février 2011 AD, consulté le : 10 mai 2016 AD, disponible sur :

-2 Référence précédente.

3 - Référence mentionnée précédemment.

Le deuxième sujet : La question de l'eau et la crise du barrage de la Renaissance

La question de l'eau est plus qu'un simple conflit politique ou une simple crise de négociation entre l'Égypte et la majorité des pays du bassin, mais elle a plutôt des dimensions stratégiques. On retrouve dans le droit international que les pays riverains du fleuve, qui ont des accords pour gérer le fleuve avec des parts appropriées, doivent respecter ces règles. Lorsqu'un pays vient des pays en aval, ils construisent un barrage. Dans ce cas, il n'y a aucun préjudice au reste des pays surplombant le fleuve car ce sont les derniers pays. Cependant, si un pays vient des pays d'amont et décide de construire un barrage, dans ce cas cela nuira au reste des pays où l'eau arrive. Dans ce cas, nous trouvons le barrage de la Renaissance ou un barrage. Le Millénaire est un bon exemple <1>, et l'Égypte partage le fleuve Nil « Soudan - Éthiopie - Ouganda - Kenya - Tanzanie - Rwanda - Burundi, neuf fois, ce qui est

« Congo ». Ces pays varient en termes de dépendance aux eaux du Nil, l'Égypte étant le plus dépendant de ses eaux.

Nous constatons qu'il s'agit d'une exploitation de l'éloignement de l'Égypte de l'Afrique, du déclenchement de la révolution de janvier 2011. , et l'instabilité politique et sécuritaire. L'Éthiopie a annoncé la construction du barrage de la Renaissance sans avertissement préalable de l'Égypte, du Soudan ou du Soudan. Nous constatons que cette question n'était pas une surprise et avait déjà été soulevée, car en 2010 après JC, l'accord d'Entebbe a été signé. , où les pays du bassin du Nil considéraient qu'il ne fallait pas diviser ou rediviser sans adhérer au cadre juridique de régulation de l'eau du fleuve. L'eau doit être équitable et l'eau doit être divisée en fonction de la superficie du bassin du Nil dans le pays. et la taille du fleuve. Le revenu total de l'eau est <2>, mais le moment dans lequel la construction du barrage est apparue a confondu l'Égypte et le Soudan, et l'Éthiopie a utilisé la méthode de l'évasion et du mensonge, comme le montre clairement l'Éthiopie. pratiques et déclarations, le calendrier de construction ou ses capacités, et ses entités de financement, donc si les fausses informations sur le nom du barrage ont été modifiées, le nom du barrage a été changé de celui du projet

1 - Muhammad Shawqi Abdel-Al, « Options juridiques et politiques pour faire face à la crise du barrage de la Renaissance », Horizons politiques, Centre arabe de recherche et d'études, numéro : Cinquième, mai 2014, p. 94.

2 - Ayman Shabana, « Voies parallèles : comment l'Égypte gère-t-elle la crise du barrage de la Renaissance avec l'Éthiopie ? », Centre régional d'études stratégiques, numéro 24, Le Caire, février 2014, p. 17.

3 - Référence précédente, p.20

Il y a eu une confusion entre les ministres des Affaires étrangères et de l'Irrigation, le Conseil des ministres, les institutions non officielles et les conseils spécialisés, ce qui a conduit à des déclarations contradictoires et déséquilibrées <1>, mais pour que les négociations aboutissent, il faut ne pas regarder la question. comme une question purement technique et la traiter comme une question de destin, en plus de la disponibilité d'une réelle volonté politique qui agit à un niveau stratégique et non réactions tout en élevant le niveau de négociation pour devenir au niveau par des tactiques temporaires ou par des des chefs d'État et de gouvernement et non au niveau des ministres de l'irrigation en raison de leur importance, nous constatons que le barrage de la Renaissance et le barrage de la Renaissance sont un projet majeur que l'Éthiopie cherche à établir sur le Nil Bleu dans le but de produire de l'électricité. énergie d'une capacité de 5 250 mégawatts. Le projet est situé dans la région de Benishangul, Garmuz, à 20-40 km de la frontière soudanaise et à une altitude d'environ 500-600 mètres au-dessus de la surface.

La mer <2> et l'Éthiopie ont justifié la création du barrage car l'Éthiopie est l'un des pays les plus bas au monde en termes de taux de couverture électrique, puisque la quantité totale d'électricité qu'elle produit est inférieure à 2000 mégawatts, soit 80% des Éthiopiens vivent sans couverture électrique <2>. Quant à la lumière du barrage de la Renaissance, la production d'énergie électrique augmentera de trois fois l'énergie actuellement utilisée. Par conséquent, l'Éthiopie a trouvé une raison et une motivation fortes pour construire le barrage sans obtenir l'autorisation d'approbation de l'Égypte et du Soudan. Nous constatons qu'il existe des erreurs et des ambiguïtés à propos du barrage, car il a été annoncé que le financement du barrage s'élève à 4,8 milliards de dollars. L'Éthiopie a confirmé que le barrage s'autofinance grâce à la souscription populaire aux obligations offertes par le gouvernement et qu'il n'y a pas de parties étrangères qui le financent, mais cela ne peut pas être accepté étant donné les modestes capacités économiques éthiopiennes <3>, et en même temps l'entreprise responsable de la construction du barrage est la société Salini et cette société est très faible. Il n'a aucune expérience dans la construction de barrages, donc cela n'est pas adapté et pourrait conduire à quelque chose de désastreux. Nous constatons que des négociations ont commencé entre l'Égypte et l'Éthiopie, parrainées par le Soudan, concernant le barrage de la Renaissance au cours de 3 tours, novembre et décembre 2013 après JC. et janvier 2014 AD, et un comité tripartite a été formé d'experts des trois pays et d'experts internationaux et de ses implications pour les deux pays <4>, pour assister aux discussions pour discuter des questions techniques d

.. Répercussions et perspectives », Afaq 1 - Ayman Al-Sayyid Abdel-Wahab, « Le barrage de la Renaissance et l'échec des pourparlers politiques », Centre arabe de recherche et d'études, numéro : 2, Le Caire, février 2014, p. 46.

2-Ibid., p. 50

3 - Muhammad Abdel Hadi Alem, « L'Accord de Khartoum et le couronnement de la compréhension et de la coopération dans le bassin oriental du Nil », Centre arabe d'études et de recherche, date de publication : 24 mars 2015,

/36786org.acrseg.www://http Consulté : 11 mai 2016 AD, disponible sur : -4 Ibid.

Mais l'Éthiopie a précisé que les décisions du comité ne lui seraient pas contraignantes et que le rapport final ne l'obligerait pas à faire quoi que ce soit. Le rapport final du comité a confirmé qu'il y avait 4 réserves liées à la sécurité du barrage et aux impacts sociaux et économiques sur le barrage. groupes pauvres dans les zones où le barrage est construit, ainsi que

Des réserves concernant son impact sur les ressources en eau des deux pays en aval et le manque d'écoulement de l'eau vers ces derniers, et ces questions nécessitent des études plus détaillées de la part du gouvernement éthiopien pour éviter les effets négatifs du barrage. un projet de cette envergure doit être précédé par des études égyptiennes, considérant l'état du barrage comme un danger imminent pour tous. Particulièrement étendu, pour que l'estuaire maritime ne devienne pas <1>. L'immense zone de stockage du barrage, qui s'élève à 74 milliards de m³, affecteront certainement la part de l'eau de l'Égypte, car cela signifiera l'épuisement de la superficie des terres agricoles, estimée à au moins un million d'acres, le déplacement de de l'Égypte. ainsi que les stations citoyennes et la réduction de la capacité L'énergie électrique, dont 20 % d'électricité produite au gaz, dépend du refroidissement de l'eau du Nil et de la détérioration de la qualité de l'eau des diminution de la part de l'Égypte dans l'eau de 9 à 12 canaux et des égouts, ce qui entraînera également une milliards de mètres cubes par an. , si l'Éthiopie décide de construire l'ensemble du barrage, cela entraînera une pénurie. 50 milliards Combien cela coûtera-t-il chaque année ? > mètres cubes d'eau par an <2>, et que l'Égypte consacre moins de 15, environ de livres au dessalement de l'eau de mer pour compenser le manque à gagner que le barrage de la Renaissance en Éthiopie entraînera dans la part égyptienne de l'eau du Nil au prix de 12 % du budget égyptien, et il y a d'autres préoccupations pour l'Égypte et l'Égypte : le Soudan, où le barrage s'est effondré à cause de sa cession à une société obscure, la nature du sol basaltique sur lequel le projet est construit, et la construction du barrage en ciment, ce qui entraîne un risque d'effondrement pendant la période de remplissage du barrage, et conduira à laisser le Soudan sous un courant d'eau qui risque de l'atteindre au bout de quatre jours seulement, à une hauteur de dix et demi. Il est également possible que l'eau atteigne Assouan en Égypte après environ dix-huit jours, et avec le grand volume d'eau qui coule, le haut barrage et d'autres projets d'irrigation, tels que des barrages, des écluses et autres, pourraient s'effondrer < 3>, et nous constatons qu'au cours des trois discussions, il y avait une volonté de la part de l'Éthiopie de prolonger les négociations, ce qui se manifeste devant l'opinion publique internationale, avec l'approbation de l'Égypte et du Soudan, et une tentative de rapprocher les points de vue. plus proche compte tenu de l'incapacité à arrêter les travaux sur le barrage et de la poursuite de sa construction, et du rejet par l'Éthiopie de la plupart des propositions et de son exigence selon laquelle les experts internationaux ne devraient pas être présents dans le rapport final sur le barrage et s'appuyer uniquement sur des experts locaux. Elle a également refusé de reconnaître sa responsabilité en cas d'effets négatifs. Dans le cas où l'Égypte et le Soudan auraient été touchés par le barrage <3>, l'Égypte a suivi dans ces négociations une politique à long terme qui s'est ensuite transfo

1 - Diaa al-Din al-Qusi, « Une équation insaisissable : les motivations de l'Éthiopie pour la construction de barrages sur le Nil », International Politics Journal, Volume : 48, Numéro : 191, Le Caire, p. 66.

3 - Référence mentionnée précédemment.

C'est une carte de pression sur elle en raison de la poursuite de la construction, et nous constatons que l'Éthiopie adhère à son droit d'achever le barrage, mais pas seulement à ses droits économiques et de développement pour sa population, mais il y a des parties qui cherchent à changer la donne. règles de coopération dans le domaine de l'eau au détriment des droits historiques de l'Égypte sur l'eau, en encourageant les puissances régionales et internationales qui veulent menacer la sécurité de l'Égypte à travers les eaux du Nil, qui représentent pour elle un enjeu de sécurité nationale, car le pourcentage d'eau atteint 55 milliards de km³ et constitue donc un enjeu stratégique important pour l'Égypte <1>, et la plus importante de ces puissances est Israël du fait de son rêve dans le bassin du Nil et de son extension jusqu'à l'Euphrate et de ses ambitions dans l'eau en conséquence de rareté. La pénurie d'eau dont elle souffre et le manque de nombreuses ressources en eau pour elle, ce qui conduit à son intervention sur le continent africain et à sa tentative d'influencer les pays et d'injecter des investissements dans le bassin du Nil <2>, et utilise la stratégie de établir d'énormes projets économiques importants dans ces pays, et également établir des relations directes avec l'Éthiopie et certains pays qui ont un chemin conflictuel avec l'Égypte, et les États-Unis d'Amérique ont également une influence évidente dans les pays du bassin du Nil, que ce soit à travers des relations bilatérales avec les pays comme l'Ouganda et l'Éthiopie ou en proposant des initiatives concernant la création de blocs qui pourraient entraîner un affaiblissement de la coopération entre l'Égypte et les pays du bassin du Nil <3>, et cherche à assiéger et à encercler le système politique égyptien dans son environnement régional. d'une manière qui servirait à consolider l'influence politique et stratégique américaine et ouvrirait ainsi la voie au rôle de

Une force israélienne active et des pressions sur l'Égypte pour qu'elle accepte certaines des choses qu'elle rejette. <4>

Compte tenu de l'adhésion de l'Éthiopie à sa position et de la faiblesse et de l'incapacité du Soudan à prendre position, l'Égypte avait plusieurs voies pour faire face à la crise. Par conséquent, l'Égypte a dû déterminer les voies pour faire face à la crise, notamment :

La piste politique : Essentiellement, les forces égyptiennes doivent s'unir aux forces soudanaises, ce qui exerce une pression directe sur l'Éthiopie pour qu'elle se retire de la construction du barrage, et deuxièmement, s'adresser aux pays et puissances régionales et internationales telles que l'Union européenne et

1 - Muhammad Salman Taye, « Le conflit international sur l'eau et l'environnement du bassin du Nil », Centre de recherche et d'études politiques, Université du Caire, Faculté d'économie et de sciences politiques, 2007, p. 105.

2 - Hani Raslan, « Facteurs superposés : dimensions de la crise de l'eau qui s'aggrave dans le bassin du Nil », International Politics

Journal, numéro : 191, Le Caire, janvier 2013, p. 56.

-3 Référence précédente, p. 58

4 - Muhammad Salman Taya, « The Impact of External Interventions on Water Relations in the Nile Basin », Middle East Papers

Journal, Centre national des études sur le Moyen-Orient, Le Caire, numéro 46, date de publication : octobre 2009, p. 60.

La France, qui a pour rôle dans ce dossier d'influencer l'Éthiopie et de demander l'aide des organisations régionales africaines comme l'Union africaine pour intervenir et préserver la situation et la sécurité de la sécurité nationale égyptienne de cette menace, avec en utilisant les cartes de pression dont elle dispose dans les relations avec l'Érythrée, Djibouti et la Somalie et en faisant pression sur les parties qui fournissent un soutien financier et technique à l'autre partie. L'Éthiopie en réduisant la taille de sa représentation diplomatique avec eux et en approfondissant les relations politiques avec l'Éthiopie. Ici, l'Église copte peut investir et corriger les perceptions politiques qui ont été historiquement liées entre les deux peuples tout en ouvrant un front continu de dialogue sociétal et populaire avec l'Éthiopie et en exploitant l'opposition politique en Éthiopie qui se dresse devant le gouvernement et son refus de construire le barrage. >1<

Voie de négociation : Les négociations doivent se poursuivre avec l'Éthiopie afin de la convaincre de la nécessité d'abandonner la politique consistant à imposer la construction du barrage. La capacité de stockage du barrage de 14 milliards de mètres cubes doit être respectée et non augmentée. Une initiative peut être avancée et la possibilité d'une coopération avec l'Éthiopie dans le domaine de l'énergie solaire peut être étudiée. Quant à l'entrée en guerre de l'Égypte, diriger une frappe militaire serait considéré comme une production éolienne et une guerre perdue pour l'Égypte, quelle que soit son issue. La communauté internationale ne l'a pas permis et pourrait être imposé. En outre, les pays en amont s'allieraient contre l'Égypte et n'accepteraient pas de coopérer avec elle pour sanctionner l'Égypte future, en particulier dans les projets de perte d'eau, ce qui conduirait à l'étouffement de l'eau de l'Égypte. >2<

Le volet économique : Les relations entre l'Égypte et l'Éthiopie doivent être développées dans les domaines du commerce bilatéral, de l'aide économique, des subventions, des prêts et des investissements conjoints, notamment dans le domaine de l'énergie et des infrastructures, afin de créer un véritable partenariat économique. avec la Chine, qui soutient le barrage.

Financièrement avec l'Italie, l'entreprise qui le construit, et en faisant pression sur le Qatar pour qu'il cesse son soutien politique et économique au projet de

barrage. >3<

Option juridique : Il est possible de recourir à la justice internationale, ce qui signifie soit recourir à la Cour internationale de Justice, soit recourir à l'arbitrage international, étant donné que la position juridique de l'Égypte est plus forte que celle de l'Éthiopie et que le recours à cette juridiction est facultatif et approprié.

1 - Essam Abdel Shafi, « Gérer la crise de l'eau du Nil, déterminants et scénarios », Documentary Vision, Date de publication : 3 mars 2011 AD, Date d'accès :

10 mai : Ali Mamshafy, M <http://essamashafy.blogspot.com>. par exemple 2016

-2 Référence précédente.

3 - Référence mentionnée précédemment.

Dans le cas où l'affaire est présentée à la Cour pénale ou à l'arbitrage, cela nécessite l'approbation de l'Éthiopie compétente pour qu'elle accepte la décision. Elle peut subir des pressions pour accepter de comparaître devant la Cour internationale, et il est possible de recourir au Conseil de sécurité de l'ONU et déposer une plainte auprès du Conseil contre les mesures éthiopiennes concernant la construction du barrage et les dommages qui en résultent pour l'Égypte, tout en soulignant que la situation représente une menace pour la paix et la sécurité internationales dans la région du bassin du Nil.>1 >

Nous constatons que malgré les scénarios et les voies stratégiques précédents pour faire face à la crise, les dirigeants politiques ont réagi à la crise différemment à différents niveaux. Nous constatons qu'à l'époque des Frères musulmans, les relations entre l'Égypte et l'Éthiopie se sont détériorées en raison des tensions.

dans les relations en raison de ce qui a été publié par les dirigeants égyptiens et de la diffusion du dialogue au cours duquel les partis politiques ont interviewé

Pour discuter

l'ancien président. Morsi a abordé la question du barrage de la Renaissance et est parvenu à une solution. Le dialogue a été diffusé et

transmis en direct à l'insu de de l'un des participants, ce qui a conduit à la détérioration des relations, car les opinions et les propositions discutées

indiquaient une direction politique inconsciente et irresponsable <2>, et avancer l'idée d'une intervention militaire en Éthiopie était « si la diminution dans les eaux

du Nil est une situation inacceptable qui témoigne du manque d'expérience politique et de la déclaration de Morsi

"Notre sang est l'alternative." Tout cela a conduit à la détérioration des relations égypto-éthiopiennes, qui considéraient cette rencontre comme une menace directe pour eux au cas où la construction du barrage ne serait pas annulée <3>.

L'Éthiopie a obtenu le soutien de Certains pays du bassin du Nil y ont vu une menace, c'est pourquoi le secrétaire général du Mouvement populaire a annoncé au Soudan du Sud l'intention de son pays de rejoindre l'accord-cadre visant à diviser les eaux du Nil, « l'accord d'Entebbe », soulignant le soutien de son pays à l'Éthiopie. , ce qui a renforcé la position éthiopienne sur la question du barrage <4>, et l'Éthiopie a commencé à promouvoir son projet au niveau mondial et son besoin urgent, car les citoyens s'appuyaient sur des méthodes primitives d'économie d'énergie, comme par exemple. l'énergie, les arbres sont abattus et brûlés, l'Éthiopie réussit donc à obtenir un soutien régional et international pour son projet, mais

1 - Essam Abdel Shafi, « Gérer la crise de l'eau du Nil, déterminants et scénarios », référence mentionnée précédemment.

2-Une référence mentionnée précédemment.

3-Saqa Shaker Ibrahim Ahmed, « Le conflit de l'eau entre l'Égypte et les pays du bassin du Nil : une étude des interventions étrangères », Centre régional de l'eau, date de publication :

se.watersexpert.wwwhttp://septembre 2010 AD, consulté le : 9 mai 2016 AD, disponible sur :

4 - Rehab Al-Zayadi, « La frontière sud... Un danger imminent », Magazine Al-Hiwar, Volume : 2, Numéro : 5, Le Caire, janvier 2015, p. 66.

Après la Révolution de juin et la victoire du président Abdel Fattah Al-Sisi, il a eu recours à une nouvelle ouverture aux négociations, car c'était la seule solution pour préserver à nouveau la sécurité nationale égyptienne avec la partie éthiopienne, ce qu'il a vu et qui a ouvert la porte aux négociations, et la visite du président Abdel Fattah Al-Sisi en Guinée équatoriale a été considérée comme une étape importante sur le chemin des négociations, pour assister au sommet africain de Malabo, où Sissi s'est réuni en marge du sommet africain. Le sommet avec le Premier ministre éthiopien Hailemariam et leurs discussions ont porté sur la crise, où les deux parties ont souligné leur respect des objectifs et des motivations de chacun.

L'autre concerne la question de l'eau et le fait qu'il y aura des discussions qui garantiront la réconciliation et la justice entre les deux parties <1>, puis la rencontre du président Sissi avec le président éthiopien en Égypte lors de la conférence indique qu'il retrouve sa position économique mondiale. rôle, qui a démontré au monde entier que l'Égypte est un pays fort et qu'une fois de plus, les négociations régionales et internationales doivent commencer par cela <2>, donc les négociations ont repris une fois de plus, et un autre comité doit être formé pour une autre discussion après une interruption de huit mois, et il a été convenu que les études techniques du barrage et la recherche d'une solution satisfaisante pour toutes les parties étaient achevées, et certains principes ont été signés concernant le barrage de la Renaissance éthiopienne et il a été signé lors du sommet égyptien - L'accord éthiopien-soudanais qui s'est tenu à Khartoum était la voie à suivre pour de meilleurs accords à l'avenir afin de préserver les droits historiques sur les eaux du Nil <3>, et la valeur réelle de cet accord est l'achèvement de l'accord jusqu'à l'achèvement de le déroulement des études techniques pour le projet du barrage de la Renaissance, qui garantit l'absence de tout effet, voire d'effets négatifs sur l'Égypte ou le Soudan, ce qui augmente ainsi le niveau de compréhension entre les pays du bassin du Nil pour parvenir à ce qui est dans l'intérêt de tous. tire son importance du fait qu'elle s'appuie sur les principes de la Convention des Nations Unies sur le droit relatif à l'utilisation des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, qui codifie les règles du droit international pour les utilisations à des fins autres que la navigation. raisons de ne pas stipuler les droits de l'Égypte sur l'eau (55,5 milliards de mètres cubes par an) dans l'accord, et la réponse à cette question peut être résumée en plusieurs points, à savoir que l'accord concerne les principes et leurs relations avec les droits historiques et les accords liés à l'exploitation et le remplissage du barrage avec de l'eau, et l'accord est un cadre indicatif, suivi d'accords exécutifs détaillés pour le document, et que l'accord n'est pas lié à la distribution

précédemment citée.

1-Saqa Shaker Ibrahim Ahmed, référence

2-Une référence mentionnée précédemment.

3-Rehab Al-Zayadi, référence mentionnée précédemment, p. 66

Les quotas d'eau entre les trois pays, et ces quotas ne font pas fondamentalement de doute, puisque l'Égypte et l'Éthiopie y sont liés (l'accord de 1993, l'accord-cadre de coopération), et qu'il existe un autre accord avec l'État de l'Ouganda signé en 1991 (l'accord-cadre de coopération). Accord-cadre de coopération).>1>

Sa préoccupation de remettre le pouvoir aux sudistes, et nous constatons que la position soudanaise, bien qu'initialement due à l'instabilité de la situation au nord, qui a conduit à sa faiblesse à cette époque, mais tout cela n'a pas empêché le nord de se maintenir par l'Égypte et s'unir à elle dans ses décisions et dans la manière dont elle estime pouvoir être négocié, car l'Égypte est considérée comme un partenaire régional fort et, même si pendant un certain temps sa position est restée floue et franche sur cette question, en fin de compte elle a ensuite joué le rôle de médiateur pour réduire les distances entre l'Égypte et l'Éthiopie et l'accord a été signé entre eux grâce à la médiation soudanaise. >2<

Nous constatons qu'après les négociations et la signature des principes selon lesquels le projet du barrage de la Renaissance sera mis en œuvre tout en garantissant qu'aucun dommage ni perte ne se produise dans aucun des trois pays, le président Sissi a été reçu avec une grande chaleur dans la capitale éthiopienne, et le président Sissi se tient devant le Parlement, s'adressant à la nation éthiopienne sur la coexistence, l'unicité du destin et la valeur de la compréhension. Parmi les peuples qui sont liés par la géographie à une seule bouée de sauvetage, soulignant la profondeur des relations historiques entre les deux peuples et le droit des Ethiopiens à développement et sa confiance dans l'attachement de l'Éthiopie au droit de l'Égypte aux eaux du Nil, ce qui témoigne de son leadership réussi dans la gestion des négociations liées aux questions stratégiques de l'État. >3<

1 - Référence précédemment citée.

2 - Hani Raslan, « L'Égypte et la responsabilité de la sécession du Soudan du Sud », Dossier stratégique Al-Ahram, Le Caire, numéro 201, janvier 2011, p. 56.

3 - Référence précédente, page 58

Le troisième sujet : La question du triangle Halib et Shaltin :

Nous constatons que le triangle Haleeb et Shalateen est considéré comme l'élément qui perturbe les relations entre l'Égypte et le Soudan et est considéré comme la principale raison du flux et du reflux des relations entre les deux pays. Avant d'aborder le problème du différend frontalier entre l'Égypte et le Soudan. Soudan, il faut d'abord connaître le triangle Haleeb et Shalateen de fond en comble :

Le Triangle Haleeb est situé sur la rive africaine de la mer Rouge. Sa superficie est d'environ 20,5 km² à une latitude de 22 degrés Celsius. Il est constitué de 3 grandes villes : « Haleeb, Abu Ramad et Shaltin » <1>. Il contient Le Mont d'Elbe, qui est l'une des plus grandes réserves naturelles d'Egypte. Au sud-est du Triangle Haleeb. La réserve comprend de nombreuses ressources naturelles et humaines et est dotée d'une faune et de plantes médicinales. Elle se caractérise également par la disponibilité d'une richesse halieutique compte tenu de la présence de sols fertiles qui dépendent des eaux souterraines et des eaux de pluie, ce qui conduit à une activité agricole <2>. Le Triangle Haleeb comprend de nombreuses ressources géologiques et minérales et de nombreuses ressources en eau, notamment des puits et des sources d'eau douce, en plus de la disponibilité de ressources marines telles que comme les récifs coralliens, les algues et les organismes marins rares, en plus d'un certain nombre d'îles appartenant à la mer Rouge. Le Mont d'Elbe abrite également des tortues marines et de nombreuses espèces de mangroves d'une valeur environnementale et économique. Le Triangle Haleeb est considéré comme un des grande importance économique, car il contient une grande quantité de minéraux de grande importance économique, comme le manganèse de haute qualité, qui se trouve dans de grandes réserves. Il existe également de nombreuses études prouvant la possibilité de produire des produits chimiques inorganiques à base de magnésium, tels que le sulfate de magnésium et le chlorure, qui sont utilisés dans l'industrie textile. Et les engrais, et il peut aussi être utilisé pour produire du magnésium au lieu de l'importer. Il y a aussi l'or, le granit, le phosphate, le cuivre, l'argent, le chrome et le fer <3>. Il y a il y a aussi quelques échos qui confirment que le triangle Haleeb et Shalateen contient d'importantes réserves de pétrole, mais cela n'a pas encore été prouvé, et le triangle Haleeb et Shalateen tombe désormais sous le coup de la décision. Il est sous administration égyptienne et la plupart de ses habitants appartiennent à un nombre de tribus, telles que les « Bishariyin, Al-Hamd, Awab et Al-Abaida », mais elle est cont

^H₁ - Moaz Muhammad Ahmed, « Le différend frontalier soudano-égyptien entre histoire et droit international », Journal

Études stratégiques, numéro 10, Le Caire, 1997, p. 5

2 - Référence précédente, p.6

3 - Saleh Muhammad Ibrahim, « About the Halib Triangle », journal Al-Sudani, Khartoum, date de publication : 4 mars

2008, p. 6.

La population de ce triangle est de 27 000 personnes appartenant aux tribus Basharib, du nord jusqu'au port de Port Soudan et jusqu'aux frontières de la rivière Atbara au sud. L'activité la plus répandue parmi la population est le pâturage en raison de la disponibilité de facteurs environnementaux qui aident, et la population le promet. Une partie de ceux qui y résident appartiennent à la partie soudanaise et l'autre partie que

L'autre est égyptien, et c'est à partir de là que commence le conflit.

Nous constatons que le différend frontalier entre les deux pays au sujet du triangle Haleb et Shaltin remonte à des répercussions historiques. Il commence avec l'accord bilatéral entre l'Égypte et la Grande-Bretagne en 1899 après J.-C., dans le nord de l'Égypte a été délimité. La frontière entre l'Égypte et le Soudan comprenait des zones situées à une latitude de 22, le Triangle de Haleeb et Shalatin, à l'intérieur des frontières politiques égyptiennes <2>. Puis, trois ans plus tard, en 1902 après J.-C., l'occupation britannique est arrivée, qui a régné à la fois sur l'Égypte et le Soudan. et a affilié le Triangle Haleeb à l'État du Soudan en raison de sa proximité géographique et du fait que des tribus soudanaises y étaient stationnées. Ils ont pris cette décision après avoir formé un comité technique dirigé par le directeur d'Assouan et trois inspecteurs, dont l'un du ministère égyptien de l'Intérieur, un représentant le gouvernement du Soudan et un troisième représentant les garde-côtes égyptiens. Leur mission était de déterminer les terres des tribus bishariennes et ils ont soumis un rapport confirmant que le triangle Halib et Shaltin est une terre habitée par des Soudanais. À la lumière de ce rapport, il appartient au Soudan <2>, mais le conflit s'est intensifié après l'indépendance du Soudan en 1956 après JC, lorsque le conflit a commencé pour savoir si le triangle Haleeb et Shalateen était égyptien ou s'il appartenait au Soudan. Après JC, lors du référendum sur la présidence de la république, l'Égypte a envoyé un mémorandum au Soudan l'informant que le triangle Haleeb Shalateen était informé qu'il participerait au référendum et en même temps l'enregistrerait dans le cercle géographique de l'Égypte. Le Soudan avait inclus la région dans le cercle géographique soudanais, de sorte que la partie égyptienne s'y est opposée conformément à l'accord de 1899 sur la démarcation des frontières <3>, de sorte que le président Gamal Abdel Nasser a envoyé des forces dans la bande frontalière, et le Soudan s'y est opposé et a avancé. Une plainte a été déposée auprès des Nations Unies contre l'Égypte concernant le retrait des forces militaires de la bande frontalière, considérant que le triangle Haleeb et Shaltyn est soudanais, conformément à la résolution 1902 après JC et à l'accord du Conseil de sécurité avec l'Égypte, ces forces ont été retirés après une courte période, jusqu'à la fin des élections soudanaises <4>

1 - Référence citée précédemment, Hani Raslan, p.10

2 - Référence précédemment citée, Moaz Muhammad Ahmed, « The Sudanese-Egyptian Border Dispute between History

Et le droit international, p. 10

3 - Omar Muhammad Al-Tayeb, « La sécurité nationale de la vallée du Nil et ses implications dans le domaine militaire »,

p. 25

l'impression et l'édition Le Caire, Al-Nahar 1998,

4 - Référence précédente, p.30

La souveraineté sur le triangle Haleeb et Shalateen est restée une double politique et il n'y a eu aucune tension dans les relations sauf de présidentiel L'Égypte a publié un décret m.temps en temps ou en cas de crise. En 1990, ses frontières ont été clarifiées, confirmant l'annexion de Haleeb aux frontières égyptiennes. 1992, les forces égyptiennes ont pénétré à Haleeb, malgré la plainte du Soudan auprès du Conseil de sécurité, mais l'Égypte s'appuie sur l'accord de démarcation de la frontière et sur le fait que les pouvoirs et facilités administratifs accordés au Soudan ne sont que des pouvoirs administratifs qui ne signifient pas l'approbation par l'Égypte du droit du Soudan à Halib et Shalateen. >1<

On constate que depuis que le président Al-Bashir a pris les rênes du pouvoir, la question de Haleeb et Shalatin est devenue dans une grande ambiguïté, mais elle apparaît en période de crises politiques ou économiques entre l'Égypte et le Soudan pour être utilisée comme carte de pression. Le différend est apparu à nouveau en 1992 après JC lorsque l'Égypte s'est opposée à l'octroi au gouvernement soudanais des droits d'exploration du pétrole dans les eaux en face du Triangle de Halib. 2> a été décidé. En juillet 1994, le Soudan a envoyé un mémorandum aux Nations Unies, au Conseil de sécurité, à l'Union africaine et à la Ligue des États arabes, se plaignant auprès du gouvernement égyptien des trente-neuf raids lancés par les forces égyptiennes à la frontière. Soudanais, et nous constatons qu'après qu'une tentative d'assassinat a révélé que celui qui l'avait exécuté était affilié à l'État soudanais, les relations du président Moubarak à Addis-Abeba se sont tendues et les relations entre les deux pays sont devenues chaudes <3>, alors Moubarak a refusé la participation du gouvernement égyptien aux négociations. Et des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de l'Union africaine à Addis-Abeba pour résoudre le conflit frontalier. Puis, en 2000 après JC, les forces égyptiennes ont expulsé les forces soudanaises de la région. Le contrôle politique et sécuritaire égyptien a été complètement En 2004, le gouvernement Et soudanais a annoncé qu'il n'avait pas abandonné l'administration de Haleeb et Shaltin, qu'il ne l'avait pas abandonné ni remis aux Égyptiens, et a confirmé la soumission d'un mémorandum aux Nations Unies pour retirer l'administration égyptienne. Puis la crise s'est renouvelée à nouveau en 2010 après JC lorsque M. Taher Asay, chef du Conseil Haleb, qui appartient à la tribu Bisharin, a été arrêté pour son opposition à la présence égyptienne dans la région de Haleb et Shaltin.

1 - Omar Muhammad Al-Tayeb, « La sécurité nationale de la vallée du Nil et ses implications dans le domaine militaire », p.

25 références mentionnées précédemment.

Th Haleeb et saillie de Wadi 2 - Moaz Muhammad Ahmed Tanqo, « Le conflit frontalier entre le Soudan et l'Egypte : un exemple Une alliance à la lumière du droit international", Khartoum, Maison d'édition de l'Université de Khartoum, 2005, p. 35.

3 - Hani Raslan, « Les relations égyptiennes-soudanaises pendant l'ère Moubarak », site Internet d'Al Jazeera Studies, date de publication : 13 octobre 2011 après JC, date d'adhésion : 10 mai

: <http://studies.aljazeera.net/ar/files/> Ali Mamawah, 2016

Il a été arrêté pendant deux ans, ce qui a provoqué des tensions dans les relations entre les deux pays <1>. Haleeb a également été approuvée comme circonscription électorale soudanaise affiliée à l'État de la Mer Rouge, et la Commission électorale nationale soudanaise a approuvé le droit de vote dans le Élections soudanaises pour les habitants de Haleeb en tant que citoyens soudanais. Puis, après le déclenchement de la révolution de janvier 2011, des élections ont eu lieu. Les listes des circonscriptions parlementaires égyptiennes ont été préparées et incluaient Haleeb et Shalatin comme circonscription électorale. Les élections y ont eu lieu et les votes ont été transportés par avion militaire à Hurgada pour le dépouillement des votes <2>, ce qui a provoqué à nouveau le déclenchement de la crise entre les deux pays et en raison de la faiblesse de la solution diplomatique qu'il a laissée derrière lui, de la politique de Moubarak et de son éloignement de l'Afrique, et nous constatons qu'après que l'ancien président Morsi a repris la crise lorsque le président s'est rendu au Soudan en 2013 pour renforcer les relations entre les deux pays et tenter de rétablir les liens d'harmonie, mais la visite n'a pas porté ses fruits en tant qu'assistant du président soudanais. Al-Bashir a donné du lait et deux chèvres parce qu'ils appartiennent au Soudan. En raison de l'annonce que Morsi avait promis au Soudan de leur l'accord de 1902, qui a suscité l'inquiétude de l'opinion publique égyptienne et son rejet de cette décision ou de cette déclaration, ce qui a conduit à l'exil du Soudan. Présidence égyptienne pour calmer l'opinion publique égyptienne <3>, le chef d'état-major des forces armées égyptiennes s'est rendu au Soudan et a envoyé un message aux autorités soudanaises confirmant que Haleeb et Shalatin appartiennent à l'Égypte et qu'il n'y a aucune intention de la négliger. constater qu'en 2014, les déclarations soudanaises ont été renouvelées concernant son droit à Haleeb et Shalateen, et cela après l'échec de l'Égypte à mettre en œuvre à cette époque la liberté et les discussions sur le barrage de la Renaissance, pleine insistance des égyptiens à recourir à l'arbitrage international ou à la tenue d'un référendum

en raison de sa La population a exprimé son opinion sur l'adhésion aux deux pays, mais l'Égypte rejette cette solution conviction de son droit et de l'histoire des accords qui lui confèrent la région <4>. En 2015, le gouvernement du Soudan a annoncé le dépôt d'une plainte. plainte au Conseil de sécurité contre l'Égypte à la suite de la tenue des élections législatives et de l'inclusion de la région de Haleeb comme circonscription électorale, et nous constatons que sous l'ère Sissi, la poursuite de la promotion de la diplomatie est la première à être discutée, et sa politique , qui consiste à recourir à une solution négociée l'Égypte de donner une île à et à tenter de parvenir à une solution, mais la crise s'est aggravée à la suite de l'annonce de l'Arabie saoudite pour redessiner les frontières de Tiran, Sanafir et

1 - Hani Raslan, « Les relations égypto-soudanaises pendant l'ère Moubarak », référence précédemment citée.

2 - Référence précédente.

3 - Dina Abdel Khaleq, « Halib et Shaltin... un cauchemar qui perturbe les relations égypto-soudanaises », journal Al-Watan, date de parution : 6 mai 2014, date d'accès : 9

: <http://www.elwatannews.com/news> Ali Mamwath, mai 2016

4 - Référence précédente.

L'accord naval qui a eu lieu pendant la domination ottomane a déclenché à nouveau la crise et a conduit à son retour. Quant à son retour, l'Égypte doit exiger que le Soudan ait également le droit à Haleeb et Shalatin à la suite de l'accord de 1902. comme les a ouvert îles de Tiran et de Sanafir. Quant au recours à l'arbitrage international, l'Égypte se considère donc comme la porte d'une crise qui ne peut être résolue. Elle a été résolue, et c'est pourquoi les autorités égyptiennes ont demandé l'ouverture du dialogue avec les autorités soudanaises, mais cette fois les négociations auront pour but de parvenir à une solution qui satisfasse toutes les parties. <1>

Lorsque nous examinons la question d'un point de vue neutre, nous constatons que chaque partie dispose d'une base fiable qui confirme son droit à Haleeb et à deux châteaux. Nous constatons que la partie soudanaise s'appuie sur l'accord bilatéral qui

Elle a eu lieu en 1902 et s'est poursuivie jusqu'en 1958 sans aucune objection de la part de l'Égypte. Le Soudan domination antérieure, ainsi s'appuie également sur le principe de prescription dans son droit à la région et sur sa que sur la reconnaissance de certaines organisations régionales et africaines. à la lumière, sans aucune objection de la part de l'Égypte et du Soudan tombant sous le colonialisme, qu'il possédait cette région, et de la présence de tribus soudanaises qui prouvent qu'elles sont 100% soudanaises, et donc ces tribus ont le droit d'être soumises à la règle. du Soudan, et construit, l'Égypte a déplacé les habitants également sur la base de l'année 1964 après JC, lorsque le haut barrage a été du Triangle de Surra vers New Halfa et non vers Compo à Assouan, si elle les considérait comme tels. à Assouan, >2< comme les habitants de Nubie.

L'Égypte a également ses propres convictions concernant la dépendance de Haleeb et Shallatin : elles s'appuient sur l'accord de 1899 ap. à 1958 après JC, considérant qu'il s'agit d'un État qui n'est pas totalement indépendant et qui n'est pas devenu un État jouissant de la souveraineté. Il est complètement régional, donc il n'a pas parlé jusqu'à ce que le Soudan devienne indépendant. L'Égypte considère également l'accord de 1902 comme indiquant l'octroi de souveraineté complète sur son territoire, et qu'il exerce la souveraineté administrative et non soudanaise. Les frontières administratives de Haleeb et Shalatin et les frontières politiques, ainsi que l'inclusion de Haleeb et Shalateen dans les cercles géographiques. Les élections de 1958 donnent à l'Égypte la preuve qu'elle était reconnue comme la première à avoir des droits dans la région. L'Égypte s'appuie sur le refus des tribus de Halib et Shalatin d'être inscrites sur les listes électorales de la Commission soudanaise et sur le fait qu'elles ont insisté sur le fait qu'elles appartenaient à l'Égypte et n'étaient donc pas inscrites sur les listes électorales de la Commission soudanaise. listes de popu

1 - Saleh Muhammad Ibrahim, « À propos du Triangle Halib », journal Al-Sudani, référence précédemment citée.

2 - Dina Abdel Khaleq, « Halib et Shaltin...un cauchemar qui perturbe les relations égypto-soudanaises », référence citée précédemment.

Pour l'État du Soudan <1>, l'Égypte voit également que le Soudan n'utilise la question de Haleeb et Shalateen qu'en temps de crise ou lorsqu'il a pour but de faire pression sur l'Égypte, mais en dehors des crises, la question de Haleeb et Shalateen Shalateen n'est pas élevé.

Nous constatons que pour résoudre la crise, il faut ouvrir la porte aux négociations, mais chaque pays doit avoir l'intention sincère de se contenter d'une solution de compromis, même s'il renonce à une partie du Haleeb et Région de Shaltin afin d'entretenir des relations régionale. Pour l'autre, le maintien de avec un pays dont chacun représente une profondeur stratégique et une puissance relations politiques et économiques entre les deux pays garantit à chacun d'eux une force régionale et un niveau de développement Et en exploitant cette région et la présence d'un sens national de développement pour les deux pays au lieu d'entrer dans des crises et des conflits frontaliers qui pourraient conduire à un entêtement conduisant à un conflit armé entre deux pays frères.

1 - Hani Raslan, « Les relations égypto-soudanaises pendant l'ère Moubarak », référence précédemment citée.

Conclusion:

Après avoir présenté les déterminants internes et régionaux de l'Égypte et du Soudan, examiné les relations politiques et économiques entre les deux pays et suivi les positions de chacun sur certaines questions, nous constatons que l'Égypte et le Soudan entretiennent une relation historique particulière avec des relations de longue date et des liens profonds qui se sont poursuivis au fil du temps, et ces relations ont connu certains déséquilibres dans certains cas. Ces temps sont le résultat de l'échec égyptien sous un certain régime politique et de sa négligence de l'importante profondeur stratégique que le Soudan représente pour l'Égypte, et de la les interventions régionales et internationales qui cherchent à rompre et à aggraver les relations entre les deux pays en semant la discorde entre eux et en provoquant des problèmes, la nature du dossier de l'eau et son importance pour l'Égypte et la sensibilité qu'il représente pour l'Égypte. en raison de certains problèmes avec le Soudan et de la sécession du Soudan du Sud après la publication d'événements politiques tels que le déclenchement de la révolution du 25 janvier en Égypte et son sort également en 2011 après JC, qui ont conduit à une différence dans les relations politiques par rapport à avant, L'Égypte a donc commencé à poursuivre de nouvelles politiques à l'égard de l'État du Soudan, en particulier après la sécession du Sud, car celle-ci constituait une menace directe pour la sécurité nationale égyptienne, et l'Égypte devait faire attention à ne perdre aucune des deux parties, que ce soit le Nord. ou du Sud, et il a constaté que pour garantir la réalisation de la sécurité nationale et maintenir sa position stratégique, l'intégration doit être établie avec les deux États du Soudan. Les relations économiques avec la République du Soudan après la stagnation dans laquelle l'Égypte a commencé à établir des relations politiques relations qui existaient à l'époque de Moubarak, et les deux parties ont commencé à arbitrer les intérêts de chacun et ont commencé à consolider les visites officielles et à travailler pour activer les relations entre l'Égypte et la République du Soudan, et l'Égypte et le Soudan ont commencé à surmonter la question du différend frontalier sur Le triangle Haleb et Shaltin, où après les différends qui ont entouré cette question, après le changement des circonstances politiques des deux pays, il faut arbitrer la raison et les intérêts stratégiques et recourir à une négociation qui garantisse les droits de chaque partie.

Même lorsque la question du barrage de la Renaissance s'est posée, l'Égypte et le Soudan ont essayé de se soutenir mutuellement parce que les dommages seraient pour les deux parties. Ils ont commencé sur le plan politique et dans les négociations après plusieurs propositions qui auraient pu entraîner l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie dans un accord. des guerres développer un Et toutes les parties. Par conséquent, nous constatons que l'Égypte doit armées qui, en fin de compte, nuiraient à plan d'intégration qui vise à consolider les relations entre les deux pays et à tenter de bénéficier du potentiel économique, des ressources régionale dans la naturelles et minérales et de la puissance humaine de chacun. d'eux afin qu'ils deviennent une puissance région et veillent à ce que leur sécurité ne soit pas compromise.

Cela se fait à travers :

- 1 - Maintenir la force et la vitalité des relations bilatérales entre les deux pays. Les deux peuples doivent être impliqués dans la toutes les organisations et forces politiques des deux pays doivent participer à cette stratégie d'intégration et stratégie.
- 2- Prêter attention à l'augmentation des investissements conjoints entre les deux pays pour être le moteur des relations politiques et le début de la voie de l'intégration arabo-africaine.
- 3 - Prêter attention à la coopération économique entre l'Égypte, le Soudan et les pays du bassin du Nil afin de garantir les intérêts communs des pays du bassin du Nil et de construire un bloc économique régional similaire au Marché commun européen pour faire face aux défis de la mondialisation économique.
- 4 - L'Accord des Quatre Libertés doit être immédiatement mis en œuvre et il doit y avoir une coordination entre les deux pays pour remédier pleinement aux effets qui pourraient résulter de sa mise en œuvre.
- 5 - Travailler sur une stratégie de coopération agricole et élaborer un plan pour attirer les investissements pour financer des projets industriels et agricoles entre les deux pays.
- 6 - Travailler à coordonner les politiques étrangères et les positions de l'Égypte et du Soudan, tant aux niveaux régional qu'international, en activant le rôle de coordination entre les institutions officielles et populaires entre l'Égypte et le Soudan.
- 7 - Une coordination doit être réalisée entre l'Égypte et le Soudan avec l'État du Soudan du Sud pour parvenir à une coopération entre entre les mains d'ingérences eux à la lumière du soutien à la coopération et de l'absence de différends et en les laissant extérieures afin d'assurer la sécurité nationale du pays. les deux pays.

8 - Prêter attention à l'intégration environnementale, soutenir les projets de coopération éducative, prêter attention aux infrastructures, à l'intégration culturelle et sociale, développer l'aspect scientifique et de recherche et développer le rôle des organisations de la société civile et de la société civile entre les deux pays.

:

Bibliographie

:

Premièrement : les livres

1 - Othman Mirghani, « L'impact de la crise du Soudan du Sud sur la sécurité nationale égyptienne », Khartoum, Maison d'édition Azza, première édition, 2004 après JC.

2 - Anwar Muhammad Faraj, « La théorie du réalisme dans les relations internationales : une étude comparative critique à la lumière des théories contemporaines », Centre d'études stratégiques du Kurdistan, 2007, première édition.

Muqallad, « Théories de la politique internationale : une étude analytique comparative », 3-Université Ismail Sabry, Le Caire, Faculté d'économie et de sciences politiques, 1982, 1ère édition.

Muqallad, « Encyclopédie des sciences politiques », Université du Caire, Faculté d'économie 4 - Ismail Sabry et sciences politiques, National House Press, 1993 AD.

5 - Osama Al-Ghazali Harb, « Editeur », « Relations égyptiennes-soudanaises : Passé-Présent-Future », Centre de recherche et d'études politiques, Le Caire, première édition, 1990 après JC.

7 - Barakat Musa Al-Hawati, « Une nouvelle lecture dans les relations soudano-égyptiennes », Le Caire, Bibliothèque Madbouly, première édition, 1997 après JC.

8 - Mahmoud Abdeen Saleh, « Les relations égypto-soudanaises et leurs perspectives de développement », Bibliothèque

Madbouly, première édition, 2004 AD.

« Intégration égypto-soudanaise » : Groupe de recherche, Le Caire, Autorité 9 - Al-Saeed Ibrahim Badawi, Autorité générale

pour les affaires de l'imprimerie émirienne, 2008 AD.

10 - Muhammad Ashour, « L'intégration régionale en Afrique : visions et perspectives », Actes de la Conférence

internationale pour les jeunes chercheurs en affaires africaines, Institut de recherche et d'études africaines, Université du

Caire, 1ère édition, 2005 AD.

11 - Muhammad Abu Al-Enein, « L'avenir de l'intégration égypto-soudanaise à la lumière des conditions actuelles », Institut

de recherche et d'études africaines, Université du Caire, 1ère édition, 2007 après JC.

12 - Ali Al-Din Hilal, Nevin Massad, « éditeur », « Dictionnaire des termes politiques », Centre de recherche et d'études

politiques, Université du Caire, 1ère édition, 1994 après JC.

13 - Ashraf Mohamed Kishk, « La politique égyptienne de l'eau envers les pays du bassin du Nil », Programme

d'études égypto-africaines, Faculté d'économie et de sciences politiques, Le Caire, 2006 AD.

14 - Ali Al-Din Hilal - Mai Mujib - Mazen Hassan, « La lutte pour un nouveau système politique : l'Égypte après la révolution

», Le Caire, Maison libanaise égyptienne, 2013 après JC.

15 - Hassan Makki <éditeur>, « Le rôle américain dans la crise du Darfour : les origines, la dotation et les scénarios

de solution et de pénétration », Institut de recherche et d'études africaines, Le Caire, 2005 AD.

17 - Muhammad Salman Taya, « Le conflit international sur l'eau et l'environnement du bassin du Nil », Centre de

recherche et d'études politiques, Université du Caire, Faculté d'économie et de sciences politiques, 2007 AD.

Deuxièmement, les revues scientifiques :

- 1 - Amani Al-Taweel, « Les relations égypto-soudanaises vers un nouveau rapprochement », Politique internationale, Le Caire, n° 153, juillet 2003.
- 2 - Khaled Abdel Rahman Omar, « Relations soudaniennes-égyptiennes : dans le cadre de la vallée du Nil », Le Caire, Journal of Strategic Studies, n° 5, 2001 AD.
- 4 - Nanis Abdel Razzaq Fahmy, « La politique étrangère de l'Égypte après la révolution du 25 janvier et son impact sur son environnement africain », Horizons d'Afrique, Service d'information de l'État, Volume Dix, Numéro 35, 2012 AD.
- 5 - Abbas Abdel Rahman Khalifa, « L'avenir des relations soudano-égyptiennes après la révolution », Fondation Al-Ahram, n° 286, 30 avril 2011.
- 6 - Osama Al-Ghazali Harb, « Sur la politique étrangère du Nil égyptien », International Politics Journal, Le Caire, Centre Al-Ahram d'études politiques et stratégiques, numéro 178, octobre 2009.
- 7 - Ayman Al-Sayyed Abdel-Wahab, « Les eaux du Nil, les problèmes de coopération et les mécanismes d'action égyptiens », Middle East Papers Magazine, Centre d'études sur le Moyen-Orient, Le Caire, numéro : 46, octobre 2009.
- 8 - Diao El-Din Al-Qusi, « Utilisation optimale de l'eau du bassin du Nil », International Politics Journal, Centre Al-Ahram, Le Caire, numéro 158, octobre 2014.

9 - Ayman Al-Sayed Abdel Wahab, « Vers une stratégie égyptienne intégrée dans le bassin du Nil », International Politics Journal, Fondation Al-Ahram, Le Caire, numéro 178, octobre 2009.

10 - Rehab Al-Zayadi, « La frontière sud... Un danger imminent », Magazine Al-Hiwar, Volume : Deux, Numéro : Cinq, Le Caire, janvier 2015.

11 - Muhammad Salman Taye, « The Impact of External Interventions on Water Relations in the Nile Basin », Middle East Papers Journal, Centre national des études sur le Moyen-Orient, Le Caire, numéro 46, date de publication : octobre 2009.

12 - Hani Raslan, « Facteurs superposés : dimensions de la crise de l'eau qui s'aggrave dans le bassin du Nil », International Politics Journal, Fondation Al-Ahram, numéro : 191, Le Caire, janvier 2013.

13 - Daa El-Din Al-Qusi, « Une équation insaisissable : les motivations de l'Éthiopie pour la construction de barrages sur le Nil », International Politics Journal, Fondation Al-Ahram, Volume : 48, Numéro : 191, Le Caire, 2013 après JC.

.. Répercussions et perspectives », Afaq 14 - Ayman Al-Sayyid Abdel-Wahab, « Le barrage de la Renaissance et l'échec des pourparlers politiques », Centre arabe de recherche et d'études, numéro : 2, Le Caire, février 2014.

15 - Ayman Shabana, « Voies parallèles : comment l'Égypte gère-t-elle la crise du barrage de la Renaissance avec l'Éthiopie ? », Centre régional d'études stratégiques, numéro : 24, Le Caire, février 2014.

16 - Muhammad Shawqi Abdel-Al, « Options juridiques et politiques pour faire face à la crise du barrage de la Renaissance », Horizons politiques, Centre arabe de recherche et d'études, numéro : Cinquième, mai 2014, Le Caire.

17-Dia al-Din al-Qusi, « D'où viennent les eaux du Nil ? », International Politics Journal, Fondation Al-Ahram,

Volume : 45, Numéro : 181, Le Caire, juillet 2010.

18- Akram Hossam, « Développements de la situation dans les États du Soudan et du Soudan du Sud », Middle East Papers Magazine, Centre national d'études sur le Moyen-Orient, numéro : 60, 2013 AD.

19 - Hani Raslan, « Développements de la situation au Soudan du Sud », Middle East Papers Magazine, Centre national d'études sur le Moyen-Orient, numéro 58, janvier 2013.

20 - Muhammad Gharib, « Le Soudan post-séparation... une lecture des défis internes et externes », Horizons Africains, Volume : Dix, Numéro : 36, Khartoum, 2012 AD.

21 - Noura Osama, « The Accounts of the Nascent States : South Soudan's Foreign Relations », Journal of International Politics, Volume : 46, Numéro : 185, Le Caire, juillet 2011.

22 - Fatima Ibrahim Muhammad, « L'avenir de l'intégration soudano-égyptienne après la révolution du 25 janvier 2011 », Dar Al-Manzumah, numéro : 40 janvier 2014, Le Caire.

23 - Samir Muhammad Ali, « Chevauchement culturel dans les zones de contact entre le nord et le sud du Soudan et les possibilités d'intégration géographique entre elles : une étude de cas du sud de l'État du Nil Blanc », Journal of Political Studies, Khartoum, numéro : 17 octobre 2011. ANNONCE.

24 - Hamdi Abdel Rahman, « Le rôle des interventions étrangères dans la crise du Soudan du Sud », International Politics Journal, Centre Al-Ahram, numéro : 183, janvier 2011, Le Caire.

25 - Abdul Hamid Al-Musawi, « La relation stratégique entre Israël et l'État du Soudan du Sud et son impact sur l'Égypte et le Soudan », Journal Al-Mustansiriya d'études arabes et internationales, Volume : A, Numéro : 44, Irak, 2013 ANNOUNCE.

26 - Sawsan Hamdan, « L'impact du barrage de la Renaissance sur l'avenir des ressources en eau en Égypte et au Soudan », Journal Al-Mustansiriya d'études arabes et internationales, Volume : A, Numéro : 51, Irak, 2015 AD.

27 - Comité de rédaction, « La sécession du Soudan du Sud : est-ce le titre d'une nouvelle phase ? », Lectures africaines, Volume : A, Numéro : 8, Arabie Saoudite, juin 2011 après JC.

: messages scientifiques

1 - Ghada Khader Hussein Zayed, « Le règlement politique du conflit égypto-soudanais sur le triangle Haleeb », mémoire de maîtrise, Université du Caire, Faculté d'économie et de sciences politiques, Le Caire, 2000 après JC.

2 - Muhammad Ibrahim Youssef, « L'intégration égypto-soudanaise à la lumière de la sécession du Soudan du Sud : une étude des possibilités et des défis », mémoire de maîtrise, Université du Caire, Faculté d'économie et de sciences politiques, Le Caire, 2014 AD.

4 - Mona Dardir Muhammad Ahmed Abu Aliwa, « La politique étrangère russe envers l'Iran pendant la période {2000 AD - 2011 AD} », Mémoire de maîtrise, Université du Caire, Faculté d'économie et de sciences politiques, Le Caire, 2013 AD.

choc des civilisations : une étude comparative en théorie et en pratique : le cas du 5 - Abdullah Ali Ghaleb, « Le Soudan », thèse de doctorat, Université du Caire, Faculté d'économie et de sciences politiques, Le Caire, 2009 AD.

6 - Ahmed Muhammad Muhammad Hussein, « Le rôle du secteur agricole dans le soutien des échanges commerciaux entre l'Égypte et le Soudan dans le cadre de la sécession du sud », Mémoire de maîtrise, Université du Caire, Faculté d'économie et de sciences politiques, Le Caire, 2014 AD .

7 - Issa Abdul Hamid Abdullah Saleh, « La politique étrangère soudanaise envers l'Égypte pendant la période <1989-2005>, mémoire de maîtrise, Université du Caire, Faculté d'économie et de sciences politiques, Le Caire, 2010 AD.

8 - Gamal Fadlallah, « L'Accord des Quatre Libertés entre l'Égypte et le Soudan », mémoire de maîtrise, Soudan, Université islamique d'Omdurman, Khartoum, 2006 après JC.

9 - Hazem Saddam Muhammad Al-Sudani, « Étude de cas sur les relations égyptiennes-turques : 2002 AD - 2011 AD », Mémoire de maîtrise, Université du Caire, Faculté d'économie et de sciences politiques, Le Caire, 2012 AD.

10 - Ihab Ibrahim Al-Sayed, « Les implications de la sécession du Soudan du Sud sur la sécurité nationale égyptienne », mémoire de maîtrise, Université du Caire, Faculté d'économie et de sciences politiques, Le Caire, 2014 AD.

:

Sites Internet

1- Mai Hussein Abdel Monsef, « La théorie réaliste classique dans les relations internationales », Al-Hiwar
org.ahewar.www//:http Date d'accès : Al-Mutamaddin, 20 avril, disponible sur :

13/02/2016 après JC,

2 - Hani Raslan, « Egyptian-Sudanese Relations during the Mubarak Era », Al Jazeera Center for Studies,
date de publication : net.aljazeera.studies://http : octobre 2011 AD, date 3 - Ahmed Youssef Atallah, et disponible
sur : consulté le 12 février 2016. « Egyptian-Sudanese relations between ebb and flow », State Information Service :
Political Relations, date de publication : 5 août 2010 AD, consulté le : 9 février 2016 AD, disponible sur :

<http://www.sis.gov.eg/Ar/Templates/Articles/>

4 - Asmaa Al-Husseini, « Les relations égypto-soudanaises dans un monde en mutation », site Internet Soudanil,

date de publication : 1er octobre 2009, date

<http://com.sudanile.www/accessible> : 10 février 2016, disponible sur :

5 - Dina Abdel Khaleq, « Halib et Shaltin, un cauchemar qui perturbe les relations égypto-soudanaises », date de

publication 5 juin 2014 après JC, date

<http://com.elwatannews./accessible> : 7 février 2016, disponible sur :

7 - Al-Musalmi Al-Kabashi, « Perspectives des relations égypto-soudanaises après la révolution du 25 janvier

», Fondation Ifrane pour les études et la recherche, date de publication : 2 septembre 2009, consulté le : 8

février 2016 et disponible sur :

<http://www.afran.ir/arabic/modules/smartsection/item>

8 - Ihab Ibrahim Abu Aish, « Strategic Interests: Activating Egypt Relations with the State of South Sudan », Centre arabe de recherche et d'études, date de publication : 9 novembre

2014, consulté le 5 février 2016, disponible sur :

<http://www.acrseg.org/16372>

9 - Ministère du Pétrole et des Ressources Minérales, Localisation Géographique Égyptienne, date de publication 15

février 2010 AD, date

27 : Connexion <http://www.petroileum.gov.eg/ar/AboutEgypt/Pages/>

Février 2016, disponible sur :

10 - Service d'information générale, Population, date de publication 21 mars 2016, date d'accès

<http://www.sis.gov.eg/Ar/Templates/Articles/tmpArticle> 24 mars

2016 AD, disponible sur :

11 - Service d'information générale, Climat, date de publication 18 janvier 2016, consulté le 25 février

2016, disponible

sur : <http://www.sis.gov.eg/Ar/Templates/Articles/tmpArticles>

12 - Portail d'information égyptien, Conseil des ministres « Centre d'information et d'aide à la

décision », disponible : <http://www.eip.gov.eg/aboutegypt/GeoInfo.aspx> Le lien suivant est :

13 - Hussein Khalaf Musa, « Egypt and Sudan have a shared history », document de recherche, Centre

démocratique arabe d'études stratégiques, économiques et politiques, date de publication : 25

avril 2014, consulté le : 2 mars 2016, disponible sur :

<https://democraticac.de/?p=814>

14 - Hassanein Tawfiq Ibrahim, « La crise du système politique égyptien : l'équilibre entre les pouvoirs

et le dilemme législatif », Centre d'études d'Al Jazeera, date de publication : 2011 après J.-C., date d'accès :

15 avril 2016 après J.-C., disponible sur :

<http://STUDIESALJAZEERA.Net>

15 - Service d'information générale <Économie>, Date de publication : 19 mai 2012, Date d'accès : Ali Mamawah, <http://www.sis.gov.eg/> =124z 11 avril 2016.

16 - Muhammad Mosaad Al-Arabi, « Dimensions of Political Changes in Egypt after June 30 », Fondation /:eg.org.siyassa.www://http Date de publication : avril politique Al-Ahram, 2014 après JC, consulté le 16 avril 2016, disponible sur

17 - Iman Rajab, « Le retour de l'État : le développement du système politique en Égypte après le 30 juin », Bibliothèque de la démocratie, numéro 59 : Date de publication :

eg.org.ahram.democracy://http juillet 2015, consulté en avril 2016, disponible sur :

18 - Soudan Basic Information », Centre d'études d'Al Jazeera, Date de publication : Date de publication 26 : <http://www.aljazeera.net/reportsandinterview>, mars 2014

Consulté le 19 mars 2016, disponible sur :

19 - « Soudan's Economy after Secession », Al Jazeera Center for Studies, date de publication : 24 avril, accès : <http://www.aljazeera.net/news/ebusiness>, 11 avril 2011.

2016 AD, disponible sur :

20 - Abdel Hafez Al-Sawy, « Soudan's Economic Crisis and the Absence of Aid », Centre d'études d'Al Jazeera, <http://news/net.aljazeera>.publié : octobre 2013, consulté le : 11 avril 2016, disponible sur :

21 - Magdy Sobhi, « Economic Challenges in Egypt after June 30: Perceptions and Scenarios », Arab Institute for Studies, date de publication : 20 octobre 2014, consulté le : 15 avril 2016, disponible sur :

<http://studies.alarabiya.net/future-scenarios>

22 - Soudan : Une offre à la République du Soudan, Diplomatie française, Date de publication : 11 avril 2014 AD, Date d'accès : 10 avril 2016 AD, disponible sur :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/ar/afrique-du-nord-et-moyen-orient/sudan/presentation-de-la-republique-du>

23 - Trethart Gerard Mc Hague, Tariq Hilal et Albert, « Gouvernance au Soudan : Options pour un accord politique en République du Soudan », Conflict Dynamics International, février 2014, disponible sur :

http://cdint.org/documents/CDI-Governance_in_the_Sudan_full_report_Arabic.pdf

24 - Service d'information de l'État, Économie égyptienne, « L'économie égyptienne après les révolutions du 25 janvier et du 30 juin », date de publication : 2 novembre 2014, consulté le : 1er avril 2016, disponible sur :

<http://www.sis.gov.eg/Ar/Templates/Articles/tmpArticles.aspx?CategoryId=1660#VyDBLvI97c>

25 - Service d'information générale, Société - Organismes chrétiens et religieux en Égypte, date de publication : 27 mai 2013 après JC, consulté le : 10 mai 2016 après JC, disponible sur :

<http://www.sis.gov.eg/Ar/Templates/Articles/tmpArticles.aspx?>

26 - Ghanem Suleiman Ghanem, « Les armées les plus puissantes du monde : classement des armées mondiales et africaines et comparaison entre la force de l'armée soudanaise et de l'armée sud-soudanaise », site Internet Soudanis, date de publication : 25 janvier 2015, consulté : avril 21 novembre 2016, disponible sur :

<http://sudaneseonline.com/board>

27 « L'équilibre des forces militaires entre l'Égypte et le Soudan en cas de guerre contre Halib », Arab Liberal Network, date de publication : <https://org.liberalis/10>, avril 2014 AD, date d'accès : 15 mai 2016 AD , disponible à:

28 - « Renseignement américain : L'armée égyptienne est la force militaire la plus grande et la plus puissante du monde arabe », journal Al-Diyar, date de publication, 1er mai.

Date d'accès : 5 mai 2015, <http://www.addiyar.com/article/1016317>

29 - En chiffres.. L'armée égyptienne est 13ème mondiale en 2016, disponible sur : Et première dans les pays arabes et africains, date de publication : 16 février 2015, date d'adhésion :

Disponible : Ali, avril 2016 <https://arabic.rt.com/news/774231> 24

30 - « Soudan's Economy after Secession », Al Jazeera Center for Studies, date de publication : 24 avril 2011, consulté le 11 avril :

Ali Mamawah, <http://www.aljazeera.net/news/ebusiness2016>

31 - Abdel Hafez Al-Sawy, « La crise économique du Soudan et l'absence d'aide », Centre Al Jazeera, <http://www.aljazeera.net/news/ebusines>, 9 octobre, publication : Histoire, pour études

2013 AD, consulté le : 12 mars 2016 AD, disponible sur :

32 - Magdy Sobhi, « Economic Challenges in Egypt after June 30: Perceptions and Scenarios », Arab Institute for Studies, publié le 20 octobre 2014, <http://studies.alarabiya.net/future-scenarios>, consulté le 14 avril 2014. 2016, disponible sur : -33 State Information Service, Egypt Economy, « The Egypt Economy after the January 25 and June 30 Revolutions », date de publication : 2 novembre 2014 AD, consulté le : 21 avril 2016 AD, disponible sur : <http://www.sis.gov.eg/Ar/Templates/Articles/tmpArticles.aspx?>

34 - Ibrahim Al-Minshawy, « Une alliance stratégique permanente : les implications des relations israéliennes avec le Soudan du Sud sur la sécurité nationale égyptienne », par le Centre arabe de : recherche et d'études, date de publication : 15 mars 2016, consulté le 10 mai 2016. , disponible sur <http://www.acrseg.org/2625>

35 - Amani Al-Taweel, « Les objectifs d'Israël issus de l'accord de transfert des eaux du Nil avec le Soudan du Sud », Autorité générale pour le développement des ressources halieutiques, daté de <http://4393posts.org.gafrd.www>. Publication : 6 août 2012 Date d'accès : 9 mai 2016, disponible sur :

37 - Ibrahim Al-Minshawy, « L'option de négociation : la question du barrage de la Renaissance et de la sécurité de l'eau égyptienne », /13288org.acrseg.www://http://date du Centre arabe de recherche et d'études, publié : octobre 12 janvier 2014, consulté : 16 mai 2016, disponible sur :

38 - Égypte, « Priorités ambitieuses pour la diplomatie égyptienne au niveau régional et international », Date de publication : 12 avril 2015 Consulté : 2 mai 2016 net.egynews.wwwhttp://m, disponible sur :

Références anglaises :

Premièrement : les livres :

- Prunier Gérard, « Darfour le génocide ambigu », NOUVEAU Yoyk : 1
Université Cornell, 2005.

Deuxièmement : Périodiques :

- Darfour Rebaelions, Africa Research Bulletin, No : 40, Numéro NO : 3, 1
Mars 2003.

- 1- Hskinn David, « Le Soudan et ses voisins », l'Africain 2
programme securityAnalyses, vol:10, mars 2003, no:10.

- Andrew s. Natsios et Michael Abramowitz, " Peut être séparé du sud 3
La crise de sécession du Soudan du Nord sans guerre », Affaires étrangères ,
Vol : 15, 1er mars 2012.

- Maghawry Shehata, « Relation Égypte-Soudan dans le domaine de l'eau », AL Ahram 4
Hebdomadaire, numéro : 1191, 3 avril 2014, disponible :

www.Weekly.ahram.org.eg/News/Egypt-Sudan-water-relations.aspx.

Troisièmement : Sites Web :

- Amna Bagadi », Soudan et Égypte : amis ou ennemis ? , Moyen-Orient 1
Eye, 20 octobre 2014, 16 mai 2016, disponible :

[Http://www.middleeasteye.net/columns/sudan-and-egypt](http://www.middleeasteye.net/columns/sudan-and-egypt)

-Maha Ahmed, « L'Égypte et le Soudan vont améliorer leur représentation dans le
deuxième corps commun », Middle East Eye, 19 novembre 2014, 17 mai 2016, disponible :

[Http://www.middleeasteye.net/news/egypt-sudan-upgrade-3321](http://www.middleeasteye.net/news/egypt-sudan-upgrade-3321)

- 'Sudan-Egypt Relations', Global security, 12 mars 2014, 20 mai 2016, disponible :

<http://www.globalsecurity.org/military/world>.

- Ayah Aman, Les liens entre l'Égypte et le Soudan se détériorent sur le Nil », The Plus 4
Du Moyen-Orient, septembre 2013, 20 mai 2016, disponible :

www.al-monitor.com/pluse/originals/nile-basin

« Relations économiques égyptiennes-africaines... Réalité, défis et politiques proposées » Voir le numéro (47) - du périodique « Badael »

- Août 2021

Les relations égypto-africaines remontent à plusieurs décennies, renforcées par des liens culturels, historiques et géographiques étroits qui ont fait de l'Afrique une partie de l'histoire égyptienne et l'un des cercles politiques les plus importants.

Actif sur tous les continents	Égypte étrangère ; Depuis 2014, l'Égypte a enregistré une présence
dans ses relations	Les niveaux par lesquels l'Égypte a retrouvé son rôle de leader en Afrique, tout comme l'Égypte l'a fait

La qualité des pays africains dans tous les domaines, notamment en ce qui concerne la nécessité de renforcer leurs capacités économiques, de développer des mécanismes de partenariat commercial et de parvenir au développement souhaité. Les dossiers de coopération économique et de développement ont occupé une grande partie des relations égypto-africaines.

Grâce à lui, le Caire a pu retrouver sa place sur le continent après une absence presque totale pendant trois décennies.

Dans ce contexte et sous le titre « L'Égypte et l'Afrique... vers plus d'efficacité et d'influence », le professeur Safinaz Mohamed, rédacteur en chef du périodique « Badael », a expliqué dans l'éditorial du numéro que depuis 2015, l'intérêt égyptien le renforcement de la coopération avec le continent africain s'est cristallisé, notamment à travers le portail économique, compte tenu des avantages dont bénéficie le marché africain qui confère aux produits égyptiens l'avantage de la « facilité d'accès » par rapport aux autres marchés ; Cela se fait en renforçant les partenariats commerciaux avec un certain nombre de pays africains, comme la Tunisie, le Soudan, l'Afrique du Sud et les pays du bassin du Nil, en plus de l'implication égyptienne dans des blocs économiques régionaux répartis sur tout le continent, comme l'Égypte, qui sont sérieux. et des mesures efficaces pour renforcer le COMESA et la SADC. Malgré les avancées de la coopération égypto-africaine dans divers domaines, tels que la création d'un fonds pour soutenir les risques d'investissement en Afrique et la création du Centre africain de lutte contre le terrorisme pour le groupe de pays sahélo-sahariens, les transformations et les changements multidimensionnels en cours sur la scène africaine indiquent qu'il existe

^{Quoi} Avec les pays du continent, cela répond à la nécessité de formuler une nouvelle stratégie égyptienne pour gérer des relations qui connaissent des transformations et faire avancer la roue de la coopération égypto-africaine.

Sous le titre « Relations économiques égyptiennes-africaines : réalité, défis et politiques proposées », le Dr Sally Mohamed Farid, professeur adjoint d'économie à la Graduate School of African Studies, a discuté dans l'étude du numéro de l'état du commerce intra-africain avec en ce qui concerne les secteurs des exportations et importations intra-africaines et le volume de croissance sur le continent au cours de la période 2019-2021, et l'ampleur de l'intensité commerciale dans les blocs économiques régionaux, au cours de laquelle j'ai conclu qu'il existe des opportunités

Il est gaspillé dans le commerce intra-africain de nombreux produits, notamment agricoles et alimentaires. En outre, malgré ce que l'étude indique, le volume des échanges commerciaux entre l'Égypte et les pays du continent a

Pour un indicateur de mesure enregistré une augmentation croissante ces dernières années, selon

L'intensité du commerce égypto-africain. Les relations commerciales entre l'Égypte et les pays africains sont différentes de celles

qu'elles entretiennent avec le monde extérieur. Le commerce égypto-arabe est faible, en comparaison

est classée L'Égypte Le volume des investissements égyptiens sur le continent au cours des dernières années, et En conséquence,

il est devenu le plus grand investisseur en Afrique, à la lumière des efforts de l'Égypte pour renforcer le mécanisme d'investissement avec les pays du continent, comme le lancement de nombreux projets d'investissement avec des objectifs de développement, en partenariat avec le secteur privé, comme des projets de construction de barrages et de centrales pour produire de l'électricité et de l'énergie solaire, que plusieurs personnes mettent actuellement en œuvre, provenant d'entreprises

égyptiennes. Il existe encore de nombreuses opportunités d'investissement égyptiennes à la lumière des énormes

ressources du continent dans divers domaines, tels que l'énergie, les ressources agricoles et la pêche.

Dans ce contexte, une forte activation des opportunités d'investissement égyptiennes dans les pays africains renforcerait la

capacité de l'Égypte à surmonter les nombreux obstacles et défis auxquels sont confrontées les relations économiques égypto-africaines. Parmi eux figurent le manque de lignes régulières de navigation maritime et aérienne entre l'Égypte et les pays du continent, ainsi que le nombre limité de bureaux de représentation commerciale. L'étude présente un ensemble de recommandations afin d'y répondre : Comme stimuler les investissements dans les infrastructures africaines, ce qui contribue à réduire les restrictions imposées au commerce égypto-africain et au développement de réseaux de production pour améliorer la compétitivité et normes de qualité, grâce à un mécanisme visant à renforcer la coopération et la coordination entre les ministères et les entreprises égyptiens.

L'Égypte et l'Afrique : évolutions positives et défis similaires

À ce stade, le rapprochement égyptien avec l'Afrique est devenu le centre du mouvement politique extérieur égyptien. Le continent en général, et les régions du bassin du Nil et de l'Afrique de l'Est en particulier, ont occupé un poids presque central dans les priorités de l'État égyptien. surtout après la révolution de juin 2013. La tournée actuelle du président Sissi représente un quart des pays africains qui sont un nouvel exemple de cette tendance égyptienne.

Les facteurs de cette convergence sont multiples. Certains d'entre eux sont liés à la nature des menaces actuelles à la sécurité de l'État égyptien, et d'autres sont liés aux agendas internationaux et régionaux dans les régions du Moyen-Orient et de la mer Rouge, qui, de par leur nature, affectent la sécurité nationale égyptienne. aux besoins égyptiens en eau et aux répercussions résultant de la construction du barrage de la Renaissance, en termes de possibilité de maintenir la part égyptienne de l'eau au moment opportun. La part de l'eau du citoyen égyptien est tombée en dessous du seuil de pauvreté en eau selon les indicateurs mondiaux.

Le facteur eau a peut-être été le principal moteur de l'État de Juin dans l'accélération du mouvement vers l'Afrique, dans le contexte du renouveau des liens égypto-africains conformément à la perspective de l'État d'Abdel Nasser, qui a déclaré : « Comment l'existence de le continent africain soit-il ignoré ?... Le destin a voulu que l'Egypte y ait une part... et que le conflit qui l'a suscité Cela affecte l'Égypte, qu'elle le veuille ou non. »[1] Sur la base de cette vision, [Nasser](#) a placé le continent africain dans le cercle de l'attention stratégique. Elle a également développé les outils appropriés à son époque en en interaction avec le continent, et a pu construire une influence régionale qui lui a permis d'atteindre ses objectifs stratégiques de libération nationale du colonialisme occidental traditionnel et de stocker l'eau à l'intérieur des frontières égyptiennes derrière le haut barrage.

Dans un coup stratégique contre les politiques britanniques en matière d'eau, et puis, en concluant un accord sur l'eau avec le Soudan pour diviser les eaux du Nil, l'Égypte s'est vu attribuer une part de l'eau contre laquelle elle se bat actuellement contre quiconque veut l'aborder comme un droit historique stable soutenu par le droit international.

D'autre part, ce qui manque à l'Égypte à l'heure actuelle, c'est une prise de conscience des changements successifs de la scène africaine, en termes de poids croissant des différents pays africains en raison de leurs ressources primaires d'une part, et de la présence de De nouvelles élites, plus conscientes des intérêts nationaux de leur pays, notamment à la lumière de leur lien avec le modèle occidental en raison de la persistance des pays colonisés, ont établi un lien avec ces élites depuis l'époque de l'ancien président Anwar Sadat. Peut-être que le mécanisme éducatif abandonné par l'Égypte, le Caire, aura peut-être également besoin, à ce stade important, de mettre à jour certains des outils d'interaction avec l'Afrique.

Ceux-ci sont toujours inactifs et inefficaces, en plus de soutenir davantage les instruments qui ont fait des progrès raisonnables pour l'Égypte en Afrique depuis juin 2013.

1-Défis liés aux instruments égyptiens en Afrique

La longue absence de l'Égypte dans toute interaction avec les élites dirigeantes africaines a créé un fossé dans la perception et la compréhension entre les deux partis. Alors que l'Égypte vit de l'héritage de son soutien à l'Afrique et aux questions africaines pendant la phase de libération nationale, les Africains conservent toujours ce rôle dans l'histoire, mais il n'a plus d'impact significatif dans la phase actuelle ou future. Dans ce contexte, on peut expliquer l'échec du président ougandais Yoweri Museveni à commercialiser l'approche égyptienne pour sortir de l'impasse de l'accord d'Entebbe. On peut dire que le sommet des pays du bassin du Nil en juin 2017 a échoué pour deux raisons principales – à mon avis. La première est la dépendance absolue de l'Égypte à l'égard de Museveni pour mobiliser le soutien à l'approche égyptienne. La seconde est le pari égyptien selon lequel l'arrêt du soutien international aux projets hydrauliques dans les pays du bassin du Nil poussera ces pays à accueillir favorablement l'approche égyptienne, l'incitation israélienne étant absente de cette évaluation. Dans ce contexte, l'Égypte a été absente des interactions directes avec d'autres pays clés du bassin du Nil et d'Afrique de l'Est, ce qui explique le choix du président Sissi de la Tanzanie et du Rwanda comme étapes importantes du cycle actuel. La Tanzanie jouit d'un grand poids et d'une grande influence dans les interactions en Afrique de l'Est, et Arusha - l'une de ses villes les plus importantes - a accueilli de nombreuses activités liées au désamorçage de nombreuses crises de la région au cours des années 1990, à commencer par la crise du génocide entre Tutsis et Hutus au milieu de la décennie. Des années 1990, à la crise actuelle du Burundi, en passant par les crises du Soudan, du nord et du sud. L'ironie est que la Tanzanie n'a pas reçu la visite d'un président égyptien depuis 1968. Quant au Rwanda, qui a un poids régional si important, son président, Paul Kagame, possède, sur le plan personnel, un charisme qui influence les cercles de décision dans le pays. Les pays du bassin du Nil et l'Afrique de l'Est. Il jouit d'un grand respect sur le continent, en raison de sa capacité à construire la paix dans son pays, à inaugurer une phase de coexistence entre les partis Tutsi et Hutu en conflit, et même à atteindre un niveau de développement économique raisonnable, pour lequel il s'est certainement

Le manque d'outils égyptiens appropriés pour interagir avec l'Afrique est l'un des principaux défis auxquels l'Égypte est confrontée dans les nombreuses étapes de privatisation à ce stade, car elle a perdu d'énormes entreprises qui jouaient des rôles fondamentaux et divers sur le continent, comme Al-Nasr. Company et Reinforced Cement Company, comme ces sociétés l'ont subi entièrement pour planifier l'État égyptien en

Afrique, et a travaillé avec les outils de l'État dans la mise en œuvre de sa politique étrangère sur le continent, en particulier à la lumière de la capacité du gouvernement égyptien à l'époque à financer directement ces entreprises, et ses actions ont

contribué d'une manière ou d'une autre à ce financement.

Dans le cadre d'une étape importante vers la création d'un nouveau mécanisme pour soutenir le rôle égyptien en Afrique, l'« Agence égyptienne pour le partenariat avec l'Afrique pour le développement » a été créée en tant que mécanisme de travail sur le continent, qui a commencé ses travaux le 1er juillet 2014, conformément à la résolution du Cabinet n° 959 de 2013, où tous les membres du Fonds égyptien pour la coopération technique avec l'Afrique et du Fonds égyptien pour la coopération avec les pays du Commonwealth forment une seule entité. Malgré l'importance de l'étape de création de cette agence, l'activation de son rôle reste soumise à un certain nombre de complexités auxquelles est confrontée son travail. La première de ces complications concerne son budget, que l'agence compense par des subventions internationales, qui sont susceptibles d'être influencées dans la plupart des cas par l'agenda international concernant l'Afrique et non par la vision purement égyptienne. La deuxième de ces complications concerne l'absence presque totale de l'agence en Afrique, à l'exception d'un nombre limité d'experts techniques, et l'agence était parfois incapable de remplir leurs salaires, ce qui l'a amenée à innover dans d'importantes initiatives basées sur la coopération avec les égyptiens. société civile. Le Centre Cardiaque Magdi Yacoub a joué un rôle important dans diverses missions médicales, notamment en Ethiopie. L'agence coopère également avec l'Association égyptienne du foie pour remplir des fonctions similaires, compte tenu de la propagation des virus de l'hépatite en Afrique.

Peut-être suggérons-nous ici que les budgets des activités africaines des ministères concernés soient inclus dans l'agence.

Dans ce cas, l'interaction devrait se faire de la part des ministères sous l'égide de l'agence, ce qui signifie une planification centrale capable de renforcer l'influence régionale égyptienne en Afrique, ainsi qu'une mise en réseau et une coordination entre les différents ministères sous l'égide de l'agence, garantissant la réalisation des objectifs égyptiens. des objectifs stratégiques au lieu d'un état de rivalité bureaucratique entre les ministères sur la scène africaine. En effet, l'objectif principal est la présence des mains égyptiennes sur la scène africaine et non une présence africaine limitée au Caire dans le cadre des opérations de formation et de renforcement des capacités menées par le « Centre régional du Caire pour la formation à la résolution des conflits et au maintien de la paix en Afrique ». », par exemple, où le volume de formation a été enregistré au cours de l'année. Environ 600 stagiaires en 2014, soit une augmentation de 120 stagiaires par rapport à l'année 2013. [2] L'Union de la radio et de la télévision organise également des formations similaires dans le domaine des médias. Mais le dilemme demeure qu'aucune entité n'entretient des relations de communication avec ces stagiaires africains, ce qui signifie qu'il n'y a aucun impact dans le temps, même si ces stagiaires occupent souvent des postes supérieurs dans les organes exécutifs de leur pays.

Dans le même contexte, le ministère de l'Enseignement supérieur joue un rôle en fournissant des bourses d'études aux Africains, et certaines universités effectuent également ces tâches, mais ces bourses sont très limitées et nous devons les élargir [3]. À l'heure où les banques officielles égyptiennes disposent d'excédents financiers qu'elles peuvent investir dans des investissements directs dans les pays africains, notamment dans le domaine agricole, qui est l'un des objectifs majeurs des plans de développement de l'Union africaine connus sous le nom de « 2063-13 », et considérant que le secteur agricole en Afrique est l'un des secteurs à rendement élevé, mais les banques égyptiennes ne parviennent toujours pas à jouer ce rôle important malgré la présence de la Banque africaine de garantie des investissements dans la capitale égyptienne. Les mêmes conclusions s'appliquent au rôle des hommes d'affaires, dont les efforts restent invisibles et n'ont pas d'impact positif sur les intérêts stratégiques égyptiens. À l'exception des sociétés Qalaa et El Sewedy, nous ne voyons aucun rôle influent dans le monde des affaires égyptien dans Afrique.

De manière générale, on peut dire que malgré les efforts présidentiels bien connus en faveur de l'Afrique, les institutions étatiques semblent encore loin de prendre conscience de l'importance du continent africain pour l'Égypte et se concentrent uniquement sur les pays du bassin du Nil. Cela explique peut-être l'absence de l'Égypte des efforts importants actuellement déployés par les pays africains pour rattraper les plans de développement durable déclarés par les Nations Unies depuis 2015. L'Union africaine a élaboré un plan pour cet objectif, le plan « 13-2063 », avec lequel la plupart des pays africains interagissent. , comme le Nigeria, par exemple, mais sans s'y limiter, alloue un bureau de coordination entre ses ministres pour étudier ce plan global et rechercher les opportunités disponibles qui qui interagissent peuvent soutenir l'économie nigériane, d'autant plus qu'il existe des partenaires internationaux actuellement avec ce plan, selon six piliers : transformation économique structurelle et croissance inclusive, science, technologie et innovation, développement centré sur l'humain, durabilité environnementale, ressources naturelles et gestion des catastrophes, paix et sécurité, finance et partenariats. D'autre part, le Conseil des ministres égyptien a formé un comité composé d'un certain nombre de ministères concernant l'Afrique sous le gouvernement de l'ingénieur Ibrahim Mehleb, mais il manquait de vision et n'a pas précisé l'objectif ni les outils, donc nous n'entendons aucun des nouvelles et ne connaissent pas se

En ce qui concerne le Parlement égyptien, à l'exception de sa participation aux sessions annuelles du Parlement africain avec son de l'Union africaine, aucun parlementaire égyptien n'a entretenu depuis des décennies des relations homologue africain sur le plan bilatéral. Le Parlement égyptien est également absent des interactions avec ses homologues africains dans les cadres bilatéraux, questions qui ont eu un impact négatif majeur sur l'Égypte au cours de la phase d'interactions liées à la ratification par les pays africains de l'accord d'Entebbe d'une part, et au développement. de

Les positions parlementaires africaines de certains pays du bassin du Nil sont hostiles à l'Égypte. Il est donc devenu nécessaire que le Parlement égyptien prenne des initiatives pour activer son rôle au niveau africain, que ce soit au niveau bilatéral ou régional, jusqu'au niveau collectif.

2-Défis liés aux acteurs régionaux et internationaux

L'Afrique joue un rôle incontournable dans la menace à la sécurité nationale égyptienne, tant en termes de... La sécurité de l'eau, la sécurité du canal de Suez, ou encore la sécurité des frontières occidentales, qui ont fait du continent le théâtre du travail de nombreux acteurs régionaux et internationaux.

Avant d'évoquer le rôle des acteurs régionaux et internationaux sur le continent africain, dont certains visent à influencer la sécurité nationale égyptienne et les intérêts égyptiens sur le continent, il convient de noter ici l'importance de la région de la mer Rouge pour la sécurité nationale égyptienne et la sécurité régionale. , car l'importance stratégique de la mer Rouge réside dans un groupe de facteurs géopolitiques, sécuritaires et économiques qui se chevauchent ; C'est la voie de transport la plus courte entre le Nord et le Sud et elle joue un rôle influent sur les économies des pays d'Asie du Sud-Est et d'Europe, en plus de son rôle de transporteur de pétrole du Golfe et de débouché pour les échanges commerciaux pour les pays qui le bordent, certains dont aucun autre ne les relie au monde, et son rôle influent sur l'ensemble des relations arabo-africaines en tant que corridor maritime majeur dans les opérations.Coopération entre les deux parties. La mer Rouge est également de la plus haute importance pour l'Égypte en raison de considérations liées au canal de Suez, l'une des sources les plus importantes de revenu national.

La sécurité de la mer Rouge constitue donc une importance stratégique arabe et africaine. La fermeture de Bab al-Mandab, à l'entrée sud de la mer Rouge, en 1973, a été l'un des facteurs déterminants de la victoire d'octobre, et c'est une leçon que les Israéliens n'ont pas oubliée, car ils cherchent et cherchent toujours à maximiser leurs capacités à influencer les déterminants régissant la sécurité de la mer Rouge, aujourd'hui et à l'avenir. L'effondrement de l'institution étatique en Somalie et la présence de bases militaires de la France, des États-Unis d'Amérique, de la Chine et d'autres à Djibouti augmentent les sources de menace pour les intérêts arabes et africains en général, et des pays limitrophes en particulier (Égypte, Soudan, Arabie saoudite, Jordanie, Érythrée, Yémen, Somalie ([4].

L'Égypte a annoncé l'inauguration de la flotte navale du sud et elle dispose également de forces dans ce contexte : elle a

annoncé des forces militaires aux entrées de Bab al-Mandab, en plus d'une présence militaire égyptienne en Érythrée.

A- Le rôle israélien dans le bassin du Nil

Le projet sioniste est lié à la fois au Nil et à l'Euphrate : la Torah dit : « Il fit donc alliance avec Abraham de donner à ses descendants cette terre depuis le fleuve d'Égypte jusqu'au grand fleuve, l'Euphrate » [5]. C'est peut-être ce fait religieux qui explique l'existence des projets israéliens liés au Nil, coïncidant avec le projet Hertz lui-même au début du XXe siècle, qui reposait sur le transport de l'eau du Nil depuis des siphons sous le canal de Suez jusqu'au Sinaï et de là. en Israël. En conséquence, Herzl a soumis au gouvernement égyptien un projet visant à obtenir une concession de colonisation dans la péninsule du Sinaï pour une période de 99 ans, exigeant dans le cadre de ce projet une partie de l'eau excédentaire du Nil en hiver qui se dirige vers la mer Méditerranée. 6]. Cependant, ce projet a été rejeté par les Britanniques et les Égyptiens, car le projet britannique liait les voies et les tendances de l'agriculture égyptienne aux exigences de l'industrie britannique dans ce pays d'Afrique du Nord, et ces exigences faisaient de la culture du coton une priorité en Égypte et au Soudan. d'un côté. En plus de la salinité que les limons sous le canal de Suez peuvent causer aux terres du Sinaï, ce qui provoque d'autre part l'effondrement de tout projet agricole là-bas[7].

La deuxième étape des projets israéliens liés à l'eau a eu lieu en 1974, lorsque les projets israéliens les plus importants visant à obtenir de l'eau du Nil ont été présentés, à savoir le projet d'« Elisha Kali », l'ingénieur des eaux israélien qui a publié son projet en disant : : « Les données de notre région

Les conditions environnementales et politiques exigent que tout accord de paix comporte une clause sur l'eau" [8]. L'idée de base du projet "Kali" est basée sur le fait qu'Israël obtient une petite quantité d'eau du Nil (0,8 milliard de mètres cubes par an).

La base technique du projet repose sur l'élargissement du canal Al-Salam dans la ville d'Ismailia, pour transporter entre 100 et 500 millions de mètres cubes d'eau par an, à condition que cette eau soit transportée à travers des silos sous le canal de Suez pour atteindre Israël, et dans ce cas l'eau est transformée en une marchandise qu'Israël en achète.[9]

Il nous semble que ce projet est central pour Israël, puisqu'il a été présenté périodiquement et à chaque occasion à l'Égypte, à partir de 1974. Il a été présenté au cours des années 1986 et 1989, et il a également été présenté dans le cadre de

Négociations de Madrid en 1991. Une position égyptienne de rejet de ce projet s'est cristallisée sur la base de considérations techniques et stratégiques, puisque l'aspect technique repose sur la possibilité d'élever la salinité des terres agricoles du Sinaï, ainsi que d'inaugurer le principe de tarification et de vente de l'eau. un principe qui coûtera très cher à l'Égypte, qui est privée de toute source d'eau à l'exception du Nil, surtout si l'on pense à l'utiliser dans les pays d'amont du bassin du Nil. L'arrivée des eaux du Nil en Israël, en plus d'être en violation des règles du droit international liées aux bassins fluviaux partagés, ajoute aux pays du bassin un nouvel État dans un précédent qui est le premier du genre.

D'un point de vue stratégique, obtenir cette quantité d'eau équivaldrait à une nouvelle naissance pour Israël, car cela lui donnerait 20 fois la superficie actuellement cultivée et lui permettrait d'augmenter les superficies cultivées dans le désert du Néguev d'un montant égal à 500 000 acres. . En outre, cela soutient la capacité israélienne à attirer davantage de colons. Certes, tant les aspects techniques que stratégiques représentent d'énormes pertes pour l'Égypte au niveau de sa sécurité nationale.

Une augmentation du niveau des menaces contre la sécurité nationale arabe en général[10].

Dans ce contexte, Israël a joué un rôle central – et continue de jouer – dans la question de la construction du barrage de la Renaissance, et il joue également un rôle fondamental dans le soutien et la construction des stratégies de négociation éthiopiennes envers l'Égypte. Les pays africains ont besoin de produire de l'énergie à partir des ressources en eau liées au Nil, ce qui exerce une pression supplémentaire sur l'Égypte. Outre le cas éthiopien, il y a le cas du Rwanda, avec lequel Israël interagit activement dans le but de produire de l'énergie à partir de l'eau, tandis que les projets égyptiens visant à produire de l'énergie à partir de nouvelles sources comme le soleil et le vent ne sont encore que des idées qui ont pas encore entré dans la phase de production à grande échelle. En effet, le projet de nouvelle production d'énergie d'un des hommes d'affaires égyptiens existe en... Afrique de l'Ouest[11].

B- Le rôle soudanais

Au stade actuel, le régime soudanais joue un rôle hostile envers l'Égypte et utilise toutes ses cartes pour tenter d'affaiblir les éléments du pouvoir global de l'État égyptien. Cela comprenait le soutien aux milices des Frères musulmans en Libye, malgré les promesses soudanaises à l'Égypte de mettre fin à ce soutien, mais aussi la fermeture du consulat soudanais à Kufra, dans le sud de la Libye, et les déclarations du porte-parole militaire libyen, le colonel Al-Mismari, selon lesquelles il Des preuves en ont clairement indiqué la poursuite de ce soutien[12].

En plus de conclure des accords de partenariat stratégique avec l'Éthiopie dans le cadre du soutien à la construction du barrage de la Renaissance aux conditions actuelles, le Soudan a également joué la carte du Qatar contre l'Égypte. Dans la plupart des cas, le soutien soudanais aux Frères musulmans libyens repose sur des accords soudanais-qataris. Sur le plan économique, le Soudan joue la carte d'empêcher les marchandises égyptiennes d'acheminer vers le Soudan et de là vers l'Afrique de l'Est, car le Soudan a interdit ces marchandises à plusieurs reprises sous prétexte de conditions de qualité et d'adéquation. Malgré le rapprochement calculé intervenu après la récente visite du ministre égyptien des Affaires étrangères Sameh Choukry au Soudan, les relations égypto-soudanaises semblent traverser une crise sur fond de pratiques et de politiques soudanaises envers les intérêts égyptiens sur le continent africain.

C- Le rôle français

Il semble que les incidents terroristes auxquels la France a été confrontée en 2015 aient constitué une impulsion majeure pour des changements fondamentaux dans la politique étrangère française. Elle a adopté des politiques interventionnistes sur une base militaire en Afrique, étant donné qu'une partie importante des organisations terroristes opèrent en Afrique. Depuis l'Etat islamique en Libye et Boko Haram au Nigeria, jusqu'au djihadisme salafiste au Mali, en passant par Al-Qaïda au Maghreb et les milices islamiques en Afrique centrale, avec des rôles militaires pour le Mouvement pour la justice et l'égalité en Libye. En résumé, 70 % du volume des interactions militaires françaises avec l'étranger se faisait avec l'Afrique.

contre L'alliance militaire entre la France et cinq pays africains et la formation d'une force d'intervention rapide contre les organisations terroristes et les bandes criminelles organisées semblent être l'évolution la plus récente dans ce contexte, comme le récent sommet entre la France et le Burkina Faso, le Niger et le Mali, le Tchad et la Mauritanie sont une évolution naturelle du processus Barkhane entamé en 2017. 2014 avec la même alliance. Ce sommet a décidé de constituer dans un premier temps une force de réaction rapide composée de cinq mille membres.

Cette alliance a bouleversé les visions égyptiennes qui s'étaient cristallisées lors d'une conférence des ministres de la Défense de 27 pays africains tenue à Charm el-Cheikh en 2015 concernant la lutte contre le terrorisme, où une vision collective s'était cristallisée concernant la formation de forces africaines de réaction rapide et l'établissement de forces de réaction rapide en Afrique. d'un centre de lutte contre le terrorisme, avec des rôles influents de l'Égypte et du Maroc. Quoi qu'il en soit, l'Égypte cherche actuellement à jouer un rôle influent

En ce qui concerne le dossier libyen, étant donné que c'est le pays qui est actuellement la base des menaces sécuritaires aux frontières occidentales, qui a connu un certain nombre d'opérations réussies de la part de bases armées pour déjouer les cas de passages de frontières avec des véhicules 4x4 armés.

D'une manière générale, les menaces africaines contre la sécurité nationale égyptienne semblent exiger un travail plus assidu, notamment dans le secteur gouvernemental, malgré les efforts considérables de l'État égyptien dans ce domaine.

[1] Voir : « Relations égyptiennes-africaines après le 30 juin », Service d'information de l'État, Le Caire. Voir le lien suivant :

<http://www.sis.gov.eg/section/125/10073?lang=ar>

[2] Même source.

[3] Al-Youm Al-Sabéa, 08/01/2017

[4] D. Amani Al-Taweel, « Red Sea Security: Reality and Challenges », Centre international d'études futures, Le Caire, 2009, article non publié.

[5] La Torah : Genèse 15-18

[6] D. Muhammad Salman Taye, The International Conflict over Water in the Nile Basin Environment, Institut de recherche et d'études africaines, Le Caire, 2007, p. 40.

[7] D. Amani Al-Taweel, Les relations égypto-soudanaises, les racines des problèmes et les défis des intérêts, Centre arabe de recherche et d'études politiques, 2012, p. 219.

[8] Elisha Kalle, « Eau et paix : une perspective israélienne », traduit par Randa Haidar, Institute for Palestine Studies, 1991, p. 1.

[9] Elisha Kali, source précédente, p. 85

[10] D. Amani Al-Taweel, Stratégies israéliennes pour fragmenter le Soudan, co-auteur, Centre arabe de recherche et d'études politiques, article non publié.

[11] Information directe du président de la Fédération des industries égyptiennes au chercheur.

Porte-parole militaire libyen, le colonel Ahmed Al-Mismari, journal Al-Ahram, samedi [12] séminaire du 8/5/2017.

Hamdok et les non-dits dans les relations égypto-soudanaises

Le discours du Premier ministre soudanais Dr. Abdullah Hamdok lors de sa rencontre avec les dirigeants de la Fondation Al-Ahram et du Centre Al-Ahram d'études politiques et stratégiques comprenait de nombreux points positifs qui peuvent être exploités pour faire avancer les relations égypto-soudanaises, notamment en ce qui concerne créer une atmosphère positive pour des relations saines et productives au bénéfice des deux pays et rationaliser les perspectives. Comment ces relations sont abordées. Malgré cela, nous constatons qu'au Soudan, le discours exhaustif du Dr Hamdok n'a reçu aucune attention, à l'exception de ce qu'il a parlé de ce qu'il a appelé « les non-dits » dans les relations entre les deux pays, qui sont venus via une méthode télégraphique qui n'a pas pris plus d'une minute et demie, au cours de laquelle Hamdok a souligné trois points sur lesquels il fallait chercher une solution, afin de consolider les relations entre les deux pays. Ces points comprenaient les « stéréotypes mutuels », « la vision de l'histoire » et « la question Halib ».

Dans ce silence, les « réseaux sociaux » et les médias soudanais n'ont prêté attention qu'à la moitié de la phrase rapportée sur Halib, dans la continuité de la démarche d'incitation et en plaçant l'affaire dans un cadre conflictuel, tandis que le discours de l'homme et son contexte général s'inscrivent dans le cadre d'une approche positive et s'efforcent de maintenir la continuité, la stabilité et la constance des relations.

Ce n'est un secret pour personne qu'il existe au Soudan une image négative à l'égard de l'Égypte, qui s'est établie sur une longue période et qui s'est intensifiée au cours des trois dernières décennies. Des facteurs complexes, dont certains sont historiques, y ont contribué. , dont certains sont culturels, d'autres politiques, et dont une partie importante est liée à... y sont ajoutées. Au Soudan, qu'elle soit régionale ou culturelle. Puis un Les données des conflits internes En outre, au cours de la dernière décennie, il y a eu des interventions de parties extérieures avec des médias dirigés vers l'intérieur pour servir les stratégies et les intérêts de ces pays soudanais et chercher à créer un fossé entre le Soudan et l'Égypte, parties extérieures et non pour servir le Soudan.

Le contexte de cet article ne permet pas d'entrer dans les détails, et ce n'est pas l'espace approprié pour un dialogue autour de ce phénomène, de ses dimensions et de la manière dont il se développe et en émerge. Cependant, l'observation fondamentale est qu'une grande partie de ce qui circule sur l'Égypte au Soudan et qui constitue un matériau pour des campagnes répétées de haine et des attaques qui vont au-delà de toute tradition ou coutume, est essentiellement basée sur de fausses informations qui sont répétées et traitées comme si elles étaient faits et axiomes. Malheureusement, il existe un secteur de l'élite

Les Soudanais y contribuent de diverses manières, au lieu de rationaliser le dialogue ou du moins de corriger les informations erronées sur lesquelles se construisent les perceptions et les concepts, qui sont devenus un véritable obstacle, et sont même sur le point de se réaliser.

Cela deviendra une menace pour les relations entre les deux pays, car si elles restent ainsi - et grâce aux moyens de communication modernes - cela créera des contre-réactions, créant une dialectique conflictuelle qui ne tardera pas à se refléter dans des comportements qui portent atteinte à la conscience commune qui existe encore.

À l'heure actuelle, nous constatons que les relations officielles ont reçu un fort élan et une nette dynamique qui se reflète désormais dans la plupart des domaines, en raison de facteurs structurels et de faits objectifs qui ne peuvent être négligés en raison des menaces qui pèsent sur la sécurité nationale des deux pays. ce qui a prouvé que les sources de la menace contre les deux pays sont les mêmes, et que leurs intérêts et leur destin sont les mêmes. Toutefois, cet élan doit être soutenu par un incubateur positif et un travail considérable de part et d'autre pour surmonter les impuretés qui ont collé aux relations, dont beaucoup sont artificielles et artificielles.

Il ne fait aucun doute que la proposition présentée par le Dr Hamdok pour répondre aux « non-dits » présente de nombreux aspects positifs qui ne peuvent être négligés. stades d'apathie, et recherche et se concentre sur les aspects de la coopération. Pour cette raison, il a tendance à garder le silence sur toute conversation qui aborde des réserves ici ou là, et considère que parler de cela est quelque chose qui perturbe l'atmosphère et qu'il faut quitter cela est derrière nous, tant que nous sommes dans un moment d'accord et tant que nous cherchons à ouvrir une voie positive ou coopérative vers l'avenir. Ainsi, on parle souvent de liens et de complémentarité d'intérêts et de destin commun, et de nombreux accords sont signés, dont la mise en œuvre est limitée ou temporaire, tandis que certaines réserves non divulguées restent cachées, ou certaines exigences non satisfaites ici ou là, afin de réapparaître à un autre moment, à mesure que l'écart existant dans la conscience mutuelle s'élargit avec le temps, en raison de nombreux facteurs qui se chevauchent.

Voici le discours du Dr Hamdok qui ouvre la porte à une approche nouvelle et différente, comblant les lacunes et dépassant les subtilités diplomatiques habituelles, les conversations historiques et la profondeur de la relation. Ils sont tout à fait corrects, mais ils ne suffisent plus au niveau Temps présent. Les défis auxquels nous sommes confrontés nécessitent désormais un environnement positif et solidaire, qui apporte soutien et adhésion populaire à la réussite des nombreux projets convenus, dont certains sont déjà entrés en mise en œuvre, et qui dépassent également l'idée de cycles successifs. entre stagnation et amélioration qui a prévalu tout au long de la période qui a suivi l'indépendance de l'État du Soudan.

On sait que ces questions sont abordées à travers des dialogues approfondis entre les élites, les chercheurs et les universitaires des deux côtés, à travers des discussions franches, transparentes et objectives, en corrigeant les fausses informations et en examinant les faits, en clarifiant cette épaisse poussière qui déroute beaucoup et en produisant une nouvelle littérature. qui encadre la relation et la met sur la bonne voie. Cette question, de par sa nature, demande beaucoup de temps, et il faudra ensuite un autre temps pour porter ses fruits et atteindre la conscience publique. Mais ce qui est important, c'est d'amorcer et de briser ce cercle vicieux qui reproduit des problèmes et des crises, qui, dans le récent cycle d'apathie et de tension, ont fini par exposer la sécurité des deux pays à des risques qui n'auraient pas pu frapper à des portes comme celle-ci. , si les portes du dialogue et de la consultation étaient grandes et ouvertes.

Il est donc urgent de commencer à trouver ou à créer des structures et des cadres de communication et de dialogue réguliers entre les deux pays, ou de prendre en charge de manière appropriée certaines institutions existantes et de leur confier cette tâche qui n'est plus d'actualité. un luxe ou un excès de travail, mais est plutôt devenu un devoir comme point de départ et de de cette nouvelle page dans Un large éventail d'aspects culturels, artistiques et sportifs, cohérents avec départ de l'interaction des médias des relations caractérisées par une coordination et une coordination sans précédent solidarité depuis plus de trois décennies.

L'avenir des relations égypto-éthiopiennes

Dans le cadre de sa volonté de soutenir les piliers de la sécurité nationale égyptienne et de préserver ses intérêts stratégiques, l'Égypte a cherché au cours des quatre dernières années à restaurer son rôle central aux niveaux régional et international. Cela se fait en corrigeant le chemin de ses relations avec les autres pays, en particulier ceux

Ses relations avec elle ont connu certaines tensions sur certaines questions, comme l'Éthiopie, de sorte que les relations sont basées sur les principes de coopération conjointe et de bénéfice mutuel, avec un engagement à ne pas nuire à l'autre partie, afin de soutenir la confiance mutuelle et de surmonter tous les défis. . Dans ce contexte, il est attribué

Numéro (51) de l'Egyptian File Journal (novembre 2018) pour discuter de l'avenir des relations égypto-éthiopiennes, notamment après l'arrivée au pouvoir du nouveau Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed.

La gouvernance, ainsi que les opportunités et les défis que cela apporte à l'Égypte, notamment en ce qui concerne la question du barrage de la Renaissance.

Dr. Amani Al-Taweel, directrice adjointe du Centre Al-Ahram d'études politiques et stratégiques, a commencé le numéro en discutant des déterminants qui régissent les relations égypto-éthiopiennes et des défis auxquels elles sont confrontées. Dans ce contexte, elle s'est concentrée sur un certain nombre de déterminants. , dont la première était spécifique, considérant que plus de 85 % des débits d'eau du Nil, qui joue un rôle déterminant, proviennent d'Éthiopie. Il fait également référence à un certain nombre d'autres déterminants tels que les déterminants politiques, les déterminants culturels, les déterminants religieux, les déterminants économiques et les déterminants régionaux. Au terme de son analyse, il a recommandé la nécessité d'œuvrer à l'activation des relations égypto-éthiopiennes dans le cadre de ces déterminants, afin de soutenir la stabilité et l'équilibre régional sur le continent africain.

En raison de l'importance du barrage de la Renaissance en tant que facteur fondamental dans les relations égypto-éthiopiennes, le Dr Ayman Abdel Wahab, expert des affaires africaines du centre, a abordé les différents aspects de la crise du barrage de la Renaissance, soulignant que les chemins de la crise a traversé de nombreuses étapes et stations, principalement liées à la nature de l'environnement dans lequel se déroule cette crise. Il a ensuite décrit la situation actuelle de crise comme un gel temporaire, attribuant cela à des raisons liées à la qualité des études techniques d'une part, et au projet de réforme d'Abiy Ahmed et aux relations de pouvoir au sein de la société éthiopienne d'autre part. Le Dr Ayman a également évoqué les fondements du mouvement égyptien, à travers trois axes : Le premier est la diplomatie présidentielle, le deuxième est le volet politique et le troisième est le volet technique. En conclusion, il a recommandé la nécessité de soutenir le mécanisme de négociation et l'a considéré comme le point de départ égyptien.

Dépend de la transformation de la vision égyptienne de la sécurité de l'eau. En plus de soutenir les orientations politiques

Le ministère égyptien des Affaires étrangères s'adresse à l'Afrique, notamment en s'appuyant sur le soutien aux questions de développement comme moyen

d'atteindre la sécurité humaine et alimentaire.

Concernant les interactions internes éthiopiennes, qui constituent le cadre directeur de sa politique étrangère, le Dr Khaled Hanafi, expert des affaires africaines, a présenté dans le troisième article une vision analytique des tentatives de redéfinition de la politique éthiopienne et révélant les limites de son influence sur l'Égypte. , où avec l'accession d'Abiy Ahmed au poste de Premier ministre, la politique éthiopienne a changé de ce qu'il considérait comme un rôle répressif à un rôle réformiste accommodant les crises du pluralisme, en prenant de nombreuses mesures de réforme du modèle fédéral, qui sont visant avant tout à calmer les nationalités en colère contre l'hégémonie du Tigré. Afin de prouver ses bonnes intentions, Abiy Ahmed a libéré des prisonniers d'opinion, et retiré certains mouvements des listes terroristes. En plus d'élaborer un plan de réforme économique pour faire face à la crise de la pénurie de devises et à l'augmentation de la dette extérieure, en abandonnant les nouveaux projets nationaux et en se limitant à achever les projets actuellement mis en œuvre. À l'extérieur, l'Éthiopie est passée d'une puissance régionale qui intervenait militairement ou assiégeait ses voisins à une puissance régionale.

Un artisan de la paix régional dans la Corne de l'Afrique, à travers plusieurs directions, notamment restaurer le leadership régional dans une perspective pacifique en transformant la coopération bilatérale en une coopération régionale offrant la capacité d'influencer et de s'adapter aux accords de concurrence régionaux. La deuxième tendance consiste à construire de nouveaux partenariats avec les puissances régionales pour deux raisons : La première consiste à obtenir un soutien pour ses réformes, et la seconde à élargir ses options d'investissement. Quant à l'impact de la redéfinition du rôle régional sur l'Égypte, Khalid a déclaré que les limites de l'influence sont liées à la capacité du Caire à élaborer des politiques réalistes pour y faire face. À cette fin, trois pistes de relations ont été suivies, la première étant la coopération bilatérale, la deuxième le renforcement de la politique égyptienne d'assimilation envers le Soudan et la troisième piste portant sur l'étendue de la possibilité pour l'Égypte de présenter une nouvelle initiative de coopération régionale. .

Concernant les répercussions des interactions internes sur la redéfinition de la politique étrangère de l'Éthiopie, le Dr Rania Hussein Khafaja, professeur de sciences politiques à l'Institut d'études africaines, a discuté dans le quatrième article, la politique étrangère éthiopienne envers la Corne de l'Afrique, où elle a vu que cette politique était Elle n'est pas isolée de la vision de réforme d'Abiy Ahmed et s'est imposée comme une évidence, grâce à des transformations fondamentales. Le plus important d'entre eux a été le rapprochement historique entre l'Éthiopie et l'Érythrée et la signature par les deux pays d'un traité d'amitié et de coopération. La politique éthiopienne ne s'est pas limitée à l'Érythrée, puisque l'Éthiopie a signé un accord avec le gouvernement de Djibouti pour acheter une part du port de Djibouti en mai 2018. Quant aux relations éthiopiennes-soudanaises, l'Éthiopie a réussi à neutraliser la position soudanaise dans les négociations sur le barrage. .

Renaissance. Ainsi, le Dr Rania estime que l'Éthiopie a non seulement cherché à développer ses relations bilatérales avec les pays de la Corne de l'Afrique, mais a également cherché à confirmer sa position de puissance régionale. Peut-être que la tentative de l'Éthiopie de jouer le rôle de médiateur dans le conflit interne au Soudan est un exemple clair de sa force régionale. Le Dr Rania a ensuite suivi un certain nombre de facteurs et déterminants du mouvement éthiopien dans la région. Elle a conclu son analyse en surveillant un certain nombre de défis auxquels l'Éthiopie est confrontée dans la région de la Corne de l'Afrique, y compris les obstacles à une normalisation complète entre l'Éthiopie et l'Érythrée, en plus du différend frontalier, comme le soutien des deux pays aux mouvements d'opposition et aux groupes rebelles qui ciblent d'autres pays, en plus des défis de la position interne de l'Éthiopie, en ce qui concerne sa politique étrangère, notamment envers l'Érythrée.

La question a été conclue par le Dr Ayman Shabana, directeur adjoint du Centre du bassin du Nil à l'Institut de recherche et d'études africaines, en discutant des derniers développements dans les relations régionales et internationales éthiopiennes, où il a souligné que les relations étrangères éthiopiennes concernent plusieurs cercles ; Le plus important d'entre eux est la Corne de l'Afrique, tandis que les autres cercles sont le bassin du Nil, les Grands Lacs, les groupements régionaux africains, le Moyen-Orient et le Cercle mondial. Le Dr Ayman a expliqué que l'Éthiopie souhaitait diversifier ses relations extérieures et construire des partenariats stratégiques équilibrés qui l'aideraient à réaliser ses intérêts nationaux, dont les plus importants étaient de préserver son unité, d'assurer un accès direct à la mer Rouge et de bénéficier de l'eau. ressources dont elle dispose. Il a également souligné l'existence d'un certain nombre de principes régissant cette politique, dont les plus importants sont le développement économique, suivant une approche pacifique, et l'établissement de relations avec le monde extérieur sur la base d'intérêts communs.

Le Dr a discuté Il a identifié les facteurs affectant les relations étrangères éthiopiennes et les a classés en facteurs internes et de pays régionaux et internationaux. externes. Enfin, il a passé en revue les relations de l'Éthiopie avec un certain nombre de pays régionaux et internationaux. Il estime que l'Éthiopie a réalisé de nombreux progrès dans ses relations extérieures, dont le plus important est de maintenir sa cohésion régionale et de la renforcer en tant que puissance régionale dans la Corne de l'Afrique, en plus de fournir une couverture politique pour achever le projet du barrage de la Renaissance.

Les relations soudano-égyptiennes après la révolution

Les relations égypto-soudanaises restent étroitement liées et revêtent une dimension profonde. malgré

Il était et est toujours dans un état de flux et de reflux ; En effet, les gouvernements successifs des deux pays n'ont fait face à rien qui puisse entraver la poursuite de la solution globale et ont choisi la méthode consistant à apaiser et à atténuer les problèmes en suspens entre les deux pays. En raison de sa conscience de l'importance de cette relation pour les deux pays, et de la nécessité de sa continuité et de sa confirmation, et d'entamer ou d'atteindre n'a atteint des stades avancés ; Par peur d'une confrontation pouvant conduire à leur séparation complète On arrive au stade de l'impasse.

Les relations entre l'Égypte et le Soudan sont caractérisées par la connexion, le voisinage géographique, l'histoire donc les intérêts communs. commune, le mélange ethnique, la langue et la culture arabes communes, et

Les pays ont tendance à rechercher des points communs À la lumière de la récente croissance des relations internationales Avec d'autres pour renforcer la coopération entre eux pour servir leurs intérêts communs ; Que ces composantes soient recherchées sont politiques, culturelles ou économiques. De ce point de vue, nous avons tous évolué vers...

L'Égypte et le Soudan cherchent à établir des liens à travers des relations d'intégration à un moment donné afin de parvenir à la meilleure utilisation des ressources communes dans les domaines politique, économique et social.

Assurer le bien-être des peuples de la vallée du Nil et les protéger contre les menaces internes Et la sécurité, jusqu'au bout Cependant, l'indicateur de tension dans les relations entre eux a continué à augmenter comme d'habitude, jusqu'à ce que l'activité de Leur accord de défense mutuelle a été annulé. Maintenant, à la lumière de la cinquième révolutionprogramme (d'intégration) s'arrête, et Le 20 janvier, qui a brandi les slogans du patriotisme, de la lutte contre la corruption et de la réforme politique, administrative et économique, l'Égypte pourrait constater qu'elle est sur le point de retrouver une position de leader dans le monde arabe et islamique, et que cela La route passe par la porte du Soudan, qui aura besoin de son soutien sécuritaire, car c'est la profondeur stratégique de l'Égypte, et de son soutien économique pour résoudre le problème de sécurité, alimentaire et politique au sein des organisations régionales et internationales.

Egypte:

L'Égypte est une terre de civilisations et de cultures, et elle est restée active tout au long de l'histoire, influençant et étant affectée par les
Comme l'impose sa situation géographique et son rôle distingué politiques régionales et internationales, tant négativement que positivement.
Dans la réalité politique.

L'Égypte est située dans le coin nord-est de l'Afrique et une partie de son territoire (7 % de la superficie) pénètre dans le
continent asiatique, entre les latitudes 22,35-32 nord et les longitudes 25-35 909 km, et la rive de la mer Rouge, surplombant la
mer Méditerranée avec un littoral de longueur De l'est
la Libye, à l'ouest depuis^{ème} km carrés, la Avec une longueur de côte allant jusqu'à 1 370 km et une superficie de 1 001 450
mer Méditerranée. La mer Rouge et la Palestine occupée, et le nord Du sud, le Soudan et à l'est
Moyenne.

Des études indiquent que la taille de la population dépasse désormais 70 millions de personnes.

Par lequel le commerce d'Extrême-Orient, d Le canal de Suez est l'une des voies navigables les plus importantes ; Quand il fut terminé^{Viens}
Le Golfe Persique et l'Afrique de l'Est sont en route vers l'Europe via la Méditerranée, point de rencontre de l'Est et de
l'Ouest.

Raha au Soudan est plus grande ; C'est la profondeur stratégique L'Egypte est fortement influencée par les pays voisins, mais elle est affectée
Pour l'Égypte, comme le montrent toutes ses guerres et toutes les campagnes qui ont envahi le Soudan, il s'agissait
d'interventions stratégiques au niveau politique. Route d'Egypte. Le Soudan, de par sa situation géographique, représente un quartier
Économique et militaire, le Soudan représente le plus grand bassin du bassin du Nil, et c'est le deuxième pays bassin avec
ses eaux après l'Égypte. Le Nil est bénéfique

stratégiquement sur les lignes commerciales mondiales, L'Egypte au XVIIIe siècle j'étais occupé
À la suite de la révolution industrielle en Europe ; Cela en faisait une étape incontournable pour les Occidentaux en route vers l'Inde et
Les ambitions des empires européens en compétition pour l'Asie et l'Afrique, après leur défaite une cible
Ses colonies américaines dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. L'importance de la situation géographique de l'Égypte
s'est accrue après la création du canal de Suez, qui a raccourci la route de navigation commerciale et a facilité la colonisation
de l'Afrique et du Moyen-Orient. L'Égypte a joué un rôle important dans le XXe siècle, à travers...
Éliminer Sa contribution à la libération des zones colonisées dans le monde arabe et en Afrique, puis

Devant le projet sioniste en

Les empires français et anglais formaient un barrage impénétrable

Création du Grand État d'Israël.

L'Égypte a formé les élites et les dirigeants arabes et islamiques à travers Al-Azhar Al-Sharif, les universités j'ai contribué égyptiennes et à travers ses centres éducatifs et ses missions éducatives dans le monde arabe, et a joué le rôle de pôle d'attraction pour le monde arabe et islamique.

À la fin du XXe siècle, l'étoile de l'Égypte a commencé à pâlir après la signature des accords de Camp David avec Israël, qui ont conduit à un déclin de l'influence de l'Égypte sur les pays de la région, à un point sans commune mesure avec la taille de son pays. ses intérêts et son leadership dans les pays de la région pendant longtemps. Cet accord a continué à régir la politique et l'influence égyptiennes. Le ministère des Affaires étrangères a affecté négativement son rôle dans la région en général et au Soudan en particulier. La réalité dit aussi : Le déclin de le rôle égyptien dans la politique étrangère de la région n'a pas été compensé. Aucune des capitales de la région à ce jour, individuellement ou ensemble

Quel rôle a-t-il dans l'environnementLa République arabe d'Égypte acquiert une grande importance dans la région. Pour Il a un poids politique, économique, médiatique, social, culturel et sécuritaire. Régional et international, et Qui est arabe et islamique ? Quelle influence il a dans le mondeC'est un militaire avec lequel il faut compter

Des études liées à la composition ethnique du monde indiquent que les habitants de l'Égypte ancienne et les habitants du nord du Soudan appartiennent à la race hamitique, entrée dans cette région il y a longtemps, et on pense que Il venait du sud de la péninsule arabique et, avec le mouvement vers le sud, les tribus hamitiques du Nil sont apparues dans le sud du Soudan.

La religion reste un facteur de liaison entre le nord et le sud de la vallée. Le paganisme égyptien est arrivé au Soudan, puis le christianisme, et l'islam est entré en Afrique après la conquête islamique de l'Égypte au septième siècle après JC. Il est devenu un centre de diffusion de l'appel vers l'ouest et le sud, et de là, l'islam est entré au Soudan l'année 651 après JC, après quoi les tribus arabes affluèrent au Soudan, emportant avec elles leur culture et leur civilisation, qui, au fil du temps, devinrent la culture et la civilisation de la majorité de la population du Soudan.

Relations entre les deux pays : Et voler

Après que Muhammad Ali Pacha ait pris le contrôle de l'Égypte et y ait établi les bases de son autorité, il a commencé à travailler dur pour... Et réaliser ses aspirations à l'est dans les terres du Hedjaz, à l'ouest en Libye et au sud Expansion de la zone de ml

Au Soudan, ce qui lui permet de recruter ses hommes dans son armée pour repousser les ambitions de la France et de l'Angleterre sous son règne, et de soutenir économiquement son pays grâce aux mines d'or qui font la renommée du Soudan, et il a un objectif stratégique. tant que source: Totalement dépendant La dernière chose qui a ouvert le Soudan a été la sécurisation des sources du Nil, dont dépend l'Égypte en

La seule ressource d'irrigation pour les terres agricoles, puis l'exploitation des ressources soudanaises autres que l'or, leur commercialisation sur les marchés mondiaux et l'ouverture de nouveaux marchés pour les exportations égyptiennes au Soudan.

Le Soudan représente la profondeur stratégique de l'Égypte et la nécessité de la sécuriser Muhammad Ali était conscient du fait Les côtes de la mer Rouge pour assurer la protection et la sécurité de la navigation de ses flottes. Après avoir pris le contrôle du Hedjaz, peut être exploitée comme une profondeur Muhammad Ali Pacha se rendit compte que le Soudan représentait la profondeur de l'Égypte. Enfin, elle défensive si un pays européen l'attaque. Malgré les efforts turcs pour mettre en valeur les caractéristiques de la carte du Soudan moderne dans la période (1863-1869 après JC), en introduisant la culture arabe et islamique et en activant l'activité d'investissement dans le domaine de l'exploitation minière, de la culture du coton et de l'égrenage, la politique d'oppression turque.

Le traitement réservé aux Soudanais a conduit à leurs plaintes et a marqué le début de la rébellion contre eux et l'activation de la révolution. Nationalisme et émergence de la révolution mahdiste au Soudan jusqu'à la libération de Khartoum de l'emprise des Turcs le 26 janvier 1885 après JC. Ensuite, la Grande-Bretagne a décidé de restaurer le Soudan, et cela a été fait après la bataille de Karari le 9 février 1898 après JC, qui a marqué le début de ce que l'on appelle un double gouvernement, qui à son tour a alimenté la colère des Soudanais contre le fait qu'ils gouvernaient nominalement. et c'était Cette Egypte l'Égypte pour sa coopération avec les Britanniques face au Soudan ; Note est la véritable souveraineté des Anglais. Lorsque le vent de la renaissance nationale égyptienne a soufflé, ses dirigeants ont exigé le rétablissement de la souveraineté sur le Soudan en faveur de l'Égypte, mais ils n'ont pas corrigé la situation existante et n'ont pas appelé à l'indépendance du Soudan, alors que le concept qui était associé à l'esprit des Soudanais Les nationalistes après la révolution de 1924 et dans les années 1945-1956 exigeaient la suppression du colonialisme en Égypte et au Soudan, et en cela. L'auteur dit que des temps immémoriaux. la terre de paix est ouverte à l'Égypte depuis L'Égyptien Omar Toson : Le Soudan est vide et il doit le rester. Parce qu'il faut que l'âme soit attachée au corps, et c'est à cette fin qu'il faut diriger tous les efforts de ceux qui ont la fortune de l'Egypte entre leurs mains, et dans le cœur desquels ils entendent en profiter. Et de l'intérêt.

La White Banner Society a été créée au Soudan en 1924 sous la direction d'Ali Abdul Latif et d'Obaid Haj Al-Amin, et une coordination a été adoptée entre les militaires et les civils pour s'opposer à la domination britannique en 1924.

Avec le mouvement Le visage de l'association est unitaire ; Autrement dit, l'union avec l'Égypte et le Soudan a coordonné cela. Et c'était T Représenté par la Société nationale égyptienne pour la défense du Soudan, qui a soulevé le patriotisme en Égypte

Le slogan (Unité de la vallée du Nil) ; cependant, le concept du slogan, comme l'a souligné le professeur Abu al-Qasim Haj Hamad dans son livre (Le dilemme du Soudan, son histoire et ses perspectives d'avenir), signifiait pour les Soudanais la droite arabo-islamique comme un cadre contenant la culture, l'histoire et le lien national des deux pays, mais du côté égyptien, il

Pour eux, il s'agissait des droits de l'Égypte au Soudan et des intérêts du Soudan en Égypte, qui, comme il l'a souligné, étaient la propriété féodale qui avait longtemps prévalu en Égypte. Alors j'ai fait Le L'écrivain et l'esprit entre eux sont d'accord, et il n'y a pas de stratégie ni de mouvement unifié. Il a été caractérisé Le slogan permet une intégration réelle et populaire L'Égypte s'est montrée négative envers le mouvement des Brigades Blanches, la rue soudanaise et l'avant-garde de ses intellectuels, et a limité le mouvement des unités militaires égyptiennes au Soudan pour soutenir le mouvement militaire armé au Soudan. Puis, après l'assassinat de Sir Lee Estack au Caire, il a accepté l'ultimatum humiliant, tel que décrit par l'historien anglais Arnold Toynbee, et a fait de son mieux. Ce que Saad Zaghloul a alors fait a été de démissionner de la présidence du gouvernement, afin que quelqu'un d'autre puisse appliquer les termes de l'ultimatum, y compris l'Égypte. abandon définitif de son existence.

Au Soudan, sous la menace britannique et sous la menace de l'Accord sur les eaux du Nil conclu en 1929 après JC, que les Soudanais considéraient comme injuste à leur égard en faveur de l'Égypte ; Cela a ajouté un autre facteur d'affaiblissement de la confiance des Soudanais dans l'Égypte, et le résultat a été que la conscience politique soudanaise a commencé à passer d'un idéalisme abstrait au réalisme et à prouver aux Soudanais leur droit à eux-mêmes et leur indépendance vis-à-vis de l'Égypte.

Malgré les ennuis qu'il éprouve parfois, et malgré ce L'amitié entre les peuples de la vallée du Nil est restée constante

Il y a des désaccords entre les régimes des deux pays, des tensions et de l'hostilité dans leurs relations en raison d'intérêts conflictuels et de divergences de vues sur les questions politiques, ce qui indique leur affection mutuelle, c'est pourquoi les efforts se sont poursuivis.

... La spécificité de cette relation entre l'Égypte et le Soudan confirme la nécessité pour chaque pays de combler le fossé et de chercher à légaliser et à encadrer la relation. Cependant, tous les efforts n'ont pas donné de résultats.

Ses fruits sont tels que je les souhaite.

Relations entre les années (1956 - 2007 après JC) :

Entre 1956 et 2007, l'évolution des relations entre l'Égypte et le Soudan a été caractérisée par l'anticipation et la prudence. Cela s'est parfois atténué et s'est complexifié à d'autres moments, et la scène avait la vitalité qu'elle imposait.

Conditions de développement politique dans les deux pays.

En Égypte, les dirigeants égyptiens ont décidé de leur vision politique consistant à établir des États basés sur une alliance des forces de travail populaires, dans un cadre philosophique basé sur la pensée arabe ou le nationalisme, et avec la mort de Gamal Abd, l'Égypte de Sadate a du métissage. appelé à une ouverture libérale conformément avec la vision occidentale M. Al-Nasser en 1970 avec la vision de Sadate dans l'état du savoir, de la foi et des traditions villageoises, et après l'assassinat de Sadate, il a été suivi par Hosni Mubarak, qui a résumé son chemin en ce sens qu'il n'est pas Muhammad Anwar Sadat et qu'il ce n'est pas Gamal Abdel Nasser. Quant au Soudan, l'expérience s'est déroulée dans un cercle fermé de régimes libéraux et de coups d'État militaires, et sur l'ampleur du désaccord dans la conception de l'État, le système de gouvernement et le contenu de l'autorité dans les deux pays, le La spécificité de la relation, malgré son ambiguïté et son ambiguïté, continue de fournir un apaisement et un palliatif à toute tentative.

Tension ou perturbation des relations.

Durant la période du premier régime militaire au Soudan, dirigé par le lieutenant-général Abboud, un accord a été conclu sur les eaux du Nil et la construction du haut barrage, après que celui-ci ait déclaré dans sa première déclaration que son gouvernement chercherait à supprimer la rupture artificielle entre les peuples égyptien et soudanais, qu'il considère comme une création des hommes politiques. Alors que le problème de la frontière (région de Haleb) s'était déjà posé sous le règne du premier ministre Abdullah Khalil, il ne s'est plus posé sous le gouvernement Aboud.

- C'est ce qu'on appelle la deuxième démocratie entre les années 1964 - Événements survenus après le mandat du président Abboud^{Ath}

Montrez la Révolution d'Octobre 1969 après JC - sur les relations entre l'Égypte et le Soudan ; L'Égypte qui n'est pas morte

Avec de fausses informations qui ont suscité l'enthousiasme de la rue Il l'a fait dans les médias Les Soudanais ne s'intéressent pas, ils sont venus Le Soudanais et sa protestation contre les médias égyptiens et l'insulte au drapeau égyptien. Ceci est considéré comme une confrontation, mais les dirigeants égyptiens ont considéré cela comme une réaction publique naturelle.

Le monde des relations est solidaire

Et je m'en suis remis.

sur une stratégie avec des La guerre de juin 1967 a éclaté et le Soudan a prouvé une fois de plus que ses relations avec l'Égypte reposaient objectifs clairs et il s'est tenu aux côtés de l'Égypte. Le président Ismail Al-Azhari, chef du Conseil de souveraineté, a même déclaré que le Soudan était un état de confrontation avec Israël et que son potentiel avait été maximisé.

Bloqué

Pour servir la bataille, il a travaillé en parfaite harmonie avec le leader de l'opposition, M. Mohamed Ahmed. La nation s'est dispersée après l'échec. Le Sommet de Khartoum (le sommet de la Ligue du Premier Ministre et nous avons pu réunir les Pays arabes) était célèbre pour ses trois allégeances. La nation a retrouvé son unité et a atteint ses objectifs, où le roi saoudien Fayçal a rencontré le leader Nasser. Le conflit sur le Yémen a pris fin et le saignement du sang arabe dans cette partie du pays a cessé. Les pays arabes se sont engagés à soutenir l'effort de guerre dans les pays en confrontation (Égypte, Syrie et Jordanie).

Le règne du président Nimeiry s'est prolongé pendant seize ans et a été témoin de stabilité et de développement en... Relations entre l'Égypte et le Soudan, malgré quelques périodes de froideur ou de tensions ; C'est ce qui s'est produit lorsque le Soudan a rétabli ses relations diplomatiques avec les États-Unis et la République fédérale d'Allemagne sans retourner en Égypte. Cela reflète le manque de familiarité des frères égyptiens avec l'ambiance indépendantiste du Soudan, mais les eaux ont repris leur cours normal et les relations se sont poursuivies à leur rythme normal, ainsi que la force de la personnalité du leader Abdel Nasser et son dévouement au service de la nation. Ces problèmes ont eu un impact significatif sur cette relation.

Sadate a succédé à Abdel Nasser à la tête de l'Égypte et avait sa propre humeur dans les relations avec le Soudan. La stratégie de protection des arrières de l'Égypte a eu un impact sur ses relations politiques étrangères avec le Soudan, par peur En déplaçant l'axe (Addis-Abeba-Aden) et en le contournant par derrière avec le soutien soviétique, ils sont devenus eu lieu. C'est à cause de sa peur du Pacte d'Aden que le 19e coup d'État a Libye (confirmé). Et Dan - avec (Als). Le contraire est la solution En juillet 1971, les communistes au Soudan devaient réussir à encercler l'Égypte et le régime de Sadate par le sud, qui appelait Sadate à se déplacer et à déclarer sa protection pour le Soudan et la protection du système régional dans son ensemble et non pour permettre l'ingérence dans les affaires intérieures du Soudan. À la suite de cet incident et des événements de 1976 après JC, menés par l'opposition soudanaise avec le soutien de la Libye, les deux pays ont signé le Pacte de défense Commun le 15 juillet 1976 après JC.

Avec l'assassinat du président Sadate en octobre 1981 et l'arrivée au pouvoir du président Moubarak en Égypte, une nouvelle ère de relations égypto-soudanaises a commencé et, à son début, elles ont continué dans le cadre du maintien de relations amicales grâce auxquelles l'Égypte a réalisé la stratégie égyptienne de profondeur. au Soudan et la sécurité a été condamnée. Améliorer la plate-forme de travail intégrée (qui existait en 1974 après JC) pour le développement de l'eau et chercher à développer les capacités économiques, sociales, politiques et intellectuelles des deux pays, dans le cadre d'une intégration conjointe, et 1982 après JC dans le but de codifier la relation et de la Cela s'est fait en signant la charte d'intégration en octobre Ouah soumettre à la supervision gouvernementale des deux pays.

De nombreuses institutions et organes politiques et techniques ont été créés pour superviser et atteindre les objectifs. Les principes inclus dans la Charte, qui comprenaient le Conseil suprême pour l'intégration dirigé par les deux chefs d'État, le Parlement de la vallée du Nil, le Secrétariat général à l'intégration, les commissions techniques mixtes et le Fonds d'intégration, ont convenu de mettre en œuvre trois axes pour atteindre les objectifs de la Charte, qu'ils sont.

- Développer les intérêts communs entre les deux pays dans les domaines social, économique, culturel et militaire.

- Supprimer les restrictions et les barrières, notamment dans le domaine du commerce et des échanges de matières premières entre les deux pays.

- Travailler à l'élimination des différences et des disparités entre les deux peuples pour confirmer l'unité historique et le destin commun.

La réalité de la mise en œuvre de la Charte a montré de nombreux points positifs et négatifs, dont le plus important a été de vives critiques. Il en existe en Égypte et au Soudan. Qu'il a été imposé d'en haut et a ignoré l'élément d'interaction populaire avec elle. Puis les relations ont connu un net refroidissement à la fin de l'ère du président Numeiri et les travaux sur le projet ont été arrêtés. En raison de l'activité rebelle au Soudan du Sud et de la détérioration de la situation sécuritaire, la chaîne John Guli n'a pas été activée.

· Défense commune pour la préserver accord

Avec le déclenchement du soulèvement populaire au Soudan et la révolution contre le régime de Numeiri, les relations entre les deux pays sont devenues tendues au début de cette époque et se sont caractérisées par une confrontation déclarée et le rejet des politiques des deux pays. L'autre; Le Soudan a accusé l'Égypte d'être responsable du soutien au régime de Numeiri et d'avoir protégé son maintien. Le gouvernement soudanais a demandé l'extradition du président Nimeiri, resté en Égypte après le soulèvement, en tant que réfugié politique. En échange, le gouvernement soudanais a exigé le pouvoir populaire et l'Égypte ont refusé d'annuler tous les accords et pactes avec l'Égypte, d'ouvrir le dossier des frontières (question Haleb) et de revoir l'accord sur l'eau du Nil.

L'Égypte a soutenu la Révolution du Salut en 1989 au début de son règne à la suite de fausses informations des services de renseignement nassérienne et appelaient les relations égyptiennes à être qui considéraient les dirigeants de la révolution comme ceux qui soutenaient la ligne les premières à reconnaître et à soutenir la Révolution du Salut. nouveau régime et le fournir à d'autres. L'Égypte, et présenté découvert son soutien ; Au Les services de renseignement égyptiens sont revenus sur ce qui s'est passé Et quand l'Egypte contraire, il a affronté le régime avec hostilité et a profité de la préoccupation du Soudan pour la situation dans le sud, les aspects sécuritaires et la confrontation aux problèmes économiques hérités de la Révolution du Salut, et il a occupé (le Triangle de Haleb), une question qui avait été est restée silencieuse au cours des époques précédentes depuis l'ère d'Abdel Nasser, et le Soudan a été considéré comme une attaque flagrante de la part du gouvernement égyptien qui s'inscrit dans la vision américaine. C'est une exception

Le Soudan doit imposer des restrictions économiques, des embargos et des boycotts, et ses voisins doivent les combattre. Que

Le projet, parrainé par Madeleine Albright, alors secrétaire d'État, rassemblait six...

Tout-Puissant n'a pas détourné la plupart d'entre eux de l'invasion de ^{Que Dieu vous bénisse} Les pays voisins du Soudan, mais Dieu, Quoi leur pays ou des affrontements qui ont eu lieu entre ces pays. Le Soudan a été confronté à des problèmes internes, à l'exception de l'Ouganda, qui a participé à l'opération Heavy Rains. avec ses forces pour envahir le Soudan du Sud, mais le Soudan, en raison de sa situation interne, a traité la question de Halib avec sagesse et n'a pas eu recours à l'escalade militaire et a préféré résoudre communauté internationale, ce que l'Égypte rejette. Le problème est resté en face de nous, la question de manière pacifique par le biais de la

Les relations entre les deux pays sont ensuite arrivées. Et Les frontières avec l'Égypte font partie des questions épineuses qui entravent le développement

Les répercussions de la Seconde Guerre du Golfe ont assombri les relations égypto-soudanaises, du fait du soutien américain à l'événement, de la poursuite de la politique américaine d'exploitation de l'Égypte et de l'insistance du Soudan sur la solution arabe convenue, qui a été conspiré contre une nuit lors de la Conférence au sommet arabe au Caire, et le Soudan a semblé soutenir l'occupation du Koweït par l'Irak en 1990 après J.-C. C'est le contraire de la vérité, et l'Égypte a vu cela comme une rupture avec l'obéissance, et des pressions ont été appliquées.

Les pressions occidentales et américaines sur les pays de la région pour qu'ils s'intensifient avec le Soudan et, en 1995, les relations ont atteint un tournant après l'incident de la tentative d'assassinat du président Moubarak à Addis-Abeba, où les tensions se sont intensifiées et la situation s'est aggravée, et les intérêts communs entre Les deux pays ont été touchés. Cependant, l'intensité des tensions a diminué et les deux pays se sont contentés de ce qu'ils pouvaient. Pour s'inscrire dans le cadre de la guerre froide, ou entre pousser et tirer, la coopération et la coordination dans les forums internationaux vont parfois au point d'accord sur les quatre libertés entre

Les deux pays.

Relations et leur impact sur la sécurité du bassin du Nil :

Le bassin du Nil : C'est la zone que traverse le Nil depuis ses sources jusqu'à son embouchure, et le bassin se compose de : Égypte, Soudan (avant la sécession de son sud), Éthiopie, Ouganda, Kenya, Zaïre, Tanzanie, Rwanda et Burundi.

La superficie du bassin est de 2,9 millions de km², et la longueur du cours de la source à l'embouchure est de 4 190 milles ou 6 695 kilomètres, et c'est le plus long fleuve international du monde.

du conflit colonial à travers différentes époques ; Le bassin a une importance politique, c'est ce qui en a fait un lieu

Il traverse neuf pays et relie les peuples arabes du nord aux peuples africains du sud et de l'est, et constitue la ceinture reliant la culture et le poids arabo-islamiques à la culture et le poids africains au sud. Ce qui a poussé les pays occidentaux et Israël à chercher à l'exploiter et à constituer une menace pour la sécurité nationale égyptienne et soudanaise (ces deux pays négligeant le

Mer Rouge), et leur importance vient du fait qu'ils constituent des débouchés maritimes pour certains pays enclavés du bassin, avec une base essentielle. Compte tenu de l'importance des eaux du Nil et de leur exploitation contre l'Égypte et le Soudan, les eaux du Nil restaient convoitées.

Dans le plan expansionniste sioniste dans le cadre du Grand Israël du Nil à l'Euphrate pour irriguer le désert du Néguev.

À l'exception de l'Égypte, tous les pays du bassin sont situés dans la Corne de l'Afrique, et se caractérisent par une instabilité politique, qui est un foyer de conflits sur le continent africain et une zone de conflit permanent. Ce qui est facile L'intervention étrangère ou sa nécessité à des fins de soutien, alors l'Accord sur les eaux du Nil lui-même est un sujet Conflit permanent entre les pays du bassin ; Il est exploité par l'incitation étrangère pour maintenir la tension dans la région.

Entre les pays du bassin d'un côté, et le Soudan et l'Égypte de l'autre.

L'importance économique du bassin du Nil :

Le bassin du Nil possède de nombreuses ressources économiques qui ne sont pas encore exploitées. Où il est disponible L'eau est utilisée pour irriguer les terres arables et le taux de fécondité augmente, et des projets communs peuvent être mis en place dans les domaines de la sécurité alimentaire, industrielle et de l'énergie électrique, ce qui ne satisfait pas le pouvoir en place.

Les affaires étrangères et leurs intérêts.

! 1959 après JC, il y a 1 an Les relations entre les pays du bassin du Nil sont restées relativement stables jusqu'en chacun d'eux réglant ses bénéfices tirés des eaux du Nil. Toutefois, des différences apparaissent entre l'Égypte et le Soudan qui n'Autres parties entre les pays du Bassin ; Surtout ceux pour lesquels l'accord n'accordait aucune part de l'eau, et l'Égypte et le Soudan en avaient la plus grande part, ou en raison des politiques de développement agricole et industriel poursuivies par les pays du bassin de temps à autre ; C'est ce qui inquiète grandement l'Égypte quant à sa part de...

Eau.

à l'autre; Vallée du Nil (Égypte). stratégiquement Les deux pays (Égypte et Soudan) représentent la profondeur Le Soudan est le cœur du monde arabe et la porte d'entrée de l'Afrique vers les continents asiatique et européen. Il constitue leur prolongement naturel vers le cœur du continent africain et son est. Il possède des composantes et des capacités qui reflètent la nécessité de l'intégration, car il représente le réveil optimal pour réaliser des intérêts communs. Ainsi, le Soudan et l'Égypte deviennent une seule unité de menace pour les ambitions des grandes puissances.

La sécurité de la vallée du Nil nécessite la mise en place d'une sécurité commune entre l'Égypte et le Soudan, pour protéger leurs intérêts face à la Société des Nations. La menace occidentale et israélienne, face à l'absence de conscience nationale arabe qu'elle représente

La langue arabe, totalement absente de la vision stratégique égyptienne au fil des problèmes

Le Soudan du Sud, qui s'est terminé par un référendum sur la séparation de son sud de son nord, l'expose à la polarisation sioniste et menace la sécurité hydrique de l'Égypte ainsi que sa sécurité nationale. Israël pourrait exploiter cette situation pour avoir une présence militaire et économique au Soudan du Sud ou dans le nouvel État, et tous les accords liés aux eaux du Nil s'effondreraient en raison de l'existence de cet État.

Les intérêts entre eux sont contestés. Nous avons examiné les progrès des relations soudano-égyptiennes et il est devenu clair qu'elles sont fortes. Cela conduit à des fluctuations et des tensions dans leurs relations, et les tensions dans les relations sont le plus souvent le résultat d'interventions de puissances mondiales, ou ont été construites sur un intérêt temporaire ou tactique qui ne se soucie pas de la dimension stratégique.

· Les temps Le point de vue personnel des dirigeants du monde entier Et même parfois pour les relations, un

Cependant, la dimension stratégique de ces relations confirme que les deux pays possèdent des capacités et des capacités qui reflètent...

La nécessité de l'intégration pour réaliser les intérêts communs de la sécurité nationale de l'Égypte et du Soudan et parvenir à la création d'une force avec laquelle il faut compter dans la région ; Cela incite le reste des pays voisins à le rejoindre, à suivre son chemin ou à éviter de l'attaquer et de nuire à ses intérêts. Les composantes des fondements communs de cette intégration

sont présentes, représentées par le partage d'un bagage social et culturel basé sur l'appartenance à des objectifs communs et la prise de conscience de l'existence commune à la civilisation arabo-islamique, ce qui vaut

T, et le lien entre la sécurité nationale pour les deux est un fait qui est dû à la réalité géopolitique et politique rapprochées

La réalité de la géographie, de l'histoire et des circonstances, qui appelle à la nécessité d'une coordination dans tous les domaines des forces économiques, politiques, militaires et sociales.

Relations égypto-soudanaises après (25 janvier) :

À la lumière des objectifs et des principes préconisés par la Révolution du 25 janvier en Égypte dans le domaine de la politique étrangère, restaurer le rôle pionnier de l'Égypte dans la région et sortir du contrôle de la politique américano-sioniste, qui a affaibli ce rôle et a nuí aux relations égypto-arabes et africaines, en particulier à la sécurité du Soudan ; c'est ce qui s'est passé. Et avec des relations de succès. En

Grâce à cette politique en général, le nationalisme égyptien et la sécurité nationale soudanaise ont été gravement touchés.

Cela s'est produit les années précédentes et cela affectera davantage l'Égypte à l'avenir en raison de sa négligence des perspectives stratégiques. Et se contenter de solutions temporaires et immédiates, et brandir le slogan de la restauration de la souveraineté égyptienne. Les relations égypto-soudanaises reviennent à une situation qui profite aux deux pays dans tous les domaines. Afin d'assurer la sécurité nationale des deux pays, il existe de nombreux objectifs et intérêts communs qui imposent un rapprochement et une unité inévitables autour d'eux, ainsi que le dépassement des conflits et des désaccords du passé. Ces objectifs comprennent les suivants :

- Coopération conjointe concernant les accords sur l'eau du Nil : il s'agit de garantir la part de l'eau des deux pays, à la lumière de la menace des pays du bassin de reconsidérer les accords.

D Le Soudan est l'un des marchés. Coopération dans les domaines économique, agricole et éducatif : où les produits égyptiens et les terres agricoles dont elle dispose sont considérés comme la solution efficace aux problèmes de. Accroître la sécurité alimentaire égyptienne, sous la menace d'une explosion démographique et d'un contrôle américain sur l'Égypte grâce à la carte de pression représentée par le blé américain.

Coopération dans le domaine de la sécurité militaire ; Le Soudan, qui est voisin de sept pays après la séparation du Sud, et avec la politique américaine qui combat et intervient dans les pays soudanais, et dont les intérêts se croisent par procuration, s'attend à une menace continue venant de toutes les directions et à la présence sioniste. Soudan à se défendre. Les intérêts égyptiens et les pays du bassin du Nil pourraient forcer l'Égypte et le un facteur décisif; L'accord de défense pourrait être réglé. D. Les relations entre le Soudan et militaire; Ce qui vient l'Égypte, qui partagent un conflit avant qu'il ne commence, comme facteur de dissuasion efficace.

L'importance de ces objectifs exige que l'Égypte et le Soudan surmontent leurs problèmes, contiennent leurs divergences et travaillent au développement de leurs relations. Pas seulement politiquement, mais dans tous les domaines. Coopération : économique, politique, militaire, sociale, etc. Cela soulèvera beaucoup d'inquiétudes. Avec les intérêts occidentaux et sionistes et en exploitant la situation ^{ce qui est arrivé C'est} Problèmes en Égypte ; Le conflit interne sous un gouvernement libéral vise à créer un état d'instabilité en Égypte en provoquant des divergences partisans, des disparités religieuses ou des discordes islamo-chrétiennes, voire par des menaces militaires à la frontière avec Israël.

C'est pourquoi l'Égypte doit avant tout définir une stratégie de politique étrangère, qui doit commencer progressivement, afin de ne pas se laisser surprendre par l'ouverture de nombreux fronts et de ne pas affronter davantage de défis à la lumière d'une situation qui n'a pas été établie sur une base solide d'accord interne. , et avec des plans réalistes pour relever ces défis, et cela peut nécessiter...

social entre R.F, Sécurité nationale égyptienne, considérant Rassembler les gens autour du contrat

Citoyen et pouvoir ; En termes de services essentiels et de considérations liées aux droits de la personne, rappelez-vous que

Le peuple qui s'est révolté contre le régime d'oppression et de tyrannie et pour restaurer ses droits ne vivra plus dans aucun avenir.

Un système qui viole ces droits, même s'il résulte d'élections, à condition que cette compréhension et cette approche s'appliquent

également à la base (c'est-à-dire au grand public), comme cela est requis au sommet de la pyramide.

Cela nécessite beaucoup d'efforts et d'efforts pour éclairer et éduquer les citoyens.

Considérant l'intérêt national et patriotique, les lignes rouges en matière de sécurité nationale et sans les compromettre, et en donnant la priorité à l'intérêt public sur l'intérêt privé, qui est une des exigences de la religion ainsi qu'une des nécessités du monde . De cette façon,

le pays peut être protégé et fortifié contre l'état de (Somalie) ou la fragmentation grâce aux capacités de son peuple, de ses génies et de

nécessaire activer le pouvoir Et collectionner ses fidèles, et en unissant la bonne parole. Ensuite, lors du choix des responsables, il est

des (les forts et les dignes de confiance) et éliminer ceux pour qui l'agenda national est faible, et ceux qui sont renforcés par les éléments

hostiles dans le démantèlement et la dispersion de l'unité et de l'opinion.

Il est également nécessaire de s'efforcer de mettre au point un système et une constitution qui réduisent les différences et les conflits.

Opinion dans laquelle l'opposition veille à l'intérêt national avant le gouvernement, et le but est les intérêts et les aspirations du peuple et de

la nation.

Les économistes affirment que la crise économique en Égypte s'est aggravée en raison de l'augmentation de l'influence politique de la classe des affaires et de leur participation au gouvernement, ainsi que de la mise en œuvre de décisions économiques injustes contre le pays et son peuple. Cela a entraîné une augmentation de l'inflation, du chômage et de la dette. Réformer la situation économique nécessite de sortir de ce cercle et de s'en remettre aux spécialistes.

Il est certain que l'Égypte, après la révolution du 25 janvier, ne reviendra pas à l'Égypte avant cela, rétablissant au moins sa position sur la carte précédente du monde arabe. La manière d'y parvenir, si l'Égypte le souhaite, est d'adopter une politique qui réalise d'abord sa souveraineté nationale et à œuvrer pour servir les problèmes de la nation. En particulier

Sa question centrale est (la Palestine). On s'attend à ce que la politique étrangère égyptienne change progressivement à la lumière de la réalité interne, de la situation régionale et internationale et des considérations de sécurité nationale, et il n'est pas sage d'ouvrir les dossiers et avec les relations de Camp David. avec les États-Unis pressés par la colère.

Slogans de la révolution. Au contraire, il faudra peut-être un certain temps pour consolider et établir le système, et pour obtenir le soutien des pays de la région, de la nation islamique et des pays non alignés, s'ils existent.

Ce qui a été dit concernant le droit de l'Égypte en matière de politique étrangère et intérieure est nécessaire au Soudan dans la période à venir au niveau régional. Outre, en coopération avec Créez une situation stable, développée et croissante ; peut réaliser En l'Égypte, cela sert les intérêts des deux pays, et le Soudan espère que la nouvelle ère en Égypte résoudra le problème des frontières éternelles et silencieuses, mettra fin à l'occupation militaire d'Halib et mettra un terme à la politique d'égyptianisation poursuivie par le régime d'Hosni Moubarak. régime, et que les deux parties adoptent la méthode du dialogue ou de l'arbitrage pour résoudre le dilemme une fois pour toutes. Il est allé servir les deux pays, mais à la lumière de la vérité. Cela peut se faire dans le cadre d'un espace d'intégration, comme cela est souhaité. Soudan a besoin d'ombre Réglez également d'autres litiges. Le Le mandat juridique et militaire du Soudan à Halib, y compris les exigences de la sécurité nationale, ses circonstances internes et son environnement régional et international, est de développer ses relations avec l'Égypte d'une manière qui ne provoque pas d'irritation dans l'environnement local, régional et international. Sécurité

Le Soudan s'est révélé être un moyen de déchirer la carte de pression À la lumière de la coopération économique commune Les résultats des projets économiques et agricoles en particulier peuvent être d'un grand bénéfice pour mon peuple.

La vallée du Nil.

La question des eaux du Nil nécessite la cristallisation d'une vision soudano-égyptienne qui serve leurs intérêts tout en prenant en compte les intérêts des autres pays du bassin. Il est plutôt plus avantageux de convaincre les autres pays du bassin de servir cette vision plutôt que de le boycotter, ou leur imposer une opinion, même si c'est le cas... Le cours du droit international ; C'est connu Égypte de la loi sont tous soumis aux intérêts occidentaux et ne serviront pas les intérêts Actuellement, les mécanismes internationaux d'application du Soudan à ce moment-là.

Les problèmes internes du Soudan après Naivasha et leurs conséquences attendues nécessitent le soutien égyptien, d'autant plus qu'ils sont influents et affectés par les objectifs de la politique internationale, comme la question du Darfour, et ce qui résultera de l'accord de Naivasha dans les régions d'Abyei, du Kordofan Sud, et le Nil Bleu.

Il ne fait aucun doute que les domaines de coopération entre le Soudan et l'Égypte sont nombreux et infinis, et nous ne mentionnons que les questions

suivantes : l'éducation, le développement des ressources humaines et les médias, en plus de ce qui précède.

Il en va de la sécurité et des intérêts des deux pays, et c'est pourquoi l'intégration entre les deux pays peut réaliser les intérêts et les
vivant, construit sur de réels intérêts objectifs de tous les autres pays de la région, dans le cadre d'une unité qui soit un exemple
à ce qui se passe dans communs, avec efficacité. et un impact tangible sur les peuples et les pays de la région. Contrairement
les institutions existantes qui n'ont aucun impact sur les membres de l'organisation et ses pays.

Par-dessus tout, l'Égypte doit considérer le Soudan comme un pays égal et voisin ayant des intérêts communs, et se débarrasser
de la vision condescendante qui a prévalu tout au long de l'époque passée, et elle trouvera alors en lui un pays coopératif et amical qui
te bénisse. s'unira. si nécessaire. Et que Dieu

Relations égypto-soudanaises dans la période « 2011-2015 »

Photo du Centre Démocratique Arabe Centre Démocratique Arabe. 28 juillet 2016 011,065 1 heures

L'Égypte et le Soudan

Préparé par le chercheur : Ahmed Magdy Mahmoud Abdel Salem - Centre Démocratique Arabe

Mohamed Kamal Supervision : Prof. Dr.

Relations égypto-soudanaises (2011-2015)

introduction:

Les sociétés humaines ont connu des relations depuis les temps anciens et ont établi des relations entre elles il y a longtemps, et leurs méthodes pour y parvenir ont été établies sur des fondations qui sont devenues des principes sur lesquels elles se sont appuyées, renforçant ainsi les liens relationnels et soucieux des intérêts mutuels. l'intérêt national était l'axe sur lequel reposaient les politiques des pays et leurs relations extérieures, à la lumière des différences d'intérêts et de valeurs. La plupart d'entre elles se concentrent sur la préservation de la souveraineté de l'État et la préservation de sa sécurité nationale.[1]

En examinant les relations égypto-soudanaises, nous constatons qu'elles sont caractérisées par l'intimité, en raison du voisinage, de l'imbrication des intérêts et du chevauchement ethnique, historique et géographique, ce qui constitue un modèle pour les relations entre les deux pays avec un caractère stratégique unique. C'est une relation jumelle, tout comme les relations syro-libanaises, les relations saoudiennes-yéménites et les relations koweïtiennes-irakiennes, qui sont enracinées dans l'histoire. Elle ne peut être démantelée ou éliminée, comme la question soudanaise l'a longtemps fait. a été liée dans la pensée politique égyptienne au concept de sécurité nationale, qui considère toute menace à l'unité du Soudan comme une menace à la sécurité de l'Égypte.[2]

Les relations entre les deux pays ont toujours reposé sur des bases solides, réelles et profondément enracinées.

Histoire : Une histoire commune lie les deux pays, et une interpénétration humaine et culturelle renforcée par les eaux du Nil, et même si les relations entre eux oscillent entre push et pull, d'une part, les gouvernements soudanais ont tendance à suivre des politiques qui sont Les gouvernements égyptiens sont plus indépendants et différents de leurs homologues égyptiens, et d'un autre côté, les gouvernements égyptiens sont soucieux de garantir leurs intérêts politiques. Les ressources stratégiques, économiques et en eau du Soudan. Tous ces liens ont fait du Soudan la porte d'entrée de l'Égypte vers l'Afrique et un pont entre l'Égypte et l'Afrique. communication avec l'Afrique profonde.[3]

À travers les âges, les relations égypto-soudanaises ont été déterminées par deux facteurs principaux : le Nil étant la source responsable de l'approvisionnement en eau des deux pays, et le deuxième facteur est la volonté de l'Égypte de jouer un rôle actif et efficace dans la région, ce qui a aidé l'humanité. et les facteurs naturels de sa croissance. La question de la sécurisation de l'accès aux ressources du Nil après Indispensable dans l'agenda politique égyptien, depuis les premiers rois, en passant par Muhammad Ali jusqu'à l'élite nationaliste qui a gouverné après l'occupation, jusqu'à Muhammad Naguib et Gamal Abdel Nasser[4]

L'indépendance et l'unité du Nil se sont cristallisées au sommet des priorités de la politique étrangère égyptienne. À cet égard, la proximité entre le cas soudanais et le cas égyptien est remarquable, tous deux soumis à des conditions d'occupation similaires qui les ont amenés à adopter l'idée. de l'unité de la vallée du Nil comme forme de résistance à l'obtention de l'indépendance. Cependant, l'occupation britannique a été un obstacle majeur au développement des relations entre les deux pays. Dans les deux pays, la Grande-Bretagne a continué à s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Égypte, même après la fin du traité de 1936, et n'a évacué ses forces qu'après la Seconde Guerre mondiale. En revanche, le Soudan est resté un obstacle à la compréhension des relations égypto-britanniques, car la volonté égyptienne de le retenir et de l'y soumettre [5]

Malgré les liens étroits qui unissent ces relations, elles ont traversé de longues périodes de tension, oscillant entre tension et attirance, qui peuvent être dues à de nombreux facteurs, notamment à la période du conflit égypto-britannique pour la souveraineté sur le Soudan dans la première moitié du XXe siècle. siècle, et la réduction et le confinement des relations dans le cadre sécuritaire et les intérêts politiques des élites soudanaises successives. Les polarisations au sein de ces élites et la montée de l'Islam politique au pouvoir au Soudan, en plus de son déclin

Le rôle égyptien pendant la période de l'ancien président Mohamed Hosni Mubarak et l'échec des élites soudanaises à soutenir le sud et sa sécession, sans parler de la construction d'un État national stable et de l'entrée dans des guerres prolongées, des conflits au Darfour et des groupes armés. d'un autre côté, l'Égypte est également épuisée par ses problèmes internes et la détérioration des conditions économiques après la révolution [6]

Les expériences d'intégration des années 1960 et 1970 ont démontré la prédominance des objectifs politiques et sécuritaires sur les objectifs, de sorte qu'elles se sont limitées à la protection du système politique de chacun des deux pays. De nombreux problèmes sont survenus dans la nature des relations entre les deux pays. dès qu'un régime arrivait avec des orientations et des politiques différentes de l'autre régime, des accusations éclataient entre les deux partis et des questions controversées étaient rouvertes, notamment les questions frontalières, à savoir le Triangle Haleeb et les Accords sur l'eau du Nil, dans lesquels le Soudan voit une injustice envers son pays. droits humains, en particulier avec l'arrivée du Gouvernement du Salut et son adoption de l'opposition fondamentaliste au régime de leur pays et sa tentative d'adopter un projet de civilisation islamique qu'il présente comme modèle pour d'autres pays dans une atmosphère de manque de capacités qui le qualifie pour ce rôle[7]

Au cours des années 1990, les relations égypto-soudanaises se sont détériorées d'une manière sans précédent, atteignant le niveau d'une véritable guerre froide, qui ne s'est pas arrêtée au point de discorde entre les régimes, mais s'est plutôt étendue au Soudan jusqu'à un plus largement à travers des attaques médiatiques continues et une mobilisation contre ce qui présentait l'Égypte comme... C'est un opposant extérieur, qui a créé au Soudan une génération qui regarde l'Égypte avec suspicion et appréhension.

Cependant, malgré les malheurs de cette période, elle peut être considéré comme une leçon apprise ou une leçon qui souligne l'importance du caractère privé de cette relation, peu importe le nombre de façons dont ils se sont séparés, puis le retour à une situation de coopération et de coordination.[8]

Cependant, les relations ont connu un développement à la fin des années 1990 en raison d'un certain nombre de variables régionales et internationales qui ont poussé à une reconsidération des relations et à la reprise de l'intégration, mais les développements sont restés limités en raison d'une conception superficielle, du manque de clarté des objectifs, faiblesse des ressources humaines, manque de formation, incapacité à suivre l'évolution du marché du travail et faible financement. L'absence de stabilité politique, notamment au Soudan, en plus de la bureaucratie [9]

Par conséquent, l'étude cherche à tenter de surmonter ces mauvaises expériences, d'y remédier et d'établir une nouvelle page basée sur l'égalité, la fraternité, l'égalité, le respect mutuel et le partenariat dans tous les domaines.

Sortir du creuset de la perspective sécuritaire et des accusations mutuelles, s'efforcer de résoudre les questions de succession en suspens dans une perspective neutre, en mettant l'accent sur l'engagement envers toutes les méthodes et moyens diplomatiques, en restant à l'écart des mécanismes de violence et de coercition, et en analysant les relations de sous tous les angles et dans le cadre des changements régionaux et internationaux, notamment avec le déclenchement des révolutions du printemps, qui annoncent une nouvelle ère de liberté et de démocratie, une ère dont les lignes sont tracées et gouvernées par les peuples des deux pays, et non seulement par leurs gouvernements, puis l'accent est mis sur le soutien du côté populaire aux côtés des officiels, et sur l'attention portée aux intérêts communs entre les deux pays, tels que la sécurité nationale et les eaux du Nil, et sur l'importance du rôle de l'Égypte. rôle revenant à son statut de pionnier tel qu'il l'était sur la scène arabe et africaine, ce qui est dans l'intérêt et au service des deux parties et dans la réalisation d'objectifs et d'intérêts communs.

Problème de recherche:

Le problème de l'étude réside dans la compréhension de la nature des intérêts communs entre les deux pays, comment parvenir à des relations futures basées sur la réalité et la vision future de ces intérêts, et fournir des facteurs qui aident à les développer, tout en mettant en lumière les obstacles et problèmes qui font obstacle à leur développement et à la présentation de solutions et de propositions pour les résoudre, car de nombreuses opportunités et défis sont apparus au cours de la période récente. Le déclenchement des révolutions du Printemps arabe a ouvert des horizons - ou du moins des attentes - vers une transformation démocratique et réfléchir à restaurer le rôle égyptien sur la scène arabe et africaine, sans parler de certains des défis représentés dans le dossier du barrage de la Renaissance, du problème de Haleeb et de la différence entre les deux positions sur certaines questions régionales.

Questions de recherche:

Quels sont les déterminants de la relation et les fondements sur lesquels se construit la relation ?

Quelle est la position égyptienne et soudanaise à l'égard du triangle Haleb-Shaltin ?

Pourquoi le Soudan se tient-il aux côtés de l'Éthiopie dans la question du barrage de la Renaissance et quels sont les mécanismes de la position égyptienne ?

Quelle est la position du Soudan sur le changement de régime en Égypte pendant les deux révolutions ?

Quelle est la position égyptienne et soudanaise à l'égard de

2015 _ la Libye ? Période : à partir de 2011

Raisons du choix de cette période :

2011 : La révolution du 25 janvier 2011 et les principes et objectifs qu'elle appelle en matière de politique étrangère pour restaurer le rôle pionnier de l'Égypte dans la région et sortir de l'emprise de la politique américano-sioniste, qui a contribué à affaiblir ce rôle et à Cela a nui aux relations égypto-arabes et africaines en général et aux relations égypto-soudanaises en particulier, ce qui a affecté la sécurité. Le nationalisme égyptien et soudanais, et le Soudan a été grandement touché par cette politique au cours des années précédentes. Par conséquent, on s'attend à ce que les relations égypto-soudanaises reviennent. à une situation qui sert les intérêts des deux pays dans tous les domaines.

2015 : La situation sécuritaire est devenue presque systématique contre la communauté soudanaise en Égypte, ainsi que l'adhésion du Soudan à des éléments des Frères musulmans hostiles au régime du président Sissi et les accusations mutuelles entre les deux parties : l'accusation du Soudan contre l'Égypte de soutenir les révolutionnaires du Darfour et l'accusation de l'Égypte de Soudan du soutien aux terroristes avec des armes, et le barrage de la Renaissance, sans parler des nouvelles situations régionales, qui ont été évoquées précédemment, à savoir le dossier libyen, le dossier yéménite et la différence de positions de chacun des deux pays.

Localisation : Égypte et Soudan

Portée : L'étude relève du domaine des relations internationales

Importance théorique :

Soulignant la spécificité des relations égypto-soudanaises, le lieu historique unique et le fait géographique représenté par le Nil, qui a contribué à maintenir les relations même dans les temps les plus sombres.

Comprendre et analyser les questions controversées et essayer de trouver des solutions qui satisfont et servent les deux parties. Connaître les facteurs qui contribuent au développement des relations égypto-soudanaises, puis mettre en évidence les points positifs et négatifs qui empêchent le développement des relations pour atteindre une vision future.

Importance pratique :

Révéler les obstacles qui s'opposent à l'intégration politique et économique entre les deux pays afin qu'ils puissent être évités à l'avenir. Fournir une approche objective et impartiale garantissant que le décideur ne porte pas atteinte aux droits de l'autre partie, évitant ainsi l'escalade et la création de tensions, tout en apportant des bénéfices à son pays.

Le choix de la période d'étude de 2011 à 2016 implique les deux événements les plus importants pour la partie égyptienne, à savoir les révolutions du 25 janvier et du 30 juin et l'instabilité qu'elles ont provoquée. Il était donc nécessaire de reconsidérer la sécurité nationale égyptienne, dans laquelle le Soudan représente une part importante, car la profondeur n'a pas réussi à empêcher la sécession du Soudan du Sud, sans parler de la question stratégique de l'eau, d'autant plus que l'Égypte est préoccupée par la pénétration continue d'Israël au Soudan, en particulier dans son sud, avec lequel elle entretient des relations depuis sa naissance. .

Cadre conceptuel :

Intégration économique : selon Hermann Linz : "Il s'agit plutôt d'un processus continu et évolutif vers la maturité et la perfection d'un stade inférieur à un stade supérieur. À toutes les étapes, l'intégration signifie un assemblage de pièces sous une forme nouvelle, et elle ne signifie pas signifie simplement assembler des choses séparées sans changer le développement de ces parties. » Il s'agit donc d'un processus visant à atteindre l'homogénéité et l'harmonie. Au sein du corps politique et social, abandonner les loyautés étroites et créer un sentiment commun de solidarité et d'identité unifiée.[10] .

Intégration politique : « C'est le processus qui inclut le déplacement des loyautés et des activités politiques dans des pays multiples et différents vers un nouveau centre, dont les institutions ont des pouvoirs qui vont au-delà des États-nations existants[11] ».

Intégration de la sécurité : signifie que les États parties conviennent d'arrangements de sécurité collective, quelles que soient les différences dans leurs ressources de pouvoir, et que les décisions liées à leur sécurité commune sont prises selon une méthode de mise en œuvre, de planification et de direction conjointe [12].

L'élite : Selon Pareto : Ce sont ceux qui excellent dans leur domaine de travail dans le jeu de la vie, ce qui leur permet d'exercer des fonctions politiques ou sociales qui créent à partir d'eux une classe dirigeante qui n'a pas besoin du soutien et de l'approbation du public car elle est limitée dans sa règle aux caractéristiques internes qu'il possède, et c'est ce qui le qualifie pour monopoliser les positions [13].]

Sécurité nationale : « Selon le Dr Ali al-Din Hilal : protéger l'entité de l'État et de la société contre les dangers qui la menacent à l'intérieur et à l'extérieur, garantir ses intérêts et créer les conditions économiques et sociales appropriées pour atteindre les buts et objectifs qui expriment satisfaction générale dans la société. » Autrement dit, cette assurance est obtenue grâce à la stabilité sociale, au développement et à la participation politique. [14]

Le droit à l'autodétermination : la science politique le définit comme le droit de toute société possédant une identité collective distincte, telle qu'un peuple ou un groupe ethnique, à travers laquelle elle détermine ses objectifs politiques, économiques, sociaux et sécuritaires et choisit le système politique qui lui convient pour réaliser son bien-être et ses exigences et gérer sa vie sans aucune ingérence étrangère [15].]

Sécurité de l'eau : signifie préserver les ressources en eau disponibles, les utiliser de la meilleure façon, éviter la pollution, rationaliser leur utilisation dans l'irrigation, l'industrie et la boisson, et s'efforcer par tous les moyens de rechercher de nouvelles sources d'eau, de les développer et d'augmenter leurs capacités d'exploitation. [16].

Cadre théorique : L'école réaliste sera utilisée :

On peut dire que la tendance réaliste dans l'étude des relations internationales remonte à ce que la Première Guerre mondiale puis la politique de l'Allemagne nazie représentaient comme un défi aux fondements de l'approche idéale des relations internationales.

Cette affirmation était confortée par les risques résultant des capacités des armes nucléaires de la fin des années 1940 jusqu'à la fin des années 1950, et l'affirmation fondamentale était que seules des politiques basées sur la force pouvaient atteindre un certain degré de sécurité mondiale[17].

Malgré la multiplicité des travaux liés au mouvement réaliste, la théorie de Hansje Morganthau est considérée comme représentative de cette école, car il a présenté dans son livre *Politics Among Nations* une théorie globale des relations internationales, affirmant que différentes déclarations sur la politique internationale peuvent devenir cohérentes si considéré dans le cadre du modèle de politique de puissance, comme politique L'internationalisme est une lutte pour le pouvoir, et quels que soient les objectifs ultimes de l'État, le pouvoir est l'objectif immédiat, puisque trois alternatives sont placées devant l'État pour obtenir le pouvoir, le la première est la lutte pour maintenir le pouvoir en renforçant le statu quo, et la deuxième est : augmenter le pouvoir en élargissant son pouvoir, c'est-à-dire l'impérialisme, et le troisième est de montrer sa puissance afin d'acquérir une influence qu'il peut utiliser pour atteindre ses objectifs[18].

Cette école considère l'État-nation comme le premier et unique acteur des relations internationales. Quant aux acteurs situés en dessous des États, elle leur a donné une importance secondaire car le monde est constitué d'un groupe d'États et ces États interagissent et donc il est le principal et unique acteur des relations internationales jusqu'à ce que le monde se transforme en sociétés en interaction et non en gouvernements en interaction, et c'est là que les États sont des acteurs rationnels et rationnels et sont capables de prendre des décisions qui servent leurs intérêts, et il n'y a pas d'autorité supérieure à l'autorité. de l'État [19]

Cette école considère également le système international comme un système chaotique dans lequel les États-nations dépendent de leurs capacités. Le monde est un monde de conflits et de guerres, qui constituent la base des relations internationales. Il n'existe aucune autorité suprême qui protège la sécurité internationale et Il n'existe pas d'État mondial qui gouverne les conflits. En raison de l'absence d'institutions et de procédures pour résoudre les différends dans les relations internationales, chaque État compte sur sa capacité et sa propre force pour maintenir sa sécurité. Il peut également recourir à la conclusion d'alliances. pour soutenir ses capacités[20].

Ainsi, les réalistes ont placé leur point de départ dans le concept de force et les efforts des États pour acquérir pouvoir et autorité, sans accorder un rôle majeur au Créateur, au droit international et à la diplomatie, et en mettant l'accent sur l'utilisation de la force militaire comme outil. pour le maintien de la paix, et cette force n'est pas une force militaire traditionnelle, mais plutôt une force nationale dans sa conception globale de ses éléments et composantes, tant matériels qu'immatériels.

La conclusion finale d'un grand nombre de variables, telles que la population, les ressources naturelles, l'emplacement stratégique, le niveau de développement technologique, la propagande, l'opinion publique, l'influence politique, la diplomatie et le système productif, est que la politique étrangère n'est rien d'autre qu'une lutte pour pouvoir, et que quels que soient les objectifs extérieurs d'un État, cela implique toujours de contrôler les autres en influençant leur esprit [21].]

Par conséquent, l'école s'est concentrée sur le concept de l'intérêt national, et sur le fait que chaque État cherche à réaliser ses propres intérêts, et qu'il existe un conflit d'intérêts au point de conduire à la guerre, et donc les politiques étrangères se poursuivent malgré le changement et le changement. du régime, de son orientation idéologique et des valeurs dominantes, en raison de l'existence d'intérêts supérieurs pour l'État, et ces intérêts sont fixes, et les moyens peuvent changer pour servir cet objectif. Il peut être pacifique ou guerrier, mais l'objectif ne change pas, et l'intérêt le plus élevé de tout État est de préserver la survie nationale et la sécurité nationale. Les questions militaires occupent une grande importance pour l'école réaliste, plus que les questions économiques, car les questions militaires, de sécurité et stratégiques représentent de hautes politiques, tandis que d'autres questions économiques et les questions militaires représentent une faible politique.[22]]

Afin de réaliser leurs intérêts, les États peuvent utiliser tous les moyens, qu'ils soient moraux ou immoraux. Il n'y a pas de place pour les valeurs et l'éthique en politique. Les principes moraux ou éthiques sont difficiles à appliquer au comportement commercial et politique. La question ici est liée à la manière dont l'État atteint ses objectifs de politique étrangère sans l'exposer à un danger. Ici, Morgenthau refuse d'adopter L'État a des considérations purement morales qui limitent sa quête du pouvoir et de ses intérêts. Il est plutôt avancé que les décideurs en matière de politique étrangère devraient ne pas prendre en considération des motivations morales abstraites. Les valeurs morales sont l'intérêt national lui-même, car la morale n'est pas des îlots isolés des intérêts nationaux[23].

Programme d'études :

Déclarations et hypothèses : [24]

Cette étude s'appuie sur l'approche de l'intérêt national. Cette approche appartient à l'école réaliste des relations internationales qui domine l'analyse et l'étude des relations internationales depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et repose sur trois concepts fondamentaux : la puissance.

L'équilibre des pouvoirs et l'intérêt national, réfutant ainsi la tendance idéaliste dans l'étude des relations internationales qui a dominé au lendemain de la Première Guerre mondiale et de la création de la Société des Nations, que certains considéraient comme les précurseurs du gouvernement mondial qui Les penseurs du mouvement idéaliste l'ont toujours réclamé. Selon cette école, les États ont des intérêts nationaux souverains qui ne s'en écartent pas. Ils sont motivés par l'interaction avec les autres, et les États ne peuvent pas défendre l'intérêt national sans conflit entre eux, et sans conflit. à son tour, il faut de la force

Les politiciens et les décideurs de divers pays agissent souvent en fonction des intérêts de l'État, et non de sa morale, et imposent des conditions en fonction de son pouvoir et non en fonction de son droit. Par conséquent, le pouvoir et l'intérêt sont toujours considérés comme formant l'essence des politiques. , quelles que soient les différentes formes de leur pratique, et en cohérence avec leur exploitation dans la propagande ou par des réalistes qui soulignent que les principes moraux reposent sur Elle n'a de valeur que si elle est compatible avec le pouvoir de l'État et ne constitue pas un fardeau ou fardeau qui pèse sur lui dans la voie de ses intérêts

Nicolas Machiavel et Karl Marx ont tous deux exprimé cette essence, comme le disait le premier : « Une personne ne tient parole que si cela est dans son intérêt. » Le second dit : « Les intérêts matériels ou moraux, et non les idées, contrôlent et contrôlent directement les actions des gens. et les intérêts sont de nature flexible qui ne le fait pas... Il se caractérise par une limitation ou une stabilité, ainsi que par un changement constant des circonstances

différent

Ces intérêts sont rarement le résultat de calculs fondés sur la rationalité pure, car leur formulation inclut nécessairement des jugements de valeur qui sont l'expression de l'idéologie dominante dans un pays donné et à un certain stade, ce qui nous ramène finalement à des facteurs psychologiques plus qu'à une explication matérielle. facteurs.

Le fondement théorique du concept et ses déterminants[25]

Le concept d'intérêt national remonte aux écrits de Machiavel, notamment dans son livre Le Prince, sur les relations entre les États italiens aux XVIe et XVIIe siècles en Italie puis en Grande-Bretagne, où les intérêts de « la volonté du roi » et les intérêts de la famille régnante, qui prévalaient auparavant, commencèrent à décliner progressivement, pour être remplacés par le terme d'intérêt. Nationalisme. Après la paix de Westlavie en 1648, le concept d'intérêt national fut largement utilisé parmi les pays européens pour justifier leur politique. Stratégies.

Les Affaires étrangères et leur comportement au niveau international. Le terme a également été largement utilisé par les dirigeants des États-Unis depuis son annonce.

Le concept a commencé à être proposé dans les années 1930, alors que Charles Beard était considéré comme l'un des premiers à utiliser le concept d'intérêt national dans l'étude de la politique étrangère et des relations internationales, dans son livre « The »
Bien que son discours ait été principalement axé sur la politique étrangère américaine, Hans Morganthau, le penseur le plus éminent de l'école réaliste de l'ère moderne, a abordé le concept d'intérêt national dans son article de 1952 sur l'intérêt national de l'idée. Les États-Unis d'Amérique.

Bien que le terme soit largement diffusé sur le plan politique, il existe peu de contributions dans le domaine de la consolidation théorique du concept, la plus importante d'entre elles étant peut-être le livre de Joseph Frankl en 1970, qui portait le titre L'intérêt national et traitait en détail des différentes dimensions du concept, comme l'a souligné le professeur Dr. Ahmed Youssef dans son livre « Introduction aux relations internationales ». L'approche de l'intérêt national comme l'une des approches du courant réaliste dans la recherche et l'étude des relations internationales

Ce qui a contribué au retour de l'école réaliste a été manifestement dans sa forme la plus laides, représentée par l'invasion de l'Afghanistan par les États-Unis, puis par l'occupation de l'Irak. Le système international s'est orienté vers une unipolarité tyrannique, qui a renforcé l'école réaliste et a fortement répliqué. l'a introduite dans la compréhension et l'analyse des relations internationales et de la politique étrangère des grands pays en particulier. Parmi les approches qui ont été réutilisées dans ce contexte figure l'approche de l'intérêt national, notamment par les écrivains et penseurs américains, comme Stephen Walt considérait par exemple que « la puissance est la base de l'influence internationale des États-Unis et la garantie ultime de leur sécurité, et que la capacité des États-Unis à réaliser ses intérêts nationaux, qui incluent la limitation de la prolifération des armes de destruction massive, le soutien aux droits de l'homme et La démocratie et la défense de ses alliés dépendent avant tout et fondamentalement de sa puissance.

Morganthau l'a défini comme l'intérêt national en tant que pouvoir, tandis que Joseph Nye l'a défini comme le groupe d'intérêts qui représente un dénominateur commun pour les citoyens de l'État dans ses relations avec le reste du monde, tandis que Joseph Frankl l'a défini en trois groupes d'intérêts : une stratégie militaire et politique qui inclut la préservation de la doctrine politique, de l'identité nationale et économique. Elle est représentée par le bien-être de l'État, et la disposition de ces intérêts varie d'un État à l'autre et de la dernière époque.

Troisièmement : Les déterminants de l'intérêt national et ses priorités

La haute direction politique de l'État : elle joue un rôle central dans la définition précise de ses intérêts nationaux et de leurs priorités. L'intérêt national est généralement déterminé au niveau de l'autorité suprême, qui n'est pas considérée comme la seule responsable principale de sa définition. , mais aussi pour sa mise en œuvre.

La structure de prise de décision et l'étendue de l'influence de l'élite politique :

Les systèmes démocratiques diffèrent des dictatures. Dans le premier, le mouvement du dirigeant est régi par des institutions telles que le Parlement, sans parler du rôle des groupes d'intérêt et de l'opinion publique. Dans le second, les dirigeants jouissent d'une large liberté de mouvement, sans parler de leurs origines. et les origines sociales des élites : il y a des élites religieuses comme l'Iran, des élites sectaires comme l'Iran et des élites militaires.

La position de l'État et les capacités dont il dispose :

Il est considéré comme un déterminant fondamental de l'intérêt national et de l'organisation de ses priorités. Les grands pays ont généralement un large éventail géographique et objectif d'intérêts et d'intérêts, tandis que les pays moyens et petits aux capacités limitées réduisent généralement leurs intérêts à un nombre limité de priorités. qui affectent directement leur espace vital, leur environnement régional et leur sécurité nationale au sens large.

Quatrièmement : Redéfinir l'intérêt et ses limites :

Cela résulte d'un changement de deux facteurs : le premier est un changement de leadership politique, que ce soit de manière pacifique, c'est-à-dire la perte des élections, ou de manière violente, comme les révolutions et les coups d'État, et donc la différence d'orientations. , les idéologies et la vision du monde en termes d'intérêts et de menaces. Le deuxième facteur est l'émergence de développements internes, tels qu'un ralentissement économique, un boom économique, des révolutions ou des développements régionaux. Comme des guerres dans la région ou des problèmes internationaux liés aux questions internationales telles que le terrorisme et la structure actuelle du système international

Par exemple, la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice a constaté que les intérêts nationaux ne sont pas fixes mais plutôt variables et qu'avec l'effondrement de l'Union soviétique, l'administration américaine a redéfini ses intérêts nationaux et les a définis en augmentant les capacités et la puissance militaires américaines et en affirmant la Le rôle américain en tant que leader de régimes voyous.

Au monde et traiter de manière décisive

Application de l'approche à l'étude de cas :

L'étude a prêté attention à la nécessité de faire des intérêts communs entre les deux pays le centre d'intérêt et le pilier fondamental sur lequel reposent les relations dans tous les domaines économiques, politiques et sociaux, perfectionnant ainsi la voie de l'intégration entre les deux pays, notamment à la lumière de les circonstances et les changements régionaux observés sur la scène arabe et africaine et les défis dont elle est témoin, tels que le terrorisme, ainsi que les circonstances dont elle est témoin. Avec ces deux facteurs, l'Égypte souffre d'une détérioration économique et hésite sur la voie de la transformation démocratique, et le Soudan souffre d'instabilité politique en raison des guerres prolongées dans lesquelles il est entré, en plus de la menace des groupes armés sur ses terres et des conflits civils pour surmonter les mauvaises expériences accumulées au cours des siècles passés en raison de la période de l'ère turque et la politique de l'occupation britannique, et sa volonté de faire exploser les relations et de répandre la haine entre les deux peuples, ce qui était dû au changement dans les élites dirigeantes des deux régimes, qui dès qu'un Lorsqu'un régime de gouvernement est arrivé dans un État différent de l'autre, des tensions ont éclaté et des accusations mutuelles ont été échangées, soulignant ainsi l'importance de donner la priorité aux intérêts plutôt qu'aux orientations idéologiques, sans parler de l'importance de la sécurité et de la coordination stratégique au Soudan. stratégique de l'Égypte depuis le sud, et c'est sa porte d'entrée vers l'Afrique. Il vise également à réaliser des avantages économiques mutuels en aidant le Soudan avec ce dont il a besoin en termes de ressources humaines et de technologie relativement avancée, en échange de l'aide du Soudan à Égypte l'Égypte avec ses ressources abondantes. ressources naturelles, d'autant plus que l'Égypte souffre du problème de l'explosion démographique et du déclin de sa superficie agricole, et en mettant l'accent sur ces axes, ils offrent de nombreuses opportunités pour mettre fin aux questions controversées en suspens entre les deux pays sur la base du bénéfice mutuel et de la intérêt des deux.

Littérature antérieure :

Première tendance : les relations égypto-soudanaises dans leur cadre général :

Une étude intitulée « Relations égypto-soudanaises entre le passé, le présent et le futur » [26] : Elle souligne la spécificité des relations égypto-soudanaises avec des fondements géographiques inévitables et des racines historiques profondes, et travaille à les reconsidérer et à les faire avancer au profit du Soudan. des deux pays, malgré tous les défis auxquels ils étaient tous deux confrontés, car le Soudan était préoccupé par les guerres. Pendant une période prolongée, il a été préoccupé par l'aggravation de ses problèmes internes au milieu des nécessités de la défense et de ses conflits civils, et de l'Égypte et de la situation nationale. sécurité de chacun d'eux. Cette étude a couvert l'expérience historique des deux pays et la conscience mutuelle entre eux, en plus des questions communes telles que le Nil et la sécurité des frontières, et a mis en lumière les problèmes et les différences liés à ces questions, en plus pour définir une vision future des relations. Relations économiques et politiques entre les deux pays

De nombreuses recommandations ont été avancées pour reformuler les relations égypto-soudanaises, notamment les suivantes :

-La nécessité de considérer les relations dans leur contexte historique, dans le cadre des relations régionales et internationales et des circonstances du colonialisme britannique.

_La nécessité de corriger les opinions erronées dans les relations entre les deux pays, en dépassant les déclarations traditionnelles et en se concentrant sur les aspects brillants, artistiques, économiques et sociaux.

Soulignant que la solution à tous les problèmes controversés ne passera que par le développement des deux pays en tant qu'intérêt suprême commun et par la préservation de leur sécurité nationale dans le respect de la souveraineté et de l'indépendance de chacun d'eux sur la base de l'égalité et de la fraternité et dans le cadre de l'évolution régionale et les circonstances internationales.

_L'accent est mis sur la nécessité de traiter par des moyens pacifiques pour ramener la paix dans le Nil Sud en tant que passerelle vers le renforcement des relations entre les deux pays.

_Développer les infrastructures pour chacun et offrir la possibilité aux secteurs public et privé de s'associer dans le domaine des échanges commerciaux

Une étude intitulée « Les relations égypto-soudanaises, les racines des problèmes et les défis des intérêts » [27] : qui a travaillé à relire les interactions internes soudanaises et à fournir une compréhension des évolutions politiques au Soudan dans le cadre des relations bilatérales et de la nature des influences qui les entourent au niveau du mouvement national soudanais, en référence aux facteurs qui ont fait obstacle au développement des relations entre les deux pays, y compris les facteurs historiques, à savoir la période du conflit anglo-égyptien, en plus des relations et leur dimensionnement dans le cadre sécuritaire, outre des facteurs historiques tels que la réduction de l'ampleur de la période du conflit anglo-égyptien pour la souveraineté sur le Soudan, les intérêts politiques des élites soudanaises successives et les polarisations au sein de ces élites, la montée en puissance de l'islam politique à la gouvernance au Soudan, en référence au rôle égyptien, qui a décliné sous l'ancien président Mohamed Hosni Moubarak, sans parler de l'incapacité du Soudan, jusqu'à présent, à construire son État national stable et à établir ses principes stratégiques à l'intérieur. et à l'extérieur.

Ainsi, l'étude considère que l'évolution des relations égypto-soudanaises a souffert d'un déséquilibre et d'une instabilité majeurs, qui ont contribué aux pertes politiques, économiques et sociales des côtés égyptien et soudanais au cours du dernier demi-siècle. facteurs suivants :

_L'Égypte a maintenu sa souveraineté sur le Soudan pendant l'ère royale et la politique britannique a contribué à propager l'hostilité et à saper les relations entre les deux pays.

_Les objectifs attendus de chaque régime ou élite soudanaise changent et changent par les élites soudanaises successives vers l'Égypte.

- La différence d'idéologie des systèmes politiques. À l'époque où l'Égypte était le socialisme nassérien, l'État possédait les moyens de production et contrôlait l'économie, c'est-à-dire de nature centralisée. La réalité soudanaise était de nature pluraliste en raison de la diversité ethnique et raciale de la population.
- Les menaces qui pèsent sur la sécurité nationale égyptienne ont joué un rôle majeur, comme l'implication de partis du parti Umma ayant des liens avec Israël, l'entrée d'entreprises américaines au Sud-Soudan et les allégations d'établissement de bases militaires à Halib.

_Le dossier de l'eau, où des accusations et des doutes sont soulevés sur la nature des objectifs égyptiens au Soudan, en plus de la négligence des citoyens soudanais à l'égard des autres sources d'eau.

Une étude intitulée Relations soudano-égyptiennes (1956-1985) [28] : Cette étude indiquait que les relations égypto-soudanaises n'étaient pas établies sur des bases solides et établies, notamment l'instabilité politique, notamment au Soudan, la préoccupation de l'Égypte pour la question arabe et son l'adoption du conflit israélo-arabe dans les années cinquante et soixante, outre les aspirations du peuple soudanais à son indépendance, à mettre fin à sa dépendance et à établir des relations sur la base de l'égalité, de la fraternité, du respect, de la souveraineté et de l'indépendance mutuelle, et donner la priorité aux intérêts communs plutôt qu'aux orientations idéologiques.

L'étude a souligné les facteurs qui ont empêché le développement des relations égypto-soudanaises et empêché l'achèvement de l'intégration entre les deux pays imposée par la spécificité des relations entre les deux pays, notamment :

-L'arrivée du parti Umma, dont l'idéologie rejette toute forme d'unité avec l'Égypte après l'indépendance.

_L'accord de 1959, que de nombreux Soudanais jugent injuste, la construction du haut barrage et le déplacement de la population de Halfa, qui ont provoqué une vague massive de colère et de protestation.

- La signature de l'accord de paix de 2005, qui prévoyait de déterminer le sort du Soudan du Sud. Le résultat du référendum a été l'acquisition du Soudan du Sud, ce qui a posé un problème avec le droit et la part de l'eau du nouvel État, car deux scénarios ont émergé. la première consistait à déduire la part du Soudan uniquement, c'est-à-dire le nord, et la seconde à diviser une partie de l'Égypte et le nord du Soudan.

_Le problème d'Halib, qui n'est pas encore résolu, malgré la reconnaissance par l'Égypte du Soudan comme État souverain sans aucune réserve sur quoi que ce soit concernant ses frontières ou ses territoires.

Une étude intitulée : « Relations égyptiennes et soudanaises [29] ». L'étude part de l'unité de la vallée du Nil et de l'histoire prédynastique, où existait une culture pharaonique unique, et de l'invasion arabo-islamique du Soudan au XIXe siècle, qui il décrivait comme l'occupation égyptienne du Soudan, bien que les considérations sur l'unité des composantes de la vallée du Nil aient été utilisées comme prétexte pour l'occupation du Soudan. Il dénonçait que l'indépendance du Soudan n'était qu'une formalité après une période d'occupation **Egypte** égyptienne. -Le conflit britannique concernant la souveraineté sur le Soudan. Du point de vue de cette étude, ce n'était qu'un produit de l'agenda britannique. Elle soulignait également la nécessité d'une coopération entre l'économie soudanaise et l'économie égyptienne en complément de celle-ci et non un adepte ou un concurrent.

L'importance de l'étude est évidente dans la mesure où elle fournit une introduction historique complète qui s'appuie sur une analyse critique du système politique égyptien, de ses tendances et de ses priorités, en plus de présenter le sujet sous plusieurs angles, à mesure que des comparaisons sont faites. entre les hypothèses et les propos de l'écrivain et les hypothèses des écrivains soudanais basées sur des documents britanniques - pour la plupart - dans le but de parvenir à une formule équilibrée qui régit les relations entre les deux pays.

L'étude conclut que les deux peuples ne sont pas identiques, mais qu'ils partagent la langue, la religion, l'histoire et la culture. Cependant, ces facteurs ne sont pas des facteurs distincts qui en font une relation exceptionnelle ou unique. Ces liens existent également avec les pays arabes et occidentaux. pays africains, mais il a souligné la dimension géographique ou géopolitique et lui a donné la priorité et l'a considéré comme l'axe ou le pilier fondamental à travers lequel les relations entre les deux pays peuvent se développer, mais il a vu l'improbabilité d'établir une unité politique entre les deux pays.

Une étude intitulée « Une nouvelle lecture des relations égypto-soudanaises [30] » : elle présente une vision d'un point de vue neutre des relations égypto-soudanaises d'une manière nouvelle et neutre, basée sur une analyse des événements et des liens qui unissent les deux. pays, tels que la religion, la géographie, l'histoire et la culture, conduisant à l'indépendance du Soudan et faisant référence à l'idée d'unité et de solidarité contre le colonialisme, soulignant la nécessité d'améliorer les relations qui ont été sujettes à plusieurs points de tension, comme la L'expansion turque et la politique britannique qui visait à saper les relations égypto-soudanaises, en plus du problème Haleeb, et elle reposait sur plusieurs constantes, dont les suivantes :

_L'indépendance de chaque État en prenant unilatéralement sa décision politique à l'intérieur ou à l'extérieur de son territoire

Soulignant la profondeur de cette relation, enracinée dans l'histoire, travaillant sur la coopération culturelle, sociale et économique et la nécessité de coordination pour protéger la sécurité nationale des deux pays.

_Travailler pour surmonter les points de tension, abandonner la stratégie de réaction et adopter une planification préalable afin que les tensions n'atteignent pas le sommet de l'escalade sur toutes les questions controversées, ainsi qu'œuvrer dans les arènes de la communauté internationale et régionale.

L'étude a également indiqué que les déterminants de la relation nécessitent une coopération entre les deux pays, car les menaces telles que la profondeur stratégique et les eaux du Nil, en plus des menaces contre la sécurité extérieure et la structure mentale, sont la cause des bombardements religieux, ethniques et tribaux. Il a également évoqué le rôle joué par l'expérience historique, caractérisée par l'enthousiasme et l'émotion sans emploi systématique, apparue en Plusieurs études ont été menées, comme l'idée de l'unité de la vallée du Nil, l'agression tripartite de 1956 et la guerre de 1967, soulignant les effets de l'expansion turque, représentés dans la politique expansionniste de Muhammad Ali et la politique de ses fils, qui ont conduit à de véritables révolutions transcendant les cadres ethniques et tribaux, incarnées dans le mouvement mahdiste. révolution, qui a été témoin de tensions dans les relations entre les deux pays, et a touché également à la politique britannique qui ne travaillait qu'à atteindre ses objectifs et intérêts impériaux et à fournir des marchés de consommation pour vendre ses produits.

L'étude a souligné la nécessité d'une coopération entre les deux pays dans une atmosphère d'indépendance dans leur prise de décision sans nier les intérêts communs, et en s'efforçant d'exploiter toutes les opportunités de coopération et de délimiter tous les points de tension et de conflit à travers des solutions équilibrées qui garantissent à chacun des ils atteignent leurs objectifs et leurs intérêts.

[31] : Cette étude découle de l'accent mis sur le rôle de l'Égypte, d'une étude intitulée « Vents du Nord » au Soudan dans une perspective positive, où la relation entre les deux pays est assimilée à une relation organique et dialectique dans la vie, la pensée et le sang. , et la référence aux liens de parenté, au lien de parenté, à l'unité de religion et de langue, sans oublier l'aspiration constante du peuple soudanais à l'Egypte, ce sont des relations qui ne peuvent être niées, malgré toutes les tentatives du Gouvernement du Soudan - selon la description de l'étude - qui exerce et redouble ses énergies pour repousser ces liens venant d'Egypte, c'est-à-dire du nord, et confirme qu'il n'a jamais réussi à repousser ces vents.

Il a également évoqué le rôle de l'Égypte dans la renaissance scientifique au Soudan, qui s'est concrétisée par la construction de nombreuses écoles et universités, l'Université de Khartoum étant peut-être l'exemple le plus marquant, tout en révélant les racines de ce rôle, qui remonte à l'avant-guerre. L'étude a également abordé le rôle de l'Égypte dans la diffusion de la religion islamique et l'enseignement de ses sciences à travers l'Égypte et non l'Abyssinie. Azhar et les Soudanais se rendant en Égypte pour y enseigner, car il restait à l'avant-garde dans tous les établissements d'enseignement. Il était donc naturel que le Soudan soit influencé par le système éducatif en vigueur à Al-Azhar et il s'est consolidé.

Avec la création de l'État islamique du Volj, cette relation a pris fin

Elle a également évoqué la période de Muhammad Ali, qu'elle considère comme une période de dépenses généreuses pour éduquer et développer le peuple soudanais et l'encourager à rejoindre la civilisation, et le rôle des Égyptiens dans la formation des Égyptiens pour apprendre aux Soudanais à gouverner. eux-mêmes, en plus du crédit pour avoir découvert le Soudan du Sud.

Il a également évoqué la période de double domination, selon laquelle l'Égypte n'était pas celle qui détenait la souveraineté sur le Soudan, mais la Grande-Bretagne, ainsi que la politique britannique, qui cherchait à rappeler aux Soudanais la domination égypto-turque, et qu'il s'agissait d'un règne qui a vu l'imposition de nombreux impôts et redevances, et que cela a été exploité pour saper les relations. L'étude a conclu que celui qui croit à la disparition de ces relations ou à leur démantèlement est plus important !!

La deuxième tendance : enjeux et problèmes des relations égypto-soudanaises

Une étude intitulée Le règlement politique du conflit égypto-soudanais concernant le triangle Halib[32]

L'étude a abordé la spécificité des relations entre les deux pays, en plus de mettre en lumière les facteurs historiques et leur rôle dans la tension dans les relations. La problématique de recherche tourne autour de la manière dont les perturbations et les tensions dans les relations égypto-soudanaises affectent la situation. provocation et éclatement du conflit frontalier qui les oppose, tout en présentant les déterminants internes, régionaux et internationaux, par opposition à l'aspect juridique de la problématique de recherche. Il s'agit de déterminer la base juridique établissant la frontière entre les deux pays.

L'étude conclut que « revenir à l'application des concepts de frontières politiques et de frontières administratives » ou établir une zone d'intégration dans le Triangle Haleeb sont les solutions les plus susceptibles d'être mises en œuvre en raison de leur flexibilité et de leur possibilité de mise en œuvre.

Une étude intitulée Le niveau des relations égypto-soudanaises dans le domaine des communications et des technologies de l'information[33]

L'étude a commencé en soulignant que le Soudan est la profondeur stratégique méridionale de l'Égypte, puis en soulignant l'importance du maintien de la sécurité et de la stabilité du Soudan, et donc la nécessité de coordination et de coopération dans tous les domaines politiques et culturels, les questions d'investissement dans les technologies de l'information. et les questions de développement telles que la santé, l'éducation et d'autres questions.

L'étude a abouti à un certain nombre de résultats, notamment :

L'Égypte est dans le cœur des peuples du continent africain, jusqu'à ce qu'il y ait des opportunités pour que le rôle égyptien rétablisse son statut tel qu'il était en renforçant les relations égyptiennes avec le continent africain, puis en éliminant toutes les tentatives visant à saper les relations entre les deux pays et déjouer les complots visant à diminuer le rôle égyptien.

Pour la scène africaine, puis l'accent et l'intérêt pour le développement des bases de recherche, l'importance du retour du rôle de l'Égypte et de la coopération internationale dans le domaine de la science, de l'innovation et de la créativité au service des différents secteurs pour créer une société de l'information avancée.

_Travailler au développement de l'infrastructure égyptienne dans le domaine des technologies de communication et œuvrer à fournir des travailleurs formés dans diverses langues et une infrastructure technologique de base et avancée caractérisée par un faible coût et un niveau technique élevé.

_Soulignant que le domaine des technologies de l'information et de la connaissance est la porte d'entrée vers le renforcement des relations entre les deux pays en raison de son lien étroit avec l'économie et le développement, surtout après qu'il est devenu l'outil économique

C'est le déterminant fondamental des relations de l'État avec les autres pays et à la lumière des partenariats et de la dépendance entre les pays pour répondre aux besoins de leur population.

- Mettre l'accent sur le monopole de l'Occident dans le domaine des médias et de la technologie pour assurer le contrôle sur les pays du tiers monde, élargissant le cercle de l'aliénation et de la dépendance et élargissant le fossé entre les pays riches et les pays pauvres.

Une étude intitulée « Les relations égypto-soudanaises à la lumière de l'accord bilatéral ([34] : 1899_1924)

»

Cette étude a souligné la politique britannique qui a contribué à élargir le fossé entre les deux peuples au nom de ses intérêts coloniaux derrière la conclusion de l'accord bilatéral, en incitant à l'annexion des deux peuples et au maintien formel de leur dépendance. sur l'Égypte, comme en témoigne le lever continu du drapeau égyptien sur les maisons du gouvernement à côté du drapeau britannique et la nomination continue du gouverneur général par décret, la royauté égyptienne et la circulation continue de la monnaie égyptienne au Soudan. L'étude a également clarifié le rôle britannique dans la promotion de l'incitation et de l'hostilité entre le nord et le sud du Soudan, laissant le sud dans un état primitif et marginalisé, alors qu'une phase d'exploitation économique du Soudan commençait au profit de la Grande-Bretagne à travers le lancement de projets d'investissement et la création d'entreprises anglaises .

Une sorte de comparaison a été faite entre la situation britannique, qui a contribué à aggraver les problèmes ethniques, à l'exploiter économiquement et à marginaliser son sud, et le rôle égyptien, qu'elle considérait comme un rôle brillant, contrairement à d'autres études qui voient le rôle égyptien. rôle au Soudan comme une forme d'occupation ou de colonialisme sans conscience de la différence entre colonialisme et expansion. Le Conseil régional a indiqué que l'Égypte a volontairement fourni au Soudan de nombreuses aides développement, ce qui l'a sauvé des souffrances que le Soudan souffrait et qui l'a aidé établir les installations financières et prêts de vitales nécessaires telles que les lignes téléphoniques, les télégraphes et les chemins de fer, en plus de

L'Égypte a reçu des travailleurs qualifiés pour la construction de bâtiments gouvernementaux et de nombreux projets, en plus de Fournir l'aider avec les forces de son armée qui ont contribué à établir la sécurité dans le pays.

L'étude conclut que la politique britannique n'a pas réussi à faire exploser les relations entre les deux peuples, à creuser le fossé et à semer les graines de la haine, comme l'a démontré le soulèvement national au Soudan en 1924.

Une étude intitulée « La sécession du Soudan du Sud et ses effets sur la sécurité nationale égyptienne [35] : Le problème de la recherche réside dans l'étude des répercussions de la sécession du Soudan du Sud sur la sécurité nationale égyptienne dans ses différentes dimensions, et a enquêté sur les craintes que le L'État se transformerait en une griffe de chat utilisée par les puissances régionales hostiles à l'Égypte pour menacer et déstabiliser sa sécurité nationale, créant ainsi ce que l'on appelle la politique de resserrement des partis. L'étude conclut que la sécession du Soudan du Sud représentait un séisme stratégique à au niveau régional en général et pour le système de sécurité nationale égyptien en particulier dans son domaine vital et sa profondeur stratégique directe, car il comporte de nombreuses menaces pour la sécurité nationale égyptienne, notamment la sécurité de l'eau, et la met également face à des équilibres critiques. Au sud, l'Égypte a intérêt à sécuriser l'écoulement de l'eau. Au nord, il existe des relations qui ne peuvent être rompues et des alliances sont nécessaires avec le centre dirigeant pour toutes les interactions internes, dont l'effondrement signifie la fragmentation de l'État et de ses la perte au sud signifie la perte du principal allié dans la confrontation avec les pays en amont, notamment l'Éthiopie, ce qui impose à l'État égyptien des coûts stratégiques. Cela coûte cher dans ce cercle vital, nécessitant une action égyptienne globale et multidimensionnelle pour faire face à ces pays. dangers stratégiques.

Chapitre premier : Déterminants et évolution des relations égypto-soudanaises

La première section : Les déterminants de la relation égypto-soudanaise

La deuxième section : Le développement des relations égypto-soudanaises

Les déterminants de la relation égypto-soudanaise

un empire en Les relations égypto-soudanaises se sont particulièrement développées depuis que l'Égypte a établi Afrique de l'Est, ce qui a conduit à la création de l'État du Soudan jusqu'à ce que le Soudan obtienne son indépendance en 1956. Depuis cette date, le Soudan représente la profondeur stratégique pour l'Égypte, et le La question de l'eau représente un axe fondamental des relations égyptiennes et soudanaises depuis plus de cent ans, sans parler des liens sociaux, culturels et commerciaux, de l'Islam et du problème des conflits frontaliers. Ces axes ont représenté les plus hautes priorités sur le plan politique. Programme de politique étrangère égyptienne depuis 1956[36].

Déterminants politiques, stratégiques et sécuritaires :

Profondeur stratégique :

Cet aspect s'est formé avant la création de l'État du Soudan, ce qui était évident dans la décision de Muhammad Ali d'annexer le Soudan en 1820 en raison de sa peur des Mamelouks qui ont fui vers les régions du Soudan pour former une force militaire avec laquelle ils menaceraient l'Égypte. Cet aspect s'est poursuivi dans toutes les étapes ultérieures de la création de l'État du Soudan, apparues lors de la révolution mahdiste et apparues. Il a été clairement indiqué dans la décision d'évacuation, même si l'autorité n'était pas égyptienne, mais une autorité coloniale. Cela a toujours fonctionné pour se rapprocher du Soudan et menacer la profondeur stratégique égyptienne. Il a réapparu en 1941 lorsque les forces de l'Axe dirigées par Rommel ont pénétré puis atteint la périphérie d'Alexandrie, ce qui a menacé de vaincre ces forces.

Après que le Soudan ait obtenu son indépendance, l'importance de la profondeur stratégique du Soudan pour l'Égypte la volonté de l'Autorité nationale, représentée par Gamal Abdel est devenue claire à travers deux positions : la première était Nasser, de tenir la conférence au sommet arabe à Khartoum. L'événement a été le transfert de certaines forces égyptiennes au Soudan, en particulier de l'Air College, afin qu'il soit à la portée du Soudan. L'armée de l'air israélienne, en préparation pour le prochain cycle de conflit avec Israël.[38]

Sécurité Nationale : Plusieurs problématiques sont liées à cette dimension :

_Sécuriser le front sud de l'Égypte, car c'est l'un des intérêts vitaux, et cette question revêt une importance croissante compte tenu de la rareté des obstacles naturels sur lesquels on peut compter pour sécuriser la frontière commune entre les deux pays et œuvrer pour assurer la sécurité. , la stabilité et l'intégrité territoriale du Soudan [39]

- La question de la sécurité en mer Rouge, car la mer Rouge représente pour l'Égypte le bras gauche de sa sécurité nationale (tandis que la sécurité de l'eau représente le bras droit), outre la propriété soudanaise d'une partie de la côte de la mer Rouge, qui contribue à sécuriser la mer Rouge. Flotte commerciale égyptienne et dans la même porte d'entrée pour l'Égypte pour communiquer avec les pays de la Corne de l'Afrique et ensuite il faut travailler pour dissoudre les aspects négatifs des interrelations.

Le différend entre les deux pays résulte du rapprochement soudanais-iranien et également de la prise de mesures pour empêcher la présence de toute force militaire d'un État régional ou d'un autre État dans la mer Rouge, notamment à la lumière des attaques répétées d'Israël contre le Soudan. 40]

_ Cette dimension apparaît clairement dans la question de la sécession du Soudan du Sud. L'Égypte a toujours cherché à résoudre ce problème entre le nord et le sud du Soudan par un règlement politique, mais elle n'a pas réussi à empêcher la sécession. Par conséquent, l'Égypte a adopté une stratégie qui vise à réduire les chances d'une forte présence efficace, que ce soit au nord ou au sud, qui vise à menacer la sécurité égyptienne et à prévenir les conflits ethniques, raciaux ou religieux. Par conséquent, la séparation a eu des répercussions négatives sur la sécurité nationale égyptienne du Nil, qui est la bouée de sauvetage égyptienne, y compris l'émergence d'un nouvel État qui affecte la Hessa, en plus de placer l'Égypte face aux marchandages stratégiques du nord et du sud, ce qui la rend inévitable. Une stratégie multidimensionnelle pour réaliser ses intérêts, sans oublier la possibilité d'une escalade des migrations, qui entraînera des charges économiques et financières, ainsi que la possibilité que l'Égypte tombe du Soudan dans l'Égypte, un cercle de chantage occidental qui lui fera accepter la réalisation de l'ambition israélienne d'avoir une part du Nil. eaux, compte tenu des relations israélo-américaines avec lesquelles l'État naissant est lié et de ses relations avec l'Ouganda, le Kenya et l'Éthiopie, pour finalement produire un résultat qui inverse la direction de la tendance nationaliste arabe, qui affecte la sécurité nationale égyptienne. [41] .

Problème de sécurité de l'eau :

Cette question est considérée comme une priorité pour la sécurité nationale égyptienne et, par conséquent, les intérêts de sécurité nationale doivent être déterminés, qui sont les suivants[42] :

HéSurvie : nous entendons ici la survie de l'État, et le Nil est considéré comme la source de la survie de l'Égypte et une source fondamentale. 1
Oh, son existence et sa survie. Où la plupart des pays riverains du bassin ont leurs besoins en eau ; Soudan et Égypte - en raison du et président grand nombre de lacs et de rivières d'eau douce et de la grande quantité de pluie qu'ils reçoivent, tandis que le Soudan (à 77 %) et l'Égypte (à 97 %) dépendent des eaux du Nil.

. Développement : Le Nil est l'une des sources de développement économique les plus importantes en Égypte.

3. Stabilité : Le Nil est considéré comme la base de la stabilité en Égypte.

Il ressort clairement de ce qui précède que l'une des exigences de la sécurité nationale est de maintenir la sécurité de l'eau, représentée par le Nil, et la part de l'Égypte dans les eaux du Nil. Cela se fait à travers :

Maintenir la sécurité des sources du Nil et le maintien de l'écoulement naturel des eaux du Nil ; Étant donné que l'eau est une ressource stratégique importante pour l'Égypte, elle affecte le développement économique du pays.

Assurer la sécurité et la stabilité du Soudan ; Considérant que la menace soudanaise constitue une menace pour l'Égypte.

Sécuriser les sources d'énergie sur le cours du Nil (haut barrage), pour sécuriser le développement agricole et industriel, tout comme l'économie nationale égyptienne.

Coordination avec les pays du bassin du Nil concernant les projets qu'ils mettent en œuvre, qui peuvent affecter le débit d'eau vers l'Égypte ou affecter la part de l'eau de l'Égypte.

Avec les pays du bassin du Nil. Résister à la pénétration israélienne en Afrique et développer les relations, et c'est

pourquoi cette question est considérée comme l'une des constantes de la sécurité nationale égyptienne, quelle que soit la manière dont les politiques de l'autorité égyptienne changent de nature ou de méthodes. Cela est clairement apparu depuis que Mohammed Ali a construit un système d'irrigation moderne. systèmes dans la première moitié du XIXe siècle, où tout développement de ce dispositif implique davantage d'intérêts du Nil, ce qui est devenu clair dans les projets d'expansion de la culture du coton en Égypte et l'imposition de l'autorité égyptienne sur les régions du sud du Soudan et la construction de le Directoire de l'Equatoria. Cela était plus évident lors de l'occupation britannique de l'Égypte et de la volonté égyptienne de regagner le Soudan en 1898 en raison des craintes du Soudan quant à la menace pesant sur les eaux du Nil. Suite à l'avancée française vers Fachoda[43]

C'est pourquoi des efforts ont été déployés pour codifier cette question à travers de nombreux traités et accords, tels que les Accords sur l'eau du Nil en 1929 et 1959. Le premier visait à exploiter les eaux de crue pour irriguer le projet de culture du coton de Gezira, qui visait à établir le principe de l'indépendance égyptienne. a acquis des droits sur tous les revenus du Nil à hauteur de 48 milliards, et la part du Soudan, avec 4 milliards de mètres cubes, alors que l'accord de 1959 a établi le cadre juridique le plus complet pour réguler les relations entre les deux pays en ce qui concerne la question de l'eau, à partir de laquelle le Soudan a obtenu les deux tiers de l'eau fournie par le Haut Barrage (14,5) milliards de mètres cubes.

L'Égypte a accepté de verser 7,5 livres d'indemnisation au gouvernement soudanais pour les dommages causés à ses biens en raison du stockage au haut barrage, estimés à environ 15 millions de livres. Toutefois, elle a stipulé que la part de 55,5 milliards de mètres cubes, tandis que celui du Soudan était de 18,5 millions de mètres cubes, ce qui a suscité des objections de la part de vastes secteurs du Soudan depuis sa signature, au motif que cela est injuste envers la partie soudanaise.[44]

Cette proposition est liée au fait que la question de l'eau est une constante de la sécurité nationale. L'élite du sauvetage l'a utilisée pour faire pression sur le gouvernement égyptien lors des relations tendues entre les deux pays, comme moyen d'obtenir l'indépendance de l'Égypte et a tenté de l'utiliser pour faire pression sur le dossier Haleeb et Shalateen. Pour ce faire, il a pris un certain nombre de mesures, notamment le gel des équipements d'irrigation et l'empêcher d'accomplir son travail et ses tâches, le gel de la coopération égypto-soudanaise au sein de l'autorité technique permanente des eaux du Nil, surélévation du réservoir de Roseires, en plus de creuser les deux canaux de Kenana, et proposant de nombreux barrages et réservoirs.

[45]

Cette question constitue un besoin urgent de reconsidérer les priorités de sécurité nationale de l'Égypte et de poursuivre une politique active sur la scène africaine, sur les plans diplomatique, politique et économique, à la lumière des conditions actuelles des tentatives de pénétration israéliennes, des rapprochements irano-africains, de la sécession du Soudan du Sud, la détérioration de l'économie égyptienne et l'accord d'Entebbe, en particulier le dossier du barrage de la Renaissance, qui a un impact négatif et qui affectera la sécurité nationale égyptienne, car il entraînera un certain nombre d'impacts négatifs sur l'Égypte et le Soudan, notamment la perte de grandes superficies agricoles, une diminution de l'électricité pour le Haut Barrage, le réservoir d'Assouan et Nag Hammadi, et l'arrêt de nombreuses stations d'eau potable, avec la possibilité d'une liaison entre Assouan et Gizeh en cas de déplacement de millions de personnes Khartoum et de vastes régions de l'Égypte. L'effondrement du barrage de la Renaissance, sans parler de la diminution de la part de l'Égypte et du Soudan, qui oblige l'Égypte à dessaler l'eau, ce qui lui coûte environ 50 milliards par an, sans parler de la crise que l'économie égyptienne est en crise, ce qui conduit finalement à des tensions et des conflits entre l'Égypte qui contribuent à déclencher des guerres et des conflits armés dans la région.[46] Le Soudan et l'Éthiopie, qui pourraient

Il convient donc de souligner que les pays du bassin du Nil doivent respecter les accords conclus entre eux, renforcer la coopération et mettre en place de nombreux projets de développement régional qui servent toutes les parties sans causer de préjudice aux autres ni d'injustice dans leur part de l'eau, et en respectant les principes du droit international.

La question des frontières (dossier Haleeb et Shalateen)

Il s'agit du différend en cours entre l'Égypte et le Soudan, où la frontière nord-est du Soudan rencontre la frontière sud-est de l'Égypte. Ce différend a commencé en 1958 après que le gouvernement national a pris le pouvoir après l'indépendance, lorsque l'Égypte a envoyé un mémorandum au Soudan demandant son droit à la région et leur soumission à la souveraineté égyptienne.

Cependant, aucune controverse n'a surgi à ce sujet. Ce triangle dans la période 1958-1991) suite à l'amélioration des relations entre les deux pays suite à la signature de l'accord de 1959 pour réglementer l'utilisation. Cependant, le conflit a repris en 1991 lorsque le Soudan a annoncé une vente aux enchères pour l'exploration pétrolière dans la région et a passé un contrat avec une société canadienne, mais l'Égypte s'y est fermement opposée. Elle a envoyé un avertissement à 100 sociétés internationales, ce qui a conduit le Soudan retirer la licence accordée à l'entreprise canadienne, sans compter l'envoi de forces égyptiennes dans la région pour faire face aux menaces des groupes islamistes installés au Soudan, voire imposer un siège à la région. Le Soudan a déposé une plainte devant le Conseil de sécurité, estimant que l'Égypte est imposant un fait accompli et il est possible que l'ouverture de cette affaire alors qu'il est prouvé qu'il y a des gisements de pétrole ou des ressources minérales là-bas, et alors cette affaire est considérée comme un baromètre ou un symptôme satisfaisant des relations égypto-soudanaises qui apparaît une fois que les relations deviennent tendues et disparaît quand ils s'améliorent [47]

Déterminants économiques [48] : principalement liés à la distance et aux parts des deux pays :

_ Sécuriser les cibles, les installations et les projets hydrauliques vitaux de manière à garantir le flux continu de l'eau du Nil, augmenter la capacité de stockage, réduire les pertes, développer les ressources en eau et produire de l'énergie électrique, sécuriser les cibles égyptiennes, les aéroports, les ports et les voies de transport nécessaires pour sécuriser les Sources d'eau du Nil.

Conformément à ces objectifs égyptiens, la partie soudanaise doit se coordonner avec l'Égypte et mener à bien ses projets d'approvisionnement en eau, en aidant l'Égypte à prendre les mesures nécessaires et en convainquant les parties internationales de le faire.

_ Coopération conjointe entre les deux pays pour résoudre les problèmes dont souffre le Soudan, en particulier les conflits et les conflits armés qui ont consumé le Soudan et ses ressources pendant des décennies de guerres prolongées, d'autant plus que la séparation a eu de nombreuses répercussions négatives sur la sécurité nationale égyptienne. Il faut faire sur les projets communs prévus dans le Haut Nil, qui ont été perturbés en raison de...

La guerre civile dans le sud, qui développera à l'avenir les ressources en eau de l'Égypte et augmentera ainsi la superficie de la zone agricole, notamment à la lumière de la tendance visant à développer le sud de l'Égypte.

L'Égypte a déclaré ses droits historiques sur les eaux du Nil conformément à ce qui était stipulé dans les accords, le Soudan et les autres pays du bassin du Nil continuant d'y adhérer. Du côté soudanais, elle a déclaré son respect des accords. signé en 1959 et annonçant une stratégie entre les pays du bassin du Nil Bleu. Il a été publié à Khartoum par l'Égypte, le Soudan et Athènes et a été signé en 2000. Il comprend des règles et des principes. Les trois pays discutent des travaux hydrauliques, des moyens de proposer des projets et mécanismes de coopération dans les projets d'irrigation, de drainage, de production d'électricité et le réseau unifié d'interconnexion électrique. Ainsi, les accords sur l'eau du Nil sont intégrés pour inclure les entre ces pays. pays du bassin du Nil Blanc et les pays du bassin du Nil Bleu, pour établir les fondement de la coopération

- Travailler à créer toutes les formes d'interconnexion entre l'Égypte et le Soudan pour former une entité forte et homogène face aux pays en amont, l'Éthiopie et l'Ouganda en particulier, et renforcer leur position de négociation, sans compter qu'une telle entité pourrait représenter un bouclier pour résister aux conflits et aux disputes.

Armé

_Travailler à l'augmentation du volume des échanges commerciaux et du commerce frontalier, mettre en œuvre de grands projets stratégiques qui assurent la sécurité alimentaire des deux parties et œuvrer à la recherche d'un marché commun, en particulier compte tenu de la détérioration des conditions économiques dont souffre l'Égypte, des conflits et des conflits armés au Soudan, ainsi que la sécession de son sud.

En regardant les zones proposées par l'Égypte au Soudan, plusieurs domaines apparaissent : [49]

Le domaine de l'agriculture : L'investissement agricole occupe la première priorité dans les domaines d'investissement égyptiens au Soudan, car il constitue l'un des principaux outils pour atteindre la sécurité alimentaire égyptienne. Il existe de nombreux projets tels que le projet Arqeen et le projet de rédemption agricole.

Le domaine de la production animale : Il est considéré comme une nécessité urgente à la lumière du marché égyptien qui connaît un déficit croissant en matière d'approvisionnement en viande rouge nécessaire à la consommation locale.

De nombreux projets à cet égard, dont le projet stratégique de viande et le projet de production animale de Wadi Al-Khoei

Richesse halieutique : Il est possible de bénéficier des particularités de l'État du Nord, exempt d'épidémies et de maladies, sans oublier la possibilité de richesse halieutique du Nil provenant du fleuve et du lac Nasser, qui stimule la présence d'autres industries telles que la fabrication de bateaux, de filets et de matériel de pêche.

D'autres questions se posent, comme la filature et le tissage, pour réhabiliter les usines textiles existantes, et l'électricité pour soutenir la région d'Arqin et y établir d'autres projets, qui servent les intérêts des deux parties.

Déterminants culturels et sociaux :

L'Égypte était liée au Soudan par des relations de servitude basées sur des liens de parenté, de sang, une histoire, une langue et une religion. Le peuple soudanais a toujours regardé vers l'Égypte et l'a toujours fait depuis l'époque des Pharaons (l'école d'Alexandrie) jusqu'à son arrivée. recevoir des missions scientifiques d'Égypte et les diffuser au Soudan à travers le christianisme. Il se répandit en Égypte, puis envoya des évêques nubiens, et des églises et des monastères se répandirent sur les rives du Nil, sur l'île de Méroé et des deux côtés. du Nil Bleu. Après cela, l'Islam est entré au Soudan via l'Égypte, également via la Nubie. Cela a été suivi par l'accueil d'enseignants égyptiens au Soudan et de Soudanais allant recevoir une éducation, ce qui a conduit à affecter le Soudan. Avec le système éducatif d'Al -Azhar, sans parler du mérite de l'Égypte d'avoir informé la presse soudanaise sur les routes commerciales qui unissaient les deux pays jusqu'à ce que ces relations se cristallisent avec l'annexion de Muhammad Ali au Soudan et que les Égyptiens forment les Soudanais et les qualifient pour se gouverner eux-mêmes, reliant les du nord avec le sud, en établissant de nouvelles villes comme Khartoum, et en construisant des arsenaux et des usines contribuant à l'établissement de l'État du Soudan et à l'éducation des Soudanais et en les aidant à suivre le chemin de

Ces composantes sociales et culturelles peuvent être présentées comme suit [51] :

Fondements géographiques : L'Égypte était liée au Soudan par des liens géographiques qui ont établi des liens réels de liens réels, émotionnels et populaires, en plus des conditions superficielles et climatiques qui ont favorisé l'intégration de sa population, ce qui s'est manifesté par la présence de nombreuses routes. reliant les deux pays, comme la route des caravanes qui relie le centre et le nord du Soudan à l'Égypte, et la piste Arbaeen entre Assiout et l'ouest du Soudan.

Fondements arabo-islamiques : La culture de la vallée du Nil s'est formée à partir d'un groupe d'éléments arabes et islamiques venus de la péninsule arabique et représentés par les tribus des Bani Judham, Kinana, Quraysh, Juhayna, Rabi'a, Bani Tabai et autres.

Extensions tribales : Elle comprend la Nubie, qui contient cinq groupes humains divisés en deux parties : la Nubie égyptienne et la Nubie soudanaise, qui comprend trois groupes humains, sans oublier les tribus de la mer Rouge.

Langue : Les Égyptiens partagent la langue arabe, ainsi que les groupes hamitiques et sémitiques représentés par les anciens Égyptiens, Beja et Nubiens, et les groupes soudanais représentés par les langues Dinka, Nuer et Shisluk au sud du Soudan.

Religion : Elle les a liés depuis l'époque des Pharaons, où l'idée du monothéisme a été réclamée par Akhenaton, jusqu'à la diffusion du christianisme, où il a embrassé la doctrine jacobite, et a continué à entrer dans l'Islam par l'intermédiaire des marchands égyptiens, ce qui a conduit à le caractère arabo-islamique.

Fondements ethniques : l'appartenance à la dynastie caucasienne est un mélange de races et de sang et est culturellement divisée en Sémites (éleveurs de chameaux et Shukria), qui est liée aux Hamites et qui ont joué un rôle dans le façonnement de la civilisation égyptienne antique.

Éducation : Elle a soutenu les liens culturels entre les deux frères. Du côté officiel, il y a eu de nombreux accords, tels que l'Accord culturel et l'Accord culturel médiatique de 1969, l'échange de bourses et le prêt de professeurs d'université. Au niveau national, cela représentait la présence des Soudanais en Égypte et vice versa.

Après que le Soudan ait obtenu son indépendance, ces relations se sont cristallisées et le Soudan a apporté un soutien populaire pour soutenir l'Égypte dans ses guerres contre le colonialisme, l'occupation sioniste et l'agression tripartite.

L'Égypte a accepté le retrait des forces britanniques du Soudan pour obtenir son indépendance. et a également travaillé à des tentatives d'intégration (la Charte de Tripoli, la Plateforme d'action politique, la Charte d'intégration (dans les années 70 et 80) pour constituer le reflet de composantes et de fondements sociaux similaires, malgré l'oscillation des relations entre push et pull

Compte tenu de la situation après la sécession du Soudan, où il y a environ trois millions de Soudanais en Égypte, divers dans leur classe sociale, leurs formations sociales et leurs origines, il y a des Nubiens qui aspirent toujours à l'Égypte, en plus des riches Soudanais qui vivent au Caire et ont là-bas de nombreux atouts, surtout face à la vague d'instabilité, sans parler des populations du Sud, des Soudanais qui ont fui vers tous les pays voisins, mais qui vivent dans la pauvreté et se plaignent parfois des persécutions des autorités égyptiennes, sans compter les enseignants et les responsables égyptiens qui ont des familles depuis la période de souveraineté égyptienne sur le Soudan, dont certains étaient liés aux élites soudanaises. Depuis les années 1960, aucun président soudanais ni personnalité politique soudanaise n'avait quelqu'un comme lui. Abdel Nasser, et sur le plan artistique et culturel, aucun artiste n'a eu autant de chance qu'Oum Kulthum. Quant au sud, l'Égypte a joué un rôle dans le sud à travers des bourses universitaires, en soutenant des écoles, des hôpitaux et des projets d'eau, et a intensifié son efforts diplomatiques visant à la non-séparation et à l'unité du peuple soudanais, compte tenu des composantes culturelles. L'élite islamique soudanaise égyptienne des années 1990 avait une référence pour le mouvement des Frères musulmans en Égypte, et on peut donc dire que les aspects culturels et sociaux Ces composantes constituent une dimension forte dans les relations égypto-soudanaises[52]

Développement des relations égypto-soudanaises avant 2011

Les relations égyptiennes remontent à l'âge de pierre, en passant par l'ère pharaonique, la transmission du christianisme et du copte à travers l'ancienne Nubie, la propagation des royaumes chrétiens, puis ensuite la propagation de l'islam et l'établissement de royaumes islamiques au Soudan, comme le Le royaume de Sennar, le sultanat de Zarqa et le royaume du Volj, qui envoyait ses étudiants à Al-Azhar Al-Sharif en Égypte, sont, comme nous l'avons décrit précédemment, des relations.

Laissons venir l'histoire moderne et Muhammad Ali part vers le Soudan, où il l'envisage sous trois angles : le Soudan de l'or, le Soudan des militaires et le Soudan du Nil. Puis après cela, la période du double pouvoir, où les deux périodes partageait la présence égyptienne. La première était la présence égypto-turque et la seconde était la présence égypto-britannique sous un double régime. Depuis 1898, cependant, ces deux périodes ont eu un impact majeur en ne établissant pas de bases solides pour les relations entre les deux. pays, en particulier avec la volonté du colonialiste britannique de faire exploser cette relation, sans parler des sensibilités héritées, ou en d'autres termes, de la structure mentale du côté soudanais, selon laquelle l'Égypte traite le Soudan du point de vue de son frère aîné et le traite du point de vue de son frère aîné. de supériorité et non d'égalité, en plus du problème des frontières et des eaux du Nil[54]

Cependant, malgré les malheurs de la domination turque, tels que la corruption, les pots-de-vin et la lourde collecte d'impôts, la domination turque a œuvré pour assurer la prospérité du pays et a contribué à l'établissement de l'État du Soudan et à la préservation de son unité, en renforçant les droits nationaux et naturels. liens, la langue, la religion et le sang, et en fournissant des services qui n'étaient pas présents dans un système moderne. Comme l'éducation, même dans son mauvais aspect, elle a conduit à la convergence de la pensée égyptienne et soudanaise, illustrée par la révolution d'Urabi en Égypte et la Révolution mahdiste en Égypte face à la domination tyrannique turque[55].

en raison de ses orientations et de ses objectifs Cependant, la révolution mahdiste a tendu les relations avec l'Égypte d'établissement d'un empire islamique. Elle a travaillé pour se débarrasser de la domination égypto-turque et a presque réussi à y parvenir, imposant son contrôle sur toutes les régions soudanaises à l'exception de Khartoum. Pour ce faire, il attaqua les forces égyptiennes au Mont Ghadir, les vainquit et tenta d'envahir l'Égypte. Les forces égypto-britanniques déjouèrent ces attaques sur le Soudan et dirigèrent un certain nombre de frappes contre l'armée égyptienne jusqu'à son départ en 1885. Ce mouvement L'objectif était de réfuter et d'avorter la revendication des droits historiques et juridiques de l'Égypte.

Par conséquent, la révolution mahdiste s'est tournée vers la guerre sur différents fronts, en particulier avec l'Égypte et l'Abyssinie, ce qui a détourné ses efforts de l'établissement d'un pouvoir central fort comme alternative à la domination égypto-turque. Elle s'est terminée par la défaite des armées de la révolution mahdiste et la réouverture du Soudan sous la domination égyptienne, mais en partenariat avec la Grande-Bretagne (double règle).[56]

Au cours de cette période où le Soudan était soumis à la double domination égyptienne, la Grande-Bretagne s'est efforcée de faire exploser les relations entre les deux pays, ce qui a conduit à des tensions dans les relations et à la génération de trois tendances. au Soudan, la deuxième tendance est celle des Égyptiens-Soudanais qui réclament l'unité de la vallée du Nil, et la troisième tendance est celle des Soudanais qui réclament le droit à l'autodétermination et à l'indépendance, et ce dernier mouvement a prévalu[57]. Il y a eu un incident au cours duquel le gouverneur général du Soudan, Sirle Stack, a été tué. La Grande-Bretagne a réduit l'armée égyptienne. En 1936, un traité d'amitié a été signé entre l'Égypte et la Grande-Bretagne et l'embargo britannique imposé sur ces relations a été levé. Avec un retour symbolique et militaire au Cygne, représenté par le déploiement d'unités de l'armée égyptienne, d'unités d'irrigation et de mission éducative, la Grande-Bretagne a accepté le retour des moyens de communication entre les deux peuples, ce qui a contribué au rapprochement des mouvements nationaux des deux pays pour appeler à l'unité de la vallée du Nil. Les raisons de ce traité ont représenté un tournant ^{Pour ceux} dans les relations égypto-soudanaises[58].

La révolution de juillet 1952 a constitué un tournant important dans les relations entre les deux pays, que l'on peut qualifier de carrefour, car elle a adopté une nouvelle politique complètement différente de la politique traditionnelle de l'Égypte à l'égard du Soudan, en particulier l'adhésion royale classique au Soudan. Soudan, comme le Conseil de commandement révolutionnaire a déterminé ce qui suit lors d'une session à la mi-août 1952 : [59]

_Reconnaître le droit du Soudan à l'autodétermination et mettre fin à la politique consistant à mendier la Grande-Bretagne pour les affaires L'Égypte en Soudan bloqué

_La disparition du régime civil et militaire anglais du Soudan est une condition fondamentale pour que les Soudanais puissent exercer leur droit à l'autodétermination.

_Travailler à amender le projet de constitution soumis par le gouverneur général pour garantir le plus grand nombre de pouvoirs possible aux Soudanais pendant la période transitoire d'autodétermination, conformément aux négociations égypto-britanniques, où il a été convenu d'accorder au Soudan 3 ans dans lequel il jouirait de l'autonomie et du retrait des forces égyptiennes et britanniques du Soudan pour permettre un climat neutre pour l'autodétermination.

Le gouvernement égyptien pariait que le Soudan choisirait l'unité, mais il a choisi le droit à l'autodétermination et à l'indépendance. En effet, le Soudan a obtenu son indépendance et les forces britanniques ont été évacuées du Soudan.

Avant son départ d'Égypte, l'Accord sur l'eau a été signé en 1959, ce qui a facilité la construction du haut barrage et créé le Comité permanent des eaux du Nil. Même après l'indépendance, le Soudan est resté influencé par l'Égypte, comme en témoigne la révolution de Le 25 mai 1969, qui est considéré comme une véritable extension de la pensée révolutionnaire dans le nord (Égypte), bien qu'il soit le résultat de circonstances internes, mais il n'est pas loin des effets de la Révolution de Juillet 1952, que ce soit sur le plan théorique, intellectuel ou organisationnel, ce qui se reflète dans les politiques et les pratiques adoptées par l'État dans les domaines politique et économique et dans ses relations avec les autres pays[60].

La période de 1965 à 1985 a été témoin de plusieurs tentatives de rapprochement et d'intégration égypto-soudanaise,

notamment :

1_Le Pacte de Tripoli conclu entre l'Égypte, la Libye et le Soudan en décembre 1969

L'un des points les plus importants a été le rapprochement entre l'Égypte et le Soudan, dans un climat de compatibilité idéologique entre les régimes libyen et soudanais, et la direction de Gamal Abdel Nasser est restée dans le cadre d'une alliance révolutionnaire entre les trois pays pour servir leurs intérêts. objectifs et orientations révolutionnaires contre le colonialisme et le sionisme, car il était basé sur l'idée de marier les intérêts pétroliers libyens, les ressources naturelles soudanaises et le surplus de main d'œuvre égyptienne pour faire tourner la roue du développement économique dans les trois pays. l'unité arabe, les deux autres partis avaient des réserves, et l'opinion de Jaafari Al-Numeiri était que la question de l'unité arabe doit être intégrée et ne pas entrer en conflit avec les caractéristiques distinctives de toute entité arabe, et qu'elle doit être ultérieure et non antérieure à l'achèvement de l'unité arabe. l'unité nationale. Il a suffi. Au niveau de la coordination et de l'intégration seulement[61]

Cependant, il s'est rapidement désintégré en raison du différend entre les trois pays. Le plus grand différend était entre Nimeiry et Sadate et entre lui et Kadhafi, qui était dû au conflit tanzanien-ougandais. À l'époque où Sadate et Kadhafi considéraient Idi Amin comme un champion. de l'arabisme, dans le contexte de l'expulsion des Israéliens d'Ouganda, Nimeiry était partisan d'une politique africaine équilibrée qui ne prenait pas parti. Sans l'autre, des désaccords sont également apparus en raison du mécontentement de la partie égyptienne à l'égard de la gestion soudanaise du problème du Soudan du Sud à Addis-Abeba. de l'accord d'Ababa, outre la politique étrangère du Soudan, qui s'orientait vers une normalisation des relations avec les États-Unis, et du côté libyen-soudanais, qui se traduisait par le fait de forcer les avions libyens à se diriger vers l'Ouganda, au bord de la guerre en Tanzanie en Khartoum, outre la faiblesse des ressources financières et le manque d'organisations politiques du côté soudanais et libyen[62]

2_Plateforme d'action politique et d'intégration économique :

La Charte d'intégration a été signée en 1974 conformément à un programme gouvernemental d'action politique et d'intégration économique à la lumière de l'harmonie des vues des deux pays sur l'approche d'intégration, car elle représentait une étape avancée au niveau unitaire, qu'il soit arabe ou africain. et cela a conduit à de nombreuses réalisations politiques, culturelles et sociales, notamment les suivantes : [63]

- Quant à l'aspect politique, cette ligne a culminé avec la signature de l'Accord de défense commune de 1976, par lequel l'Égypte s'est engagée à adopter une position ferme à l'égard de ce qui menace les sources du Nil ou la sécurité nationale du Soudan, ainsi qu'à envisager toute attaque contre le Soudan. comme une attaque contre l'Égypte, et chacun des deux pays respectant la souveraineté de l'autre sur ses terres, ses frontières et sur sa politique intérieure. Le ministère des Affaires étrangères a également créé un conseil de défense commun et un état-major commun, sans parler du soutien apporté par Sadate à vaincre un pont aérien reliant Le Caire à Khartoum pour transporter le coup d'État du Front national en fournissant aux soldats une aide médicale et des vivres.

Sur le plan économique, l'intégration a été plus compliquée en raison du manque d'égalité entre les deux parties, ce qui a représenté un obstacle majeur à la mise en œuvre des projets prévus (Canal Jongli, Société commune du secteur des transports, Société commune des mines). .

Dans le domaine culturel et social, l'importance de la formation et de la qualification a été soulignée, qui représente l'un des piliers importants de la formation et de la qualification en Égypte, en particulier pour le Soudan. À cette fin, les Soudanais ont travaillé dans les universités et instituts égyptiens.

3_Charte d'intégration égypto-soudanaise, octobre : 1982

Dans la continuité de ce chemin et sur la base de l'unité des composantes sur lesquelles repose la structure sociale, politique et économique de l'Égypte et du Soudan, une nouvelle charte d'intégration a été signée sous l'ère de Mohamed Hosni Mubarak, fondée sur des fondements stratégiques pour être mis en œuvre selon un calendrier d'ici dix ans.

Plan Des années pour assurer la planification et la mise en œuvre d'un plan commun de développement économique et social intégrant les deux pays, et des procédures pour assurer la coordination des politiques économiques, commerciales et financières en vue de leur unification, et une politique commune dans le domaine de l'agriculture. , l'irrigation, la révolution minière, l'énergie, les transports et les communications, et ouvrant la voie à l'abolition de toutes les restrictions, y compris les droits de douane, la liberté du commerce, la liberté de résidence et de propriété, et la coordination du travail commun.

Le domaine des relations internationales, de la représentation diplomatique et consulaire, organisant le commandement de défense conjoint, travaillant selon une stratégie unifiée pour l'éducation et unifiant les systèmes et la législation en matière de services de santé et pharmaceutiques[64].

Afin de tirer profit de l'étude des obstacles qui ont entravé l'intégration antérieure, dont le plus important était le financement, le Fonds d'intégration a été créé en tant qu'organisme de financement et d'investissement jouissant d'une indépendance financière et administrative. Son objectif premier était de réaliser l'unité économique entre les pays. deux pays en contribuant à accroître les échanges entre financements financiers et techniques pour de grands projets dans la région.

Cependant, la situation est restée telle qu'elle était et aucun résultat tangible n'a été obtenu, notamment en raison du déclenchement des événements au Soudan et du déclenchement du soulèvement populaire en avril 1985, de l'adoption de la lutte armée et de l'adoption par le gouvernement Numeiri, à la fin du son règne, de l'application de la loi islamique, en plus des conflits dans le sud et de la crise économique. Du côté égyptien, il a commencé à s'interroger sur les circonstances de la situation. Former le régime, présentant des critiques sur les pratiques du régime soudanais, et s'opposer à l'intégration au motif que la relation devrait être basée sur la libre volonté du peuple et dans son cadre démocratique, et ainsi cette alliance a été dissoute par un coup d'État en 1985 par Abd al-Rahman Muhammad Hassan Siwar al-Dahab, qui n'a pas seulement aboli le régime Numeiri mais a également aboli les relations amicales avec l'Égypte[66].

4_La Charte de la Fraternité pendant la période (1987-1989)

Pendant la stagnation politique égypto-soudanaise et le soulèvement populaire, les accords précédents ont été reconsidérés sous une forme complètement différente et dans le cadre d'un travail d'organisation élargi avec une base populaire et avec l'approbation du parti Umma et du Parti fédéral. Il s'agissait donc d'une formalité qui n'exprimait pas d'orientation politique.

Ou une stratégie dans les relations en raison des tensions et de la méfiance que ces époques ont portées, ce qui a conduit beaucoup à la considérer comme un pas en arrière sur le chemin de l'intégration égypto-soudanaise, contrairement aux étapes précédentes, malgré les lacunes constatées dans sa mise en œuvre[67].

Jusqu'au coup d'État d'Omar el-Béchir, qui marqua un tournant dans la politique intérieure et étrangère, d'autant plus que l'Égypte son régime appartenait au Soudan, avec lequel il entretenait initialement des relations amicales, qui fut le premier pays à reconnaître et, pour obtenir le soutien de l'Égypte à l'opposition au Soudan du Sud, au mouvement de l'Alliance démocratique nationale et du côté Égypte égyptien, qui a conservé ses intérêts traditionnels, tels que la sécurité et l'augmentation du débit des eaux du Nil, surtout après l'attente de la sécession du sud, et c'est pourquoi il a toujours cherché à résoudre le problème par un règlement politique.[68]

Malgré cet aspect positif, les choses ont vite tourné de façon dramatique à mesure que les relations se sont détériorées, notamment du côté égyptien, où prédominaient les craintes des dirigeants islamiques, en particulier Hassan al-Tourabi, qui tentait d'exporter le modèle islamique dans les pays voisins, sans parler des Soudanais. -Le rapprochement iranien, qui a culminé avec la visite d'Al-Bashir à Téhéran et du président iranien Khartoum, qui a eu un impact non seulement sur l'Iran mais également sur ses relations avec les États du Golfe et les États-Unis d'Amérique[69]

L'Égypte a déclaré dans ses médias que le Soudan offrait refuge et abri et, au cours de l'été 1990, elle a revendiqué la cause des Égyptiens islamiques et leur a fourni une formation militaire et une protection pour les fugitifs recherchés par les autorités égyptiennes. Cette crise a été encore exacerbée par le différend sur le Invasion irakienne du Koweït. Du côté égyptien, l'Égypte s'est opposée à l'invasion et a soutenu et participé à la coalition internationale visant à chasser l'Irak, tandis que le Soudan a autorisé les forces irakiennes à traverser son territoire.

En décembre 1991, un accord a été signé par la partie soudanaise pour l'exploitation du pétrole d'Halib, ce qui a suscité l'opposition de l'Égypte au motif qu'il était soumis à la souveraineté égyptienne. Cette décision s'est heurtée aux déclarations du Soudan exigeant la divulgation de documents historiques prouvant sa propriété, en outre l'envoi de forces égyptiennes dans la région et le Soudan qui a ensuite créé des écoles primaires et secondaires et géré l'Université du Caire, branche de Khartoum, la rebaptisant Université Al-Nilein, et la plainte du Soudan auprès de l'Égypte devant le Conseil de sécurité, estimant que l'Égypte impose un fait accompli politique à Halib[70]

Une autre étape de l'affrontement est survenue, résultant de la tentative d'assassinat de l'ancien président Mohamed Hosni Moubarak à Addis-Abeba en 1995, accusant le gouvernement soudanais d'avoir participé à cet incident, et du dépôt d'une plainte par l'Éthiopie auprès du Conseil de sécurité, qui a conduit à l'imposition de sanctions contre le Soudan et à son inclusion par les États-Unis du Soudan dans une liste de pays encourageant le terrorisme, en plus de la déclaration explicite de Moubarak. Par conséquent, l'Égypte a intensifié son hostilité envers l'élite de sauvetage des organisations régionales et internationales et a déclaré sa légitimité dans le droit de légitime défense contre le Soudan et contre les services de sécurité qui ont supervisé le crime. Les parties ont travaillé pour condamner cette tentative et ont considéré que la suppression de l'État de Turabi était dans l'intérêt du peuple soudanais. la région deuxième[71]

Ces problèmes n'ont été résolus qu'à condition qu'Al-Bashir ait levé les obstacles politiques et idéologiques et que l'Égypte ait manifesté auprès du régime Moubarak sa volonté de mettre fin à ces problèmes. Quant au Soudan, la réconciliation a été réalisée.

5_ La cinquième tentative intervient dans l'Accord des Quatre Libertés (résidence, déplacement, travail et propriété) :

Le préambule indique que l'accord est basé sur les directives des hauts dirigeants politiques des deux pays visant à consolider le concept d'un partenariat stratégique intégré efficace et durable, alors que le Soudan a pris une mesure proactive en mettant pleinement en œuvre les libertés de mouvement et de résidence, mais elle était axée sur les intérêts égyptiens et les rendements limités pour la partie soudanaise et de manière lente et progressive. En ce qui concerne la propriété et le travail, des différences dans les lois ont empêché leur mise en œuvre en Égypte et au Soudan.[72]

Cependant, dès le début de cet accord, outre son échec à le mettre en œuvre, il a déclenché un différend entre l'Égypte et le Soudan. Les différences les plus importantes ressortent comme suit : [73]

Selon Issam Awad, directeur du département égyptien au ministère soudanais des Affaires étrangères, l'Égypte hésite à mettre en œuvre L'accord est le résultat de la demande de l'Égypte de modifier le projet initial de l'accord, de sorte que le droit de propriété soit réservé aux Égyptiens au Soudan sans restrictions, tandis que la propriété des terres appartient aux Soudanais en Égypte conformément à la loi sur le monopole, ce qui signifie que la période d'utilisation des terres égyptiennes par les Soudanais ne dépasse pas 10 ans jusqu'à ce qu'ils obtiennent le droit de propriété, et cela afin que l'Égypte s'assure que ses terres sont d'abord investies avant d'être possédées.

En échange, les Égyptiens ont le droit de bénéficier des terres soudanaises par le biais de la propriété directe, selon l'accord.

Pour l'accord signé. Quant à la question de la circulation entre les citoyens des deux pays, l'Égypte souhaite
Amendement de l'accord pour empêcher l'entrée des Soudanais sur le territoire égyptien aux personnes âgées
entre 18 à 49 ans

Les autorités soudanaises autorisent les Égyptiens de tous âges à entrer au Soudan sans visa.

Concernant le point qui a déclenché un différend majeur, c'est le différend sur les frontières internationales entre l'Égypte.

Et le Soudan. Dans le cadre de l'Accord des Quatre Libertés, les frontières internationales devaient être délimitées afin
l'Égypte a inclus que les personnes et les marchandises puissent passer les postes frontaliers des deux côtés. Cependant,
dans ses frontières internationales la région contestée de Halib et Shaltin entre les deux pays, ce qui a soulevé des
objections de la part du Soudan. Le différend sur ce point - outre le fait que la région est un sujet de litige - affecte la

la souveraineté de l'État jusqu'à ce qu'il soit tranché ou qu'une solution soit trouvée.

Nous en concluons que l'accord sur les libertés était une démarche ambitieuse et imprévue, comme le reste des tentatives

d'intégration précédentes, qu'il n'a pas été soigneusement étudié et que la mise en œuvre des libertés de circulation
et de résidence n'a pas été réalisée progressivement. émet des réserves sur ces deux libertés, craignant qu'il n'y ait de larges
mouvements de mouvement en raison de l'instabilité politique au Soudan et se concentre sur le Soudan pour résoudre le

problème du chômage en Égypte[74]

Puis le conflit a repris en 2010, lorsque Haleeb a été approuvée comme circonscription électorale soudanaise
affiliée à l'État de la Mer Rouge, et que la Commission électorale nationale soudanaise a approuvé le droit de
vote aux élections soudanaises en tant que citoyens soudanais, mais tout cela n'a pas été possible. En 2011,
les relations se sont à nouveau tendues en raison de l'adoption d'élections parlementaires par l'Égypte, la même
région, pour confirmer que Halib et Shaltin sont de pures terres égyptiennes[75].

Alors que la sécession du sud et l'Égypte s'efforcent de se renforcer, les relations se développent à nouveau après 2011,

notamment les relations entre le nord et le sud, particulièrement atones, afin de préserver leurs intérêts établis. La révolution

de janvier vient ouvrir des horizons de changement et reconsidérer la sécurité nationale égyptienne. priorités et

tentative de restaurer le rôle égyptien marginalisé sur la scène africaine et arabe et de sortir du creuset. La dépendance
américaine, qui a conduit à la détérioration de ce rôle, outre la construction par l'Éthiopie du barrage de la Renaissance et sa

menace pour la nationalité égyptienne. sécurité.

Chapitre deux : Enjeux des relations égypto-soudanaises

Le premier sujet : La question de la frontière (Halib et Shaltin) Le

deuxième sujet : La question de l'eau (le barrage de la Renaissance)

Le troisième thème : la position du Soudan sur le changement en Egypte (les révolutions du 25 janvier et du 30 juin) Le

quatrième thème : la position du Soudan sur les questions régionales (Libye)

Le cas d'Halib et de deux châteaux

Les relations égypto-soudanaises se sont considérablement détériorées depuis le renversement du régime de Jaafar al-Nimeiry.

Depuis lors, le Soudan a mis fin unilatéralement au pacte d'intégration économique et à l'accord de défense commune conclu en 1974 par le gouvernement de Sadiq al-Mahdi. Cependant, Omar al-Bashir est arrivé au pouvoir et l'Égypte a été le premier pays à reconnaître son régime, dans l'espoir que les relations s'amélioreraient pendant son règne après des périodes d'instabilité, mais ces attentes ont été déçues et le régime de Bashir a représenté la plus grande détérioration des relations égypto-soudanaises depuis l'indépendance du Soudan. Elle reposait sur deux choses : le radicalisme et le fait de soulever la question du conflit frontalier lié à la question d'Halib et de Shalatin, qui ajoutait une dimension conflictuelle aux relations, sans parler d'autres questions.[76]

Contexte historique:

L'accord du 19 janvier 1899 entre l'Égypte et la Grande-Bretagne a constitué un tournant important dans la question de la frontière égypto-soudanaise, car c'était pour la première fois dans l'histoire des deux pays qu'une ligne de démarcation était fixée entre eux. qui était le 22ème parallèle au nord de l'équateur, au nord duquel se trouvait la frontière égyptienne et au sud duquel se trouvait la frontière soudanaise. L'article premier stipulait que le mot Soudan, dans cet accord, a droit à toutes les terres situées au sud du 22e degré de latitude, qui sont : [77]

_Des terres dans lesquelles les soldats égyptiens ne sont jamais entrés depuis 1882

_Les terres qui étaient sous le contrôle du gouvernement égyptien avant la récente révolution soudanaise et qui ont été perdues temporairement leur ont ensuite été concédées par le gouvernement de Sa Majesté la Reine et le gouvernement égyptien de l'union.

_Les terrains qui pourront désormais être ouverts par l'union entre les deux gouvernements

Puis des amendements furent apportés afin de faciliter l'administration des territoires de la région de la vallée du Nil et faciliter le passage des tribus, dont les suivants[78] :

La première modification a été apportée le 26 mars 1899, selon laquelle les frontières de la région de la vallée du Nil ont été modifiées pour atteindre 25 km au nord de la ville de Halfa, comprenant 1 014 acres agricoles et 10 villages, dont le plus important est Sars Sharq. , Sars West, Fars, Arqiya, Dabira, Raghim et Derousha.

Le deuxième amendement : il a eu lieu le 25 juillet 1902 concernant les tribus frontalières dans trois régions : le secteur de Jebel Elba dans le coin sud-est de l'Égypte, du sud de Hali à Bir Shaltin, et la région du mont Parthazoga, qui est habitée par groupes de Bédouins Ababda qui vivent en Égypte et comprenaient l'administration égyptienne et la région de Korskur, qui a été initialement modifiée administrativement pour appartenir au Soudan sur la base de sa richesse agricole, et lorsque sa pauvreté a été prouvée, elle a été restituée à l'administration égyptienne en 1907.

Cela s'est produit pour la première fois après l'indépendance du Soudan en 1958, après que le gouvernement national a pris le pouvoir. Le conflit frontalier autour de Chalib, qui annonçait la division des circonscriptions électorales soudanaises, incluait la zone du triangle Halib et Shalatin dans le sud-est du pays. région d'Égypte et la région de San Halfa sur le Nil, qui a coïncidé avec la tenue d'un référendum en Égypte. La République et la déclaration d'unité avec la Syrie, qui comprenait les deux mêmes régions, qui ont conduit le gouvernement égyptien à envoyer un mémorandum à son Son homologue soudanais a souligné la violation par le Soudan de la Convention de 1899 et l'annulation des décisions administratives et du droit de l'Égypte à la souveraineté sur celle-ci. Cependant, cela a d'abord rencontré le mépris soudanais, mais s'est ensuite intensifié en lançant une campagne de propagande contre l'Égypte et en présentant une plainte. contre l'Égypte au Conseil de sécurité en 1997, mais le président Gamal Abdel Nasser a remédié à cette situation en reportant l'affaire après les élections soudanaises, mais il y avait une solution[79]

Pendant la période du règne de Numeiri et Sadate, les différends entre les parties égyptienne et soudanaise se sont effondrés sur la base des relations personnelles entre les deux présidents, d'une part, et sur l'hypothétique projet d'intégration qui n'a pas été mis en œuvre sur le terrain. L'idée d'intégration était en revanche une idée confortable pour les deux parties, car... Le statut de la souveraineté sur la région restait en suspens[80].

Puis vint la crise de 1992, qui résulta de la signature par le Soudan d'un protocole d'accord avec une compagnie pétrolière canadienne concernant l'exploration dans le Triangle d'Halib, en plus de l'autorisation d'une mission japonaise de travailler dans la région d'Halib, ce qui conduisit l'Égypte à protester officiellement auprès de la société et lui a demandé de retirer les équipements et les machines de la région et a envoyé des explications à 101 sociétés. Petroleum Corporation a confirmé que Haleeb était un territoire égyptien jusqu'à ce que la crise de 1995 éclate avec la gravité des deux positions dans l'affirmation de son droit sur la région de Haleeb, qui Les relations égypto-soudanaises se sont détériorées et ont atteint leur paroxysme lorsque le régime soudanais a été accusé d'avoir participé à la tentative d'assassinat du président Moubarak. Des affrontements ont eu lieu entre les gardes-frontières égyptiens et leurs homologues soudanais.

Gares modernes :

En 2010, Haleeb a été approuvée comme circonscription électorale soudanaise affiliée à l'État de la Mer Rouge et la Commission électorale nationale soudanaise a approuvé le droit de vote aux élections soudanaises en tant que citoyens soudanais. Cependant, tout cela a été en vain et les relations sont devenues tendues. en 2011 encore une fois en raison de l'adoption d'élections parlementaires dans la même région pour confirmer que les schistes de Haleeb Two sont de pures terres égyptiennes[82]

En 2012, l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans représente un nouveau développement indiquant la volonté de mettre fin au problème avec... Une vaste campagne médiatique et la diffusion de cartes politiques modifiées ont conduit à son inclusion. Il a inclus certains programmes académiques, qui ont été suivis par la partie soudanaise avec l'arrivée des Frères Nasr au sein des dirigeants soudanais, mais la réalité de la question ne permettait pas l'abandon de la souveraineté égyptienne sur cette région.

Le 22 septembre 2014, le Parlement soudanais a annoncé son rejet de l'escalade égyptienne du différend entre les deux pays sur la région et a averti que la gestion par le gouvernement du triangle frontalier de Haleeb en nommant un président égyptien. ne signifie pas qu'il accepte la situation actuelle. L'escalade soudanaise est sage avec

La décision du gouvernement égyptien de nommer un chef d'un conseil local pour la région est inacceptable, et l'affirmation selon laquelle Haleb est soudanaise s'inscrit dans le contexte de la nomination d'un chef d'un conseil local pour Haleb après la décision de le transformer d'un village dans une ville[83].

À cela s'ajoute la déclaration d'Omar al-Bashir concernant l'État soudanais de Halib et Shaltin, et que le Soudan ne combattrait pas l'Égypte pour le reconquérir parce qu'il y a plus qu'assez de chevauchements entre les deux pays et les deux peuples frères, et que en cas d'impuissance totale, il n'y aura d'autre moyen que le recours aux Nations Unies et à l'arbitrage international, ce que le Caire rejette[84]

Position actuelle:

Cela ressort clairement de la demande du gouvernement soudanais concernant Halib et Shalatin, alors que l'Égypte délimite ses frontières avec le Royaume d'Arabie saoudite sur les îles de Tiran et de Sanafir et les cède à l'Arabie saoudite. déclaration : « Les deux régions de Halib et Shalatin sont situées du côté africain de la mer Rouge et sont soumises à l'administration égyptienne. », appartenant au Soudan, selon

Pour l'histoire, le droit, la population et la géographie », et la partie égyptienne a refusé

Le porte-parole du ministère égyptien des Affaires étrangères, Ahmed Abu Zeid, a commenté les propos de l'ambassadeur soudanais et a souligné qu'il n'y avait aucun développement dans le cas de Haleeb et Shalateen, déclarant : « La situation est telle qu'elle est.

sur l'existence de ressources « Il n'y a rien de nouveau concernant cette question à l'heure actuelle. » Le problème s'aggrave avec les allégations minérales ou pétrolières dans la région.[85]

Ce problème pourrait surgir et atteindre son paroxysme en raison de la décision de transférer la dépendance de Halib et Shaltin à Assouan, annoncée par le président de la Chambre des représentants, Dr Ali Abdel-Aal, le 9 mai 2016.[86]

Chaînes de narration égyptiennes [87]

L'accord du 19 janvier 1899 entre le gouvernement égyptien et le Soudan précisait que le terme « Soudan » s'appliquait à toutes les terres situées au sud du 22e degré de latitude, et aucune des dispositions de cet accord n'a été modifiée avant le 10 juillet, soit l'accord complémentaire concernant le statut du port de Suakin.

Les modifications administratives qui ont eu lieu à la frontière commune entre le Soudan et le Soudan ont été officiellement apportées à des fins humanitaires, c'est-à-dire pour faciliter les tribus vivant des deux côtés de la frontière. Ce ne sont rien de plus que des décisions administratives ordinaires, émises en réponse à la désirs des autorités locales dans les zones contestées, et leur impact s'est limité à cela. Le rôle ne fait que confirmer le caractère administratif temporaire de ces arrangements. Par conséquent, ces décisions ne peuvent pas confirmer la subordination de ces zones au Soudan, ce qui entraîne leur incapacité à transférer la propriété d'un autre pays sans que la renonciation soit définitive et dans un document officiel indiquant explicitement qu'il s'agit de la renonciation au territoire.

- Lors de la détermination du droit à l'autodétermination du Soudan en vue de son indépendance, il n'était pas nécessaire de redéfinir les frontières car elles étaient prédéterminées conformément à la Convention de 1899. En outre, selon les dispositions de la théorie de l'héritage international, le Soudan doit respecter ses frontières après son indépendance déterminée dans l'accord susmentionné.

- La tenue d'élections soudanaises dans les zones contestées ne signifie pas que le Soudan l'ait fait pour plusieurs raisons, à savoir que ces élections étaient de nature administrative en raison de leur souveraineté et non politique, et que la participation de la population à ces élections est une sorte de participation du peuple à la croissance de l'administration locale et non au système politique, sans parler du refus de l'Égypte de l'inclure.

- La présence de la souveraineté égyptienne depuis 1899, représentée par la présence égyptienne sous ses diverses formes, y compris la sécurité, l'administration militaire et exécutive, représentée par les bureaux de poste, la lutte antiacridienne et l'activité minière depuis 1945, outre le fait que de nombreux résidents avoir sur soi des cartes personnelles et des cartes de rationnement égyptiennes.

_Le gouvernement égyptien a récemment inclus Haleeb et Shalatin parmi les circonscriptions électorales de
Élections du Parlement égyptien en 2016

Chaînes soudanaises[88] :

_Le Soudan a effectivement pu prendre possession de ces zones, puisqu'il les administrait depuis longtemps

Modifications administratives de la frontière depuis le 19 janvier 1899 après J.-C., conformément à la décision du gouvernement égyptien de
juin 1902 après J.-C.

_L'Égypte a accepté cette situation pendant de nombreuses années et ne s'y est pas opposée au cours de la période précédant J.-C. Cette
international. position, conforme à l'indépendance du Soudan le 1er janvier 1956, représente les règles du droit

Un soutien fort au Soudan pour qu'il adhère aux domaines susmentionnés sur la base de l'idée de prescription, qui repose sur le principe

La possession effective et ininterrompue d'une part, et l'absence d'opposition à cette possession d'autre part

Le caractère sacré des frontières héritées du colonialisme, tout comme le principe de préservation des frontières héritées de l'ère coloniale, est une autre
raison adoptée par le Soudan pour prouver son droit sur la région.

_La reconnaissance par l'Égypte du Soudan comme État indépendant et souverain en 1956 n'incluait aucune réserve concernant les frontières.

_Le Soudan a effectivement pu posséder ces zones ; Il le gère depuis que les amendements ont été apportés

La décision administrative a été prise sur la ligne frontière établie par l'accord du 19 janvier 1899 après J.-C., conformément à la décision du ministre

égyptien de l'Intérieur en juin 1902 après J.-C. Cette décision administrative a été prise après la formation d'un comité technique dirigé par le Le

directeur d'Assouan (égyptien) et trois inspecteurs, dont un du ministère égyptien de l'Intérieur et un représentant le gouvernement du Soudan et

un troisième représentant les garde-côtes égyptiens, ont confirmé que le triangle Haleeb et Shalateen est terrestre.

Leur mission était de déterminer les terres des tribus Bisharin et ils soumièrent un rapport

Elle est habitée par des tribus soudanaises et, à la lumière de ce rapport, le ministre égyptien de l'Intérieur a pris la décision susmentionnée.

[89]

Alternatives (solutions proposées pour résoudre le problème) [90]

La première alternative : l'acceptation par le Soudan de la souveraineté égyptienne et la reconnaissance explicite par les Soudanais du fait que
la latitude de 22 degrés constitue la frontière politique internationale entre l'Égypte et le Soudan.

C'est difficile à réaliser, surtout si l'on revient au bilan historique de la gestion de la crise du côté soudanais.

Deuxième alternative : revenir à l'application des notions de frontières politiques et de frontières administratives, mais cela dépend dans un premier temps de l'ampleur de l'accord du Soudan à considérer le 22^e parallèle nord comme une frontière politique. De nouveaux arrangements administratifs pourront alors être mis en place pour remettre en question la légitimité des frontières politiques internationales qui les séparent.

Troisième alternative : créer une zone d'intégration dans le Triangle d'Halib afin de parvenir au renforcement des relations populaires entre les deux pays, ce qui a été proposé par le ministre soudanais des Affaires étrangères Mustafa Othman Ismail.

Quatrième alternative : il s'agit du troc, c'est-à-dire que le Soudan prend ce qu'il désire dans la région d'Halib et de Jabal Elba et indemnise l'Égypte le long de ses frontières méridionales sur les deux rives du Nil jusqu'à la troisième cataracte de Méroé et Karima, ce qui C'est ce qu'a proposé le professeur Dr. Abdel Malik Odeh.

Par conséquent, il semble que les deuxième et troisième alternatives soient les plus proches de la mise en œuvre en raison de leur flexibilité, qui affecte les droits et la souveraineté égyptiens sur les terres situées au nord du 22^e parallèle en tant que limite politique internationale.

Compte tenu de la situation actuelle et de l'escalade de la vague d'infiltrations et d'opérations terroristes entre la frontière égypto-soudanaise, qui représente une menace pour la sécurité nationale égyptienne, une telle situation nécessite une stratégie pratique pour faire face à ces risques et défis à travers de véritables mesures exécutives qui peuvent être résumé comme suit[91] :

_ Relancer les accords signés entre les deux pays sur les frontières, qui est l'Accord de Défense Commune en 1976

_Utiliser des systèmes modernes pour surveiller et protéger les frontières

Élargir les domaines de travail conjoint entre les services de sécurité et de renseignement dans le but de sécuriser les frontières entre eux

- Que l'Égypte devrait jouer un rôle actif dans la résolution de ses crises internes et de ses problèmes militaires sans s'ingérer dans ses affaires intérieures, compte tenu de son influence étendue sur la sécurité nationale égyptienne.

_Extension de l'établissement de postes frontaliers, tels que le poste frontalier d'Akshet Qastal, qui approfondira les échanges commerciaux et d'investissements entre les deux pays, en plus du port terrestre d'Arqin, dont l'ouverture est prévue cette année.

À cet égard, il y a les conditions embryonnaires pour le développement de la frontière commune entre l'Égypte, la Libye et le Soudan, ou ce que l'on appelle le Triangle d'Or, depuis la mi-2013, ce qui nécessite la reprise des réunions du ministère égyptien des Affaires étrangères, du ministère de la coopération internationale, du pétrole et de l'électricité et le Centre de recherche sur le désert pour compléter et mettre en œuvre des opportunités de coopération tripartite dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, de l'énergie, des routes et des infrastructures.] 92]

En conclusion, on peut dire que le problème de Haleeb et Shalateen est toujours resté un problème artificiel. Il s'apparente davantage à un symptôme pathologique ou à un baromètre des relations égypto-soudanaises, dont les effets se terminent par de simples causes de désaccord dans d'autres pays. questions, telles que les tentatives du régime soudanais pour affaiblir le régime égyptien pendant l'ère Moubarak, sans parler de la formation des groupes d'opposition islamique égyptiens au Soudan et de l'alliance irano-soudanaise au lendemain de l'invasion de l'Irak, qui a conduit à une La forte détérioration des relations a conduit à l'utilisation de Haleeb comme carte de pression sur l'Égypte concernant la question de sa part de l'eau. Par conséquent, ce n'est rien d'autre qu'une incarnation de la faiblesse de la position politique des dirigeants de ces deux pays, et donc elle s'intensifie à moins qu'il n'y ait des désaccords entre deux régimes sur des questions spécifiques ou même la différence de structure intellectuelle et idéologique des deux systèmes[93]

Barrage d'AlNahda

Le projet du barrage de la Renaissance remonte aux années 1950 et reflète l'amélioration et le renforcement des relations éthiopiennes-américaines et de son partenaire stratégique, Israël, ce qui a eu un impact négatif sur le haut barrage, qui a alimenté les relations égypto-éthiopiennes. leur détérioration avec la construction de l'Égypte. Le sentiment en Éthiopie de la nécessité de réaliser ses rêves pour rivaliser pour le leadership égyptien dans la région.

Le bassin du Nil, où il a été décidé de construire 34 barrages sur le Nil Bleu et a annoncé la construction du barrage à 40 km de _ de la Renaissance en 2011 avec l'aide d'Israël et sans l'approbation de l'Égypte et du Soudan, à 20 mètres de la frontière soudano-éthiopienne. [94]

Ensuite, référence sera faite à la position juridique sur laquelle se fondent l'Égypte et le Soudan[95]

- L'engagement envers les accords signés dans les années 1890 jusqu'en 1959. D'un autre côté, l'Éthiopie refuse de reconnaître ces accords, non pas sous prétexte qu'elle était sous le colonialisme, comme le font le reste des pays d'amont, mais sous prétexte le prétexte de refuser la reconnaissance britannique de l'occupation italienne de l'Éthiopie.

_Le différend entre l'Égypte et le Soudan d'une part et l'Éthiopie d'autre part au sujet de l'accord-cadre d'Entebbe sur un certain nombre d'articles, notamment l'article 14, dans lequel l'Éthiopie estimait que le développement d'un des pays du bassin du Nil devait se faire à la condition que la sécurité de l'eau d'aucun de ses pays n'est affectée, tandis que l'Égypte et le Soudan ont proposé la nécessité d'ajouter des droits et des utilisations. L'accord actuel pour tout pays du bassin du Nil jusqu'à ce que le différend s'aggrave lorsque six pays en amont ont signé cet accord.

_Reconnaître le droit de tout pays du bassin du Nil de bénéficier équitablement et raisonnablement des eaux du Nil, à condition qu'aucun préjudice significatif ne soit causé à la sécurité hydrique du reste des pays.

Cependant, l'Éthiopie a réussi à imposer une politique de fait accompli en matière de construction du barrage et l'a ensuite utilisée comme stratégie pour gagner du temps grâce aux négociations, et les circonstances étaient favorables tant du côté égyptien que soudanais.

Du côté égyptien [96]

La révolution du 25 janvier 2011 a éclaté, conduisant à des conditions d'instabilité politique dans le pays et à un isolement intérieur, ce qui a entraîné de nombreuses répercussions, dont certaines sont similaires à la phase précédente, qui était celle de Moubarak :

_L'absence de l'Égypte aux sommets africains et à l'action collective africaine en général, ce qui a conduit à la détérioration des relations entre les pays du bassin du Nil

_L'accord de l'Égypte d'entamer des négociations et de signer l'accord-cadre ne stipulait pas que cela ne porterait pas atteinte aux accords existants et valides (1929, 1959)

_Les relations égyptiennes avec les pays du bassin du Nil étaient axées uniquement sur des questions techniques, et l'Égypte a noué des relations individuelles avec chaque pays uniquement individuellement, sans confrontation collective avec les pays du bassin du Nil, même si en coopération avec le Soudan en tant que pays en aval comme lui, ce qui a contribué à approfondissant les allégations selon lesquelles l'Égypte est le seul bénéficiaire du fait qu'il a pu se tailler la part du lion et ensuite réaliser son développement aux dépens du reste des pays pauvres du bassin du Nil

L'implication de la Banque mondiale dans cette relation entre l'Égypte et les pays du bassin du Nil a contribué à l'enflammer, en particulier en raison du parti pris de la Banque en faveur de ces pays, les considérant comme les plus pauvres et les plus menacés par la famine, sans parler de la raison indirecte de la volonté de la Banque d'agir. de l'eau à Israël.

Du côté soudanais, ses alliances ont évolué en faveur de l'Éthiopie pour plusieurs considérations : [97]

_L'indulgence éthiopienne à influencer les affaires intérieures soudanaises, en particulier le problème du Soudan du Sud, car elle est devenue un médiateur dans ses différends avec le Sud.

la Cour pénale internationale

_La crise d'Omar el-Béchir avec

_L'opposition du régime égyptien au régime soudanais après le 30 juin, sans compter les sanctions économiques imposées par les pays du Golfe au Soudan à la suite du rapprochement iranien, font que seule l'Éthiopie s'est avérée être un allié régional et stratégique dans le conflit. région.

- Il est possible de prendre en compte l'évolution des relations égypto-soudanaises, qui oscillent entre poussée et traction depuis le coup d'État du Front du Salut et le lancement de campagnes hostiles contre l'Égypte.

En effet, ces évolutions ont eu des implications sur le rapprochement entre les deux pays, représentées par de nombreux indicateurs, notamment : [98]

_Établissement d'une ligne de transport d'électricité entre le Soudan et l'Éthiopie dans l'État soudanais de Gedaref et annonce qu'Omar en bénéficiera Le soutien d'Al-Bashir au barrage de la Renaissance et l'invitation de l'Égypte

_Conclusion d'un protocole d'accord entre les deux pays pour construire un partenariat stratégique et lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière

_ Ajout de 1 000 hommes au nombre de forces éthiopiennes participant au maintien de la paix dans la région d'Abyei, une sorte de mandat pour l'Éthiopie de résoudre les problèmes de sécurité de cette région.

- Doubler le volume des échanges commerciaux entre l'Éthiopie et le Soudan. Le Forum économique soudano-éthiopien s'est également tenu dans le but de mettre en place 723 projets avec des capitaux soudanais.

_Ouverture d'un bureau consulaire dans l'État de Gedaref Kamal et facilitation des démarches pour les Soudanais souhaitant se rendre en Éthiopie

Par conséquent, compte tenu de ce qui précède, l'Éthiopie a pu imposer une politique du fait accompli, en particulier à l'époque des Frères musulmans, où leurs relations se caractérisaient par une tentative de minimiser gravement la crise et, même après le détournement du fleuve, c'était seulement la réunion consultative qui a été retransmise en direct sans avoir lieu.

Notifier les participants, ce que l'Éthiopie a exploité pour servir son plan visant à gagner du temps et à présenter l'Égypte comme une menace d'agression et comme un obstacle à son développement, ce qui a eu des effets négatifs sur les trois cycles de négociations à Khartoum[99].

L'Éthiopie a poursuivi cette approche, s'appuyant sur des manœuvres, sur la volonté de prolonger les pourparlers et rejetant les propositions égyptiennes malgré la grande flexibilité dont a fait preuve le négociateur égyptien et les recommandations du comité tripartite international, notamment : [100]

L'Éthiopie a rejeté la proposition soudano-égyptienne concernant la présence d'experts internationaux pour évaluer le barrage de la Renaissance, car l'Éthiopie a insisté sur la nécessité d'experts locaux malgré la demande de l'Égypte sur la nécessité de démarrer une coopération technique, d'élaborer un programme convenu et d'étudier les aspects environnementaux, sociaux, impacts climatiques et autres.

Le rejet par l'Éthiopie de la proposition égyptienne visant à instaurer la confiance entre les pays du bassin oriental du Nil (Égypte, Soudan et Éthiopie)

- Le rejet par l'Éthiopie de la formule consensuelle proposée pour équilibrer les besoins de développement du peuple éthiopien et ne pas menacer la sécurité hydrique égyptienne.

Par conséquent, on peut dire que le succès de l'Éthiopie dans la transformation du barrage de la Renaissance en réalité repose sur trois piliers fondamentaux : le premier est le refus d'arrêter les travaux sur le barrage jusqu'à ce que la moitié soit achevée, et le rejet de toute proposition liée à ses spécifications et à l'augmentation de sa capacité de stockage, et le troisième est le respect des résultats de l'accord d'Entebbe malgré le désaccord sur la notification préalable, les quotas historiques et le modèle. Vote sur l'Égypte sur trois questions du projet. confronter l'intransigeance éthiopienne et la position soudanaise qui la soutient en raison des lacunes de l'approche de négociation égyptienne et de ses outils depuis une quinzaine d'années.

La faible influence et efficacité dans le contexte africain, la multiplicité des partis cherchant à modifier les règles du droit de l'eau au détriment des droits historiques de l'Égypte, sans oublier l'ambition de l'Éthiopie de diriger le continent et son exploitation de la Révolution du 25 janvier et de la vague qui en a résulté. d'instabilité [101]

Avec l'arrivée au pouvoir du président Sissi, de nombreux défis sont apparus dans la mise en œuvre de la feuille de route, notamment avec la suspension de l'adhésion de l'Égypte à l'Union africaine. Par conséquent, la démarche diplomatique visait à confirmer l'identité africaine de l'Égypte et l'importance du rôle égyptien en Afrique. jusqu'à ce que l'Égypte réussisse à réactiver son adhésion et à parvenir à l'accord de principes signé le 23 mars 2015, basé sur la compréhension mutuelle et la compréhension des besoins en eau des pays en amont et en aval, la mise en œuvre des recommandations du comité international de experts, et l'accent mis sur l'utilisation équitable des ressources du fleuve et le respect des résultats finaux du rapport final du comité international d'experts. Cependant, les avis divergent à son sujet comme suit : [102]

Première tendance : elle est considérée comme une étape importante pour le retour de la confiance entre l'Égypte et l'Éthiopie, et elle donne également l'occasion de reconsidérer l'accord d'Entebbe.

Deuxième tendance : il estime que cela ne représente pas la fin des tensions car il ne précise pas la capacité de stockage du barrage, qui est la base de la formation et de la conclusion de l'accord, sans compter qu'il ne traite pas des droits historiques de l'Égypte. sans compter qu'il donne une reconnaissance explicite au barrage, ce qui facilite l'augmentation du flux de financement pour le barrage.

Troisième tendance : l'accord est dans le seul intérêt éthiopien, sa signature représente une reconnaissance de la capacité de stockage du barrage et la référence à la souveraineté de l'État dans la déclaration pourrait permettre à l'Éthiopie de construire d'autres barrages de la même manière.

La quatrième tendance : elle repose sur une vision juridique de la Déclaration de principes, qui la considère comme un cadre de coopération et de développement entre les pays signataires, la coopération étant la base d'une compréhension commune, d'un bénéfice commun, de bonnes intentions, de gains pour tous. et la compréhension des besoins en eau des pays en amont et en aval.

Dans ce contexte, la possibilité de transformations dans l'interprétation de la position soudanaise apparaît à travers trois étapes, la première étant équilibrée dans la mesure où elle souligne les aspects négatifs et positifs et présente le rôle de médiation. caractérisé par le soutien absolu et le soutien de l'Éthiopie dans le dossier du barrage de la Renaissance, alors que les discussions ont commencé sur les avantages de ce barrage pour l'Égypte et le Soudan. Pour parler des accords conclus précédemment, ce sont des accords injustes et soulèvent la question de Halib et Shalateen, et la troisième étape commence après Morsi, qui est l'étape de la prudence, car il a été officiellement déclaré que c'est une affaire interne, la chute de Mohamed.

Bien qu'il y ait eu des campagnes devant l'ambassade égyptienne pour arrêter le coup d'État, Al-Bashir a géré la situation de manière pragmatique et a envoyé une délégation officielle pour féliciter le président Sissi[103]

Malgré les huit cycles qui ont eu lieu, sans entrer dans les détails, ils ont conduit à la non-application de la demande égyptienne d'arrêter la construction jusqu'à ce que les études techniques soient terminées, et il faut alors parvenir à de véritables négociations au lieu de celles qui reposent sur la fraude, basées sur la fraude. sur les caractéristiques suivantes : [104]

_ S'abstenir de mettre en œuvre tout projet du côté éthiopien sauf après consultation et consensus entre les trois pays, alors que les projets égyptiens et soudanais sont considérés comme de simples actions internes et n'affectent pas les autres pays du bassin du Nil.

_ La reconnaissance par l'Éthiopie des parts de l'Égypte et du Soudan comme condition préalable à l'approbation du barrage de la Renaissance, avec l'engagement de l'Éthiopie de ne pas porter atteinte à ses parts dans les affluents éthiopiens.

_ L'Égypte et le Soudan devraient examiner les projets éthiopiens d'un point de vue réaliste, en reconnaissant leur droit à produire de l'électricité, mais dans le cadre de la préservation des droits historiques des deux pays.

_ Accord sur la taille du réservoir, de telle sorte que sa capacité soit maintenue dans des limites techniques sûres, et que cette capacité soit dans des limites acceptables qui n'affectent pas la part des eaux du Nil des deux pays.

_ Coopération égyptienne avec l'Éthiopie dans ses projets d'eau et d'électricité afin de ne pas laisser la place à des pays hostiles pour jouer ce rôle et travailler à l'exploitation de l'énergie solaire et à son utilisation pour produire de l'énergie électrique, réduisant ainsi la nécessité de construire des barrages construits à cet effet. .

Par conséquent, il est nécessaire de développer des alternatives et des options à la disposition de la partie égyptienne pour faire face à la menace qui

pèse sur sa sécurité hydrique, notamment les suivantes : [105]

Selon certaines études, la solution se présente en deux parties, l'une juridique et l'autre politique : quant à l'aspect juridique, il s'agit de la possibilité pour l'Égypte de se retirer de l'accord d'Entebbe, en invoquant la chute d'Hosni Moubarak pour L'Égypte et la sécession du Soudan du Sud au profit du Soudan, ou pour que celui-ci reste avec ses réserves. Quant à l'aspect politique, il est représenté par un travail visant à modifier l'équilibre des pouvoirs. Ce qui profite (Éthiopie_Kenya_Ouganda_Soudan du Sud) et à l'amélioration des rapports égypto-soudanais. Relations barrières et effort diplomatique avec le Congo, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie pour affronter l'autre axe quadripartite.

Une autre étude présente trois alternatives, dont la première est la continuité et le maintien du statu quo, la deuxième est la reprise des négociations pour parvenir à une solution qui reflète l'équilibre des intérêts et ne nuit pas aux autres, et la troisième alternative est la confrontation diplomatique. dans le cadre des Nations Unies comme dernière option au cas où tous les moyens diplomatiques et politiques égyptiens seraient épuisés, mais elle doit être incluse au préalable.

La troisième solution : consiste à se concentrer sur les intérêts plutôt que sur les positions, et ainsi la perspective intégratrice adoptée par l'Éthiopie s'intègre à la perspective fonctionnelle de l'Égypte à travers un projet après l'autre.

Liés à cette proposition, il existe un certain nombre de scénarios proposés et directs, tels que surveillés par le Dr Fleifel : [106]

_Entrer en tant que partenaire dans le projet du barrage Renaissance, notamment au vu des circonstances de crise de financement du barrage

_Élaborer un plan d'eau avec le Soudan du Sud et le décaisser, tout en continuant à le soutenir

Avec le Soudan jusqu'à ce que les projets égyptiens comme l'alternative congolaise et le canal de Jonglei soient entravés

Des relations

Avec l'Éthiopie, surtout à la lumière du changement de leadership - consolidation des relations

l'eau égyptienne, mais aussi En soulignant les risques résultant de la construction du barrage, non seulement sur la part de
sur le sol éthiopien, la pression est exercée sur le négociateur éthiopien, et en même temps le citoyen égyptien répond à la
rationalisation.

Afin de concrétiser ces alternatives et options, un travail doit être mené sur les fronts interne et externe et en utilisant tous les
outils de politique étrangère égyptienne.[107]

Sur le plan interne, il faut restaurer la structure actuelle en termes de prise de décision et d'implication de la société civile, le
volume des informations échangées doit être approfondi, le dossier doit être placé sous la tutelle directe du chef de l'Etat, un
conseil national de l'eau doit être établi et il doit éviter toute politique arbitraire.

Au niveau externe : La question de l'eau du Nil et de la coopération dans le domaine de l'eau ne doit pas être réduite à la question du barrage de la
Renaissance et à l'intérêt pour l'avenir de la coopération dans le domaine de l'eau entre les pays du bassin du Nil dans leur ensemble.

Soulignant l'idée de coopération et liant les questions d'eau, d'alimentation et de sécurité humanitaire, d'autant que ce message
est une idée motivante pour les pays donateurs.

_Le début de l'action diplomatique auprès des donateurs et financiers du barrage, en parallèle avec le rôle des médias et
des organisations de la société civile

_Soutenir l'établissement d'entreprises privées égyptiennes dans les pays du Bassin et renforcer la coopération militaire

- S'efforcer de compléter l'idée d'un accord complet, où ce serait à deux niveaux, celui avec les pays du bassin du Nil et l'autre
avec les États-Unis, pour renforcer l'idée de stabilité dans la région à travers ces forces. .

Dialogue stratégique égyptien avec

En conclusion, il faut dire que toutes ces stratégies sont à la portée du négociateur égyptien et de la politique étrangère égyptienne,
outre la possibilité de recourir à des mesures plus strictes.

L'accord dont il a été question est considéré comme la solution idéale, outre le fait que les mesures les plus croissantes qui conduisent à une intervention militaire sont des scénarios qui ont leurs propres calculs et déterminants, tels que le montant des ressources disponibles, la disponibilité de la volonté politique, et la nature des défis imposés par le moment actuel. Par conséquent, ces forces, à la fois douces et dures, doivent être mises en évidence dans le cadre de la coopération pour préserver et ne pas porter atteinte aux droits historiques de l'Égypte.[108]

La position soudanaise sur le changement de régime en Égypte

La position soudanaise sur le changement de régime après la révolution du 25 janvier :

La révolution du 25 janvier 2011, en termes de principes et d'objectifs qu'elle appelle en matière de politique étrangère, a marqué le rétablissement du rôle pionnier de l'Égypte dans la région et sa sortie de l'emprise de la politique américano-sioniste, qui a contribué à Cela a affaibli ce rôle et a nui aux relations égypto-arabes et africaines en général et aux relations égypto-soudanaises en particulier, ce qui a affecté la sécurité. Le nationalisme égyptien et soudanais, et le Soudan a été grandement touché par cette politique au cours des années précédentes. Par conséquent, on s'attend à ce que l'Égypte -Les relations soudanaises reviendront à une situation qui sert les intérêts des deux pays dans tous les domaines.

Le Soudan a soutenu la Révolution du 25 janvier dans l'espoir de provoquer un changement dans le niveau des relations égypto-soudanaises, les deux pays ayant échangé un certain nombre de visites officielles mutuelles et les responsables ont publié un certain nombre de déclarations et de déclarations exprimant un désir politique, qui pourrait sembler certain, de soutenir les relations jusqu'à ce qu'elles atteignent le stade stratégique complet, y compris... Servir les intérêts d'un partenariat Le Soudan égyptien, mon pays et mon peuple, la vallée du Nil, en particulier la visite du président Omar al-Bashir au Caire avec le président Morsi pour examiner les questions communes entre les deux pays et les situations régionales et discuter des moyens de développer une coopération commune pour servir les intérêts de des deux parties, sans oublier la visite d'Issam Sharaf, le Premier ministre par intérim, au Soudan et son accueil chaleureux qui confirme l'étendue du soutien du peuple soudanais à la révolution. Pour faire face aux dangers et aux défis communs[109]

Peut-être que les raisons intellectuelles idéologiques liées à l'Islam et la perception qu'en a chaque régime et sa vision du monde ont été une raison de ce soutien ou de cette coopération et peuvent être résumées en plusieurs traits[110]

_ Les deux systèmes s'accordent sur une vision globale de la paix en tant que religion, vie mondaine, économie et politique, puis, comme résultat logique, chacun d'eux s'efforce de construire une nouvelle société dans laquelle l'application de la charia se fonde et s'accroît. Avec l'idée d'une loyauté qui élève l'appartenance au groupe au-dessus de la nation, malgré cela que Cette similitude dans la vision commune de la gouvernance évite l'existence de conflits dus au climat régional et international.

Conseil suprême de L'idée d'autonomisation et de contrôle sur les institutions de l'État, qui s'est manifestée dans la restructuration du la presse par Mohamed Morsi et la nomination des membres du Conseil national des droits de l'homme et d'autres, tandis que le régime soudanais a exclu de nombreux citoyens pour servir cela L'idée s'est même étendue aux services de sécurité et à l'armée pour leur opposition aux tendances islamistes du gouvernement, en plus de Pour de nombreuses raisons personnelles

- Son incapacité à parvenir à un équilibre entre les mouvements conservateurs et réformistes, en plus de son incapacité à accueillir tous les segments de la société, sans parler de l'isolement du groupe sur lui-même, qui a conduit à son échec à réaliser des revendications et des développements avancés.

_ Échec de la présentation d'un projet politique intégré. Malgré la volonté du Soudan d'exporter son modèle sur la base qu'il s'agit du modèle civilisationnel de l'Islam et du projet de Renaissance en Égypte, ils n'ont pas dépassé leur cadre théorique, ce qui s'est manifesté dans l'antagonisme des la plupart des forces et des partis politiques puissants, mais aussi à leurs alliés, comme c'est le cas entre les Frères musulmans et les salafistes en Egypte.

_ Il y a aussi leur incapacité à fournir un modèle de développement économique et leurs membres réalisant des profits en dehors des institutions étatiques et construisant des empires économiques. Par conséquent, il n'y avait aucun intérêt pour les classes pauvres et moyennes, ce qui a conduit à leur réticence et à une diminution de leur soutien.

Cependant, ils se différencient par la manière dont ils sont arrivés au pouvoir : tandis que l'élite soudanaise est arrivée par un coup d'État, les Frères musulmans sont arrivés en Égypte par le biais d'élections, en plus des pressions internationales qui ont empêché la mise en œuvre de ces promesses, notamment les sanctions internationales imposées au Soudan. Malgré cela, le régime soudanais a pu se maintenir au pouvoir. Le pouvoir malgré sa politique

Ce sont les mécanismes de son règne qui ont conduit au pouvoir, malgré la présence de divisions, mais le régime égyptien n'a pas pu continuer et sa légitimité a pris fin avec la Révolution du 30 juin [111]

Après avoir passé en revue les raisons de ce soutien ainsi que les similitudes et les différences entre les deux systèmes, les réalisations et les formes de coopération qui ont été réalisées au cours de cette période depuis la Révolution du 25 janvier seront soulignées : [112]

_ Plusieurs accords ont été signés, notamment la préparation de projets communs dans le domaine de la sécurité alimentaire, la réalisation d'investissements dans tous les domaines et le retour de la délégation de l'Université du Caire, branche de Khartoum.

_ Négocier avec les pays du bassin du Nil et la partie soudanaise pour achever le projet de partenariat égypto-soudanais pour l'intégration agricole dans le Nil Bleu. Cette connexion est liée à l'escalade de la crise de l'eau, qui a nécessité une grande coopération en matière de sécurité nationale pour l'Égypte, en particulier le barrage de la Renaissance.

_ Réalisation d'études liées à la faisabilité de la mise en œuvre du projet Arqin sur la zone frontalière entre les deux pays

_ Se concentrer sur le domaine des productions animales et étudier la mise en place d'un projet d'élevage bovin dans la région de Jazira

_ Élever le niveau du comité suprême conjoint au niveau des deux présidents et élaborer un plan d'action pour mettre en œuvre ce qui a été convenu.

Cependant, toutes ces tentatives, malgré leur cohérence avec les lignes intellectuelles des deux régimes, n'ont pas permis de construire un véritable partenariat stratégique et, plus encore, elles n'ont pas dépassé les relations traditionnelles antérieures.

La position soudanaise sur le régime égyptien après la révolution du 30 juin :

Malgré les réserves informelles du côté soudanais en raison de la domination du groupe en Égypte sur le reste de ses branches et activités, le retrait des Frères musulmans du pouvoir a suscité la colère des islamistes au Soudan, surtout à la lumière des attentes d'assiéger les islamistes venus au pouvoir dans l'intérêt de réaliser et de maintenir les intérêts des élites traditionnelles dans les pays arabes, et c'est pourquoi le Soudan l'a considéré comme un coup d'État militaire contre l'autorité légitime avec des tentatives de resserrer l'emprise sur la feuille de route du 3 juillet. Malgré cela, Omar al -Bashir a envoyé une délégation officielle pour le féliciter lorsque le président a gagné.

[113]

Cependant, une nouvelle phase de détente a commencé dans les relations entre les deux pays, depuis la visite du président Abdel Fattah El-Sisi à Khartoum à son retour de Malabo. Depuis lors, le ministère soudanais des Affaires étrangères a publié une déclaration selon laquelle ce qui s'est passé en Égypte est une question interne et s'est éloigné de la sympathie pour les Frères musulmans. Ce qui se pose à cet égard est la recherche de... Les raisons de ce virage vers le régime égyptien après le 30 juin peuvent être résumées dans les pressions économiques auxquelles le Soudan est exposé. , ce qui nécessite une ouverture régionale et les sanctions internationales qui lui sont imposées, c'est pourquoi les méthodes suivantes ont été suivies[114] :

Morsi, mentionné précédemment, tente de mettre en œuvre les accords conclus avec l'Égypte sous le président Mohamed

_ Coopération avec les États du Golfe pour faire face à la crise économique, en particulier à la sécession du sud riche en pétrole, à la hausse de l'inflation et à la détérioration de la livre soudanaise, tout en faisant allusion au rôle du Royaume aux côtés du Soudan dans sa situation économique difficile et dans la crise. futilité du partenariat avec l'Iran, dans un contexte où Riyad cesse ses transactions bancaires avec le Soudan et réduit ses importations de bétail en raison des relations militaires.

_ Faire preuve de bonnes intentions à l'égard de la Libye, sur fond d'accusations attribuées à la Libye de soutien à des allégations selon lesquelles groupes armés, notamment Aube de Libye, hostile au gouvernement, notamment avec les des avions soudanais auraient pénétré dans la zone libyenne pour assister ces groupes. , comme il a été clairement indiqué qu'ils apportaient une assistance logistique et militaire aux forces conjointes des deux pays, puis l'accent mis par le Soudan sur la nécessité de travailler, je dois sécuriser les frontières, désarmer progressivement et mettre fin à la guerre et aux affrontements militaires

_ Renforcer la coopération régionale avec les pays de la région, basé sur la conviction que les pays de la région s'efforcent d'inciter aux conflits au Soudan et de soutenir l'opposition afin de faire pression sur elle. Pour ce faire, il a pris des mesures pour rétablir la confiance, même avec l'opposition armée, et s'est engagé à abolir les lois restreignant les droits, à libérer les détenus politiques et à former un gouvernement de transition pour deux ans. À rédiger une constitution permanente, sans parler de sa hâte de se rendre au Caire.

La visite d'Al-Bashir à Sissi s'est concentrée sur un certain nombre d'axes, dont le plus important était la crise libyenne et la nécessité de coordination et de coopération afin de restaurer la stabilité en Libye, le travail de restauration des institutions de l'État, notamment l'armée nationale, et assurer le dialogue entre toutes les factions libyennes. L'idée de créer une force conjointe soudano-égyptienne pour surveiller les frontières a été discutée et des cours ont été organisés. Des formations conjointes, en plus de la coopération dans les domaines de l'armement.

Le nouveau régime et la nécessité de surmonter la crise Haleeb et Shalateen, que ce soit au niveau officiel ou médiatique, en plus de mettre en œuvre la position du comité selon laquelle cela devrait être au niveau des présidents et non des chefs de gouvernement, en soulignant que le fleuve Nil est un moyen de parvenir à un développement commun pour tous les peuples des pays du bassin du Nil sans nuire aux intérêts d'aucune partie et de développer des relations bilatérales entre les deux pays[115]

À la lumière de cette transformation, le parti au pouvoir au Soudan n'a pas invité les Frères musulmans à assister au 25 octobre, au motif que sa conférence générale, qui s'est tenue à Khartoum au cours de la période du 23 octobre, avait changé en les éliminant du pouvoir et en les emprisonnant. un grand nombre de ses dirigeants.

Par conséquent, les indicateurs de coopération à ce stade après cette transformation peuvent être mis en évidence dans les

dimensions suivantes[116] :

Passages stratégiques :

_L'ouverture du poste frontière d'Ashkit-Qastal entre l'Égypte et le Soudan, malgré le report de son ouverture de 3 ans, qui reflète la volonté politique de rapprochement et de coordination pour faire face à leurs défis sécuritaires.

L'Aéroport National a contribué à accroître les échanges commerciaux et à faciliter la circulation naturelle et sans escale des marchandises et des passagers depuis son ouverture.

_Travailler à l'ouverture de davantage de passages pour stimuler l'économie et accroître les mouvements commerciaux dans le canal de Suez, et œuvrer à l'établissement d'une zone de libre-échange, qui renforce le rôle régional de l'Égypte en Afrique.

Relations économiques :

-Doublement du capital de la Société égyptienne soudanaise d'intégration agricole, propriété des deux États, avec un apport

Le secteur privé s'efforce d'augmenter la superficie ciblée pour la culture du coton et du maïs afin de répondre aux besoins du marché égyptien en matière de projets de cultures oléagineuses telles que le tournesol.

_Réalisation de 9 accords conjoints et de nombreux protocoles d'accord et programmes exécutifs tels que le programme exécutif

Signature entre l'Autorité égyptienne des investissements et le ministère soudanais de l'investissement, ainsi qu'un protocole d'accord pour la coopération médiatique et un autre pour la sécurité maritime.

Accord de sécurité :

L'objectif principal était de réfuter les allégations des deux pays selon lesquelles l'un d'eux soutiendrait l'opposition dans l'autre pays. Quant au Soudan, il souhaite retirer le soutien égyptien, tant doux qu'armé, et fournir un abri aux groupes d'opposition soudanais. Au retour, le Caire ne veut pas soutenir les Frères musulmans.

Coopération politique :

Elle est représentée par les réactions soudanaises, qui ont travaillé à corriger leur trajectoire depuis la Révolution du 30 juin avec des pays Alliance qui cherchaient une nouvelle direction ouverte au nouvel ordre régional, représenté par le Golfe et l'évolution vers l'Égypte pour construire un partenariat stratégique entre les deux pays. les deux pays qui dépassent les limites des relations sécuritaires et militaires.

En conclusion, on peut dire que le changement de position soudanaise envers l'Égypte après la révolution du 30 juin est représenté par une stratégie de rapprochement de quatre partis pour faire pression sur le Soudan : [117]

Le renforcement des partis de l'Est, représentés par l'Arabie saoudite et les Émirats, suspendant les investissements et les transferts vers le Soudan et présentant le Soudan comme un refuge pour les groupes terroristes, ce qui a finalement conduit à la fermeture d'un certain nombre de centres culturels iraniens au Soudan.

Renforcer les partis occidentaux : c'est le cas de l'Égypte qui apporte un soutien politique, financier et militaire au régime de Haftar contre les groupes islamistes censés être liés au Soudan, sans parler du soutien et de l'amélioration des relations avec le Soudan.

Le Tchad est un pays au passé hostile avec le Soudan

Renforcer les partis du nord : à travers l'Égypte, en utilisant la carte du conflit frontalier (Halib et Shalateen), et en utilisant les outils médiatiques égyptiens et du Golfe pour présenter le Soudan comme un refuge protecteur pour les Frères musulmans en Égypte.

Tirer les partis avec le Sud : la coopération égyptienne avec le gouvernement du Sud et la responsabilité du Soudan pour l'échec des négociations sur le barrage de la Renaissance

La position de l'Égypte et du Soudan sur les questions régionales : (Libye)

Il ne fait aucun doute que la crise libyenne depuis le début de la révolution et ses répercussions ultérieures ont grandement affecté la menace à particulier avec la croissance croissante des groupes djihadistes en Libye et l'existence d'enchevêtrements politiques et de sécurité nationale, en

La géographie a aggravé cette menace depuis la révolution du 25 janvier et la montée de l'islam politique, en particulier après la révolution du 30 juin. Ces menaces peuvent se manifester sous de nombreuses manifestations, notamment les contacts mutuels des groupes djihadistes en Libye et de leurs homologues du Sinaï, l'utilisation de la frontière libyenne-égyptienne pour faire passer des armes et de la drogue, en ciblant la main-d'œuvre et les investissements égyptiens, ainsi qu'en embrassant l'est de la Libye. Pour l'opposition islamique au régime égyptien après le 30 juin [118]

Par conséquent, face à cette menace, la position égyptienne repose sur trois éléments fondamentaux : le premier est de considérer la Libye comme une menace non seulement à la sécurité nationale égyptienne, mais aussi à la sécurité régionale et internationale, avec les attentes de désintégration de l'État et la deuxième est de soutenir les institutions légitimes en Libye, en particulier pour faire face aux groupes djihadistes, et la troisième, d'insister sur la nécessité d'armer l'armée nationale, tout en mettant l'accent sur le soutien à une solution politique à la crise libyenne[119].

Le conflit entre l'Égypte et le Soudan dans ce dossier réside dans le fait que l'Égypte accuse le Soudan de fournir un soutien et des armes aux milices islamiques extrémistes en Libye, tandis que le Soudan nie ces allégations, en plus de soutenir le Soudan avec l'idée d'une solution politique sans ingérence, juste comme la Tunisie et l'Algérie.

[120]

Premièrement : la position égyptienne sur la crise libyenne :

Le dossier libyen comporte deux volets, l'un politique et l'autre militaire, de manière à garantir au régime le maintien de son influence et la réalisation de ses intérêts en Libye : [121]

Sur le plan politique, la coordination entre le régime égyptien et l'actuel gouvernement libyen est toujours en cours, tandis que la communication se poursuit en revanche avec Fayez al-Sarraj, chef du gouvernement d'entente nationale.

émanant de l'accord de Skhirat, et les récents efforts visant à parvenir à un consensus entre le gouvernement d'union nationale, d'une part, et le Parlement de Tobrouk et « Khalifa Haftar », d'autre part, pour garantir l'achèvement rapide de la formation du

Un gouvernement de réconciliation nationale qui comprend des portefeuilles ministériels approuvés par le Parlement de Tobrouk et le de la soi-disant Armée nationale gouvernement actuel et garantit, d'autre part, que la position de Haftar en tant que commandant libyenne ne sera pas compromise. , la coopération militaire et l'armement des forces affiliées aux institutions soutenues par le régime égyptien se poursuivront, afin qu'elles soient en mesure d'affronter l'État islamique et d'autres groupes. D'autres forces armées assureront la sécurité des frontières occidentales de l'Égypte et assureront la continuité de l'influence égyptienne sur la scène libyenne

En référence à la dimension militaire, le rôle direct égyptien apparaît, lors du lancement des frappes aériennes du 16 février 2015, comme un développement qualitatif dans le modèle de confrontation égyptienne face aux menaces croissantes du voisinage libyen. Avec cette réponse, le Caire est passé au stade d'une confrontation militaire directe avec les menaces libyennes[122]

La dimension militaire est liée au soutien absolu au régime de Haftar, à son soutien en matière de renseignement et d'information, et à son soutien aux frappes aériennes qu'il dirige contre les groupes terroristes, l'Égypte se différenciant par la nécessité d'une intervention militaire des pays voisins, tandis que le d'autres diffèrent uniquement par la nécessité d'une solution politique, que l'Égypte considère comme une raison de son retard et de son hésitation. Y compris les événements en Libye, en plus de l'intervention de l'OTAN, et donc les possibilités d'intervention militaire en Libye sont une option privilégiée pour le pays. Régime égyptien.

[1 2 3]

Cependant, les options pour cette intervention sont devenues le résultat de nombreuses restrictions, dont la plus importante est la résolution 2174 du Conseil de sécurité interdisant l'intervention militaire, ce qui nécessite de modifier la politique étrangère égyptienne envers la Libye. Cependant, l'Égypte a continué à faire de nombreuses tentatives pour préférer l'option militaire. et ont présenté une initiative commune pour arrêter l'avancée du groupe Libye Fajr. Ces tentatives peuvent être résumées par un certain nombre d'indicateurs : [124]

_ Lancer des campagnes médiatiques égyptiennes sur l'idée de mener des opérations préventives hors des frontières pour faire face aux dangers venant de Libye, du Soudan et de Gaza, et sur les allégations de formation de l'Armée égyptienne libre similaire à la Syrie.

_La visite du Premier ministre égyptien Ibrahim Mehleb au Tchad pour discuter du dossier libyen et espère jouer un rôle important dans le maintien de la paix et de la sécurité africaine dans la région de l'Afrique centrale afin que l'Égypte soit une puissance

Une région régionale importante, surtout après les événements survenus en Libye et les accusations du président tchadien selon lesquelles la Libye est un bastion des groupes armés.

L'alliance égypto-golfe, qui a renversé les Frères musulmans, et l'accord sur le soutien financier du Golfe, notamment des Émirats, pour faire face au contrôle des islamistes sur la majorité de la Conférence nationale et à l'influence croissante des groupes djihadistes, notamment Ansar al-Sharia et l'Armée de l'Islam dans l'est de la Libye.

Abdel Fattah El-Sissi a évoqué à plusieurs reprises la gravité de la situation en Libye et l'inévitabilité d'une intervention pour réduire l'influence des groupes qu'il a qualifiés de terroristes qui font passer des armes en contrebande à la frontière égyptienne.

- Les positions égyptiennes sont clairement biaisées en faveur des options soutenant l'opération « Dignité », car elle la considère comme un mécanisme militaire pour faire face aux mouvements terroristes. La solidarité égyptienne avec Khalifa Haftar s'est accrue, après l'établissement d'un cadre juridique lors du lancement de l'Égypte

Annonçant la formation de la Chambre des représentants à Tobrouk, telle qu'elle représente

Une campagne médiatique et politique contre la « Chambre des révolutionnaires libyens » et les mouvements révolutionnaires de l'Est de la Libye.

- L'Égypte a tenté de recourir à la coopération avec la France et les Émirats arabes unis pour former un cadre international renforçant la voie d'une intervention militaire en Libye. Le point culminant de cette tendance a été l'appel du ministre français de la Défense à faire face à la menace terroriste dans le sud du pays. Libye et empêcher sa propagation vers le nord du pays.

Avec la Libye, à travers des accords militaires, la politique égyptienne cherchait à établir un cadre constitutionnel pour les relations qui lui permettrait d'intervenir pour protéger les institutions libyennes. Dans ce contexte, une controverse a éclaté sur la signature d'un accord militaire de défense mutuelle, mais il n'était pas clair comment cet accord entrerait en vigueur à la lumière des conflits.

Questions constitutionnelles et politiques en Libye

La position égyptienne continue de se cristalliser à deux niveaux : le premier : fournir une assistance indirecte à l'équipe de l'Opération Dignité, faciliter ses réunions au Caire et apporter un soutien politique à la Chambre des représentants (Tobrouk), et le deuxième : assister le gouvernement de (Abdullah al-Thani) dans les forums internationaux, et là

Il existe de nombreuses voies de soutien politique au niveau international, la plus importante étant la cristallisation de l'initiative régionale.

Il a été présenté comme document devant le Conseil de sécurité (27 août 2014)

La position soudanaise sur la crise libyenne :

Avec l'arrivée du régime islamique avec le projet de porter les Frères musulmans au pouvoir dans la région début 2011, ce qui signifie que le Soudan pourrait en être l'un des principaux acteurs en raison de la tendance de son autorité et de son lien avec le Les Frères musulmans, le Soudan étant considéré comme un grand refuge pour eux au niveau régional et international. 2011 a été le début de

Leur rêve, et avec l'énorme élan local caché, permet au Soudan d'être présent avec une force particulière dans la question libyenne, à commencer par ce qui était connu sous le nom de groupe des Amis de la Libye, car Omar al-Bashir était le premier président à se rendre en Libye. après la révolution, le Soudan a donc été le premier à fournir des armes aux Libyens et s'est engagé à mettre les capacités du Soudan sous le contrôle de la Libye.^[125]

La position soudanaise - la position publique officielle - repose sur la nécessité d'œuvrer à la sécurité de ces pays, avec l'accord des représentants libyens à ces réunions, et sur l'accord de désarmement progressif des frontières et l'engagement d'appeler les parties extérieures à s'abstenir du financement et de l'armement des parties, et de renforcer tous les spectres de surveillance des ports maritimes, terrestres et aériens, pour y parvenir. L'objectif et le dialogue avec la Libye sont de parvenir à un consensus, d'arrêter la guerre et d'arrêter la confrontation militaire.^[126]

Dans ce contexte, le président Omar Al-Bashir a exprimé la volonté de son pays de servir de médiateur et de fournir tout le nécessaire pour parvenir à la réconciliation en Libye. Le gouvernement soudanais a adopté un plan régional crucial « provenant des pays voisins de la Libye » pour résoudre la crise dans ce pays, qui a été convenu par les gouvernements de Khartoum et de Tripoli. Le président soudanais Omar Al-

Bashir et le Premier ministre Abdullah Al-Thani ont présidé des discussions bilatérales dans la maison d'hôtes de Khartoum entre deux délégations de leurs gouvernements, qui ont discuté des intérêts communs pour soutenir les relations des deux pays. Les deux parties ont convenu de renforcer la coopération de manière à réaliser les intérêts des deux peuples, en plus de s'engager à mettre en œuvre les accords militaires signés entre les deux pays. Al-Bashir a affirmé que le Soudan était prêt à fournir tout ce qui permettrait de parvenir à la réconciliation nationale et de faire progresser le pays. le processus de développement en Libye. Il a souligné l'importance de rassembler les parties libyennes et d'unifier leur parole en faveur d'une solution politique globale convenue par toutes les parties et conduisant à la réalisation de la paix et de la stabilité.^[127]

À cet égard, le ministre soudanais de la Défense, Abdel-Rahim Mohamed Hussein, a affirmé le soutien du Soudan à l'option selon laquelle les Libyens sont les plus capables de résoudre le problème. Une armée libyenne unifiée qui comprendrait toutes les composantes du peuple libyen, soulignant leurs enjeux, soulignant le rejet du Soudan de toute intervention militaire qui compliquerait la situation en Libye et la volonté du Soudan de poursuivre sa coopération avec les forces armées libyennes et son soutien au processus de paix en Libye[128].

Le conflit entre les positions égyptiennes et soudanaises :

Le différend entre l'Égypte et le Soudan apparaît dans le fait que Le Caire accuse le Soudan de soutenir les révolutionnaires libyens depuis le début de la révolution contre Kadhafi en raison de divergences héritées entre lui et Kadhafi concernant la question du Soudan du Sud et du soutien du Soudan aux factions islamiques en guerre. La présence en Libye s'est poursuivie après la chute de Kadhafi grâce à un soutien non déclaré à l'opération « Aube de la Libye » : des forces affiliées au Congrès général national libyen, dont la majorité sont d'origine islamique, y compris les Frères musulmans libyens, auxquels Sissi est hostile en tant que groupe. Il rejette également la solution militaire et soutient la solution politique, sans parler du refus de l'Égypte de voir le Soudan participer avec des forces en cas d'envoi d'une force. Ligue [129]

Ce soutien s'est poursuivi, notamment en ce qui concerne l'implication du Soudan dans le soutien aux groupes islamiques, ce qui a conduit Khartoum à être accusé de soutenir des groupes armés et des milices, bien que le Soudan ait nié ces accusations et allégations. Un avion de transport est entré dans l'espace aérien et, sans autorisation ni demande officielle de l'Autorité de l'aviation civile libyenne, il se dirigeait vers « l'aéroport de Mitiga », près de la capitale libyenne, Tripoli, contrôlé par des milices islamiques extrémistes affiliées aux forces « Aube de la Libye ». " Par conséquent, le résultat a été que l'attaché militaire soudanais a été considéré comme persona non grata. J'ai demandé qu'il quitte le pays, mais le Soudan a répondu que cet avion transportait du matériel militaire et logistique pour la force conjointe de l'armée nationale[130].

Malgré l'action du régime soudanais sur plusieurs fronts pour dissiper les soupçons de soutien aux groupes armés en Libye et l'annonce de l'armée soudanaise selon laquelle le territoire soudanais est libre de groupes armés étrangers et son contrôle sur la région du Darfour, qui se veut un point de passage pour les extrémistes et les armes à transmettre en Libye, certains rapports internationaux confirment que le Soudan, depuis l'annonce par le commandant de l'armée libyenne de son

Avec un processus

Al Karama continue d'envoyer des armes en Libye, sans parler du soutien au groupe Libye Fajr via l'aéroport de Mitiga près de Tripoli, dans lequel il a déclaré la province de Tripoli, qui est la faction la plus importante des Frères musulmans et qui vise à mener des opérations terroristes. contre l'Égypte, notamment dans le Sinaï, sans parler de la déclaration du chef d'état-major de l'armée libyenne, le général de division Al-Razzaq Al-Nadhuri, a rapporté que des officiers soudanais ont entraîné un groupe de militants de Misrata [131]

En conclusion, après avoir souligné les positions égyptienne et soudanaise dans la crise libyenne, il reste une atmosphère régionale qui n'adhère pas à l'idée d'une intervention militaire proposée par l'Égypte, comme l'Algérie et la Tunisie, et l'accent mis sur une solution politique, et mais aussi la similarité de cette position avec la position internationale, qui consiste plus que cela à ne pas soutenir l'armement des forces affiliées au gouvernement d'Al-Thinni ou à lever l'embargo sur les armes. En conséquence, certaines options, alternatives et scénarios pour traiter avec la Libye des crises émergent et peuvent être résumées comme suit : [132]

Diverses parties libyennes soutiendront les efforts visant à une solution politique à la crise - ouvrant des canaux de communication avec

_Travailler à armer et entraîner les forces dirigées par le général de division Khalifa Haftar, surtout après qu'il

Le Parlement de Tobrouk l'a nommé commandant en chef des forces libyennes et l'a promu au grade de lieutenant général ; Comme c'est devenu

Le Caire peut compter sur cette décision pour soutenir les capacités de ces forces, considérées comme l'armée légitime, à mener de nouvelles

opérations militaires contre les membres des organisations. Elle peut faire quelque chose pour la Libye, y

compris le djihadisme, qui atteint les objectifs que l'Égypte cherche à atteindre tout en évitant son implication

Dans le cadre d'une intervention militaire directe, ces forces entreprennent la tâche de faire face à la menace de l'EI d'une part et de changer l'équation politique interne en Libye d'autre part.

_Augmenter les interactions en matière de sécurité et de développement avec les régions frontalières occidentales pour sécuriser la première ligne de défense

_Continuer à soutenir le gouvernement et le parlement de Tobrouk, et tenter d'exploiter les fissures émergentes, permettra, en cas de succès du dialogue national, que ses résultats penchent dans le camp de « l'Aube de la Libye », ce qui pourrait favoriser l'équipe soutenue par Egypte.

_Travailler pour former un mini front arabe comprenant l'Égypte et un certain nombre de pays arabes soutenant sa position sur la question libyenne, et peut-être avec le soutien non déclaré de pays comme l'Italie, la France et la Russie, y compris une couverture
Quelles sont les opérations militaires égyptiennes attendues ? Oh moi les Arabes pour d'autres pays, accordé à l'Egypte

A ce dernier point est liée la visite du président français François Hollande en Égypte et sa gestion de la question du terrorisme, notamment en raison de la présence de nombreux intérêts français en Afrique du Nord et de l'escalade des attentats terroristes en France. Le dossier libyen apparaît en tête des priorités de lutte contre le terrorisme, compte tenu des frontières étroites entre la Libye et l'Europe, outre ses richesses pétrolières, et c'est pourquoi la position est fondée. À cet égard, le gouvernement français devrait soutenir le gouvernement de Fayez al- Sarraj, qui a été formé en coopération avec les Nations Unies en tant que gouvernement central pouvant coopérer avec elles pour éliminer les groupes armés en Libye, en plus de la possibilité d'appeler à une intervention internationale, ce qui faciliterait l'intervention française en Libye[133].

_L'Égypte cherche à réduire l'écart avec les puissances régionales voisines de la Libye, en particulier l'Algérie, qui tribus de l'ouest et constitue une figure régionale majeure de la crise libyenne, avec ses relations omniprésentes avec les du sud de la Libye[134]

Conclusion : l'avenir des relations égypto-soudanaises

Les relations égypto-soudanaises ne sont pas des relations émotionnelles ou des relations nées d'un moment, mais plutôt des relations qui sont enracinées dans leur histoire depuis les temps anciens et qui se sont poursuivies à travers les âges et qui ont été soutenues par des liens religieux et tribaux, des liens de sang, de langue, de religion. , le Nil et d'autres considérations. Ce sont des relations d'une nature particulière, malgré les stations de poussée et d'attraction qui ont toujours affecté cette relation, et donc il existe plusieurs scénarios liés au cours de ces relations. Le premier est que les deux parties surmonter les conflits et les causes de désaccord et chercher à restaurer et à relancer les accords d'intégration entre les deux pays, voire à établir des liens de coopération plus solides. La deuxième est que les relations se transforment en relations hostiles à la lumière des questions brûlantes entre les deux pays. comme problème : Haleb Shaltin et le recours à l'arbitrage international, sans parler du soutien du Soudan à l'Éthiopie dans le cadre du barrage de la Renaissance aux dépens de l'Égypte et de sa sécurité nationale, et du problème de la persécution des Soudanais en Égypte et de l'emprisonnement et du meurtre de certains d'entre eux. La troisième est de maintenir la situation telle qu'elle est entre des hauts et des bas, c'est-à-dire la montée de la crise et les efforts des deux parties pour y remédier, mais sans la résoudre ni la régler définitivement.

Le premier scénario (développer et améliorer les relations et réintégrer à nouveau)

Cela reste lié à la volonté politique des deux pays. Bien que la situation récente impose ce scénario, du côté égyptien, les deux révolutions égyptiennes sont apparues et ce qu'elles ont représenté comme un signe avant-coureur de la restauration par l'Égypte de son rôle régional, en plus de ce qui a déjà été fait. Cela s'est produit en termes de revitalisation de la diplomatie égyptienne sur la scène africaine, représentée par la présence du président Sissi, une main venue des sommets, outre les délégations officielles du ministère égyptien des Affaires étrangères et aussi les délégations populaires égyptiennes au Soudan, ainsi que pour le Soudan, la volonté d'imposer la stabilité politique à tous les pays dans le cadre de l'amélioration de ses relations avec les pays voisins, dont certains sont accusés de soutenir leur opposition, notamment l'Égypte, sans parler des conditions dont est témoin le régime soudanais. et l'isolement régional avec l'Égypte, sans parler des changements régionaux et internationaux qui pourraient le pousser à améliorer les relations, ce qui nécessite un partenariat stratégique entre les deux pays, mais la réalité n'a pas dépassé les accords conclus dans les domaines commercial, économique et domaine culturel par des super-institutions représentées principalement par deux personnalités principales, les Égyptiens et les Soudanais. À la lumière de la stagnation et de la négligence de tout rôle significatif de la société civile dans les deux pays et de certains projets tels que la route d'Arqin dont l'ouverture est prévue à la fin de cette année, en plus des accords de sécurité alimentaire et autres, qui n'ont pas encore été mis en œuvre, sans parler des Accords des Quatre Libertés, qui n'ont pas encore été mis en œuvre, notamment du côté égyptien, en plus des récents pourparlers. Cependant, en ce qui concerne la résolution des problèmes controversés tels que Haleeb, Shalatin et le barrage de la Renaissance, ainsi que le respect des citoyens soudanais en Égypte et leur traitement décent, la plupart de ces questions ne sont toujours pas résolues, même s'il n'y a pas d'escalade à leur sujet.

La position du Soudan sur le barrage de la Renaissance pourrait changer, surtout si cela cause un préjudice au Soudan, comme l'affaissement d'une partie de son territoire ou la perte d'une partie de sa part d'eau. Ainsi, le Soudan se tient aux côtés de l'Égypte contre l'Éthiopie et le reste de ses projets et barrages. à construire, ce qui jette une ombre sur l'amélioration des relations entre eux.

Les relations pourraient s'améliorer encore si le régime politique du Soudan est changé, que ce soit par une méthode relations avec l'Égypte et à se coordonner démocratique ou un coup d'État militaire, avec un autre régime déterminé à améliorer les avec lui dans de nombreux domaines, puis à relancer les accords d'intégration et à conclure des accords. une véritable relation stratégique.

Quoi qu'il en soit, si ce scénario se réalise, ces relations doivent être construites sur de nouvelles bases basées sur l'indépendance, l'égalité et l'intérêt commun, et cesser d'exploiter ces liens au profit des intérêts politiques des deux régimes en place, comme cela se produit dans le cas du Triangle Haleeb et Shaltin, avec un examen des tentatives d'intégration précédentes, en les évaluant et en évitant leurs défauts en cas de conclusion d'une plateforme. Ou un autre accord d'intégration entre les deux pays, tout en essayant d'éliminer les causes du différend entre les deux. pays une fois pour toutes, jusqu'à ce qu'ils redeviennent actifs en raison de facteurs politiques internes à l'un des deux pays ou de facteurs régionaux ou internationaux.

[135]

Le deuxième scénario (tension dans les relations entre les deux pays et escalade des problèmes)

La question d'Halib et de Shalatin pourrait contribuer à la tension dans les relations entre les deux pays. La partie soudanaise a aggravé ce problème et l'a présenté au Conseil de sécurité comme une tentative d'aggraver la situation et la position internationale de l'Égypte dans les années 1990. Ce problème pourrait surgir, surtout après l'accord de démarcation de la frontière entre l'Égypte et le Royaume d'Arabie saoudite, surtout à la lumière de l'adhésion de l'Égypte à Al-Bashir a vanté son caractère soudanais, mais dans la plupart des cas, il n'atteindra pas le stade des crises de 1992 et 1995, d'autant plus qu'à cette époque, il y avait de nombreux différends, qu'ils soient politiques, notamment l'accusation par l'Égypte du Soudan d'héberger l'opposition islamique et armée égyptienne, sans parler du désaccord sur la question de la crise de l'invasion irakienne du Koweït, sans parler de l'alliance soudano-iranienne. Malgré la similitude de cette situation avec la situation actuelle, où la différence entre les positions égyptiennes et soudanaises sur certaines questions régionales, comme le dossier libyen et le dossier du Yémen, auquel le Soudan participe avec ses forces en plus de la participation de l'Égypte, ou bien que le Soudan ait cherché à rompre son alliance avec l'Iran en fermant un certain nombre de centres culturels à Khartoum, l'aspect pertinent demeure. En raison des préoccupations de sécurité égyptiennes liées à l'hébergement de groupes islamiques, là où ils existent encore, sans parler de l'accusation de Khartoum selon laquelle Le Caire soutient l'opposition et les groupes armés au Darfour, et des escarmouches pourraient donc survenir entre les deux pays sur cette question, d'autant plus qu'elle n'apparaît qu'à la suite d'une crise ou d'un désaccord politique entre les deux régimes.

Concernant le barrage de la Renaissance, l'Égypte le considère comme une menace nationale, une menace pour sa part d'eau et une atteinte à ses droits historiques acquis sur le bassin du Nil, sans parler de l'alliance soudanaise, notamment la déclaration officielle du président Omar al-Bashir, où le barrage de la Renaissance pourrait faire couler de grandes parties de l'Égypte et faire perdre à l'Égypte une grande partie de sa part, sans parler de l'intransigeance éthiopienne à poursuivre sa continuation.

Un autre problème pourrait surgir, qui pourrait également jouer un rôle dans les relations tendues, à savoir le dossier des ressortissants soudanais en Égypte, notamment après que Khartoum a accusé le Caire de maltraiter les Soudanais et que l'ambassade soudanaise a soumis un mémorandum au ministère égyptien des Affaires étrangères pour enquêter. sur le meurtre de ressortissants soudanais qui tentaient d'infiltrer Israël par la sécurité égyptienne, ainsi que sur les campagnes de perquisitions et de détentions visant les Soudanais porteurs de devises fortes. Ce problème est aggravé par la reconnaissance de ce problème par l'Égypte et ses efforts pour résoudre ce problème, ce qui confirme, même partiellement, les affirmations du Soudan.

En outre, la différence dans les orientations des systèmes politiques existants dans les deux pays - malgré le fait que chacun est censé être indépendant et ne pas s'immiscer dans les affaires de l'autre - et la différence entre l'idéologie ou la référence du régime égyptien pourraient contribuer à leur tour à la tension dans les relations, qui s'est clairement manifestée dans l'opposition du Soudan au régime de Sissi, considérée comme un coup d'État contre la légitimité, bien que cela soit différent de la position officielle. La position officielle était étroitement liée à celle de son prédécesseur en raison de la compatibilité des références idéologiques et intellectuelles.

Le troisième scénario : La situation reste telle qu'elle est, entre push et pull (montée et baisse) :

C'est le scénario le plus clair et le plus pratiqué par les deux pays à travers leurs organisations, les deux régimes étant soucieux de ne pas aggraver les causes des problèmes du côté soudanais, tandis que le président Omar al-Bashir a officiellement déclaré qu'il ne recourait pas à la force. concernant le problème de Haleeb et Shalatin, perdus ou en guerre pour tenter de récupérer Halayeb et Shalatin en tant que terres, les Soudanais et son accent sur les relations fraternelles entre les deux peuples et ses efforts pour maintenir ces relations, et du côté égyptien Morsi, dont les fondements sont proches, les régimes successifs ont également travaillé là-dessus, et même sous le régime de Mahomet et le régime d'Al-Bashir, cette question n'a pas été résolue malgré les promesses de la résoudre lorsque les autorités ont visité son régime, Morsi a refusé d'y renoncer Sans parler de Morsi à Khartoum, et à la lumière des allégations d'accord entre Mahomet, les deux pays n'ont jamais eu recours à la soumission de la question à l'arbitrage international, et les négociations se sont poursuivies comme base pour un règlement pacifique, mais sans parvenir à une solution.

Mohammed

Il semble qu'un autre problème ait joué un rôle dans l'apparition des problèmes entre les deux pays, à savoir la différence d'orientation idéologique des régimes au pouvoir, qui s'est produite lors de la prise de pouvoir du gouvernement du Congrès national au lendemain de l'indépendance du Soudan et des positions du Soudan. le parti Oumma envers l'Égypte, sans compter que l'Égypte considère également avec suspicion et méfiance les régimes à orientation islamique, considérant qu'elle est un protecteur des mouvements du djihadisme, et à cet égard, le président Abdel Fattah El-Sisi a pris ses fonctions après la révolution du 30 juin, c'est ce qui apparaît à cet égard

Le Soudan a considéré qu'il s'agissait – au niveau officiel – d'une affaire égyptienne qui révisait la volonté du peuple égyptien et ses choix, alors qu'Al-Bashir l'a traité de manière pragmatique et a travaillé pour envoyer une délégation officielle pour féliciter le président Sissi.

La question du barrage de la Renaissance apparaît également : malgré la position soudanaise explicite de soutien à l'Éthiopie, le Soudan a reçu les négociations égypto-soudanaises-éthiopiennes à Khartoum, en plus de sa présence dans la Déclaration de principes du barrage de la Renaissance, et malgré le fait que l'alliance soudanaise est passée par trois étapes : la première était équilibrée dans la mesure où elle soulignait les points négatifs et positifs et présentait le rôle de la médiation. Quant à la deuxième étape, elle était caractérisée par le soutien et le soutien absolus de l'Éthiopie dans la question du barrage de la Renaissance, alors que l'on parle des avantages de ce barrage pour l'Égypte et le Soudan, en plus de parler des accords précédents conclus comme étant des accords injustes et de soulever la question de Haleeb et Shalateen. La troisième étape commence après la chute de Mohamed Morsi, et c'est une étape Restez prudent, car il a été officiellement déclaré qu'il s'agissait d'une affaire interne. Malgré la présence de campagnes devant l'ambassade égyptienne à Khartoum pour arrêter le coup d'État, Al-Bashir a traité la situation avec pragmatisme et a envoyé une délégation officielle pour féliciter le président Sissi. Ce qui nous préoccupe ici, ce sont les première et troisième étapes, où la crise est contenue et prise en charge pour ne pas dégénérer.

Même si l'Égypte n'oubliera pas le soutien du Soudan à l'Éthiopie dans la question du barrage de la Renaissance, et en échange, Khartoum maintient qu'Halib était soudanais de 1902 jusqu'à ce que les forces égyptiennes en prennent le contrôle en 1955, les deux régimes peuvent faire preuve de flexibilité au niveau officiel, mais ils le feront. poursuivre leur politique non déclarée. Contre l'autre partie, et à ce moment-là, une médiation saoudo-émiratienne pourrait surgir pour rapprocher leurs points de vue, même si les différences et divergences entre les parties du Golfe elles-mêmes peuvent rendre cet écart entre les deux parties de la vallée du Nil existent, mais dans les limites minimales autorisées[136].

Il est donc important de formuler une vision future des relations égypto-soudanaises basée sur les fondements suivants[137]

_ Approfondir la compréhension commune des intérêts qui lient les deux pays, identifier les risques et les menaces qui pèsent sur leur sécurité nationale, tout en ouvrant des canaux de communication aux niveaux formel et informel, représentés par des missions scientifiques, des subventions et des échanges touristiques, et en supprimant tous les obstacles à la stabilisation des relations entre eux.

L'Égypte pour son rôle régional dans la région et l'intérêt pour la région dont l'absence - œuvrant pour sa restauration - a causé de nombreux problèmes et la représentation de l'Égypte comme travaillant uniquement pour son propre intérêt dans cette région, ce qui a entraîné la montée de sentiments hostiles et la construction de barrages. et des réservoirs au détriment de la part et des droits historiques de l'Égypte et du travail de médiation entre les parties. Le conflit soudanais est pour le bien de sa stabilité et aussi pour préserver la sécurité nationale de l'Égypte, étant donné que le Soudan est la profondeur stratégique de l'Égypte et son porte d'entrée vers l'Afrique.

Les deux pays progressent vers une intégration économique globale qui va au-delà des discours rhétoriques et des slogans éculés et travaillent selon des plans bien pensés pour préparer une véritable intégration et pas seulement un slogan politique.

_Travailler à ouvrir les pages de la presse égyptienne et soudanaise, en particulier la presse nationale, afin que ceux qui sont concernés par les affaires des deux pays puissent échanger leurs différents points de vue et leurs différentes idées, qui incluent la connaissance des problèmes et des ambitions des deux pays. et les menaces auxquelles chacun d'eux est confronté.

Dans ce contexte, il est souligné la nécessité de ne pas utiliser les médias comme un outil pour lancer des campagnes hostiles et enflammer les relations entre les deux pays, surtout en temps de crise, au lieu de les apaiser.

_En outre, nous devons œuvrer pour surmonter et dépasser le cadre de sécurité qui régit les relations entre les deux pays et travailler à un niveau stratégique complet.

_Établir et instaurer une forme d'institutionnalisme par opposition à l'individualisme qui aboutit à l'éclatement de crises politiques ou au départ de leurs initiateurs du pouvoir, qui jette les bases d'une continuité dans la coopération et ouvre la voie à une véritable intégration.

_Travailler pour lire les développements régionaux et internationaux de manière intégrée et se référer à l'histoire qui prouve l'implication des parties régionales et internationales dans le piègeage des relations entre les deux pays et qui cherchaient uniquement à réaliser leurs intérêts.

Le dossier soudanais en particulier et l'Afrique en particulier - soulignant que les relations en matière de sécurité et de renseignement avec le grand public signifient un déclin du rôle égyptien en Afrique, qui est la seule meilleure porte d'entrée vers la politique étrangère égyptienne à la lumière de la domination d'Israël et de l'Arabie saoudite. et les Émirats, ainsi que la Turquie et l'Iran sur la région arabe et le Moyen-Orient[138].

Les relations égypto-soudanaises ont donc besoin d'autres visions que les anciennes visions qui appelaient à l'intégration entre les deux pays et les deux peuples et qui n'étaient rien d'autre que des slogans politiques limités aux seules institutions des deux États, surtout à une époque de rapprochement intellectuel entre les régimes en place dans chacun des deux États, et rien de plus, qui n'a pas été épargné. Parmi les aspects négatifs, je n'ai jamais connu le moyen de le mettre en œuvre. Par conséquent, afin de surmonter ces aspects négatifs et d'ouvrir de nouvelles pages entre les deux pays étant fondés sur la confiance mutuelle et la coopération conjointe, il doit y avoir une vision stratégique large pour exprimer les intérêts communs et mutuels entre les deux pays et fournir la volonté politique capable de les mettre en œuvre, avec la nécessité d'un rôle décisif. la société civile des deux pays, afin que les relations ne se terminent pas avec la chute du régime dans l'un ou l'autre pays[139].

Références en arabe :

Premièrement : les livres

Ibrahim Mawakibi et autres, La Révolution de Juillet et l'Afrique avec une référence particulière aux relations égypto-soudanaises, Centre d'études politiques et stratégiques, 2001.

Ahmed Al-Muntaser Haider Ahmed, Sécurité de l'eau dans le bassin du Nil et relations égypto-soudanaises, Khartoum, 2013.

Ahmed Youssef, Muhammad Zabara, Introduction aux relations internationales, Bibliothèque anglo-égyptienne, 1985,

Osama Abdel Rahman, L'Afrique et la menace sioniste-américano-chiite, Arab Nile Gift for Publishing and Distribution,

2011

Amani Al-Taweel, Egypt-Sudanese Relations: The Roots of Problems and Challenges to Interests, étude documentaire,
Centre arabe de recherche et d'études politiques, 2012,

Amani Al-Taweel et autres, Water Security in the Nile Basin: Problems of Development and Stability, Centre d'études
politiques et stratégiques, 2011.

Barakat Musa Al-Hawathi, Une nouvelle lecture dans les relations égypto-soudanaises, Bibliothèque Madbouly, Le
Caire 1997,

Al-Sadiq Al-Mahdi, Les eaux du Nil : la promesse et la menace, Centre Al-Ahram de traduction et d'édition 2000,

Saleh Mahmoud Al-Qasim, Le système politique et le problème du Sud au Soudan pendant la période
(1969-1989), Dar Jales Al-Zaman, Amman, 2010

Abdel-Azim Muhammad Ibrahim, La frontière égypto-soudanaise à travers l'histoire, Autorité générale égyptienne du livre
1999,

Mustafa Othman, La situation au Soudan après la sécession du sud, Conseil des relations arabes et internationales,
2011

Tawfiq Muhammad Jaballah, Transformations politiques au Soudan (1958-1969) et leurs répercussions sur les relations
égypto-soudanaises soutenues par les documents et accords internationaux les plus importants, Bureau de
l'Université moderne, 2010

Hossam Sweilem, Les relations égypto-soudanaises entre le passé, le présent et le futur, Université de Khartoum,
Centre de recherche et d'études politiques, 1990,

Abdel Fattah Abdel Samad Mansour, Les relations égypto-soudanaises dans le cadre de l'accord bilatéral (1899_1924), Autorité générale égyptienne du livre, 1993.

Le problème du Soudan du Sud et les relations égypto-soudanaises : une étude dans Farouk Kamel Ezz El-Din, Géographie politique, Institut de recherche et d'études arabes, 1989,

Makki Shabika, L'histoire des peuples de la vallée du Nil (Égypte et Soudan) au XIXe siècle, Maison de la Culture, Beyrouth, 1965.

Nassim Makar, Les fondements historiques du compromis économique entre l'Égypte et le Soudan (1821-1848), Autorité générale égyptienne du livre 1985,

Nawal Abdel Aziz Mahdi, Les vents du Nord : une étude des relations égypto-soudanaises dans l'histoire moderne et contemporaine, Dar Al-Ansar, Le Caire 1985,

Nawal Abdel Aziz Mahdi, L'Égypte et le Soudan à la croisée des chemins (1953-1956), Maison de la Renaissance arabe 1989,

Deuxièmement, les messages :

La politique britannique au Soudan et son impact sur les relations égypto-soudanaises, Ibrahim Shehata (1899_1914), thèse, thèse de doctorat, Faculté des arts, Université du Caire, 1968,

Saad Sayed Imam, Relations internationales entre l'Égypte et le Soudan (de juillet 1952 à octobre 1964), thèse de doctorat, Faculté de commerce, Université du Caire, 1970.

Salma Bashir Mustafa, Mouvements islamiques et stabilité politique en Égypte et au Soudan :
Une étude comparative des Frères musulmans dans la période de 2011 à 2013, mémoire de maîtrise, Faculté
d'économie et de sciences politiques 2015,

Sayed Muhammad Ali, Le rôle de la culture politique de l'élite soudanaise dans les relations soudano-égyptiennes
(1969-1999), thèse de doctorat, Institut de recherche et d'études africaines 2010,

Shem Hamid Abdel Hamid Al-Jarf, Le problème des frontières sud-est de l'Égypte : une étude juridique internationale,
mémoire de maîtrise, Faculté de droit, Département de droit international public, Université du Caire 2008

Ghada Khader Hussein Zayed, The Political Settlement of the Egypt-Sudanese Conflict over the Halib Triangle,
Mémoire de maîtrise, Faculté d'économie et de sciences politiques, Université du Caire 2000,

Muhammad Ibrahim Youssef, L'intégration égypto-soudanaise à la lumière de la sécession du Soudan du Sud : une
étude des possibilités et des défis, mémoire de maîtrise, Faculté d'économie et de sciences politiques, Université du
Caire 2014,

Muhammad Muhammad Hussein, La politique étrangère soudanaise envers l'Égypte pendant la période de 1989
à 2005, mémoire de maîtrise, Faculté d'économie et de sciences politiques, Université du Caire 2010,

Mahmoud Muhammad Abu Al-Enein, Soft Power in Egypt's Relations with Africa: A Special Study of the Possibilities
of Activating Egypt's Relations in the Nile Basin Region, thèse de doctorat, Institut de recherche africain,
Université du Caire 2015,

Amani Muhammad Kamal El-Din, Relations égypto-soudanaises (1953-1969), thèse de doctorat, Université Ain
Shams, 1970.

Hanan Al-Sheikh, Relations soudano-égyptiennes (1956-1985), mémoire de maîtrise, Université de Khartoum, Collège des études supérieures, 2006,

Samira Hassan Ahmed, Géomorphologie du coin sud-est de l'Égypte, étude de la région comprise entre Wadi Hawasin et la frontière égypto-soudanaise, mémoire de maîtrise, Institut de recherche et d'études africaines, 2003,

Abdul Latif Farouk Ahmed, La sécession du Soudan du Sud et ses effets sur la sécurité nationale égyptienne, mémoire de maîtrise, Institut de recherche et d'études arabes 2014,

Adly Armanius Hanna, L'impact de la question soudanaise sur la détermination des relations politiques entre l'Égypte et la Grande-Bretagne (1922-1953), thèse de doctorat, Faculté des arts, Département d'histoire, 1971,

Muhammad Bahaa El-Din Abdel Moneim, le mouvement des marées et ses répercussions sur les relations égypto-soudanaises, mémoire de maîtrise, Université du Canal de Suez 1991,

Misbah Manas, Ismail Dabash (éditeur), Border Disputes in the Arab Regional System, Egypt, Sudan, Iraq and Koweït, Département de sciences politiques, Université d'Alger, deux études de cas 1998,

Mustafa Kamel Abdo, Les relations commerciales entre l'Égypte et le Soudan aux XVIe et XVIIe siècles, Mémoire de maîtrise, Faculté des Arts, Département d'Histoire, Université du Caire 2012,

Mona Dardir Muhammad, La politique étrangère russe envers l'Iran pendant la période (2000-2011), mémoire de maîtrise, Faculté d'économie et de sciences politiques, Université du Caire 2013,

Nabil Abdel-Gawad Sarhan, Les relations égypto-soudanaises à l'époque d'Ismail (1863-1879), thèse de doctorat, Université de Tanta, 1990.

Younan Labib Rizk, La question de l'unité de la vallée du Nil entre le traité et la réalité coloniale changeante (1936-1946),
Institut du Caire pour la recherche et les études arabes, 1960

Ashraf Albert Aziz, La stratégie égyptienne pour le développement des relations égypto-soudanaises-libyennes, thèse de
doctorat, Académie militaire Nasser, Collège de défense nationale, Dr.

Sayed Muhammad Ali, Le rôle de la culture politique de l'élite soudanaise dans les relations égypto-soudanaises (1969_1999),
thèse de doctorat, Institut de recherche et d'études africaines 2010,

Mohsen Ahmed Mahmoud, Intégration économique entre l'Égypte et le Soudan, mémoire de maîtrise, Institut africain de
recherche 1980,

Muhammad Saleh Omar, L'avenir du Soudan dans le cadre de l'Accord de paix global 2005, thèse de doctorat, Institut de
recherche et d'études africaines, Université du Caire 2013,

Périodiques :

Ayman Al-Sayyed Abdel-Wahab, Le barrage de la Renaissance et l'échec des pourparlers : répercussions et perspectives,
perspectives politiques, Centre arabe de recherche et d'études, deuxième numéro 2014,

Ayman Sayed Abdel Wahab, Le barrage de la Renaissance et les pourparlers pour reporter la résolution, Horizons politiques,
Centre arabe de recherche et d'études, numéro 10, 2014,

Sobhi Ali Qanswa, Les demandes éthiopiennes sur les eaux du Nil et leur impact sur la sécurité de l'eau égyptienne, African Affairs
Magazine, Volume Trois, Numéro Neuf 2015,

Saleh Khalil, The Urgent Settlement: Trends in the Return of Egypt-Sudanese Relations, The Egypt File, numéro 10, 2015,

Mohamed Riad, L'Égypte et le barrage de la Renaissance éthiopienne, International Politics, numéro 203, volume 51, 2016.

Muhammad Ezz Al-Arab, Approches développementales de la coutume de démarcation des frontières intérieures de

l'Égypte, The Egyptian File, numéro 5, 2015

Ahmed Al-Rashidi, La frontière égypto-soudanaise, Politique internationale, n° 111, 1993.

Ahmed El-Sayed El-Naggar, Du barrage de la Renaissance au piège du Congo : la stratégie égyptienne de l'eau, brochures
stratégiques, numéro 243, 2013.

Ahmed Muhammad Abu Zeid, La révolution et la politique étrangère égyptienne (continuité et changement), brochures
stratégiques, n° 229 2012,

Ayman Al-Sayyed Abdel-Wahab, Les eaux du Nil sont une introduction au soutien des relations égypto-soudanaises, Politique
internationale, numéro 143, 2001.

Ayman Al-Sayed Abdel Wahab, Les pays du bassin du Nil : dimensions politiques et négociations chancelantes, numéro 181, volume 45,
2010.

Ce qu'il faut faire? Dans (Ayman Sayed Al-Wahab) Helmy Shaarawi et autres, L'Égypte et la question de l'eau du Nil. Éditeur, Politique
internationale, numéro 191, volume 48, 2013.

Rehab Al-Zayadi, Les frontières égyptiennes : plusieurs dangers et politiques proposées, Al-Hiwar, Centre Al-Hiwar d'études politiques et
médiation, cinquième numéro, 2015.

Dia al-Din al-Qusi, Une équation insaisissable : les motivations de l'Éthiopie pour la construction de barrages sur le Nil,
Politique internationale, numéro 191, volume 48, 2013

Mohamed Shawqi Abdel-Al, Soutiens juridiques à la position égyptienne sur le cadre juridique du fleuve Nil, Dossier
stratégique d'Al-Ahram, numéro n° 175 2009,

Hani Raslan, Élections soudanaises : un processus difficile et un avenir incertain, Dossier stratégique Al-Ahram,
numéro 184, 2010.

Dossier stratégique Al-Ahram, Hani Raslan, L'Égypte et le droit à l'autodétermination du Soudan du Sud, numéro
191, 2010,

Autres références et sites internet :

Ibrahim Minshawy, L'option de négociation : la question du barrage de la Renaissance et de la sécurité de l'eau
égyptienne, Centre arabe de recherche et d'études, 2014, disponible sur <http://13288org.acrseg.www>.

Ahmed Musa Badawi, The Historical and Psychological Dimension of the Problem of Halib and Shaltin -
1899 2014, Centre arabe de recherche et d'études 2014, disponible :
<http://www.acrseg.org/11244> sur

Eman Ahmed Abdel Halim, Dimensions de la visite d'Al-Bashir au Caire et ses répercussions, Évaluation de la
position, Institut égyptien d'études politiques et stratégiques, 2014,

Ihab Abu Aish, Renewed Fears: The Secession of South Soudan and Egypt National Security, Centre arabe de recherche et d'études, 2014, disponible : <http://www.acrseg.org/11279> sur

Badr Hassan Shafi'i, Développements dans les relations égypto-soudanaises, Évaluation de la position, Institut égyptien d'études politiques et stratégiques, 2015.

Khaled Hanafi Ali, Après l'attaque aérienne : où va le rôle égyptien dans la crise libyenne ? Politique internationale, Centre Al-Ahram 2016, disponible sur : <http://www.siyassa.org.eg/NewsQ/5156.aspx>.

Khaled Fouad, L'intervention étrangère et le rôle égyptien dans la crise libyenne, Évaluation de la position, Institut égyptien d'études politiques et stratégiques, 2016.

Shehata Awad, Le rôle égyptien en Libye : options et risques, rapport du Centre d'études d'Al Jazeera, 2015, disponible : <http://studies.aljazeera.net/ar/reports/2015/03/201538955129> Ali 3257.html

Essam Abdel Shafi, Développements de la situation en Libye et dimensions du rôle égyptien, Recherches et études politiques, Institut égyptien d'études politiques et stratégiques, 2014,

La sécession du Soudan du Sud et ses répercussions sur la sécurité nationale arabe, rapport de l'organisation Al Majd, 2011

Ayman Salma, Le conflit égypto-soudanais sur Halib et Shaltin, Institut arabe d'études : <http://www.alarabiya.net/ar/arabic-studies/Ali> Mamtawah, 2013,

Khaled Hanafi Ali, Quartier frontalier et sécurité nationale égyptienne, Centre national d'études nationales :
<http://ncmes.org/ar/events/168> Ali disponible, 2013, Moyen-Orient

Rami Ashour, Halib et Shalatin. Les revendications du Soudan face à la souveraineté et aux droits égyptiens,
Roaya News Network, 2016, disponible sur <http://com.roayahnews.www>.

Alaa Farouk, La Libye après Skhirat et les dimensions du rôle égyptien, évaluation de la position, Institut
égyptien d'études politiques et stratégiques, 2016.

Mahmoud Abu Al-Enein, The Future of Egypt-Sudanese Integration in Light of the Current Conditions
and Challenges, African Research Center, Université du Caire 2007, (Actes de la conférence organisée par
le Centre de recherche africain avec le Parti du Congrès soudanais)

Mai Ghaith, La crise du barrage de la Renaissance et la sécurité nationale égyptienne, Centre arabe de
recherche et d'études : <http://www.acrseg.org/2240/bcrawl> Ali Mamtawah, 2013,

Hani Raslan, Le problème Haleb : Dimensions des positions égyptiennes et soudanaises, Centre de recherche
arabe : <http://www.acrseg.org/2262/bcrawl>, Ali Mamthola, 2013, et études

Hani Raslan, Les relations égyptiennes-soudanaises pendant l'ère Moubarak, Centre d'études d'Al
Jazeera, 2011,
disponible : <http://studies.aljazeera.net/ar/files/2011/08/201188811444564> Ali
00.html

Suleiman yéménite, La visite du président français en Égypte : dossiers et implications, évaluation de la
position, Institut égyptien d'études politiques et stratégiques, 2016,

Références en anglais :

Abdel Fattah Ebrahim, Relations soudanaises-égyptiennes, La Haye
Martinus, 1960

Ana Elisa Cascão, Changer les relations de pouvoir dans le bassin
du Nil : Unilatéralisme contre. Coopération, Alternatives à l'Eau, Vol 2,
No.2,2009

Dalal Bizri, les Frères musulmans égyptiens et le 25 janvier
Révolution, Heinrich Böll Stiftung, 2012

Gabriel Warburg, Point chaud : l'Égypte et le Soudan se disputent à propos d'Halayib,
Moyen-Orient trimestriel, Volume 1, NO : 1, 1994

Hafeezur Rehman, Les relations soudanaises-
égyptiennes, vol. 12, n° 1, Institut pakistanais des affaires
internationales, 1959

Hafeezur Rehman, Les relations soudanaises-égyptiennes
2 (suite), vol.12, n° 2, Institut pakistanais des affaires
internationales, 1959

Jacob Høigilt & Øystein H. Rolandsen, Rendre la coopération
attrayante : les relations post_référendaires entre l'Égypte et le
Soudan, Peace Research Institute Oslo (PRIO), 2010

Simon Jonas, du conflit à la coopération dans le bassin du Nil
(interaction entre disponibilité de l'eau, gestion de l'eau en Egypte)
et le Soudan et les relations internationales dans le bassin oriental du Nil ,
Ecole Polytechnique Fédérale Suisse, 2004

Yehudit Ronen, Soudan et Égypte : le balancement du pendule
(1989_2001), vol. 39, n° 3, Taylor & Francis, Ltd, 2003

Ashok Swain, L'Éthiopie, le Soudan et l'Égypte sur le conflit du Nil, vol 35, n
° 4, Cambridge University Press, 1997

Gabriel.R. Warburg, la recherche des sources des relations entre le Nil blanc et
les Égyptiens-Soudanais, Vol.43, No.3, Taylor & Francis, Ltd, 2007

Hamdy A Hossan, Ahmed Al Rasheedy, le Nil et les intérêts de la politique
étrangère égyptienne, Vol.11, No.1 CODESRIA, 2007

· · H Abdallah, l'accord sur l'eau du Nil de 1959 dans les relations soudanaises-
égyptiennes, Vol.7, No.3, Taylor & Francis, Ltd, 1971

Mohamed Abdel Kader Hamza, La politique étrangère égyptienne, Vol.
6, n°1, Institut pakistanais des affaires internationales, 1953

Mohamed Hassanein Heikal, La politique étrangère égyptienne, vol.
56, n°4, Affaires étrangères, 1978

Mokhlis.Y Zaki,mervat.A doss,le programme d'intégration égyptien-soudanais : évaluation, Vol.29,No.2, Taylor & Francis,Ltd,1993

Ruedi Küng, Aborder les dimensions de l'utilisation des eaux transfrontalières : l'initiative du bassin du Nil, Vol.23, No.1, International Mountain Society, 2003

[1] Talal Ibrahim Abdo Muhammad, Les relations soudano-égyptiennes au cours de la période (1989-2011), Université de Khartoum, Faculté des sciences économiques et sociales, Département de sciences politiques, 2012, p.

1

[2] Osama Ghazali Harb, Les relations égypto-soudanaises entre le passé, le présent et le futur, Centre de recherche et d'études politiques, 1990, p. 10.

[3] Ghada Khader Hussein Zayed, Le règlement politique du conflit égypto-soudanais sur le triangle Halib, mémoire de maîtrise, Faculté d'économie et de sciences politiques, 2000, p. 6.

[4] Hafeezur Rehmen Khan, Les relations soudanaises et égyptiennes, volume Non : 1 , 12, Institut pakistanais des affaires internationales, 1959. p.53

[5]Mohamed Abdel Kader Hamza, Institut égyptien des Politique, Vol: 6, No. 1 , affaires internationales du Pakistan étranger, 1953, p.29.

[6] Amani Al-Taweel, Relations égypto-soudanaises : les racines des problèmes et les défis des intérêts, étude documentaire, Centre arabe de recherche et d'études politiques, 2012, pp. 9-10.

[7] Fatima Ibrahim Muhammad Mustafa, L'avenir de l'intégration soudano-égyptienne après la révolution du 25 janvier 2011, Institut d'études africaines et asiatiques, Université de Khartoum, 2013, p. 3.

[8] Hanersalen, Egypt-Sudanese Relations in the Era of Mubarak, Centre d'études d'Al Jazeera 2011, disponible sur :

mentionnée précédemment, p. 1 [9] Fatima Ibrahim, référence

[10] Mohsen Ahmed Mahmoud, Intégration économique entre l'Égypte et le Soudan, mémoire de maîtrise, Institut africain de recherche, 1980, p. 5

[11] Fatima Ibrahim Muhammad Mustafa, L'avenir de l'intégration soudano-égyptienne après la révolution du 25 janvier 2011, référence mentionnée précédemment, p. 2

[12] La référence susmentionnée, p. 3

[13] Sayed Muhammad Ali, Le rôle de la culture politique de l'élite soudanaise dans les relations égypto-soudanaises (1969_1999), thèse de doctorat, Institut de recherche et d'études africaines, 2010, p. 59.

[14] Abdul Latif Farouk Ahmed, La sécession du Soudan du Sud et ses effets sur la mère égyptienne, mémoire de maîtrise, Institut de recherche et d'études arabes, 2014, p. 12.

[15] Référence précédente, p. 12-13

[16] Ahmed Al-Muntasir, Haidar Ahmed, Water Security in the Nile Basin and Egypt-Sudanese Relations, Khartoum, 2013, pp. 46-47.

[17] Ahmed Youssef, Muhammad Zabara, Introduction aux relations internationales, Bibliothèque anglo-égyptienne, 1985, p. 37.

[18] La référence susmentionnée, p. 38

[19] Mona Dardir Muhammad, La politique étrangère russe à l'égard de l'Iran pendant la période (2000-2011), mémoire de maîtrise, Faculté d'économie et de sciences politiques, Université du Caire, 2013, p. 18.

[20] La référence susmentionnée, pp. 18-19

[21] La référence susmentionnée, p. 19

[22] La référence susmentionnée, pp. 19-20

[23] La référence précitée, p. 20

[24] Abdul Latif Farouk Ahmed, référence mentionnée précédemment, p. 14

[25] Nourhan Al-Sheikh, Théorie de la politique étrangère, Faculté d'économie et de sciences politiques, Université du Caire 2014,

[26] Oussama Ghazali Harb, référence précédemment citée

[27] Amani Al-Taweel, référence mentionnée précédemment

[28] Hanan Sheikh Muhammad, Relations soudano-égyptiennes (1956_1985), mémoire de maîtrise,
Collège des études supérieures, Université de Khartoum 2006,

[29] Abdel Fattah Ebrahim, Relations soudanaises-égyptiennes, La Haye

Martinus, 1960

[30] Barakat Musa Al-Hawathi, A New Reading in Egypt-Sudanese Relations, Madbouly Library, Le Caire 1997,

[31] Nawal Abdel Aziz Mahdi, Les vents du Nord : une étude des relations égypto-soudanaises dans l'histoire moderne
et contemporaine, Dar Al-Ansar, Le Caire 1985,

[32] Ghada Khadr, The Political Settlement of the Egypt-Sudanese Conflict over the Halib Triangle, mémoire de maîtrise,
Faculté d'économie et de sciences politiques 2000,

[33] Fikri Al-Saeed, Les relations égypto-soudanaises dans le domaine des communications et des
technologies de l'information, Institut de recherche et d'études africaines, 2012.

[34] Abdel Fattah Abdel Samad Mansour, Les relations égypto-soudanaises à la lumière de l'accord
bilatéral (1899_1924), Autorité générale égyptienne du livre, 1993,

[35] Abdel-Latif Farouk Ahmed, La sécession du Soudan du Sud et ses effets sur la sécurité nationale égyptienne, référence précédemment
citée.

[36] Jacob Høigilt & Øystein H. Rolandsen, *Rendre la coopération attractive : relations post_référendaires entre l'Égypte et le Soudan*, Peace Research Institute Oslo (PRIO), 2010, P.14

[37] Ionan Labib Rizk, *L'expérience égyptienne dans les relations égyptiennes-soudanaises : axes de base*, dans Osama Al-Ghazali (éd.), *Relations égyptiennes-soudanaises entre le passé, le présent et le futur*, Centre de recherche et d'études politiques 199,

0, page 57

[38] La référence susmentionnée, p. 58

[39] Ashraf Albert Taziz, *La stratégie égyptienne pour le développement des relations entre l'Égypte, le Soudan et la Libye*, une lettre écrite et rédigée par, Académie militaire Nasser, Collège de défense nationale, pp. 84-85.

[40] Raafat Mahmoud Muhammad, *Les relations égypto-soudanaises à la lumière des défis auxquels est confrontée la sécurité de la mer Rouge*, Université du Caire, 2010, pp. 2-3.

[41] Ihab Abu Aish, *Renewed Fears: The Secession of South Sudan and Egypt National Security*, Centre arabe de recherche et d'études, 2014, disponible : <http://www.acrseg.org/11279> sur

[42] Mai Ghaith, *The Renaissance Dam Crisis and Egypt National Security*, Centre arabe de recherche : <http://www.albawabhnews.com/58616> Ali Mamtawah, 2013, et études

[43] Oussama Ghazal Al-Harb, référence mentionnée précédemment, p. 56

[44] Al-Walid Sayyid Muhammad Ali Bashir, référence mentionnée précédemment, p. 40

[45] La référence susmentionnée, p. 41

[46] Ibrahim Minshawy, L'option de négociation : la question du barrage de la Renaissance et de la sécurité de l'eau égyptienne, Centre arabe de recherche et d'études, 2014, disponible : <http://www.acrseg.org/13288>.

[47] Jacob Høigilt & Øystein H. Rolandsen, Op_Cit, P.17

[48] Ashraf Al-Barraziz, référence mentionnée précédemment, p. 86

[49] Muhammad Ibrahim Youssef, L'intégration égypto-soudanaise à la lumière de la sécession du Soudan du Sud : une étude des possibilités et des défis, mémoire de maîtrise, Faculté d'économie et de sciences politiques, Université du Caire, 2014, pp. 162-168.

[50] Nowal Al-Abdulaziz Mahdi, Les vents du Nord : une étude des relations égypto-soudanaises dans l'histoire moderne et internationale Aser, Dar Al-Ansar, Le Caire, 1985, p. 9-14

[51] Mahmoud Abu Al-Enein, L'avenir de l'intégration des Égyptiens-Soudanais à la lumière des situations et des défis actuels, Centre de recherche africain, Université du Caire 2007, 338, 349

[52] Jacob Høigilt & Øystein H. Rolandsen, Op_Cit, PP 15_16

[53] Ahmed Al-Muntaser Haider, référence mentionnée précédemment, p. 359

[54] Fatima Ibrahim Muhammad Mustafa, référence 33 mentionnée précédemment,

[55] Barakat Musa Al-Hawathi, A New Reading in Egypt-Sudanese Relations, Madbouly Library, Le Caire 1997,

, page 67

[56] La référence 68 précitée,

[57] Grèce, Barzuq, La question de l'unité de la vallée du Nil, le traité et le changement dans la réalité coloniale (1936-1946), Institut de recherche et d'études arabes, p. 56

[58], Ibrahim Mwakibi et autres, la Révolution de Juillet et l'Afrique, une discussion spéciale sur les relations égypto-soudanaises, Centre d'études politiques et stratégiques, 2001, pp. 70-71.

[59] Ashraf Albert Aziz, La stratégie égyptienne pour le développement des relations entre l'Égypte, le Soudan et la Libye, thèse de doctorat, Académie militaire Nasser, Collège de défense nationale, p. 6.

[60] La référence susmentionnée, p. 73

[61] Hanan Al-Sheikh Muhammad Ali, Relations égypto-soudanaises (1956-1985) Étude historique, mémoire de maîtrise, Collège des études supérieures, Université de Khartoum 2006, pp. 55-56.

[62] Al-Walid Sayyid Muhammad Ali, référence mentionnée précédemment, p. 292

[63] Ashraf Albert Aziz, référence mentionnée précédemment, 22

[64] Nibras Khalil Ibrahim, La Charte d'intégration entre la République arabe d'Égypte et la République démocratique du Soudan, « Un modèle pour étudier les relations égypto-soudanaises », Collège d'éducation, Université de Bagdad 2012, pp. 15-16.

[65] Mokhlis Y. Zaki & Mervat A. Doss, Le schéma d'intégration égyptien-sudanaïse : une évaluation, vol. 29, n° 2, Talyor & Francis Ltd, 1993, P.275

[66] Nibras Khalil Ibrahim, référence mentionnée précédemment, p. 18

[67] Ahmed Al-Muntaser Haider, référence mentionnée précédemment, p. 365

[68] Yehudit Ronen, Soudan et Égypte : le balancement du pendule (1989_2001), Vol.39, No.3, Talyor & Francis Ltd, 2003, P81

[69] Ibrahim Mawakibi, La Révolution de Juillet et l'Afrique, avec une référence particulière aux relations égypto-soudanaises, Centre Al-Ahram d'études politiques et stratégiques, 2001, p. 86.

[70] Yehudit Ronen, Op_cit, P83

[71] Al-Walid Sayyid Muhammad Ali, référence mentionnée précédemment, p. 375.

[72] Fatima Ibrahim Muhammad Mustafa, référence mentionnée précédemment, p. 29.

[73] Mona Abdel Fattah, Le Soudan, l'Égypte et les quatre libertés, Al Jazeera, 2013, disponible : <http://www.aljazeera.net/knowledgegate/opinions/2013/4/10/> Ali

%D8%A7%D9%84%D8%B3%D9%88%D8%AF%D8%A7%D9%86-%D9%

88%D9%85%D8%B5%D8%B1-

[74] Fatima Ibrahim Muhammad Mustafa, référence mentionnée précédemment, p. 30

[75] Jacob Høigilt & Øystein H. Rolandsen, OP_Cit, P 17

[76] Gabriel Warburg, Hot Spot: Egypt and Sudan Wrangle over Halayib, Middle East Quarterly, Volume 1, NO : 1, 1994, disponible sur : <http://www.meforum.org/218/hot-spot-egypt-et-le-soudan-se-dispute-sur-halayib>

[77] Saad Sayed Imam, Relations internationales entre l'Égypte et le Soudan (de juillet 1952 à octobre 1964), thèse de doctorat, Faculté de commerce, Université du Caire, pp. 293-294.

[78] Rehab Al-Zayadi, La frontière sud est un danger imminent, Al-Hiwar, numéro 5, 2015, p. 66.

[79] Ghada Khader Hussein Zayed, référence mentionnée précédemment, pp. 139-141.

[80] Ahmed Musa Badawi, La dimension historique et psychologique du problème de Hali, Bushaltin - 1899 2014, Centre arabe de recherche et d'études, 2014, disponible sur : <http://11244org.acrseg.www>.

[81] Ghada Hussein Khader Zayed, référence mentionnée précédemment, pp. 142-145.

[82] Jacob Høigilt & Øystein H. Rolandsen, OP_Cit, P17

[83] Site Web du Soudan Tribune, disponible à l'adresse suivante :

<http://www.sudantribune.net/%D8%A7%D9%84%D8%A8%D8%B1%D9%84%D9%85%D8%A7%D9%86-%D8%A7%D9%84%D8%B3%D9%88%D8%AF%D8%A7%D9%86%D9%8A,9219> (9/5/2016)

[84] Al-Bashir : Habibushaltin est le roi du Soudan et nous ne combattons pas l'Égypte pour le reconquérir. Disponible : <http://www.masralarabia.com/%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%B1%D8%A8-> (10/5/2016)

[85] Mahmoud Ali, Mahmoud Ali, Halib et Shaltin se soulèvent contre l'Égypte après le « Tyrannosaure », Réseau Al-Badil, 2016, disponible : <http://elbadil.com/2016/04/14/%D8%AD%D9%84%D8%A7%D9%A8%D8%A8-%D9%88%D8%B4%D9%84%D8%A7%D8%AA%D9%8A%D9%86-%D8%A7%D9%84%D8%B3%D9%88%D8%AF%D8%A7%D9%86-%D8%AA%D8%B5%D8%B9%D8%AF-%D8%B6%D8%AF-%D9%85%D8%B5%D8%B1-%D8%A8%D8%B9%D8%AF/>

[86] Transfert de la dépendance de Halibutushaltin à Assouan, disponible : <http://www.elwatannews.com/news/details/1159094> Ali 10/5/2016

[87] Ghada Khader Hussein Zayed, référence mentionnée précédemment, p. 206_ 2014.

[88] Rami Ashour, Halibushaltin.. Les revendications du Soudan contre la souveraineté et les droits égyptiens, Roya News Network, 2016, disponible sur :

<http://www.roayahnews.com/%D8%AD%D9%84%D8%A7%D9%A8%D8%A8-%D9%88%D8%B4%D9%84%D8%A7%D8%AA%D9%8A%D9%86-%D8%A7%D9%84%D8%B3%D9%88%D8%AF%D8%A7%D9%86-%D8%AA%D8%B5%D8%B9%D8%AF-%D8%B6%D8%AF-%D9%85%D8%B5%D8%B1-%D8%A8%D8%B9%D8%AF/>

6-%D8%A7%D8%AF%D8%B9%D8%A7%D8%A1%D8%A7%D8%AA-%D
8%A7%D9%84%D8%B3%D9%88%D8%AF%D8%A7%D9%86-%D9%81
%D9%8A-%D9%85%D9%88%D8%A7%D8%AC/

[89] Ayman Salama, The Egypt-Sudanese Conflict over Halebushaltin, Institut arabe d'études 2013,

disponible : <http://studies.alarabiya.net/files/%D8%A7%D9%84%D9%86%D8on>

%B2%D8%A7%D8%B9–

[90] Ghada Hussein Khader Zayed, référence mentionnée précédemment, pp. 345-350.

[91] Rehab Al-Zayadi, référence mentionnée précédemment, pp. 67-68

[92] Muhammad Ezz Al-Arab, Approches développementales pour redessiner les frontières intérieures de

l'Égypte, The Egyptian File, numéro 5, 2015, p. 15.

[93] Gabriel Warburg, Op_cit

[94] Osama Abdel Rahman, L'Afrique et la menace sioniste-américano-chiite, Arab Nile Gift for Publishing
and Distribution, 2011, pp. 196-197.

[95] Sobhi Ali Qanswa, Les demandes éthiopiennes sur les eaux du Nil et leur impact sur la sécurité
de l'eau égyptienne, African Affairs Magazine, Volume Trois, Numéro Neuf, 2015, pp. 121-123_

[96] Diya al-Din al-Qusi, Une équation insaisissable : le Dawaf éthiopien et la construction de barrages sur le Nil, Politique internationale, A.
Numéro 191, volume 48, 2013, p. 66

[97] Amr Hashim Rabie, Échelles mobiles : Dimensions de l'Alliance entre le Soudan et l'Éthiopie, Rapport stratégique arabe (2013-2014), Centre Al-Ahram d'études stratégiques, 2015, p. 257.

[98] Amr Hashim Rabie, référence susmentionnée, pp. 258-259.

[99] Mahmoud Muhammad Abu Al-Enein, Soft Power dans les relations de l'Égypte avec le continent africain : une étude spéciale sur les possibilités d'activer les relations de l'Égypte dans la région du bassin du Nil, thèse de doctorat, Institut de recherche et d'études africaines, 2015, pp. 144-145

[100] Ayman Sayed Abdel Wahab, Le barrage de la Renaissance et l'échec des pourparlers : répercussions et perspectives, horizons politiques, deuxième numéro, Centre arabe de recherche et d'études, 2014, p. 47.

[101] Ayman Sayed Abdel-Wahab, Piliers de soutien : Mécanismes de la position égyptienne dans les négociations sur le barrage de la Renaissance, Rapport stratégique arabe, Centre Al-Ahram d'études stratégiques 2016, 598,

[102] La référence susmentionnée, pp. 601-602

[103] Amr Hashem Rabie, référence mentionnée précédemment, pp. 261-262.

[104] Ahmed Al-Sayed Al-Najjar, Du barrage de la Renaissance au piège du Congo : la stratégie égyptienne de l'eau, brochures stratégiques, numéro 243, 2013, pp. 24-25.

[105] Subhi Ali Qanswa, référence mentionnée précédemment, pp. 34-36.

Ce qu'il faut faire? Politique internationale, numéro [106] M. Fleifel et autres, L'Égypte et la question de l'eau du Nil.. 191, volume 148, 2013, p. 53

[107] La référence susmentionnée, p. 52

[108] Ayman Al-Sayyid Abdel-Wahab, Piliers de soutien : Mécanismes de la position égyptienne dans les négociations sur le barrage de la Renaissance, référence mentionnée précédemment, p. 610.

[109] La coopération égypto-soudanaise, une lecture à la lumière d'une expérience mouvementée et d'un avenir prévisible, Al-Masry Al-Youm, 2016, disponible sur :
<http://www.egyptindependent.com/node/1977041>

[110] Salma Bashir Mustafa Satti, Mouvements islamiques et stabilité politique en Égypte et au Soudan, Faculté d'économie et de sciences politiques, Université du Caire 2015, pp. 163-164.

[111] Yasser Mahjoub Al-Hussein, Relations entre Khartoum et Le Caire sous la présidence de Morsi, Al Jazeera, 2012, disponible sur :

<http://www.aljazeera.net/knowledgegate/opinions/2012/8/27/%D8%B9%D9%84%D8%A7%D9%82%D8%A7%D8%AA-%D8%A7%D9%84%D8%AE%D8%B1%D8%B7%D9%88%D9%85-%D9%88%D8%A7%D9%84%D9%82%D8%A7%D9%87%D8%B1%D8%A9-%D9%81%D9%8A-%D8%B8%D9%84-%D8%B1%D8%A6%D8%A7%D8%B3%D8%A9-%D9%85%D8%B1%D8%B3%D9%8A>

[112] Saleh Khalil, Le règlement urgent : tendances du retour des relations égypto-soudanaises, The Egypt File, numéro dix, 2015, p. 6.

[113] La référence susmentionnée, p. 7

[114] Eman Ahmed Abdel Halim, Dimensions de la visite d'Al-Bashir au Caire et ses répercussions, Évaluation de la position, Institut égyptien d'études politiques et stratégiques, 2014, pp. 10-15.

[115] La référence susmentionnée, p. 3-5

[116] Saleh Khalil, référence mentionnée précédemment, pp. 7-8

[117] Saleh Khalil, référence mentionnée précédemment, pp. 19-21

[118] Khaled Hanafi Ali, Quartier frontalier et sécurité nationale égyptienne, Centre national d'études : <http://ncmes.org/ar/events/168> Ali Mamtawah, 2013, Études sur le Moyen-Orient.

[119] Shehata Awad, Le rôle égyptien en Libye : options et risques, rapport du Centre d'études d'Al Jazeera 2015, disponible sur : <http://studies.aljazeera.net/ar/reports/2015/03/2015389551293257>
.html

[120] Saleh Khalil, référence mentionnée précédemment, p. 8

[121] Khaled Fouad, L'intervention étrangère et le rôle des banques dans la crise libyenne, Évaluation de la position, Institut égyptien d'études politiques et stratégiques, 2016, pp. 5-6.

[122] Khaled Hanafi Ali, Après l'attaque aérienne : où mène le rôle de la banque dans la crise libyenne ? Politique internationale, Centre Al-Ahram 2016, disponible sur : <http://www.siyassa.org.eg/NewsQ/5156.aspx>

[123] Alaa Farouk, La Libye après Skhirat et les dimensions du rôle égyptien, évaluation de la situation, Institut égyptien d'études politiques et stratégiques, 2016, p. 10.

[124] Essam Abdel Shafi, Développements en Libye et dimensions du rôle égyptien, Recherches et études politiques, Institut égyptien d'études politiques et stratégiques, 2014, pp. 13-18.

[125] Muhammad Omar Gharsallah, Le secret soudanais dans la crise libyenne, Africa News Portal, 2014, disponible sur :

<http://www.afrigatenews.net/content/%D8%A7%D9%84%D8%B3%D8%B1-%D8%A7%D9%84%D8%B3%D9%88%D8%AF%D8%A7%D9%86%D9%8A-%D9%81%D9%8A-%D8%A7%D9%84%D8%A7%D8%B2%D9%85%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D9%84%D9%8A%D8%A8%D9%8A%D8%A9>

D8%A9 05/10/2016

[126] La référence susmentionnée, p. 15

[127] Le Soudan adopte un plan régional pour résoudre la crise libyenne, site officiel du Parti du Congrès, 5/10, 2016, disponible : http://www.nckhr.com/portal/index.php?option=com_content&ali
[view=article&id=1124:nchr&catid=3:newsflash&Itemid=262](http://www.nckhr.com/portal/index.php?option=com_content&ali)

[128] Le Soudan adopte un plan pour résoudre la crise libyenne et soutient l'option d'une armée unifiée, site Soudan Tribune / 10/5/2016, disponible : <http://www.sudantribune.net/%D8%A7%D9%84%D8%B3%D9%88%D8%AF%D8%A7%D9%86-%D9%8A%D8%AA%D8%A8%D9%86%D9%89-%D8%AE%D8%B7%D8%A9,9482>

[129] Badr Hassan Shafi'i, référence mentionnée précédemment, p. 5

[130] Iman Ahmed Abdel Halim, référence mentionnée précédemment, p. 14

[131] Le régime d'Al-Bashir semble être contraire à ce qu'il cache dans l'aggravation de la crise libyenne.. Les efforts visant à dissimuler son implication sont inébranlables. est disponible, euh, les faits sur son rôle suspect.

show-id-185895.htm 05/10/2016

[132] Shehata Awad, référence mentionnée précédemment, pp. 16-19

[133] Yémen Suleiman, La visite du président français en Égypte : dossiers et implications, évaluation de la position, Institut égyptien d'études politiques et stratégiques 2016, p. 4

[134] Khaled Hanafi Ali, Où mènera le rôle des banques dans la crise libyenne ? Référence mentionnée précédemment

[135] Relations Égypte-Soudan : perspectives d'un nouveau partenariat stratégique, document d'orientation, centre politique des Émirats, 2014, disponible sur <http://www.epc.ae/publication/421>

[136] Badr Hassan Shafi'i, référence mentionnée précédemment, p. 6

[137] Ibrahim Mawakibi et autres, référence mentionnée précédemment, p. 106.

[138] Badr Hassan Shafi'i, référence mentionnée précédemment, p. 7

[139] Saleh Khalil, référence mentionnée précédemment, p. 8

Relations égypto-soudanaises

Ali Hassan Al-Saadani

Al-Hiwar Al-Mutamaddin - Numéro : 4624 - 11/4/2014 - 07:34

Axe : Politique et Relations Internationales

Les considérations géographiques, les chemins de l'histoire et les mouvements de population ont tissé une relation particulière entre l'Égypte et le Soudan, d'une manière qui n'aurait peut-être pas été possible pour deux autres peuples de la région. Il existe une relation forte entre les deux peuples frères, car il existe un lien de lignée, de mariage et de sang entre eux. Il est à noter que la majorité des habitants d'Assouan font remonter leurs racines au Soudan et à la frontière égypto-soudanaise. s'étend sur environ 1 273 km. Le Soudan représente la profondeur stratégique méridionale de l'Égypte, la sécurité et la stabilité du Soudan en font donc partie. De la sécurité nationale égyptienne, et de là émerge l'importance de la politique. Sa cohésion, d'une part, et le renforcement de l'Égypte envers le Soudan afin de maintenir son unité, sa stabilité et ses relations complémentaires entre les deux parties, d'autre part. Les deux pays souhaitent renforcer et soutenir leurs relations dans divers domaines. Le Soudan est le seul pays qui dispose d'un consulat dans le gouvernorat d'Assouan, ce qui indique la croissance du volume des échanges commerciaux. Le rôle de ce consulat ne se limite pas à renforcer les relations commerciales et économiques entre les deux pays, mais ce rôle s'étend plutôt aux relations dans divers domaines. En confirmation du soutien aux relations entre les deux pays frères dans divers domaines, un comité égypto-soudanais a été formé, dirigé à la fois par le vice-président soudanais et le Premier ministre du gouvernement égyptien. Ce comité a publié les dispositions les plus importantes de l'accord liées aux questions économiques, culturelles et politiques.

Relations bilatérales:

L'Égypte souhaite établir des relations caractérisées par l'intimité et une profonde compréhension avec le Soudan frère, compte tenu de l'unité d'objectifs et de destin qui lie les deux pays. En plus de renforcer les liens de coopération dans divers domaines.

Concernant les transformations politiques majeures dont le Soudan a été témoin ces dernières années, la position égyptienne concernant les questions les plus épineuses était la suivante :

-L'Égypte et le Soudan ont signé au siège du ministère des Affaires étrangères à Khartoum le 17 avril 2014 le procès-verbal final de l'accord sur le passage des frontières entre les deux pays. Le procès-verbal de l'accord a été signé par la partie égyptienne, l'ambassadeur Mohamed Al- Sayyid Abbas, superviseur du secteur de la coopération arabo-africaine au ministère de la Coopération internationale et chef de la partie égyptienne lors des réunions du comité mixte égypto-soudanais, pour les passages frontaliers, tandis que la partie soudanaise a été signée par l'ambassadeur Abdel Mahmoud Abdel Halim, directeur général du département des relations bilatérales et régionales au ministère des Affaires étrangères, et chef de la partie soudanaise lors des réunions, en présence des membres des deux délégations représentant les différentes agences et départements concernés par le fonctionnement de la frontière passages et ports entre les deux pays.

Il a expliqué qu'un calendrier et une feuille de route claire avaient été convenus pour mettre en œuvre le fonctionnement des postes frontaliers, qu'il a décrit comme étant non seulement destinés à la circulation des marchandises et des individus, mais qu'ils deviendront de nouvelles communautés qui s'établiront sur les deux rives. côtés des routes menant à ces points de passage, ce qui contribuera à créer une nouvelle vie dans ces zones frontalières entre les deux pays, a-t-il souligné, soulignant que la partie égyptienne sera prête à "Qastal-Ashkit", afin que le passage soit prêt. dans moins d'un mois concernant les dispositions liées au passage pour une opération dans moins de trois mois au plus tard, indiquant que si la partie soudanaise termine de terminer ses procédures et arrangements avant la date spécifiée, cela sera fait immédiatement.

La tendance vers L'exploitation du passage, et tous les départements et bureaux égyptiens se déplaceront vers leurs emplacements au passage à l'ouest du Nil, commenceront après trois mois. L'ambassadeur égyptien a confirmé que les travaux au port « d'Arqin » commenceront dans quelques semaines, indiquant que le comité technique suivra les mêmes procédures et mesures qui ont été prises au port d'Ashkit, avec la même entente entre les deux parties.

Premièrement, la position de l'Égypte face à la crise du Sud :

Le Soudan est entré dans une nouvelle phase de son histoire en signant à Nairobi, le 9 janvier 2005, l'Accord de paix global sur le Soudan du Sud, connu sous le nom d'accord de « Naivasha ». L'accord de paix prévoyait une période de transition de 6 ans, se terminant par un référendum. pour décider du sort du Soudan du Sud en 2011, au cours duquel le peuple du Sud a choisi entre rester dans un Soudan unifié ou faire sécession et établir un État

Et malgré les réserves égyptiennes sur le droit à l'autodétermination et ses efforts sincères pour réaliser l'unité du Soudan, cela ne l'a pas empêché d'accepter et d'œuvrer à la pleine mise en œuvre de l'Accord de paix global concernant le Sud et d'essayer de résoudre les problèmes qui entravent sa mise en œuvre, étant donné que c'est l'accord qui a mis fin à la guerre civile. L'Égypte a cherché à réaliser ce sur quoi les Soudanais étaient convenus, à savoir offrir une possibilité d'unité volontaire ou de sécession pacifique, à condition que le travail ait lieu pendant la période de transition qui précède l'accord d'autodétermination de 2011, dans un souci d'unité, ce qui est ce que L'Égypte s'est efforcée d'œuvrer pour y parvenir, et l'Égypte a fait des efforts. Elle a déployé des

efforts importants au cours de la période qui a suivi la signature de l'Accord de paix global sur le Soudan du Sud afin de surmonter les obstacles qui empêchent la mise en œuvre de l'accord sur le terrain, grâce à ses relations distinguées avec le gouvernement du sud et le Mouvement populaire de libération du Soudan. La visite du président égyptien à Juba, la capitale du sud, en novembre 2008, a représenté pour la première fois un événement important. Elle a représenté le plus

L'Égypte au Soudan du Sud. Au cours de la visite, une séance de discussion a eu lieu grand soutien apporté par entre l'ancien président Moubarak et Salva Kiir, premier vice-président de Béchir et premier ministre du Soudan du Sud, au cours de laquelle ils ont discuté des moyens de parvenir à une paix globale au Soudan du Sud et des projets égyptiens Égypte dans le Soudan du Sud. région, ainsi que des projets communs entre les deux parties. Le 26 octobre 2009, il a affirmé son attachement à ce qui a été décidé par la majorité du peuple soudanais du sud, et l'importance pour le gouvernement du sud de s'engager à organiser les élections présidentielles et législatives à temps, et que le nord s'engage à organiser un référendum sur le droit à l'autodétermination du sud à la date prévue, et que les deux parties, pendant la période restante, étudient attentivement les résultats qui pourraient Cela implique la création d'un État indépendant dans le sud qui ne dispose pas des infrastructures et des institutions nécessaires à l'établissement d'un État indépendant viable, ainsi que des risques de luttes tribales pour le sort de l'État naissant. Les deux parties doivent se mettre d'accord dès maintenant sur la manière d'affronter les problèmes qui pourraient résulter d'une sécession si l'option de l'indépendance

L'Égypte poursuit ses efforts pour développer le Sud et l'aider à éclairer ses villes et à éduquer ses enfants. Elle a également mis l'accent sur l'amélioration des soins de santé dans les dix États du Sud et a encouragé les investisseurs arabes et égyptiens à investir dans des projets de développement dans le Sud, car le Sud restent, du point de vue égyptien, une partie du Soudan même après la création de l'État indépendant.

L'Égypte a participé de manière pratique à l'avancement des projets de développement, de services et d'infrastructures : elle a créé une clinique médicale égyptienne à Juba, posé la première pierre de l'Université d'Alexandrie dans le sud, installé des centrales électriques dans plusieurs villes du sud et accordé des subventions. aux habitants du sud 300 bourses par an pour étudier dans les universités égyptiennes, en plus de travailler sur le nettoyage du Nil pour la navigation, des projets communs dans le domaine de l'eau, de l'éducation et de la formation, de l'échange d'expériences et de la coopération conjointe dans tous les domaines.

Avant la conclusion de l'Accord de paix dans le Sud, une autre crise avait éclaté au Darfour, dans l'ouest du Soudan, en 2003.

Elle s'est rapidement intensifiée au cours des années suivantes et de nombreuses résolutions internationales ont été adoptées à ce sujet, la plus récente étant la résolution 1593, qui a transféré le Affaire du Darfour devant la Cour pénale

internationale, qui a rendu une décision d'arrestation du président soudanais Omar al-Bashir.

L'Égypte estime que le Darfour fait partie du Soudan et considère tous les habitants de la région, qu'ils soient d'origine arabe ou africaine, comme des citoyens soudanais, et non selon les classifications qui divisent la population de la région entre arabe Arabes et Africains et décrivent la conflit comme disant dès le premier jour que le problème du Darfour a des causes complexes. C'est un pays africain, et la position de l'Égypte était sur des solutions politiques, économiques, de développement, sociales et humanitaires pour faire face à la situation.

L'évolution de l'Égypte vers la question du Darfour s'est caractérisée par sa conscience de la complexité de la situation interne au Darfour et de ses liens externes, et par sa conviction dans la nécessité que cette solution souhaitée soit une solution globale et juste pour qu'elle soit permanente. et continue. Elle était également bien consciente qu'il n'est pas possible à aucune partie, quelle qu'elle soit, de créer seule cette solution, et c'est ce qu'ont bien exprimé les dirigeants égyptiens, qui se sont déclarés ouverts à la coordination et à la coopération. avec toutes les parties et les efforts régionaux et internationaux afin de contribuer à résoudre le problème du Darfour et à préserver l'unité du Soudan, et leur accent sur la nécessité de se coordonner avec la partie libyenne et de s'appuyer sur les efforts déployés à Tripoli pour unifier les factions.

La politique égyptienne visant à contribuer à la résolution de la crise du Darfour a emprunté plusieurs voies, dans le but de contribuer à trouver des solutions internes, d'empêcher l'escalade de l'action militaire, l'internationalisation de la question et les interventions étrangères et de maintenir la crise dans son cadre régional. .

L'Égypte a soutenu les efforts de la Ligue arabe et de l'Union africaine pour résoudre le problème, d'une part, et a Elle a soutenu coopéré avec le gouvernement soudanais pour le résoudre, d'autre part.

L'Égypte a ouvert ses portes aux dirigeants des mouvements armés du Darfour, qu'elle a invités à plusieurs Comme il s'est ouvert réunions, dont la dernière a été le Forum du Caire le 14 juillet 2009 pour unir sept factions du Darfour, comme une nécessité urgente d'entamer des négociations avec le gouvernement soudanais pour résoudre la crise au Darfour, dans lequel l'Égypte a présenté une feuille de route en trois dimensions, qui se concentre sur le travail dans... Il existe trois directions pour résoudre la crise. La première est l'unification des mouvements armés de la région à travers deux Soit l'unité passe par une seule organisation au maximum, soit par des visions de négociation communes et une délégation de négociation au minimum. La deuxième consiste à œuvrer pour parvenir à la réconciliation soudano-tchadienne et la troisième à œuvrer à l'amélioration

des conditions humanitaires et de sécurité. dans la région

La position égyptienne ne s'est pas limitée à l'action politique et diplomatique, mais s'est plutôt étendue au domaine de l'aide humanitaire et médicale, puisque les convois médicaux et humanitaires officiels et populaires n'ont cessé de quitter la région du Darfour depuis le début de la crise jusqu'à aujourd'hui. ont augmenté dans la période qui a suivi l'expulsion par le Soudan des organisations humanitaires occidentales à la suite de la décision de la Cour internationale d'arrêter le président soudanais Omar al-Bashir en mars 2008, et il existe une présence médicale égyptienne permanente au Darfour provenant des forces armées égyptiennes, ainsi que ainsi que des organisations de la société civile, en plus de la présence égyptienne dans les forces conjointes de maintien de la paix entre les Nations Unies et l'Union militaire, où l'Union africaine a contribué à la région, et où l'un de ses membres a été martyrisé.

! : Position de l'Égypte sur la décision d'arrêter Al-Bashir Troisième

Lorsque la Cour pénale internationale a rendu la décision d'arrêter le président soudanais Omar al-Bashir en... Egypte mars 2008, pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Darfour. Il a confirmé son soutien à tous les efforts visant à geler les procédures de la Cour et a déployé des efforts avec les pays arabes et africains du Conseil de sécurité pour mettre en œuvre l'article 16 de la Loi fondamentale. de la Cour pénale internationale pour mettre fin à toute action contre le Soudan et le président Al-Bashir. Il a également confirmé son soutien aux efforts visant à assurer la sécurité et la sûreté au Soudan, à affirmer sa souveraineté nationale et à instaurer la paix au Darfour.

Relations économiques

L'Égypte est soucieuse de poursuivre ses politiques visant à renforcer les relations d'intégration avec le Soudan dans tous les domaines, en particulier le domaine économique, dont l'importance a récemment augmenté à la lumière de la crise financière mondiale et de la crise alimentaire mondiale. signature d'un certain nombre de pactes d'intégration économique entre les deux pays, dont les plus importants sont :

R - En 1974, les présidents égyptien et soudanais ont signé un protocole d'intégration politique et économique destiné à codifier les relations privilégiées entre les deux pays et à contribuer à renouveler les efforts conjoints et les énergies humaines et matérielles entre eux. Dans ce contexte, les autorités exécutives du pays Les deux pays étaient obligés d'approuver les bases de projets ciblés qui réalisent la coordination et l'intégration économiques et d'établir les dispositifs et les systèmes qui garantissent la fourniture des capacités techniques et des ressources administratives nécessaires pour créer des projets qui trouvent leur chemin vers la mise en œuvre.

Avec sa signature, une intégration visant la consolidation B - Le 12 octobre 1982, les deux chefs d'Etat signent une charte Relations sous toutes leurs formes, notamment dans les domaines économique et financier, dans le but de constituer une unité économique Un calendrier pour assurer la coordination complète fondée sur une stratégie qui sera mise en œuvre progressivement selon Politiques économiques, commerciales, financières et monétaires entre les deux pays en vue de leur unification, tout en développant des arrangements pratiques visant à éliminer toutes les restrictions, y compris les droits de douane, qui entravent la libre circulation des personnes, des capitaux et des profits, ainsi que la liberté d'échanger des biens et des produits nationaux.

Liberté de résidence, de travail, de propriété, d'usage et de pratiques d'activité économique, ainsi que liberté de transport et de transit. La charte

précise trois organes principaux basés sur les affaires d'intégration, qui sont :

- Le Conseil supérieur pour l'intégration

- Parlement de la vallée du Nil

- Fonds d'intégration

Le Conseil suprême pour l'intégration est à la tête de toutes les autorités dans l'exercice des pouvoirs stipulés dans les dispositions de la Charte, et il doit

émettre les décisions, règlements et directives nécessaires pour mettre en œuvre les objectifs du Conseil. selon

La Charte et le Conseil suprême pour l'intégration ont publié la résolution 21 de 1983 concernant la réglementation des accords commerciaux et de

paiement entre l'Égypte et le Soudan, visant à œuvrer à la réalisation des objectifs d'intégration économique et financière entre les deux pays,

y compris plusieurs facilitations dans le domaine douanier. et les restrictions administratives.

Dans le domaine du commerce des chameaux, dans le domaine du commerce frontalier et dans le domaine des modalités de paiement.

Les accords commerciaux les plus importants entre les deux pays :

1 - L'Accord du COMESA, dans le cadre duquel des transactions commerciales s'effectuent actuellement entre les deux pays -

2 - L'accord visant à faciliter et développer les échanges commerciaux et son programme exécutif visant à établir une zone de libre-échange arabe

majeure

3 - Un protocole d'échanges commerciaux entre les deux pays (mars 1993), dont le plus important prévoit que les transactions commerciales soient

effectuées dans des devises librement payables et avec un système de transactions égales. 4 - Au cours du mois de novembre

2003, un accord a été signé entre les deux parties, selon lequel la partie égyptienne importerait de la viande réfrigérée soudanaise du Soudan.

5 - Un accord pour gérer le commerce des chameaux soudanais entre les deux parties de manière continue et fluide

6-Accord pour établir une zone franche dans la ville de Juba.

Échanges commerciaux et investissements entre les deux pays :

Les relations soudano-égyptiennes ont connu des progrès au cours des dernières années sous divers aspects

Des opportunités économiques et d'investissement et un flux accru d'hommes d'affaires entre les deux pays, ce qui a entraîné une augmentation des

échanges commerciaux et un doublement du nombre d'entreprises égyptiennes au Soudan et vice versa.

Les statistiques indiquent que le volume des échanges commerciaux entre les deux pays est centré autour de 500 millions de dollars égyptiens. En ce qui

concerne les exportations égyptiennes vers le Soudan, il existe un dollar qui tend à favoriser un certain nombre d'exportations égyptiennes qui ont vu leur

valeur augmenter. notamment les barres d'armature.

Meubles en métal, produits alimentaires, produits en plastique, produits pétroliers, médicaments et produits en cuivre.

En ce qui concerne le mouvement des importations égyptiennes en provenance du Soudan, ils se sont concentrés sur le coton brut, le sésame et les graines oléagineuses.

Quant à la valeur des investissements égyptiens au Soudan, elle s'élève à environ 2,5 milliards de dollars, alors qu'elle n'avait pas dépassé 82 millions de dollars fin décembre 2002, soit une multiplication par 30.

L'Égypte occupe la troisième place parmi les pays arabes les plus importants investissant au Soudan, tandis que le Soudan occupe la 13ème place parmi les pays arabes les plus importants investissant en Égypte, avec une valeur de 197,2 millions de dollars.

Les investissements égyptiens au Soudan étaient représentés dans les domaines de l'industrie (70,5%) et des services (28,4%), et le secteur agricole soudanais occupait la troisième place avec 1,1%.

-Projets communs entre les deux pays dans les domaines des transports et des routes dont les plus importants sont :

-:- Construction de la route côtière entre l'Égypte et le Soudan, d'une longueur de 280 kilomètres à l'intérieur 

-:- Le projet routier Qastal-Wadi Halfa, d'une longueur de 34 km en territoire égyptien et de 27 km en territoire soudanais 

-:- Assouan / Wadi Halfa / Dongola Road. 

-:- Développer et restructurer les lignes ferroviaires pour faciliter la circulation des marchandises et des personnes 

-:- Extension du réseau électrique au nord du Soudan 

-:- Développement du réseau d'irrigation et de drainage au Soudan 

Relations hydrauliques entre les deux pays :

Le Soudan revêt une importance particulière pour l'Égypte dans cette partie, car les relations hydrauliques entre les deux pays ont fait l'objet d'une attention particulière en raison de considérations de géographie, d'histoire, de religion, de langue et de mariages mixtes, ainsi que de la position politique du Soudan par rapport à l'Égypte. en plus du fait qu'il s'agit de deux pays en aval.

Les deux pays se sont engagés à respecter toutes les conditions de coopération conformément à ce qui a été approuvé par les accords de

1929 et 1959 réglementant l'exploitation des eaux du Nil d'une manière qui réponde aux intérêts de l'Égypte et du Soudan dans les limites des

parts attribuées à chaque pays.

Les parties égyptienne et soudanaise ont convenu lors de la visite du président Dr. Morsi s'est rendu au Soudan le 05/04/2013 pour poursuivre leur

coordination et coopération conjointes concernant les eaux du Nil, soulignant l'unité de leur position commune dans la coopération avec les pays du

bassin du Nil.

Avant cela, l'Égypte et le Soudan étaient tous deux attachés à la coordination de l'eau entre eux, et cela s'est reflété dans l'interconnexion des deux pays lors de la crise survenue au cours de l'année 2009 autour de l'accord-cadre de coopération juridique et institutionnelle de l'Accord du bassin du Nil pour la redistribution des eaux et la création d'une commission pour les pays du bassin du Nil, qui a été préparée par les pays en amont et que les pays en

amont ont rejetée. L'Égypte l'a signé, sur la base de l'exigence de préserver les droits historiques et les privilèges juridiques liés à la part de l'Égypte. et notification préalable.

La coordination entre les deux pays concernant les eaux du Nil ne s'est pas limitée à la simple prise de positions communes sur tout ce qui touche à cette

importante ressource en eau, mais elle est allée au-delà de la réalisation de projets communs pour préserver et développer cette ressource. Il s'agit

du projet de canal « Jongli », creusé à 80 % et dont les revenus de l'eau sont partagés entre l'Égypte et le Soudan.

Le fruit le plus important de la réunion qui a eu lieu entre l'ancien président Moubarak, le Premier ministre du Sud et le vice-président soudanais

Salva Kiir au Caire le 26/10/2009 a été la formation de comités conjoints qui identifieraient tous les problèmes secondaires qui pourraient résulter

de l'utilisation du canal Jonglei et discuter des solutions possibles dans le cadre de quelques amendements partiels qui pourraient affecter le tracé

du canal avant la reprise des travaux pour reprendre le creusement des vingt pour cent restants du canal.

Relations culturelles entre les deux pays :

Les universités des deux pays jouent un rôle efficace dans le soutien des relations bilatérales entre les deux pays à travers l'échange de visites entre

professeurs des universités égyptiennes et soudanaises dans le but d'échanger des expériences, d'échanger de la littérature et des recherches entre

les universités des deux pays, et de permettre des aux étudiants universitaires de visiter les universités d'autres pays et d'offrir des bourses pour terminer

des études de troisième cycle.

Conseiller auprès du Conseil Arabo-Africain

Chercheur en sciences politiques et stratégiques

Relations égypto-soudanaises

Relations égypto-soudanaises

Carte indiquant les emplacements de l'Égypte et du Soudan

Egypte

Soudan

Les relations égypto-soudanaises font référence aux relations bilatérales entre le Soudan et l'Égypte.

indice

la date 1

1.1 Histoire ancienne

1.2 XXe siècle

1.3 Après l'indépendance du Soudan en 1956

1.4 L'ère Moubarak

1.4.1 Les années 1980

1,5 années 90

1.5.1 Premièrement : Comment le régime soudanais a-t-il géré les relations égypto-soudanaises (89-97)

2000-2011 1.5.2

1.6 Sécession du Soudan du Sud

1.7 Après la révolution égyptienne de 2011

Relations politiques 2

2.1 Limites

2.2	Problème de lait	
2.3	L'accord des quatre libertés	
2.4	Accords conjoints	
2.5	Création d'un fonds souverain	
	Relations militaires	3
4	Relations économiques	
4.1	Les accords commerciaux les plus importants	
4.2	Commerce et investissements	
4.3	Transport	
4.4	Relations avec l'eau	
	Relations culturelles	5
	Échange de visites officielles	6
	Voir également	7
	Visuels	8
	Sources	9
	10 références	

la date

Histoire ancienne

Ahmose, une région du sud de l'Égypte, a été libérée mDurant les époques de l'Empire du Milieu en Égypte et du Nouvel Empire, elle fut ensuite conquise par Kouch. La langue égyptienne ancienne est devenue la langue officielle. Surtout après qu'Ahmose, le fondateur de la dix-huitième dynastie des Hyksos, ait été expulsé d'Égypte. Thoutmosis III atteint la Quatrième Cataracte. Les rois du Nouvel Empire nommèrent des députés pour administrer le sud de l'Égypte.

Le vingtième siècle

Les relations diplomatiques entre l'Égypte et le Soudan remontent à la première moitié du XIXe siècle, lorsque Mohammed Ali, le dirigeant de l'Égypte, a commencé à construire l'État moderne. En 1820, les armées de l'État égyptien s'avancèrent pour la première fois pour rassembler les partis dans les régions situées au sud, représentées par un sultanat administratif et politique unique, qui était

Et les royaumes et tribus du Soudan, pour faire de tout cela une entité

Pour l'appeler Soudan.

L'Égypte fut plongée sous le règne de Mahomet. La conquête du Soudan en 1820 fut la troisième des guerres qu'Ali mena pour former son unité politique. Si la Turquie ne l'avait pas poussé à prendre l'initiative de se débarrasser des armées de la péninsule arabique, la conquête du Soudan aurait été la première de ses guerres après avoir repoussé l'invasion anglaise, car Muhammad Ali ne l'avait pas fait. Il n'aurait pas négligé l'importance vitale du Soudan pour l'Égypte.

Cette étape d'unification et de formation s'est poursuivie pendant près d'un demi-siècle, jusqu'à ce que le Soudan moderne soit achevé en 1874 après l'annexion du sultanat du Darfour au Soudan par Al-Zubayr Pacha Wad Rahma Al-Juma'i, qui était un dirigeant soudanais sous le commandement du Khédive Ismail, et cela a été précédé par l'exploration et l'annexion du territoire du Soudan du Sud, connu à l'époque sous le nom de «Direction équatoriale», à travers trois grandes campagnes d'exploration qui ont pesé sur le trésor égyptien, qui a ensuite contribué, avec l'extravagance du Khédive Ismail lors de la cérémonie d'ouverture du canal de Suez, l'Égypte tomba sous le fardeau des dettes étrangères, ce qui a ouvert la voie à l'après-Cela était dû aux interventions étrangères qui ont pris fin avec son occupation par la Grande-Bretagne en 1882.

Il a existé et n'a été interrompu que pendant une période limitée à l'époque de l'État mahdiste. L'interconnexion entre le Soudan et l'Égypte est restée l'Égypte pour le Soudan à travers un double régime (de 1885 à 1898), où il est revenu (égyptien-britannique) jusqu'à ce que le Soudan obtienne son indépendance le 1er janvier 1956.

Après l'indépendance du Soudan en 1956

Depuis l'indépendance du Soudan au début de 1956, les relations égypto-soudanaises sont devenues cycliques Avec des flux et reflux, ou avec des cycles de hauts et de bas. L'analyse qui prévaut dans le secteur du régime militaire soudanais était basée sur l'affirmation selon laquelle l'Égypte préfère traiter avec le Soudan, et que c'est l'une des raisons pour lesquelles ces régimes restent au pouvoir pendant de plus longues périodes. Cela a conduit

La propagation de cette impression - en plus d'autres raisons qui seront évoquées plus loin - a conduit à la détérioration des relations égypto-soudanaises, en particulier dans la phase de la « troisième démocratie », qui s'est traduite par l'annulation de l'accord de défense commune, l'annulation des accords d'intégration égypto-soudanais, et en les remplaçant par un morceau de papier vide que M. Al-Sadiq a appelé Al-Mahdi (Premier ministre élu à l'époque) la Charte de la Fraternité.

Dans les années 1990, les relations égypto-soudanaises se sont détériorées d'une manière sans précédent, atteignant le niveau d'une véritable guerre froide, qui ne s'est pas arrêtée au point de discorde entre les régimes, mais s'est plutôt étendue à l'intérieur du Soudan, dans une plus large mesure, à travers les attaques médiatiques continues et la mobilisation contre ce qui a été présenté comme... un opposant extérieur, qui a créé une génération au Soudan qui regarde l'Égypte avec suspicion et appréhension.

Cette étape, malgré sa morosité, a été utile, au moins, pour tirer des leçons pour ne pas retomber dans ce gouffre, et aussi pour se rendre compte d'une vérité simple... qui est que l'Égypte et le Soudan sont indispensables l'un à l'autre, peu importe à quel point les régimes au pouvoir sont différents ici ou là, tenez-en compte. La considération avant d'entreprendre toute action ou réaction... est qu'il est nécessaire que l'Égypte et le Soudan restent à cet endroit depuis l'aube de la création... et ils le resteront, quels que soient les événements ou développements au nord ou au sud de la vallée, et qu'il y aura une influence et une influence mutuelles qui en résulteront. Leur impact dans tous les cas, et donc la coopération pour le bien commun est la plus efficace et bénéfique, et c'est la logique naturelle des choses, et que peu importe la distance qui sépare les chemins, il n'y a pas d'échappatoire au retour à la coopération, à la compréhension et à la coordination[1].

L'ère Moubarak

L'ancien président égyptien Moubarak et le président soudanais Omar al-Bashir, lors de sa visite au Caire en avril 2010

Les années quatre-vingt

La période de Sadiq al-Mahdi : Le gouvernement de « Sadiq al-Mahdi » a demandé l'annulation du pacte d'intégration égypto-soudanais et l'a remplacé par ce qu'on a appelé le « Pacte de fraternité », qui est bien moins de coopération que .Charte d'intégration Selon lui, Ce qui était prévu

Depuis le déclenchement de la Révolution du Salut en 1989 jusqu'à la préparation de cette étude ? Quelles en sont les conséquences ?

Quelles sont les perspectives d'avenir de ces relations à la lumière des circonstances actuelles ? Ensuite, le plan de recherche est

déterminé comme suit : Premièrement : la méthode de gestion des relations du régime soudanais.

Troisièmement : une vision future. Deuxièmement : les résultats qui en résultent ; Soudanais égyptiens) 97-89 relations.

Premièrement : Comment le régime soudanais a-t-il géré les relations égypto-soudanaises (89-97)

L'examen du dossier des relations égypto-soudanaises au cours de la période étudiée montre clairement que, à l'exception d'une période de coopération limitée en 1989-90, le caractère conflictuel est le caractère dominant dans la gestion de ces relations par le régime

soudanais, et nous pouvons déterminer donc la méthode de gestion de ces relations par le régime soudanais comme suit : A - Le

régime soudanais a tenté d'utiliser ces relations pour atteindre certains de ses objectifs, surtout au début, puis s'est orienté vers une méthode coopérative dans la gestion de ces relations.

B - Une tentative de suivre la méthode de gestion de crise pour ces relations, soit pour dissimuler son échec interne, soit pour obtenir des gains régionaux limités, soit pour chercher à jouer un rôle régional et international basé sur l'idéologie adoptée par le régime, puis cela a pris une nature conflictuelle.

C - Revenant sur l'appel à une méthode de coopération limitée alors que la crise du régime s'est aggravée aux niveaux interne, régional et

international, en brandissant le slogan des intérêts vitaux communs. Nous éclairons ci-dessous chacun de ces points : le régime soudanais et la méthode coopérative de gestion égyptienne. -Relations soudanaises au début : Au début, le soutien égyptien à la

Révolution du Salut était clair. Les dirigeants égyptiens la considéraient comme un régime national qui était parvenu à assurer la stabilité au Soudan et à résoudre la crise dans le sud et la crise économique qui commençait à se manifester. ses caractéristiques dans la dernière période du gouvernement de Sadiq al-Mahdi (2) - d'autant plus que ce gouvernement avait demandé l'annulation du pacte d'intégration égypto-soudanais signé à l'époque du président Numeiri et qu'il a été remplacé par une autre formule, moins puissante, qui est connue sous le nom de Pacte de Fraternité

Le régime soudanais a tenté de profiter de l'état de stagnation antérieur entre l'Égypte et le gouvernement d'Al-Sadiq, en cherchant à consolider les relations égypto-soudanaises, le Mahdi, afin de se présenter comme un régime et d'atteindre la stabilité politique et économique au Soudan. , ce qui représente l'un des objectifs fondamentaux de la politique étrangère égyptienne. En fait, le régime soudanais cherchait d'autres objectifs, comme consolider ses fondations et gagner une légitimité régionale et arabe à travers le portail égyptien, en plus de chercher à réduire l'intensité de la guerre. les pressions américaines qui avaient commencé à apparaître, surtout après les mesures prises au niveau interne, notamment la dissolution de partis et de syndicats, l'arrestation de dirigeants politiques, de dirigeants syndicaux et de milliers de travailleurs et de citoyens, et l'expansion de son expansion. En condamnant à mort certaines personnalités politiques soudanaises, en plus de confisquer des journaux, ce qui a affecté les groupes de défense des droits de l'homme et l'administration américaine de l'époque, le régime soudanais a également tenté d'exploiter les relations égypto-soudanaises dans le cadre du problème du sud. -Bashir a demandé l'aide du président Moubarak pour parvenir à une solution. Pour parvenir à une solution pacifique au problème du sud, le Caire a accueilli une délégation du Mouvement populaire de libération du Soudan dans le cadre des négociations pour parvenir à une solution pacifique à ce problème, en plus à une délégation de la coalition des partis d'opposition soudanais. Cependant, le général de brigade Muhammad Al-Amin Khalifa, membre du Conseil militaire soudanais, a critiqué dans des déclarations à la presse ces réunions et les a qualifiées d'empoisonnement. que le gouvernement soudanais souhaitait l'assistance militaire égyptienne pour résoudre le problème du sud, ce que le Caire a rejeté, préférant la méthode de négociation pour résoudre ce problème, d'autant plus que M. Muhammad al-Mirghani, l'ancien chef du Conseil du chef de l'État, avait conclu un accord avec John Grange pour résoudre ce problème, mais le gouvernement de Sadiq al-Mahdi a tergiversé dans la mise en œuvre de cet accord, car il s'agissait d'un accord conclu par la direction du Parti unioniste, le concurrent traditionnel du parti Oumma. Le gouvernement soudanais a répondu aux célébrations du bicentenaire de la Révolution française, auxquelles les médias ont participé, et le président Moubarak a coïncidé avec cela et a lancé un appel aux dirigeants du monde occidental. Soutenir le régime soudanais naissant. Le Dr Mansour Khaled estime que il estime que le président américain George Bush a répondu au président Moubarak, en usant de son droit pour perturber la mise en œuvre de la loi américaine 512, qui oblige l'administration américaine à ne pas aider tout régime qui renverse la démocratie pendant une période de surveillance de six mois (4 Bien qu'Al-Masry ait accueilli favorablement le nouveau régime soudanais et fourni une assistance diplomatique afin d'obtenir une légitimité régionale et arabe et de réduire l'intensité de la pression américaine, il a exprimé sa crainte d'une escalade des méthodes de violence du régime envers Il a également exprimé ses réserves sur la tendance à imposer un régime de parti. L'un et la politique soudanaise envers le sud. Il est à noter que cette réserve égyptienne est venue au niveau populaire et officiel. Le parti Wafd a vu que cela était un régime militaire qui s'est Ce gouvernement représente la volonté du peuple emparé du pouvoir par un coup d'État contre un gouvernement démocratique élu, quelles que soient les divergences soudanaises - (5) tandis que le Parti Tagammu et Au cours de son analyse de l

Un régime qui exprime une tendance fondamentaliste islamique qui soulèverait de nombreux problèmes et crises dans la région (6). Le groupe politique égyptien a également prêté attention à cet événement soudanais, c'est pourquoi de nombreux articles et études sont parus sur les cycles du système de gouvernement soudanais entre la démocratie et le régime militaire, et la plupart d'entre eux ont compris qu'il serait préférable de ne pas avoir de régime militaire. Le nouveau système est une répétition des systèmes militaires précédents, et l'une de ces études a clarifié très tôt les questions dont le nouveau système doit être conscient, notamment : - 1 - La prise en charge par les forces armées de la responsabilité de la gouvernance est temporaire et la base est l'existence d'un système institutionnel civil stable de gouvernance, et donc La solution au problème des partis politiques n'est pas de les abolir complètement, mais plutôt de les développer et de les établir sur des bases nationales et non sur des bases religieuses, sectaires ou régionales. Il n'est pas raisonnable que le Soudan recommence à découvrir les vertus du multipartisme par rapport aux défauts du système de parti unique - 2 - si c'était ici Un rôle positif pour les coups d'État militaires qui brandissent les slogans de la révolution. Ce rôle est lié à leur capacité à résoudre et à achever les questions en suspens et à éliminer les lacunes et la corruption, sans être liés par des considérations partisans. et résoudre la détresse. Dans ce contexte, la nécessité de résoudre le problème du Sud et de résoudre le problème économique apparaît - 3 Il est important qu'un effort organisé soit fait pour éviter les défauts du système politique soudanais en tant que système parlementaire caractérisé par la présence d'un grand nombre de partis dont aucun n'a la force de gouverner seul, ce qui conduit à une instabilité politique. Il faut donc un système politique qui rassemble Entre le pluralisme des partis et la présence d'une autorité centrale nationale forte , et c'est la tâche de la nouvelle élite dirigeante et de l'ensemble de l'élite soudanaise - (7) - et au niveau officiel, la visite du président Al-Bashir au Caire en février 1990 a été l'une des occasions au cours desquelles les dirigeants politiques égyptiens ont exprimé ses craintes et ses réserves sur certaines des procédures qu'il suivait. Le régime soudanais traite les mêmes questions - l'Ordre (8) - que certains membres du conseil militaire au pouvoir au Soudan ont qualifié d'ingérence dans les affaires intérieures du Soudan. Puis vint l'invasion irakienne du Koweït et le soutien soudanais à l'Irak, ce qui représentait une différence majeure avec l'approche égyptienne, en plus de l'embarras qu'elle causait. Pour les dirigeants égyptiens, qui avaient déjà déployé des efforts diplomatiques pour persuader les États arabes du Golfe de reconnaître le nouveau régime soudanais, mettant fin à la phase de coopération dans le cadre des relations égypto-soudanaises, surtout après que des informations ont circulé sur le déploiement par l'Irak de missiles au Soudan dirigés contre l'Égypte, ce qui a incité le président Moubarak à menacer de le frapper si le régime le prouvait. Les Soudanais et la gestion des relations égypto-soudanaises en cas de crise : La méthode de gestion des relations entre pays en crise est l'une des méthodes bien connues dans le domaine des relations internationales, et repose sur le fait que l'une des parties internationales crée une crise au sein du l'étendue de ses relations avec un autre parti international (9). De multiples raisons motivent ou poussent ce parti. La communauté internationale doit suivre cette méthode, notamment en essayant de résoudre ses crises internes en créant une crise externe, ce qui lui donne l'opportunité de mobilisation interne et de reprise d'initiative au niveau interne. Elle peut également recourir à cette méthode pour obtenir des acquis régionaux spécifiques, c

Une idéologie spécifique à laquelle il croit et qu'il essaie de diffuser ou d'exporter vers d'autres parties internationales. Dans le cas soudanais, la plupart de ces facteurs qui ont réellement poussé l'Égypte étaient présents au cours de la période étudiée.

Nous pouvons fournir plusieurs exemples que le régime soudanais pourrait suivre. cette méthode dans la gestion de ses

Avec l'Égypte. relations. Exemples de ces crises fabriquées de la part du régime soudanais dans L'étendue de ses relations

A - La crise des membres des groupes islamiques égyptiens fuyant vers le Soudan

En mai 1990, l'Égypte a informé le gouvernement soudanais de sa profonde préoccupation face au nombre croissant de membres de groupes islamiques égyptiens échappant aux peines prononcées contre eux et se réfugiant au Soudan et recevant une formation militaire dans les camps du Front national islamique dirigé par le Dr. Hassan al-Tourabi (10 ans). Cheikh Omar Abdel Rahman était le chef du groupe du Jihad égyptien. Il était alors allé au Soudan, et Ibrahim Adam, membre du conseil militaire au pouvoir à l'époque, a annoncé que l'accueil d'Omar Abdel Rahman au Soudan était comme Le Caire accueillant l'opposition soudanaise (11). Cheikh Omar Abdel Rahman est apparu à la télévision soudanaise à cette époque, parlant du projet. L'état religieux en Égypte et au Soudan. Les autorités soudanaises lui ont également permis de donner un certain nombre de chiffres. de conférences publiques et d'autres conférences télévisées et l'a ensuite aidé à obtenir un visa d'entrée aux États-Unis. L'opposition soudanaise au Caire a mis en garde contre un plan soudanais visant à transférer la violence politique sur la scène égyptienne et que des préparatifs avaient été faits. Front (12), cette question est restée jusqu'à présent l'un des sujets de controverse entre l'Égypte et le Soudan, en particulier après que les services de sécurité égyptiens ont surveillé les centres de formation d'éléments terroristes au Soudan et ont formulé des accusations claires contre le régime soudanais à cet égard. à la suite de la tentative d'assassinat à laquelle le président Moubarak a été soumis après son arrivée à Addis-Abeba pour assister au Sommet africain de 1995, au cours duquel il a été prouvé que certains éléments associés au Front islamique soudanais étaient impliqués dans cette tentative. sur le régime soudanais pour qu'il remette les accusés qui ont fui au Soudan, mais la réaction soudanaise n'a pas été au niveau requis, car les déclarations soudanaises variaient sur cette question, ce qui a prouvé dans son résultat développemental que le Soudan était impliqué dans cette tentative d'une manière ou d'une autre. ou une autre, qui a conduit l'Éthiopie à déposer une plainte auprès du Conseil de sécurité, ce qui a abouti à l'imposition de sanctions contre le Soudan, en plus de l'inclusion du Soudan dans la liste des pays encourageant le terrorisme international.

B - La crise de Haleeb et l'escalade soudanaise En

juin 1993, le Soudan a soumis quatre mémorandums au Conseil de sécurité concernant le différend frontalier autour du Triangle de Haleeb, et en même temps le gouvernement soudanais a pris de sévères mesures d'escalade.

Cela représentait l'annexion des écoles de mission éducative égyptiennes au ministère soudanais de l'Éducation envers l'Égypte. La branche de l'Université du Caire à Khartoum a également été fermée et transformée en université soudanaise sous le nom d'Université Al-Nilein. Les autorités soudanaises ont également restitué un Un groupe de prédicateurs d'Al-Azhar au Caire et les maisons de repos du ministère égyptien de l'Irrigation au Soudan ont été saisis. Le gouvernement soudanais a ensuite annoncé l'état de mobilisation générale contre l'Autorité pour la défense de la foi et de la patrie. Les autorités soudanaises ont également annoncé la découverte d'un complot visant à envahir le Soudan depuis l'étranger, dirigé par l'opposition soudanaise et auquel l'Égypte participe avec soutien et formation. D'autres, par l'intermédiaire de l'ambassade égyptienne à Khartoum, ont également organisé plusieurs marches dans les villes soudanaises pour dénoncer le soi-disant Aggression égyptienne. Le gouvernement soudanais a également accusé l'Égypte d'avoir contrecarré les négociations d'Abuja entre la délégation gouvernementale soudanaise et John Garang en avril 1993 (13). En fait, cette escalade de... La partie soudanaise, qui a conduit à créer une crise en Égypte - Les relations soudanaises ont leurs motivations résultant de la situation interne au Soudan et de l'échec du gouvernement de salut à tenir ses promesses envers le peuple soudanais, alors que les conditions économiques et de vie se sont détériorées et que l'intensité des actes de violence politique de la part des Soudanais. Le régime envers les opposants et les citoyens s'est accru, ce qui représente à la fois une violation flagrante des droits de l'homme et l'échec à parvenir à un règlement de la question du sud malgré l'apparition de certaines transformations régionales en faveur du gouvernement de salut et aux dépens de Garang. de ces facteurs internes ont interagi pour représenter un cadre qui transcende la légitimité du régime du Gouvernement du Salut, qui l'a poussé à fabriquer cette crise (14). D'autre part, comme le facteur iranien qui est entré dans l'équation soudanaise comme l'un des motifs motivant le régime soudanais pour deuxième crise du Golfe, s'est efforcé créer cette crise, alors que le Soudan, au lendemain de la fin de la de consolider ses relations avec l'Iran, qui continuait de chercher à limiter l'influence égyptienne dans le Golfe en... Tout en encourageant la création des crises à la frontière sud de l'Égypte, cette escalade soudanaise, que nous considérons comme encouragée par l'Iran, a coïncidé avec le succès de l'initiative du président Mubarak visant à régler le conflit entre le Qatar et le Royaume d'Arabie saoudite, survenu à cette époque et en que la partie iranienne avait un rôle clair aux côtés du Qatar, ce qui... Cela signifie que l'Iran cherche à envoyer un message spécifique aux dirigeants égyptiens. Le facteur idéologique représenté par la clarté de l'identité fondamentaliste du régime soudanais vient du contrôle du Front national islamique. sur le régime et la volonté du Front d'imposer son modèle intellectuel et idéologique aux niveaux régional et mondial, ce qui contredit l'approche égyptienne, ajoutant une nouvelle motivation. Pour créer cette série de crises dans les relations égypto-soudanaises (15) - Retour sur le appel à une coopération limitée face à l'aggravation de la crise du régime soudanais : les conditions et les conditions politiques ont atteint une économiques et de vie se sont détériorées au Soudan, situation critique, surtout après l'annonce de la formation de la coalition d'opposition soudanaise et son annonce de l'utilisation du militaire comme outil pour renverser le régime soudanais. Les combats ont déjà commencé dans le sud et l'est du Soudan, et les forces de l'opposition ont pris le contrôle de certaines régions soudanaises, ce qui est devenu u

L'émergence des milices militaires des partis politiques et la croissance de la puissance militaire des milices du Front National Islamique (16). Les relations du Soudan avec les pays géographiques voisins sont également devenues des relations conflictuelles, en plus de l'intensité croissante de l'isolement arabe des Soudanais. régime en raison des différends qui ont surgi entre lui et les États arabes du Golfe concernant sa position sur l'invasion irakienne du Koweït et sa politique, concernant l'encouragement et la formation de certains éléments terroristes d'opposition dans un certain nombre d'autres pays arabes, et si nous Ajoutez à cela l'isolement international du régime soudanais, notamment après l'imposition de sanctions politiques par le Conseil de sécurité et l'inscription du Soudan sur la liste des pays encourageant le terrorisme, tous ces facteurs indiquent l'ampleur de l'aggravation de la crise du régime soudanais. Que ce soit au niveau interne, régional ou international, le régime soudanais a donc eu tendance à appeler à l'apaisement des tensions dans les relations égypto-soudanaises, ce qui a été fait pendant une période limitée à la suite de la rencontre du président Moubarak avec le président al-Bashir en marge du conflit arabe. Sommet de juin 1996 (17). Puis le régime soudanais a agi avec L'aggravation de sa crise l'a amené à appeler à une coopération limitée avec l'Égypte afin de mettre fin à ce qu'il a appelé les attaques extérieures, suggérant que ces attaques n'affectent que les intérêts vitaux égyptiens et soudanais. , et qu'ils sont principalement dirigés contre l'Égypte, à travers sa menace contre les sources du Nil, et que la visite du vice-président soudanais en Égypte a eu lieu en 1993. Ce cadre a été établi au début de 1993, mais cette visite n'a pas abouti à l'objectif souhaité. résultats pour la partie au cours de cette visite. La position soudanaise était fondée, en particulier après le Dr Hassan Al-Turabi, l'Égypte, et l'Égyptien à cet égard sur les motifs suivants, basés sur les déclarations du président Moubarak et de M. Amr Moussa, le ministre des Affaires étrangères :

R - Ce qui se passe au Soudan est une question interne entre l'opposition soudanaise et le gouvernement soudanais, et le régime soudanais doit parvenir à une solution à ce problème par la négociation.

B - L'Égypte tient à ne pas s'immiscer dans les affaires politiques intérieures du Soudan, et elle tient également à ne pas s'immiscer dans les affaires d'autres parties extérieures au Soudan.

L'Égypte est déterminée à préserver l'unité du Soudan D - La nécessité pour le régime soudanais de prendre des mesures C - Adhérer aux mesures nécessaires pour rétablir la confiance entre les deux pays afin que des relations de coopération puissent être établies - (18) - Deuxièmement : les conséquences de la manière dont le régime soudanais gère les relations égypto-soudanaises : On peut dire que la méthode suivie par le régime soudanais dans la gestion des relations égypto-soudanaises a abouti à un ensemble de conséquences dangereuses, dont les plus importantes peuvent être identifiées comme suit :

- Un état de méfiance à l'égard des tendances du régime soudanais en général prévalait parmi les dirigeants politiques égyptiens, en plus de l'accentuation des divergences de points de vue entre les deux pays sur de nombreuses questions, comme la méthode de gestion des relations régionales avec les pays géographiques africains voisins. , la question du terrorisme et les nouvelles méthodes de négociation internationale qu'il impose. La nature des changements

auxquels le monde est témoin - La politique soudanaise envers les voisins géographiques africains a mis en évidence les aspects négatifs des relations arabo-africaines, surtout depuis le régime soudanais. a tenté de mettre en lumière la nature du conflit entre l'arabisme, l'islam et l'identité africaine, qui a créé de nouveaux problèmes dans la région qui représentent...

Critique de la politique égyptienne en Afrique, qu'elle a toujours voulu éviter, la politique soudanaise a un point conduit à l'introduction d'un nouvel élément international extérieur à la région, à savoir l'Iran, qui tente de jouer un rôle dans cette région en trouvant un sujet qui lui est présenté dans la région de la mer Rouge, ce qui augmente l'efficacité de l'impact de sa pression sur les pays arabes et lui donne la possibilité d'étendre son influence aux dépens de l'influence égyptienne dans une zone extrêmement sensible pour la sécurité nationale égyptienne.

La politique soudanaise a ouvert la porte à une intervention internationale dans la question soudanaise, ce qui crée de nouvelles situations et des équations politiques extrêmement complexes pour l'Égypte et le Soudan, d'autant plus que l'approche égyptienne à cet égard consiste à réduire l'intensité de l'intervention internationale dans la question soudanaise. autant que possible, parce que les dirigeants égyptiens sont conscients des répercussions dangereuses, ce qui interfère avec l'avenir de l'État soudanais et avec la possibilité d'une séparation du sud du nord, ce qui conduit à la création de nouvelles conditions politiques qui ne sont pas garanties. ou en sécurité au regard de la sécurité

nationale égyptienne et soudanaise

La politique soudanaise envers l'Égypte a créé une situation critique pour la diplomatie égyptienne. L'activité de cette diplomatie cherchait à éviter d'imposer des forums internationaux, d'autant plus que l'objectif des sanctions contre le Soudan était d'atténuer autant que possible la gravité de ces sanctions, malgré les tensions soudanaises en cours. escalade vers l'Égypte, ce qui... Cela affaiblit la possibilité d'une pression égyptienne pour atteindre son objectif pivot, la course pour le définir dans le concept avancé (19) - Troisième - Vers une vision future des relations égypto-soudanaises :

À la lumière de la Selon les données actuelles sur la scène soudanaise et aux niveaux régional et international, on peut dire que les relations égypto-soudanaises emprunteront l'une des voies suivantes ou combineront certains éléments de ces voies :

1 - En cas d'augmentation de la violence menaçant de dégénérer en guerre civile soudanaise et de tentative d'élimination du régime soudanais par la force, le rôle égyptien aura un grand poids, d'autant plus que les dirigeants politiques égyptiens sont conscients des dangers de cette guerre civile éclate, car elle ouvre les portes à davantage

Les interventions étrangères ont des conséquences dangereuses. Elles représentent également en elles-mêmes une menace pour la sécurité et la stabilité dans la région frontalière sud de l'Égypte et entraînent une augmentation du nombre d'immigrants soudanais en Égypte pour échapper à la guerre civile, ce qui représente un fardeau pour le pays. Le gouvernement, en particulier à la lumière de l'imbrication des relations humaines entre les Égyptiens et les Soudanais et de la présence de plus de trois millions de Soudanais en Égypte vivent et travaillent sans aucune distinction entre eux et les Égyptiens. Par conséquent, les signes avant-coureurs d'une telle guerre civile qui apparaissent maintenant pourraient conduire au régime soudanais de répondre à certaines demandes égyptiennes, ce qui encourage le gouvernement égyptien à intervenir positivement pour empêcher le déclenchement de la guerre civile au Soudan ou, au moins, à calmer et à réduire l'intensité du conflit, ce qui pourrait conduire à un certain degré d'amélioration de la situation. relations égypto-soudanaises, mais la question dépend de la mesure dans laquelle le régime soudanais sera capable de réduire les charges du Front national islamique, d'autant plus qu'il existe certaines objections émanant de la politique du Front.

2 - Dans le cas d'un nouveau coup d'État militaire au Soudan conduisant à l'élimination du régime avec l'Égypte, et il est censé lutter comme le prochain, le nouveau régime tendra à améliorer les relations. du lourd héritage du régime actuel en cherchant à reconstruire les relations du Soudan avec les autres pays, le voisinage africain et les pays arabes, en plus d'améliorer l'image du Soudan au niveau extérieur. Dans une telle situation, la politique égyptienne devra fournir une assistance au nouveau régime, même si certaines réserves seront prises en considération, notamment la nécessité de l'engagement du nouveau régime à remettre le pouvoir aux civils, à établir un gouvernement démocratique et à parvenir à la réconciliation. solution au problème du sud et de l'est, et la question dans ce cas dépend de l'étendue de la possibilité d'un coup d'État militaire au Soudan et du résultat du limogeage des officiers qui conduiront à ce coup d'État, d'autant plus qu'il y a un mécontentement dans l'armée professionnelle soudanaise dotée de compétences militaires et la soumission de l'armée au contrôle du Front islamique.

3 - Dans le cas où le régime soudanais actuel persiste et que l'état de mécontentement interne et la guérilla contre le régime se poursuivent, la diplomatie égyptienne doit jouer un rôle positif en réduisant l'intensité de l'ingérence régionale et internationale dans les affaires soudanaises. l'embarras de sa position et des considérations liées aux intérêts vitaux.

L'Égypte, en cherchant à épargner au Soudan de nouvelles sanctions internationales, ou du moins à atténuer la sévérité de ces sanctions. Dans les trois cas, le Soudan reste l'un des dilemmes auxquels est confrontée la politique étrangère égyptienne, car les actions du régime soudanais actuel ont créé des situations et des problèmes nouveaux et sans précédent dans la région et ont introduit des éléments de puissance extérieure. Cela ne peut être sous-estimé, et par conséquent, la démarche égyptienne vers le dilemme soudanais sera régie par des calculs extrêmement complexes et précis. (20)

2011-2000

Au début du nouveau millénaire, les relations égypto-soudanaises ont commencé à s'améliorer, après la scission survenue dans les rangs du régime d'Ingaz et le départ du pouvoir de Hassan al-Tourabi, et après avoir surmonté la crise déclenchée par la signature de l'accord. Après l'accord de Machakos en 2002, les relations égypto-soudanaises ont connu un fort essor grâce à la visite éclair effectuée par l'ancien président Moubarak à Khartoum le 1er mai 2003, après une longue période d'interruption qui a duré plus de 13 ans. un événement majeur, et a été le point culminant de la lente amélioration des relations entre les deux pays, et a donné une indication que de nombreuses préoccupations et dossiers en suspens entre les deux pays, en particulier le dossier des questions de sécurité, ont été négligés ou contournés, notamment les effets résultant de la tentative d'assassinat du président Moubarak à Addis-Abeba en 1995, avec et que l'Égypte a décidé de donner la priorité à ses intérêts stratégiques en ouvrant une toute nouvelle page à l'autorité de sauvetage et en mettant de côté les petites craintes ou les doutes.

Au cours de cette visite, les présidents Moubarak et Al-Bashir ont décidé de réactiver les institutions d'intégration entre les deux pays, ce qui a été développé peu de temps après lors de la visite du président Omar Al-Bashir au Caire le 18 janvier 2004, où les deux pays ont convenu d'émettre un accord. loi qui reconnaît quatre libertés : propriété, mouvement, résidence et travail entre l'Égypte et le Soudan. Le président Moubarak a également ordonné au gouvernement égyptien lors de ce sommet au Caire de commencer immédiatement à ouvrir des unités de santé et des projets de services dans le sud afin de contribuer à créer la stabilité. et consolider la paix.

Cependant, l'Accord des Quatre Libertés n'a pas eu les effets escomptés, car sa mise en œuvre est restée déficiente du côté égyptien, les visas d'entrée des Soudanais n'ayant pas été totalement annulés, tandis que le Soudan est resté préoccupé par la poursuite des crises successives au sud et à l'ouest. dans des efforts continus pour parvenir à la stabilité, en vain.

Sécession du Soudan du Sud

Le processus de règlement politique de la guerre civile au Soudan du Sud, concrétisé par la signature de Naivasha 4 en janvier 2005, a déclenché une vague massive d'interactions au Soudan, ainsi que dans les pays voisins.

Égypte, et il est devenu clair pour tous qu'à partir de ce moment, le Soudan n'était plus régional et international, surtout le Soudan que nous avons connu au cours des cinquante dernières années, mais qu'il y aurait un Soudan différent, dont les dernières caractéristiques et divisions auraient été n'était pas encore réglé, car le sud était sur le point de faire sécession, et le Soudan serait alors divisé en deux pays, le nord et le sud.

Dans ce contexte, il semble que l'Égypte, qui a toujours été préoccupée par ses frontières nord-est et par la question du conflit israélo-arabe, s'étonne des changements structurels qui commencent à se manifester dans le sud de la vallée, et que Cela affecterait structurellement sa sécurité nationale au sens large du terme. L'importance du Soudan pour l'Égypte ne peut être réduite à un problème. L'eau fait partie du cœur et du corps, et si le Soudan se transforme en une région de troubles et d'instabilité, cela sera sans aucun doute Cela signifie l'isolement et le siège de l'Égypte à l'intérieur de ses frontières géographiques, le rétrécissement de son rôle régional et, peut-être, la perte de l'opportunité fondamentale qui lui est encore disponible de reformuler sa vision d'elle-même et de son rôle dans cette région. affiliation dans le bassin du Nil, dont le Soudan est situé au cœur.

La sécession au Soudan du Sud ne s'arrêtera pas aux frontières du Sud, mais pourrait s'étendre au-delà jusqu'à la désintégration du Nord lui-même en États et cantons en guerre, pauvres en ressources et enfermés dans leurs propres crises internes. Ce scénario représente un réel danger. , et la crise du Darfour pourrait en être un exemple clair.

Il cherchait à contribuer à la résolution de la crise soudanaise à travers l'initiative conjointe qu'il a présentée l'Égypte C'était conjointement avec la Libye. Cette initiative était plus globale sur les questions controversées et incluait tous les partis politiques soudanais. Elle appelait à résoudre la crise soudanaise à travers la mise en œuvre du principe de citoyenneté et l'égalité totale sans discrimination fondée sur la religion, la race ou la couleur, mais elle n'incluait pas le principe du droit à l'autodétermination inclus dans « l'Initiative de l'IGAD », et c'était précisément cette raison qui faisait obstacle au progrès. de l'initiative conjointe, dans la mesure où le Mouvement populaire de libération du Soudan l'a acceptée dans la forme et a continué à y faire obstacle sur le fond par des évasions procédurales.

Après que les émotions initiales qui accompagnaient les réserves égyptiennes à l'égard du droit à l'autodétermination se soient apaisées, résultant principalement du sentiment d'exclusion et de surprise, une sorte de changement tranquille dans la politique égyptienne a progressivement commencé à apparaître, tendant à s'attaquer au statu quo, considérant que le droit à l'autodétermination du sud est devenu une réalité, grâce à un accord juridique contraignant, d'autant plus que toutes les forces politiques soudanaises ont annoncé leur soutien à cet accord, ce qui est en fait un soutien qui relève du

L'obtention du résultat, car ces forces avaient déjà accepté le droit à l'autodétermination, depuis la signature des « Décisions d'Asmara » lors de la Conférence sur les questions fatidiques en 1995, et ces forces ont confirmé qu'elles soutenaient une unité volontaire basée sur la persuasion et la communauté commune. compréhension.

Après la révolution égyptienne de 2011

Révolution égyptienne de 2011 : article détaillé Application Crystal Clear kdict.png

Ali Othman Taha, deuxième vice-président du président Al-Bashir, a démissionné du Premier ministre égyptien Essam Sharaf le 27 mars 2011.

Le 29 mars 2011, lors de la visite du Premier ministre égyptien Essam Sharaf au Soudan, l'Égypte a signé plusieurs accords lors des réunions du Comité suprême égypto-soudanais, qui comprenaient la préparation de projets communs dans le domaine de la sécurité alimentaire et l'encouragement de investissements entre les deux pays dans divers domaines. Les accords prévoyaient le retour d'une délégation de l'Université du Caire, branche de Khartoum, en plus de discuter du problème de l'eau du Nil et de chercher à résoudre les différends par le dialogue et la compréhension entre les pays du bassin[2].

Le ministre de l'Agriculture, Dr Ayman Abu Hadid, a révélé que des négociations étaient en cours avec la partie soudanaise pour achever le projet égypto-soudanais d'intégration agricole dans le Nil Bleu, visant à cultiver 160 000 acres. Il est prévu de cultiver du coton, du tournesol, du sorgho et du sésame, la production étant répartie entre les deux pays.

Il a ajouté que le Centre de recherche agricole mène actuellement des études sur la faisabilité de la mise en œuvre du projet Arqin dans la zone frontalière entre les deux pays, dans le but de récupérer et de cultiver deux millions d'acres, soulignant que la production animale occupera une part importante. de coopération conjointe et que cinq investisseurs égyptiens étudient la création d'un projet d'élevage de vaches dans la région d'Al-Jazeera au Soudan, ce qui fait que le prix du kilo pour le consommateur ne dépasse pas 28 livres (4,7 dollars).

Le 27 décembre 2018, le ministre égyptien des Affaires étrangères Sameh Choukry et le chef des renseignements généraux égyptiens, le général de division Abbas Kamel, se sont rendus à Khartoum en visite officielle. On s'attend à ce qu'ils participent

Lors de leur visite, lors de la deuxième réunion quadripartite au niveau des ministres des Affaires étrangères et des chefs des services de renseignement en Egypte et au Soudan[3].

Le porte-parole officiel du ministère égyptien des Affaires étrangères, Ahmed Hafez, a déclaré que la visite devrait également être marquée par une réunion bilatérale entre les ministres des Affaires étrangères des deux pays, précisant que ces réunions s'inscrivent dans le cadre de la communication permanente entre les deux parties. à tous les niveaux et à la lumière des directives des dirigeants des deux pays visant à soutenir les relations bilatérales et à les développer dans tous les domaines. Et il a déclaré

Il a également noté que les réunions aborderont tous les aspects de la coopération conjointe entre les deux pays et suivront la mise en œuvre des décisions du comité présidentiel conjoint égypto-soudanais dans la capitale soudanaise, Khartoum, dirigé par le président égyptien Abdel Fattah al- Sissi et le président soudanais Omar el-Béchir en octobre 2018, afin de renforcer les relations bilatérales entre les deux pays et de les pousser vers de plus grands horizons. Je salue ce qui est à la hauteur des aspirations des peuples des deux pays frères.

Abdel Fattah Al-Sisi et Abdel Fattah Al-Burhan, Le Caire, 27 octobre 2020

Des sources soudanaises ont rapporté que le président égyptien Abdel Fattah Al-Sisi se rendra dans la capitale soudanaise, Khartoum, le samedi 6 mars 2021, une visite qui durera plusieurs heures, au cours de laquelle il s'entretiendra avec le président du Conseil souverain, le lieutenant-général Abdel. Fattah Al-Burhan. Les sources ont indiqué qu'Al-Burhan et Al-Sisi discuteraient du dossier du barrage de la Renaissance, de la crise frontalière entre le Soudan et l'Éthiopie, ainsi que des questions bilatérales.

La ministre soudanaise des Affaires étrangères Maryam Sadiq Al-Mahdi et son homologue égyptien Sameh Shoukry, Le Caire, le 2 mars 2021.

Le 2 mars 2021, le ministre égyptien des Affaires étrangères Sameh Choukry a reçu son homologue soudanaise, Dr Maryam Al-Sadiq Al-Mahdi, pour s'entretenir au palais Tahrir au Caire, et une conférence de presse est prévue à l'issue de la réunion. Il s'agit de la première visite du ministre soudanais des Affaires étrangères à

Depuis sa prise de fonction début février 2021[4].

Egypte

La veille au soir, Maryam Al-Mahdi est arrivée à l'aéroport international du Caire et a été reçue par l'ambassadeur du Soudan au Caire, Mohamed Elias, l'ambassadeur Osama Shaltut, ministre adjoint des Affaires étrangères chargé des affaires soudanaises et du Soudan du Sud, ainsi que l'ambassadeur Nabil Habashi, assistant du ministère des Affaires étrangères. Caire, selon l'agence de presse officielle soudanaise. Le ministre des Affaires soudanaises au Caire. La ministre soudanaise des Affaires étrangères participera aux travaux de la session ordinaire (155) du Conseil de la Ligue des États arabes au niveau ministériel au siège du Secrétariat général de la Ligue arabe et présentera la déclaration du Soudan. sur les questions portées à l'ordre du jour, et tiendra également un certain nombre de réunions bilatérales avec ses homologues arabes[5].

À l'issue de la réunion, une déclaration conjointe égypto-soudanaise a été publiée, dans laquelle les deux pays ont souligné l'importance de parvenir à un accord juridique contraignant sur le remplissage et l'exploitation du barrage éthiopien de la Renaissance qui réponde aux intérêts des trois pays. Il préserve les droits sur l'eau de l'Égypte et du Soudan et limite les dommages que ce projet causera à mon pays. En aval. Les deux pays ont également souligné qu'ils avaient une volonté politique et un désir sérieux d'atteindre cet objectif le plus rapidement possible, et ils ont également appelé l'Éthiopie à faire preuve de bonne foi et à s'engager dans un processus de négociation. efficace pour parvenir à cet accord.

Les deux pays ont exprimé leur appréciation pour les efforts déployés par la République d'Afrique du Sud durant sa présidence de l'Union africaine dans la gestion du déroulement des négociations sur le barrage de la Renaissance. Ils ont également salué la prise en charge par la République démocratique du Congo de la direction de ces négociations après que le Président Félix Tshisekedi de la République Démocratique du Congo a assumé la présidence de l'Union Africaine et a affirmé son plein soutien aux efforts Le rôle de la République Démocratique du Congo à cet égard

Les deux ministres ont également exprimé leur inquiétude face à l'échec des négociations parrainées par l'Union africaine et ont souligné que la mise en œuvre unilatérale par l'Éthiopie de la deuxième phase de remplissage du barrage de la Renaissance Pour la sécurité hydrique de la République arabe d'Égypte et de la République du Soudan, en particulier constituerait une menace directe. Concernant l'exploitation des barrages soudanais et la menace pour la vie de 20 millions de citoyens soudanais, ils ont également souligné que cette mesure serait considérée comme une violation substantielle de l'accord de Déclaration de principes conclu entre les trois pays en

Khartoum le 23 mars 2015

Ils ont également souligné l'adhésion des pays à la proposition soumise par le Soudan et soutenue par l'Égypte concernant le développement du mécanisme de négociation parrainé par l'Union africaine à travers la formation d'un quatuor international dirigé et géré par la République démocratique du Congo, en sa qualité de président actuel de l'Union africaine, et notamment les Nations Unies, l'Union européenne et les États-Unis pour servir de médiateurs dans les négociations, comme ils l'ont demandé. Ces quatre pays appellent ces quatre parties à adopter cette proposition, annoncent leur acceptation et lancer ces négociations dans les plus brefs délais.

Les deux ministres ont souligné la nécessité de poursuivre la coordination et les consultations entre les deux pays sur ce dossier vital et sont convenus d'informer les pays arabes frères de l'évolution de ces négociations de manière continue, à travers des consultations avec le comité arabe formé pour le suivi. sur l'évolution du dossier du barrage de la Renaissance et la coordination avec le Conseil de sécurité des Nations Unies sur toutes les questions qui y sont liées, l'évolution de la question, qui comprend la Jordanie - l'Arabie Saoudite - le Maroc - l'Irak et le Secrétariat général de la Ligue des États arabes.

Abdel Fattah Al-Sisi et Abdel Fattah Al-Burhan à Khartoum, le 6 mars 2021

Le 6 mars 2021, le président égyptien Abdel Fattah El-Sisi a déclaré qu'il rejetait l'annonce par l'Éthiopie de son intention de mettre en œuvre la deuxième phase de remplissage du barrage de la Renaissance, même si elle ne parvenait pas à un accord avec l'Égypte et le Soudan. Al-Sisi a ajouté aujourd'hui samedi, lors d'un discours prononcé lors de la conférence de presse à Khartoum, à l'issue des discussions avec le président du Conseil de souveraineté soudanais, que « l'inévitabilité d'un retour à des négociations sérieuses et efficaces dans le but d'aboutir, dès que possible », possible et avant la prochaine saison des crues, un accord juste et juridiquement contraignant sur... Le remplissage et l'exploitation du barrage de la Renaissance, d'une manière qui réponde aux intérêts des trois pays et renforce les liens de coopération et d'intégration entre nos pays et nos peuples. »[6] Il a souligné la vision identique de l'Égypte et du Soudan concernant « le rejet de toute approche fondée sur la recherche d'un fait accompli et l'extension du contrôle sur le Nil Bleu, par des mesures unilatérales ». Elle ne prend pas en compte les intérêts et les droits des peuples. entre les deux pays en aval, ce qui s'est concrétisé par l'annonce par l'Éthiopie de son intention de mettre en œuvre la deuxième phase de remplissage du barrage de la Renaissance, même si nous ne parvenons pas à un accord réglementant le remplissage et l'exploitation de ce barrage, une mesure qui pourrait menacer de causer de graves préjudice aux intérêts de l'Égypte et du Soudan. Le président égyptien a poursuivi dans son discours : « Nous avons discuté des moyens de relancer le processus de négociations en formant un quatuor international comprenant l'Union africaine, les États-Unis et l'Union européenne, ainsi que les Nations Unies, pour servir de médiateur dans le processus de négociation. » Il a souligné que ce mécanisme, proposé par le Soudan et soutenu par l'Égypte, vise à soutenir les efforts du président Félix Tshisekedi de la République démocratique du Congo et à maximiser les chances de

Déroulement des négociations. Soulignant sa pleine confiance dans la capacité de Tshisekedi à gérer ces négociations,

Et réaliser une percée afin de parvenir à l'accord souhaité.

Saleh Mon Dieu.

Le 12 septembre 2021, des sources bien informées du ministère public soudanais ont déclaré que le procureur général désigné, Moubarak Mahmoud Othman, avait reçu des signaux positifs de son homologue égyptien pour coopérer à la remise de l'ancien directeur soudanais de la sécurité et du renseignement, Saleh Gosh, et d'autres membres du régime isolé, qui ont fui vers l'Égypte après... Le renversement du régime du président Omar el-Béchir en avril 2019[7].

À l'ancien procureur général soudanais, Taj Al-Sir Al-Habr, Les autorités égyptiennes ont rejeté la demande En extradant Gosh, Khartoum a ensuite entamé des procédures pour le récupérer par l'intermédiaire d'Interpol international dans le cadre de plaintes pénales liées au terrorisme, à la corruption financière, aux soupçons de richesse illicite et à la torture de détenus lors du déclenchement des manifestations dans le pays en 2018. Les sources fiables ont ajouté que Des discussions sérieuses ont eu lieu entre le procureur général soudanais et son homologue égyptien au sujet des accusés soudanais, dont les personnes les plus recherchées se trouvent actuellement en Égypte. Elle a indiqué qu'une avancée majeure avait été réalisée à cet égard.

La partie égyptienne a exprimé sa pleine disposition à discuter de la coopération pour remettre les personnes recherchées aux autorités soudanaises, et les deux parties ont également convenu de poursuivre les contacts entre elles sur la manière et les méthodes par lesquelles cette affaire sera traitée.

Le procureur général soudanais est rentré au pays après une visite de cinq jours en Égypte, à l'invitation de son homologue égyptien, Hamada Al-Sawy, au cours de laquelle ils ont signé plusieurs protocoles d'accord pour former les procureurs des instituts de recherche criminelle du Caire. Les sources ont suggéré que cette mesure ouvrirait la voie à l'extradition de l'ancien directeur des renseignements soudanais, Saleh Gosh, qui est l'une des personnes les plus recherchées au Soudan. La coopération comprend également l'extradition d'un nombre limité de symboles du régime isolé ayant fui vers l'Égypte, ainsi que de certains contrevenants aux lois pénales du pays.

Les mêmes sources ont rapporté que le procureur général soudanais semblait optimiste quant à la coopération avec le parquet. Concernant l'extradition des personnes recherchées à travers les communications qui... Le public égyptien fera de grands progrès

Cela va se poursuivre entre les deux pays. Les suivis au Moyen-Orient indiquent que d'autres responsables ayant occupé des postes élevés dans le gouvernement d'Al-Bashir vivent désormais au Caire.

Début septembre 2021, des articles de presse rapportaient que le Bureau national d'Interpol au Soudan avait demandé à la Police criminelle internationale d'activer la notice rouge pour retrouver le directeur du Service de sécurité et de renseignement, l'arrêter et le remettre aux autorités soudanaises.

En janvier 2020, le parquet soudanais chargé des richesses illicites a demandé à Interpol d'arrêter Gosh afin d'enquêter sur les plaintes déposées contre lui, de saisir ses biens et ses comptes bancaires et de lui interdire de voyager. L'ancien procureur général avait entamé des mesures internationales pour arrêter Gosh, qui fait face à 4 plaintes pénales.

Gosh est poursuivi pour une autre accusation liée à son implication directe dans le soutien financier et logistique à une cellule terroriste visant à porter atteinte à l'ordre constitutionnel du pays. Il a été arrêté avant le début de l'opération en mai 2019. Les autorités soudanaises accusent lui d'être à l'origine de la rébellion de l'Autorité des opérations, la branche armée de l'appareil de sécurité isolé du régime, qui a terrorisé les citoyens à Khartoum en janvier 2020, obligeant l'armée et les forces de soutien rapide à affronter ces éléments avec des armes lourdes et légères à l'intérieur du territoire. ville pour contrôler la rébellion.

Après la chute du régime du président Omar al-Bashir, le directeur de la sécurité et du renseignement, l'un des personnages les plus dangereux du gouvernement, a été assigné à résidence à son domicile de Khartoum, mais il a réussi à s'échapper avant que la presse ne révèle son identité. présence en Egypte. En février de l'année dernière, Interpol a approuvé la demande des autorités soudanaises visant à récupérer l'accusé fugitif Gosh, après que celui-ci ait été informé par le ministère public que ses déplacements étaient surveillés dans l'un des pays voisins où il réside presque en permanence.

Photo de soldats du bataillon égyptien qui, selon les Forces de soutien rapide, se sont rendus à Marawi, le 15 avril 2023.

Les Forces de soutien rapide ont publié un clip vidéo montrant des membres d'un bataillon de l'armée égyptienne, affirmant qu'ils s'étaient rendus dans une base militaire de la ville de Marawi. Dans le clip vidéo publié par les Forces de soutien rapide, l'officier égyptien s'est adressé au responsable des Forces de soutien rapide en disant : « Je suis un officier et je... Le responsable... Je suis un capitaine égyptien et je suis responsable de ces personnes... Je suis un capitaine dans les forces armées égyptiennes. » Reuters a publié la nouvelle et a déclaré qu'il n'était pas en mesure de vérifier immédiatement les images et que le Les autorités égyptiennes n'ont fait aucun commentaire à ce sujet[8].

Le porte-parole militaire égyptien, Gharib Abdel Hafez, a confirmé que, dans le cadre de la présence des forces égyptiennes conjointes pour mener des entraînements avec leurs homologues au Soudan, une coordination est en cours avec les autorités compétentes du Soudan pour assurer la sécurité des forces égyptiennes. Il a également appelé les forces armées égyptiennes à maintenir la sécurité et la sûreté des forces égyptiennes.

Dans la soirée du 19 avril 2023, les médias égyptiens ont rapporté l'arrivée au Caire du premier groupe de soldats égyptiens détenus au Soudan. Selon les sources, un avion militaire égyptien a atterri au Soudan au début de la trêve et a reçu les soldats égyptiens, ajoutant que l'avion avait décollé de Khartoum et que les affrontements avaient cessé pendant leur transport. Tandis qu'un deuxième lot de militaires égyptiens arrivera au Caire d'ici quelques heures[9].

Plus tôt dans la journée, les Forces de soutien rapide ont annoncé dans un communiqué le transfert de soldats égyptiens de Merowe vers la capitale, Khartoum. Elle a confirmé dans un communiqué sur Twitter que tous les soldats égyptiens vont bien et seront extradés chaque fois que l'occasion se présentera. Elle a déclaré : « Nous rassurons les familles et le gouvernement égyptien sur le fait que les soldats présents à la base militaire de Merowe vont tous bien et reçoivent les " En raison de la situation que traverse le pays soins nécessaires, et qu'ils seront remis chaque fois que l'occasion se présentera, selon

Relations politiques

la frontière

La frontière égypto-soudanaise s'étend sur environ 1 273 km et le Soudan représente la profondeur stratégique méridionale de l'Égypte ; la sécurité et la stabilité du Soudan font donc partie de la sécurité nationale.

Al-Masry[10].

Le 27 janvier 2022, la population de l'État du Nord-Soudan continue de fermer l'artère nord reliant le Soudan et l'Égypte, ce qui a conduit à une paralysie presque complète du mouvement commercial à travers les passages terrestres reliant les deux pays, pour faire pression sur le gouvernement central de Khartoum pour répondre à leurs demandes, notamment l'annulation de la hausse des prix de l'électricité, la part de l'État dans ses ressources naturelles et l'organisation des mouvements commerciaux[11].

Le long de cette route, qui est l'une des plus grandes routes continentales, des manifestants ont arrêté des centaines de camions égyptiens et soudanais transportant des marchandises entre les deux pays. La fermeture de l'artère a commencé en janvier, en signe de protestation contre la décision du ministre des Finances Jibril Ibrahim d'augmenter les prix. Nord Il y a 23 ans, l'électricité allouée au secteur agricole a été affectée par des milliers d'agriculteurs de l'État du Nord. Bien qu'il ait rétracté sa décision plus tôt, il est revenu et a officiellement mis en œuvre les augmentations.

Sharif Al-Hamdabi, l'un des fils de l'État actif dans ce dossier, a expliqué qu'une réunion incluait tous...

Les représentants des comités de district et de village de l'État du nord ont convenu de fermer la route et de ne pas l'ouvrir du tout.

Jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites, et cela en accord avec l'association des agriculteurs.

Le militant a déclaré que la fermeture de la route avait conduit à l'arrestation de centaines de camions égyptiens transportant de nombreuses marchandises, à l'exception des voitures des citoyens entre les deux pays.

Le militant a souligné que les différents groupes qui ont signé la déclaration concernant la fermeture de la route ne reculeront pas sur leur tant que toutes les conditions convenues ne seront pas remplies. Un position et n'engageront aucune négociation avec les autorités communiqué publié par les représentants de certaines régions de l'État du nord a déclaré qu'ils avaient négocié avec le ministre des Finances pour annuler l'augmentation de l'électricité et qu'ils avaient ouvert la voie la semaine dernière avec de bonnes intentions pour le mouvement des échanges commerciaux, mais ils ont été surpris par les attermoissements. dans la mise en œuvre de la décision et le maintien de l'application des nouveaux prix à tous les secteurs agricoles, industriels et résidentiels.

Le communiqué indique que, par souci des intérêts de l'État, ils ont convenu de fermer à nouveau la route.

« L'artère du nord » en attendant que leurs revendications trouvent une réponse de la part du gouvernement. Parmi les revendications les plus importantes formulées par les manifestants dans plusieurs régions de l'État : annuler l'augmentation des nouveaux prix de l'électricité pour compenser les pertes de la saison en cours et donner à l'État du Nord, exempter l'électricité de Les projets agricoles sont irrigués et issus des revenus miniers. Sa part de l'électricité du barrage

Le communiqué souligne l'application de normes de sécurité pour les camions de marchandises en établissant des points de pesée sur la route nationale et en établissant une seule transaction contraignante convenue pour que les camions entrent aux frontières du Soudan et de l'Égypte, cette dernière empêchant les camions soudanais d'entrer sur son territoire. tandis que ses camions transportent des marchandises de toutes les régions du Soudan.

Les manifestants ont appelé à prendre une décision interdisant l'exportation de tout pétrole brut soudanais à moins qu'il ne soit introduit dans les industries manufacturières, à établir une zone de libre-échange et à commencer l'entretien de la route « L'Artère Nord », qui a été endommagée en raison du mouvement important des grands transports. camions transportant des marchandises entre les deux pays.

Les manifestants ferment l'artère internationale du nord dans un certain nombre de zones allant de l'extrême nord jusqu'aux frontières de l'État du Nil, dans la ville d'Atbara. Les comités de résistance, qui s'activent pour bloquer la route, exigent que les peuples du nord s'unissent derrière leurs revendications, y compris le retour à un régime civil dans le pays, principal garant de la résolution de tous les problèmes dont souffrent l'État et le pays. depuis.

Les membres des comités de résistance de la zone « Al-Hafeer » ont expliqué avoir fermé la route (Arqin-Dongal-Khartoum) à la circulation des camions, tandis que les comités de résistance « Al-Burqiq » ont fermé l'artère nord qui relie Halfa-Khartoum. Dongal-Khartoum. Des militants ont publié sur les réseaux sociaux des dizaines de photos. Des camions égyptiens étaient garés pendant des jours le long des routes dans de nombreuses régions de l'État du nord.

Problème de lait

L'Égypte et le Soudan revendiquent la souveraineté sur la région de Halib, située au bord de la mer Rouge et couvrant une superficie de 20 000 kilomètres carrés.

En mars 1899, le ministre égyptien de l'Intérieur, Mustafa Fahmi Pacha, décida de modifier la frontière entre le Soudan et l'Égypte pour commencer dans la région de Halfa du département égyptien de la Nubie. Avec cet amendement, Halfa et d'autres régions environnantes sont devenues une partie du Soudan.

En juillet 1902, le ministre égyptien de l'Intérieur prit la décision d'annexer le triangle de Haleeb au Soudan. Il prit cette décision après avoir formé un comité technique dirigé par le directeur d'Assouan, un « égyptien », et trois inspecteurs, dont un venant du Soudan. l'intérieur égyptien, un représentant le gouvernement du Soudan et un troisième représentant les garde-côtes égyptiens. Leur mission était de déterminer le territoire. Les tribus Bisharin ont soumis un rapport confirmant que le triangle Halib et Shaltin est une terre habitée par des tribus soudanaises. À la suite de ce rapport, le ministre égyptien de l'Intérieur a rendu sa décision[12].

Le conflit a réapparu en 1991 suite à la détérioration des relations entre Khartoum et Le Caire, après que l'Égypte ait accusé le gouvernement soudanais de soutenir les extrémistes armés égyptiens.

En août 2008, le président Al-Bashir a déclaré que Haleeb et Shalateen étaient des terres soudanaises, a déclaré le Dr Ibrahim Nasr al-Din, professeur d'études africaines au Caire, dans une interview à la chaîne qatarie Al-Jazeera, commentant les déclarations du président soudanais. : « Soulever la question Haleeb à ce moment précis indique l'existence de... pressions américaines sur le gouvernement soudanais en raison de sa position de soutien à la cause palestinienne et de son opposition à une frappe américaine en Irak. » Égypte

Il a ajouté que ces pressions constituent une tentative américaine de faire taire la voix égyptienne concernant tout règlement. Au Soudan du Sud, il empêche sa division et sa sécession, et l'éloigne complètement de la question palestinienne, en plus Pour faire taire sa voix qui rejette une frappe américaine en Irak.

En janvier 2013, le Soudan a informé le Conseil de sécurité de l'ONU de son objection à la présence égyptienne [13]. Ne pas négliger le triangle car il est vraiment original dans la région de Haleeb.

En février 2013, l'ambassadeur Essam Awad, directeur du département des affaires égyptiennes au ministère des Affaires étrangères, a confirmé l'acceptation par l'Égypte de l'objection du Soudan aux frontières internationales mentionnées dans le protocole de coopération.

Ce qui est commun entre les deux pays dans l'article (5), que la partie égyptienne a ajouté et a déclaré aux journalistes du ministère des

Affaires étrangères : « Si nous l'avions accepté, cela aurait été notre reconnaissance du droit de l'Égypte sur Halib et Shaltin. Régions."

Nous perdons de nombreuses questions. » Il a réitéré que le Soudan ne renoncerait pas aux droits de l'Égypte sur Halib, soulignant

Il a souligné que le moment n'était pas approprié pour soulever les questions frontalières à l'heure actuelle, et il a rompu l'accord

entre l'Égypte et le Soudan de ne pas s'ingérer dans les frontières des deux pays, et a révélé une proposition visant à établir des

ports pour le passage libre à travers les deux pays. les frontières des deux pays. Il a critiqué l'incapacité de la partie égyptienne à mettre en

œuvre l'Accord des Quatre Libertés et a déclaré qu'il existe 23 commissions mixtes entre les deux pays dans tous les axes qui ont

commencé leurs réunions, à l'exception de la Commission des Quatre Libertés. prisonniers soudanais dans les prisons égyptiennes à

Il est difficile de régler ce dossier, et il dit qu'il y a un grand nombre de... l'échec de l'Égypte à signer l'accord d'échange de prisonniers, déclarant que

Soudanais dans ses prisons.

Accord des quatre libertés

En février 2013, les signes avant-coureurs d'une crise ont commencé à se profiler à l'horizon entre le Soudan et l'Égypte suite au

mécontentement de Khartoum face à l'échec du Caire à mettre en œuvre l'Accord des quatre libertés, qui stipule la liberté de

mouvement de l'Égypte au sein du ministère des Affaires étrangères, de travail, de résidence et de propriété entre les deux pays.

les deux pays. Un responsable en charge du dossier soudanais a révélé la lenteur du gouvernement égyptien à restituer au

moins 100 voitures et équipements de recherche d'or que la sécurité égyptienne avait confisqués à des Soudanais

arrêtés en 2012 pour être entrés par erreur sur le territoire égyptien. Le gouvernement égyptien a ensuite libéré les Soudanais après

que le gouvernement soudanais soit intervenu et ait demandé à plusieurs reprises au Caire de les libérer. Le directeur de

l'administration a confirmé qu'elle L'Égypte, au ministère soudanais des Affaires étrangères, Essam Awad, a déclaré que l'Égypte ^{dossier} avait retardé la signature de l'Accord des Quatre Libertés parce qu'elle s'opposait à la liberté de propriété et de circulation pour les

49 des hommes ~~travaillant dans le secteur de la liberté de propriété~~ ^{travaillant dans le secteur de la liberté de propriété} ~~un temps que l'Égypte exige que la liberté de propriété soit~~

libre, alors qu'au Soudan la propriété foncière est régie par la loi du monopole. Awad a souligné que la différence dans la

clause de liberté de propriété exige orientation politique et a été renvoyé au vice-président Ali Osman Muhammad Taha. Il a

déclaré que l'Égypte avait montré sa réticence à signer un accord entre Khartoum et Le Caire pour échanger

des criminels des deux pays, notant que le Caire n'était pas favorable à cette démarche parce que le Soudan détenait un Égyptien dans ses prisons.

Un. Awad a révélé que Khartoum avait accepté la demande égyptienne de reporter l'ouverture des postes frontières de

Qastal et de Wadi Halfa, qui devaient être inaugurés début mars 2013, attribuant le report à la construction incomplète

des bâtiments administratifs de certains postes frontières du pays. côté est. Le responsable s'attend à l'ouverture du

passage d'ici trois mois et a confirmé dans un autre contexte que le gouvernement égyptien a accepté la demande du

Soudan d'annuler le mot « frontières internationales » dans l'accord sur le passage, notant que les deux pays

, **Sans** Ils ont convenu de se limiter au 22e parallèle comme frontière entre les deux pays pour le port de Qastal et Wadi Halfa, sans mentionner aucun autre port, en référence au Triangle controversé de Halib entre les deux pays.

Accords conjoints

partagé Les parties égyptienne et soudanaise ont signé lors du comité égypto-soudanais

À Khartoum, le 27 mars 2011, 9 accords, mémorandums d'accord et programmes exécutifs de coopération entre les deux pays ont été conclus.

Ces accords comprenaient :

Un accord de coopération entre le Fonds Social en Egypte et le Bureau de Zakat et de Développement au Soudan

Accord pour parvenir à la sécurité alimentaire entre les peuples des deux pays.

Un accord pour établir un autre projet de biocarburant.

Un accord-cadre entre l'Université du Caire et le ministère de l'Enseignement supérieur du Soudan concernant le retour de la mission de

l'Université du Caire, branche de Khartoum, pour travailler au Soudan.

Un mémorandum d'accord dans le domaine de la réforme administrative entre l'Organisation centrale pour l'organisation et l'administration et le

ministère du Travail, de la Fonction publique et du Développement des ressources humaines du Soudan.

Un mémorandum d'accord entre la Banque centrale d'Égypte et la Banque du Soudan pour échanger des informations et des données

dans le domaine bancaire.

Signature d'un programme exécutif dans le domaine de l'investissement entre l'Autorité égyptienne des investissements et le ministère

soudanais de l'investissement.

Un programme exécutif pour la protection de l'environnement pour 2011/2012, un mémorandum d'accord concernant le mécanisme de mise en œuvre des

travaux du comité suprême conjoint entre les ministères des transports des deux pays, un mémorandum d'accord pour la coopération médiatique et un

autre pour la sécurité maritime. .

Création d'un fonds souverain

Le 11 mars 2021, le président égyptien Abdel Fattah El-Sisi a reçu le Dr Abdallah Hamdok, Premier ministre du Soudan, au Palais fédéral, en présence du Dr Mostafa Madbouly.

Premier ministre, Dr. Mohamed Maaït, ministre des Finances, et le ministre Abbas Kamel, chef du renseignement général.

L'ambassadeur Bassam Rady, porte-parole officiel de la présidence de la République, a déclaré que la réunion a porté sur « le suivi des questions relatives aux relations bilatérales entre les deux parties, à la lumière de la récente visite du président à Khartoum, ainsi que de l'évolution des questions régionales ». d'intérêt mutuel. »

Les deux parties ont examiné les derniers développements et les efforts conjoints entre l'Égypte et le Soudan en ce qui concerne la question du barrage de la Renaissance, et il a été convenu d'intensifier la coordination étroite entre les deux parties, à la lumière de l'étape délicate actuelle dans laquelle se trouve le dossier du barrage de la Renaissance. en cours, et renforcer les communications avec les parties régionales et internationales, pour activer la proposition soudanaise de former un quatuor international de médiation. Dans ce cas, pour aider à parvenir à un accord juridique global et contraignant sur les règles de remplissage et d'exploitation du barrage de la Renaissance, avant la prochaine saison des pluies[14].

Relations militaires

Le chef d'état-major égyptien Mohamed Farid Hegazy et son homologue soudanais Mohamed Othman Al-Hussein, Khartoum, 1er mars 2021.

Le 1er mars 2021, le chef d'état-major soudanais, Mohamed Othman Al-Hussein, a reçu son homologue, le chef d'état-major général de l'armée égyptienne, Mohamed Farid Hegazy à Khartoum. Selon des sources médiatiques militaires soudanaises, cette démarche intervient au début de la visite du chef d'état-major général de l'armée.

Al-Masry à Khartoum, au cours de laquelle il assiste à la conclusion des pourparlers en cours entre les deux [15]." « A sa conclusion, un accord de coopération conjoint sera signé, qui dureront trois jours. Il a ajouté :

Le 2 mars 2021, l'Égypte et le Soudan ont signé un accord de coopération militaire entre les deux pays, en marge d'une visite du chef d'état-major de l'armée égyptienne, le lieutenant-général Mohamed Farid, à Khartoum. Le chef d'état-major de l'armée soudanaise, le lieutenant-général Mohamed Othman Al-Hussein, a déclaré après la signature que l'objectif de l'accord est « d'assurer la sécurité nationale des deux pays en construisant des forces armées pleines d'expérience et de connaissances », dirigeant « merci à l'Égypte d'être aux côtés du Soudan dans des situations difficiles. De son côté, le lieutenant-général Mohamed Farid, chef d'état-major des forces armées égyptiennes, a confirmé que Le Caire

Il cherche « à consolider les liens et les relations avec le Soudan dans tous les domaines, notamment militaire et sécuritaire, et la solidarité en tant qu'approche stratégique imposée par l'environnement régional et international ». Le chef d'état-major égyptien a ajouté que "le Soudan et l'Egypte sont confrontés à des défis communs et que de multiples menaces pèsent sur la sécurité nationale des deux pays", exprimant la volonté de son pays de répondre à toutes les demandes du Soudan dans tous les domaines militaires, décrivant le niveau de soutien militaire. coopération avec le Soudan comme étant « sans précédent ».[16] Le 19 mars 2021, les autorités soudanaises ont reçu du matériel et des machines militaires de l'armée égyptienne via le port de Port-Soudan, dans le cadre de protocoles de coopération conjoints.

L'agence de presse officielle soudanaise, SUNA, a rapporté que, conformément aux protocoles de coopération conjointe et de jumelage entre les dirigeants du Corps soudanais du génie et du Corps égyptien du génie, les forces armées égyptiennes ont fourni à leur homologue soudanaise des équipements et des machines, qui est récemment arrivé au port de Port Soudan.

L'agence a noté que "cet équipement est utilisé dans la construction et la construction de routes et d'autres travaux de génie civil, et est considéré comme un véritable ajout au Corps soudanais des ingénieurs".

Le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi a effectué une visite à Khartoum, la capitale soudanaise, début mars, et a rencontré le chef du Conseil de souveraineté soudanais, Abdel Fattah Al-Burhan, son adjoint, Mohamed Hamdan Dagalo « Hemedti », et le président égyptien. chef du gouvernement de transition, Abdallah Hamdok.

La visite d'Al-Sissi constitue le point culminant des rencontres et des visites mutuelles entre responsables égyptiens et soudanais, ainsi que quelques jours après la visite du chef d'état-major des forces égyptiennes, le lieutenant-général Mohamed Farid, à Khartoum et sa signature avec son homologue soudanais. , le lieutenant-général Mohamed Othman Al Hussein, d'un accord de coopération militaire couvrant les domaines de la formation et de la sécurisation des frontières entre les deux pays[17].

Mancœuvres Hamat le Nil 2021

Mancœuvres Hamat le Nil 2021

Le 21 mai 2021, l'armée soudanaise a annoncé l'arrivée d'un groupe de militaires égyptiens sur son territoire, dans le cadre des préparatifs du lancement des manœuvres des « Protectors du Nil », qui se poursuivront du 26 au 31 mai, avec des éléments de toutes spécialités et grades des deux armées participant au projet.

Le communiqué indique : « Les forces égyptiennes participant au projet sont arrivées à la base aérienne de Khartoum, aux côtés de convois de forces terrestres et de véhicules arrivés par voie maritime. »

L'armée a poursuivi : "La manœuvre (des Protectors du Nil) s'inscrit dans le prolongement de la coopération conjointe en matière de formation entre les deux pays. Elle a été précédée par les Aigles du Nil 1 et 2, et tous visent à échanger des expériences militaires, à renforcer la coopération, et unifier les méthodes de travail pour faire face aux menaces attendues pour les deux pays [18]."

Relations économiques

L'Égypte souhaite poursuivre sa politique visant à renforcer les relations d'intégration avec le Soudan dans tous les domaines, en particulier le domaine économique, dont l'importance a augmenté à la lumière de la crise financière mondiale et de la crise alimentaire mondiale. un certain nombre de pactes d'intégration économique entre les deux pays, dont les plus importants sont :

1 - En 1974, les présidents égyptien et soudanais ont signé une plate-forme d'intégration politique et économique entre l'Égypte et le Soudan pour codifier les relations privilégiées entre les deux pays et contribuer à renouveler les efforts communs et les énergies humaines et matérielles entre eux. Les autorités exécutives des deux pays étaient tenues d'approuver les fondements de projets ciblés qui réalisent la coordination et l'intégration économiques et de créer des agences et des systèmes pour assurer la fourniture des capacités techniques et administratives nécessaires à la création de projets qui trouvent leur chemin vers la mise en œuvre.

Avec sa signature, il entend consolider les relations

2 - En octobre 1982, les deux chefs d'Etat signent une charte

Sous toutes ses formes, notamment dans les domaines économique et financier, dans le but de constituer une unité économique complète basée

Un calendrier pour assurer la coordination des politiques

sur une stratégie qui sera mise en œuvre progressivement selon

Relations économiques, commerciales, financières et monétaires entre les deux pays en vue de préparer leur unification tout en développant

des arrangements pratiques visant à éliminer toutes les restrictions, y compris les droits de douane, qui entravent la liberté de circulation.

Personnes, capitaux et profits, liberté d'échange des biens et des produits nationaux, liberté de résidence, de travail, de propriété, d'usage et de pratique de l'activité économique, liberté de transport et de transit. La charte a identifié trois organismes principaux fondés sur les affaires d'intégration, qui sont :

•Le Conseil suprême pour l'intégration • Le Parlement de la vallée du Nil • Le Fonds d'intégration

Le Conseil supérieur pour l'intégration est à la tête de toutes les autorités dans l'exercice des pouvoirs établis conformément à

Les dispositions de la Charte, et il doit émettre les décisions, règlements et directives nécessaires à la mise en œuvre des objectifs

La Charte et le Conseil suprême pour l'intégration ont publié la résolution 21 de 1983 concernant la réglementation des accords commerciaux et de paiement entre l'Égypte et le Soudan, visant à œuvrer à la réalisation des objectifs d'intégration économique et financière entre les deux pays, y compris plusieurs facilitations dans le domaine douanier. et restrictions administratives,

Dans le domaine du commerce des chameaux, dans le domaine du commerce frontalier et dans le domaine des modalités de paiement.

Les accords commerciaux les plus importants

1 - L'Accord du COMESA, dans le cadre duquel des transactions commerciales sont actuellement réalisées entre les deux pays.

2 - L'accord visant à faciliter et développer les échanges commerciaux et son programme exécutif visant à établir une zone de libre-échange arabe majeure.

3- Un protocole d'échanges commerciaux entre les deux pays (mars 1993) dont les dispositions les plus importantes incluent que les transactions commerciales soient effectuées dans des devises librement payables et dans un système de transactions égales.

4 - En novembre 2003, un accord a été signé entre les deux parties aux termes duquel la partie égyptienne importerait de la viande réfrigérée soudanaise du Soudan.

5 - Un accord pour gérer le commerce des chameaux soudanais entre les deux parties de manière continue et fluide.

6-Accord pour établir une zone franche dans la ville de Juba.

Échanges commerciaux et investissements

Les relations soudano-égyptiennes ont connu des progrès au cours des dernières années sous divers aspects

Des opportunités économiques et d'investissement et un flux accru d'hommes d'affaires entre les deux pays, qui ont entraîné un

doublément du nombre d'entreprises égyptiennes au Soudan et vice versa.

Augmenter les échanges commerciaux et

Le volume des échanges commerciaux entre les deux pays en 2008 s'élevait à environ 500 millions de dollars et tend toujours à diminuer.

En Égypte, par rapport aux années précédentes, il y a eu de grands progrès, surtout au cours des trois dernières années. un intérêt

En ce qui concerne les exportations égyptiennes vers le Soudan, un certain nombre d'exportations égyptiennes ont connu, et connaissent encore, une augmentation de leur valeur au cours de l'année 2008 après JC, notamment l'acier d'armature, les meubles en métal, les produits alimentaires, les plastiques, les produits pétroliers, médicaments et produits en cuivre.

Concernant le mouvement des importations égyptiennes en provenance du Soudan, ils ont enregistré une valeur de 31,6 millions de dollars au cours de l'année 2008, contre 40,3 millions de dollars au cours de l'année 2007, soit une diminution de 8,7 millions de dollars, et les importations égyptiennes en provenance du Soudan sont concentrées dans le coton brut, le sésame. et les graines oléagineuses.

Quant à la valeur des investissements égyptiens au Soudan, elle a atteint fin 2008 2,5 milliards de dollars, alors qu'elle n'avait pas dépassé 82 millions de dollars fin décembre 2002, soit une multiplication par 30 en seulement 6 ans. parmi les pays arabes les plus importants investissant au Soudan, tandis que le Soudan occupe la 13ème place parmi les pays arabes les plus importants investissant en Égypte, avec une valeur de 197,2 millions de dollars au 30 juin 2008.

Les investissements égyptiens au Soudan étaient représentés dans les domaines de l'industrie (70,5%) et des services (28,4%), et le secteur agricole soudanais arrive en troisième position avec 1,1%. - Projets conjoints entre les deux pays dans les domaines des transports, des routes et de l'irrigation :

et le plus important :

Construction de la route côtière entre l'Égypte et le Soudan, d'une longueur de 280 km à l'intérieur

Le projet routier Qastal-Wadi Halfa, d'une longueur de 34 km en territoire égyptien et de 27 km en territoire soudanais

Assouan - Wadi Halfa - Route Dongola.

Développer et restructurer les lignes ferroviaires pour faciliter la circulation des marchandises et des personnes

Extension du réseau électrique au nord du Soudan

Poursuite de la coopération dans le domaine des ressources en eau et de l'irrigation, notamment en relançant le projet du canal

Jonglei visant à dégager la partie sud du Nil

Développer le réseau d'irrigation et de drainage au Soudan

Transport

Incendie après l'explosion du camion au passage d'Arqin, le 17 août 2021

Le 9 novembre 2020, le ministre égyptien des Transports Kamel Al-Wazir a annoncé un projet d'extension des lignes ferroviaires reliant l'Égypte au Soudan et à la Libye. Cette annonce s'inscrit dans le cadre des efforts du gouvernement égyptien pour moderniser le secteur des transports dans le pays, notamment le réseau ferroviaire, souvent en difficulté.

Toshka, l'extension Construction de la ligne ferroviaire d'Assouan Elle est également témoin d'accidents.] 19] Le projet comprend de Marsa Matrouh-Siwa et l'extension de la ligne Matrouh jusqu'à la ville de Wadi Halfa au Soudan. Il comprend également la construction de la ligne Salloum vers la ville de Benghazi, en Libye.

Le 18 août 2021, le directeur du poste frontière d'Arqin entre l'Égypte et le Soudan, le général de brigade Moubarak Daoud, a révélé les détails de l'explosion d'un camion égyptien chargé de produits chimiques à l'intérieur d'une grange.

La traversée de la veille. Le journal Al-Sudani a cité Daoud disant que le camion avait explosé que à midi et qu'il appartenait aux usines textiles Al-Amrabi dans l'État de Khartoum, ajoutant Les produits chimiques à bord du camion étaient des teintures, des agents de blanchiment et des fils de nylon. Sa charge utile est de 9 tonnes [20].

Daoud a attribué la cause de l'explosion à une combustion spontanée résultant de températures élevées et du contact de produits chimiques entre eux dans le camion, selon un communiqué du Département des spécifications et de métrologie du passage à niveau. Nous avons vu des moyens d'extinction d'incendie au passage à niveau, ce qui a conduit à leur assistance. David a critiqué le non-tov aient été Avec les pompiers égyptiens pour sauver la situation. Le responsable soudanais a nié que 4 camions Un camion chargé de céramiques a pris feu à proximité d'un Tesla de l'explosion et l'incendie a été maîtrisé en temps opportun avant qu'il ne soit endommagé, garantissant ainsi la sécurité des vies dans Les commandants et employés du camion ont traversé le passage à niveau, mais le camion était carbonisé avec tout son chargement[21].

Pendant ce temps, les utilisateurs des réseaux sociaux ont diffusé un clip vidéo montrant des Soudanais interceptant un camion de pompiers égyptien à l'intérieur des frontières soudanaises, au poste-frontière terrestre d'Arqin, qui était en route pour maîtriser un incendie. La réponse de l'administration égyptienne à la demande des travailleurs du passage à niveau a été retardée après qu'un incendie s'est déclaré dans leurs maisons pour le maîtriser, en raison de la difficulté des procédures d'entrée du camion de pompiers sur les lieux de l'incendie. Dans son entrée tardive. L'arrivée tardive du camion de pompiers a rendu l'incendie incontrôlable, ce qui a déclenché une réaction de colère et les travailleurs ont refusé de monter dans le camion de pompiers à son arrivée, comme le montre le clip vidéo [22].

Relations avec l'eau

png.kdict app Clear CrystalArticle détaillé : Initiative du bassin du Nil

Le Soudan revêt une importance particulière pour l'Egypte sur ce point, car c'est le lieu de rencontre des affluents du Nil venant d'Ethiopie via le Nil Blanc et le Nil Bleu pour le traverser en direction de l'Egypte. Les pays ont reçu une attention particulière pour des considérations de géographie, d'histoire, de religion, de langue et de mariages mixtes, ainsi que pour la position politique du Soudan par rapport à l'Égypte. En plus de cela, ce sont tous deux des pays en aval. Les deux pays se sont engagés à respecter toutes les conditions de coopération conformément à ce qui a été approuvé par les accords de 1929 et 1959 réglementant l'exploitation des eaux du Nil d'une manière qui réponde aux intérêts de l'Égypte et du Soudan dans les limites des parts attribuées à chaque pays

L'Égypte et le Soudan étaient également attachés à la coordination de l'eau entre eux, et cela s'est reflété dans l'interconnexion des deux pays lors de la crise survenue en 2009 autour de l'accord-cadre de coopération juridique et institutionnelle de l'Accord du bassin du Nil visant à redéviser le bassin du Nil. eaux, et la création d'une commission pour les pays du bassin du Nil, qui a été préparée par les pays en amont et que l'Égypte a refusé de signer, en conséquence, sur la base de l'exigence de préserver les droits historiques et les privilèges juridiques de la part de l'Égypte et d'une notification préalable.

La coordination entre les deux pays concernant les eaux du Nil ne s'est pas limitée à la simple prise de positions communes sur tout ce qui affecte cette importante ressource en eau, mais s'est étendue à la réalisation de projets communs pour préserver et développer cette ressource. Projet de canal « Jongli » creusé à 80 % et dont les revenus de l'eau sont partagés entre l'Égypte et le Soudan.

Le fruit le plus important de la réunion qui a eu lieu entre l'ancien président Moubarak, le Premier ministre du Sud et le vice-président soudanais Salva Kiir au Caire le 26/10/2009 a été la formation de comités conjoints qui identifieraient tous les problèmes secondaires qui pourraient résulter de l'utilisation du canal Jonglei et discuter des solutions possibles dans le cadre de quelques amendements partiels qui pourraient affecter le tracé du canal avant la reprise des travaux pour reprendre le creusement des vingt pour cent restants du canal.

Relations culturelles

Les universités des deux pays jouent un rôle efficace dans le soutien des relations bilatérales entre les deux pays à travers l'échange de visites entre professeurs des universités égyptiennes et soudanaises dans le but d'échanger des expériences, d'échanger de la littérature et des recherches entre les universités des deux pays, et de permettre des inciter les étudiants universitaires à visiter les universités d'autres pays et à offrir des bourses pour terminer des études de troisième cycle.

Échange de visites officielles

Le président Omar al-Bashir et M. El-Badawi Shehata, chef de la délégation officielle égyptienne, lors de sa visite à Khartoum, le 7 mai 2011

Morsi reçoit le président soudanais Omar al-Bashir lors de sa visite au Caire, le président égyptien Mohamed, septembre 2012

Le président soudanais Omar al-Bashir reçoit son homologue égyptien Abdel Fattah al-Sisi, le 25 octobre

.2018

24 octobre 2018 : Le Président Abdel Fattah Al-Sissi a visité la capitale soudanaise, Khartoum, au cours de laquelle il a rencontré le Président soudanais Omar Al-Bashir, où le sommet égypto-soudanais a discuté de nombreux dossiers liés à la coopération conjointe et aux moyens de renforcer les relations bilatérales dans une manière qui contribue à réaliser les intérêts des deux pays frères et des peuples de la vallée du Nil[23] .

Les travaux de la deuxième session du Comité présidentiel mixte égypto-soudanais ont également vu la signature d'un ensemble de programmes exécutifs et de mémorandums d'accord entre les deux parties dans les domaines de l'échange d'expériences, des soins de santé, de l'agriculture, de la remise en état des terres, de l'éducation et des médias. , la jeunesse, les sports et d'autres domaines de coopération commune.

19 juillet 2018 : Le président Sissi s'est rendu au Soudan et a été reçu par Omar Al-Bashir, président du Soudan.

en général. Ils ont également discuté des derniers développements dans les pays de la région et des moyens de mettre fin au conflit et à l'effusion du sang en Libye, au Yémen, en Syrie et en Irak, ainsi que de l'évolution du processus de paix au Moyen-Orient à la lumière des constantes arabes de la question palestinienne. d'adhérer à la solution à deux États et d'établir un État palestinien indépendant sur les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est pour cap

2 juillet 2015 : Le président Sissi s'est rendu au Soudan pour participer à la cérémonie d'investiture du président élu Omar al-Bashir en tant

Le Soudan a un nouveau mandat et après la fin de la cérémonie d'inauguration, un contrat a été conclu que président.

plénière en Egypte pour fournir toutes les formes Avec le président Al-Bashir, il l'a félicité, soulignant sa volonté de soutenir le Une réunion Soudan afin de réaliser davantage de progrès et de stabilité. Les deux parties ont également examiné l'évolution de la situation sur les scènes arabe et africaine.

10 octobre 2016 : Le Président Sissi s'est rendu au Soudan pour participer à la séance de clôture du Dialogue national soudanais. Il a été reçu par le Président soudanais et les ministres des Affaires étrangères, de l'Information et de la Coopération.

Internationale au Soudan. Le président Sissi a tenu une courte séance avec les présidents du Soudan, de la Mauritanie, du Tchad et de l'Ouganda, en marge de la conférence finale du dialogue national au Soudan.

23 mars 2015 : le président Sissi s'est rendu au Soudan pour participer au sommet tripartite égypto-soudanais-éthiopien convoqué par Al-Bashir et auquel a participé le Premier ministre éthiopien Hailemariam Desalegn. Il a été reçu par le président soudanais Omar Al-Bashir.

Les présidents Al-Sisi et Omar Al-Bashir ont discuté des moyens de développer les relations bilatérales entre les deux pays, de l'évolution de la situation au Moyen-Orient et des questions d'intérêt commun.

27 juillet 2014 : le président Sissi visite la capitale soudanaise, Khartoum. La visite avait pour but de vérifier l'état de santé du président Omar Al-Bashir, de le féliciter pour le succès de l'opération chirurgicale qu'il a récemment subie et de discuter de questions d'intérêt commun aux niveaux régional et international.

Surtout les situations en Libye, en Syrie, en Irak et au Soudan du Sud, et les échanges de vues entre les deux parties sur ces questions[24].

Le 3 décembre 2012, Morsi Abdel-Rahman Al-Sadiq Al-Mahdi, assistant, a reçu le Président Mohammed, Président du Soudan.

La visite du Premier ministre Hisham Qandil à Khartoum le 18 septembre 2012 et sa rencontre avec le président Omar Al-Bashir, et il a discuté avec des responsables soudanais d'une coopération commune dans tous les domaines.

Visite du président soudanais Omar al-Bashir au Caire le 16 septembre 2012 et sa rencontre avec le président Mohamed Morsi. Les deux présidents ont discuté des questions de coopération commune et d'élargissement du partenariat, notamment en matière de sécurité alimentaire.

Le ministre soudanais des Affaires étrangères, Ali Kirti, s'est rendu en Égypte le 25 août 2012, où il a rencontré Morsi. La réunion a porté sur le renforcement des relations bilatérales, le suivi de la mise en œuvre des programmes du président Mohammed et des accords de coopération conclus entre les deux pays dans divers domaines, l'augmentation des échanges commerciaux et d'investissement, et la participation des entreprises égyptiennes au processus de développement au Soudan.

La visite de l'ancien Premier ministre égyptien Essam Sharaf au Soudan en mars 2011, à la tête d'une délégation comprenant le ministre de l'électricité et de l'énergie, le ministre de la Planification et de la Coopération internationale, le ministre des Transports, le ministre des Ressources en eau et de l'Irrigation, le ministre de l'Agriculture et de la Mise en valeur des terres, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de la Technologie, le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, ainsi que le ministre des Affaires étrangères.

Le 29 mars 2011, lors de la visite du Premier ministre égyptien Essam Sharaf au Soudan, l'Égypte a signé plusieurs accords lors des réunions du Comité suprême égypto-soudanais, qui comprenaient la préparation de projets communs dans le domaine de la sécurité alimentaire et l'encouragement de investissements entre les deux pays dans divers domaines.

Domaines. Les accords prévoyaient le retour de la délégation de l'Université du Caire à la succursale de Khartoum, en plus de discuter du problème de l'eau du Nil et de chercher à résoudre les différends par le dialogue et la compréhension entre les pays du bassin.[25] Le ministre de l'Agriculture, Dr. Ayman Abu Hadid , a révélé qu'il y avait des négociations avec la partie soudanaise pour achever le projet égypto-soudanais d'intégration agricole dans le Nil Bleu, pour cultiver 160 000 acres. Il est prévu de cultiver du coton, du tournesol, du sorgho et du sésame, la production étant répartie entre les deux pays.

Visite de l'ancien ministre des Affaires étrangères Nabil Elaraby en marge de la visite de la délégation égyptienne au Soudan le 27 mars 2011. Elaraby a rencontré son homologue soudanais, Ali Karti, et les discussions ont porté sur la coordination des positions sur les derniers développements internes, régionaux et internationaux qui que traverse la région arabe et les moyens de renforcer les relations bilatérales entre les deux pays.

Le ministre égyptien de l'Irrigation a effectué dix visites au Soudan au cours des années 2009 et 2010, pour discuter avec le ministre soudanais de l'Irrigation de l'Initiative du bassin du Nil, unifier la position de négociation de l'Égypte et du Soudan en tant que pays en aval face aux pays en amont, et développer le partenariat égyptien commun. -Organisme technique soudanais pour les eaux du Nil.

La visite du ministre des Affaires étrangères et ancien chef du Service général des renseignements, Omar Suleiman, à Khartoum le 25 novembre 2009, pour s'entretenir avec des responsables soudanais, dirigés par le président Omar Al-Bashir. La visite a couvert tous les aspects de la situation égyptienne. -Les relations soudanaises et certaines des questions résultant des événements du match décisif qui a réuni les équipes nationales d'Egypte et d'Algérie, à Khartoum.

La visite du lieutenant-général Salva Kiir Mardit, Premier ministre du Sud et vice-président de la République, en Égypte le 25 octobre 2009, qui a duré trois jours, au cours de laquelle il a eu plusieurs entretiens avec un certain nombre de responsables égyptiens, dont le Ministre des Affaires étrangères et chef du Service général des renseignements.

Visite du président Omar al-Bashir en Égypte le 12 juillet 2009, au cours de laquelle il a rencontré le président de la République et ils ont discuté de la situation au Darfour et de la mise en œuvre de l'accord de paix global, avant que le président al-Bashir ne participe aux activités de le Sommet des pays non alignés tenu à Charm el-Cheikh le 15 juillet 2009.

Le président Omar Hassan Al-Bashir s'est rendu en Égypte, accompagné du ministre des Affaires étrangères Deng Alor, le 25 mars 2009, et a eu des entretiens avec l'ancien président Hosni Moubarak à la suite de la décision de la Cour pénale internationale d'arrêter le président Al-Bashir.

L'ancien président Moubarak s'est rendu à Khartoum à Juba le 10 novembre 2008, où il a eu des entretiens à Khartoum avec le président Al-Bashir qui ont porté sur l'accord de paix entre le nord et le sud du Soudan et ont discuté de la situation dans la région du Darfour et des répercussions de la décision de la Cour pénale internationale.

Premier Et les relations bilatérales d'intérêt commun. Il a également eu des entretiens à Juba avec Salva Kiir Mayardit, ministre du Sud et vice-président de la République, sur le processus de mise en œuvre de l'accord de Naivasha et les efforts du gouvernement du Sud pour trouver une solution à la crise dans la région du Darfour.

Saleh Gosh, chef des renseignements soudanais, reçoit son homologue Abbas Kamel à Khartoum, le 10 mars 2018

Le 22 janvier 2022, une source gouvernementale a rapporté à la télévision émiratie Al-Sharq que le président égyptien Abdel Fattah El-Sisi était en visite à Khartoum pour une visite inopinée d'une journée. La source a ajouté que le directeur des renseignements généraux, Abbas Kamel, et un certain nombre de ministres accompagneront Sissi lors de sa visite, au cours de laquelle il rencontrera le président du Conseil de souveraineté soudanais, Abdel Fattah al-Burhan, et des membres du Conseil souverain. Conseil. Il convient de noter que la dernière visite du président Sissi au Soudan a eu lieu quelques heures avant le coup d'État d'octobre 2021, et que le directeur d'Abbas Kamel a continué à se rendre au Soudan à plusieurs reprises avant le coup d'État, pour rencontrer Al-Burhan. [26]